
Canada

Dossier n° : 2800-54

L'AFFAIRE DU HERITAGE FRONT

RAPPORT

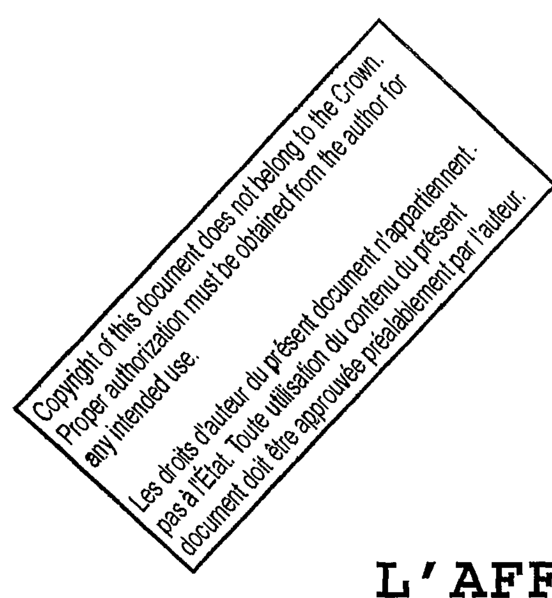
PRÉSENTÉ AU

SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS
DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ
Le 9 décembre 1994


SOL.GEN CANADA LIB/BIBLIO
0000027993

Dossier n° : 2800-54



L'AFFAIRE DU HERITAGE FRONT

RAPPORT PRÉSENTÉ AU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ
Le 9 décembre 1994

Les meubles de rêve sont les seuls sur lesquels jamais on ne se cogne les orteils ni ne s'érafle le genou.

C.S. Lewis (1898-1963)

TABLE DES MATIÈRES

MÉTHODOLOGIE

Le Comité de surveillance a remis beaucoup de rapports au Solliciteur général du Canada. Certains d'entre eux étaient volumineux, tandis que d'autres étaient plutôt succincts. Le rapport sur «L'affaire du Heritage Front» se situe quelque part entre les deux extrêmes.

Pour décrire ce que nous avons tenté de faire au cours de cette enquête, nous croyons que le mieux est de citer la déclaration de notre président devant le Sous-comité du Parlement sur la sécurité nationale le 13 septembre dernier. Seul le lecteur du rapport peut évaluer si nous avons atteint les objectifs que nous nous étions imposés.

«Tout d'abord, M. le président, voici ce que nous faisons.

Aussitôt que l'information de presse a été publiée dans le Toronto Sun du dimanche 14 août, nous avons commencé une enquête afin de savoir exactement ce que le SCRS faisait dans ce domaine.

Nous avions déjà examiné les activités du SCRS relativement aux «groupes d'extrémistes» de 1990 jusqu'au début de 1991 et avons indiqué les problèmes que nous avions repérés dans nos rapports annuels de 1990-1991 et 1991-1992.

Cet examen portait sur toutes les enquêtes en cours à ce moment-là. Il visait à s'assurer que : seuls les chefs auxquels on pouvait conférer raisonnablement le titre de «menace à la sécurité nationale» faisaient l'objet d'une enquête; que le niveau d'intrusion des enquêtes était proportionnel à la possibilité de menace; et qu'il n'il y avait pas d'intrusion dans la vie privée de personnes innocentes. Notre examen s'est concentré sur la légalité des techniques d'enquête utilisées par le SCRS, y compris les sources humaines.

L'examen en cours portera sur toutes les facettes des allégations qui ont été formulées, jusqu'au plus petit détail, y compris tout ce qui peut concerner, même de loin, l'affaire.

La loi nous confère l'autorité absolue et totale d'étudier chaque dossier, d'examiner tout document, sauf les documents confidentiels du Cabinet, ou d'interroger toute personne, lorsque nous le considérons nécessaire. Contrairement à l'impression que vous avez reçue des médias, il n'y a aucune limite à notre accès à l'information que détient le SCRS. Dans cette affaire, nous avons recours à tous les pouvoirs extraordinaires que nous confère le Parlement.

Toutefois, comme vous le savez, le Parlement a aussi décidé que les conclusions de nos examens devaient être remises au Solliciteur général, en vertu de l'article 54 de la Loi. Le

Ministre décide alors dans quelle mesure notre rapport peut être rendu public sans mettre en jeu la sécurité nationale. Nous ne pouvons décider que dans notre rapport annuel ce qui doit être rendu public.

Nous cherchons des réponses aux questions suivantes :

1. **Source possible du SCRS dans le Heritage Front**

a. Y a-t-il eu une source ou des sources humaines au sein du Heritage Front ou dans des organismes connexes? Dans l'affirmative, quel en était la raison?

b. La source du SCRS a-t-elle causé, en tout ou en partie, la création du Heritage Front?

c. Le SCRS a-t-il autorisé une source à mettre sur pied le Heritage Front ou à en devenir un membre du bureau? Dans l'affirmative, de quelle façon le Service a-t-il limité sa participation? Sur quoi reposaient les décisions du SCRS?

d. S'il y avait une source du SCRS en place, quelle est la possibilité que le Heritage Front ait été mis en place si cette source avait été absente?

e. Une source a-t-elle dirigé la mise sur pied de la ligne haineuse du Heritage Front?

f. Une source a-t-elle contribué à créer ou à appuyer le Heritage Front en fournissant directement des fonds importants (dons) ou indirectement (en payant le logement, le transport, etc.)?

g. Une source a-t-elle fait activement la promotion du Heritage Front d'une façon non financière? Dans l'affirmative, de quelle manière?

2. **Infiltration du Parti réformiste**

a. Le Heritage Front a-t-il assuré la sécurité du Parti réformiste en 1991? En 1992?

b. Dans l'affirmative, comment cela s'est-il produit?

c. Est-ce qu'une source du SCRS a joué un rôle pour organiser la sécurité assurée par le Heritage Front lors des réunions du Parti réformiste au cours des réunions de 1991 et de 1992? Dans l'affirmative, à combien de ralliements et quand?

d. Le SCRS a-t-il autorisé une source à recueillir des renseignements sur le Parti réformiste? Dans l'affirmative, est-ce que le SCRS a reçu des directives politiques à cet égard?

e. Est-ce qu'une source a tenté d'infiltrer le Parti réformiste et, dans l'affirmative, était-ce pour discréditer le Parti réformiste en révélant publiquement un lien avec le Heritage Front?

f. Est-ce qu'une source a «suivi» Preston Manning? Est-ce qu'un employé du SCRS a «suivi» Preston Manning?

g. Est-ce que le SCRS était au courant des tâches d'une source en matière de sécurité avant les ralliements? Dans l'affirmative, quand le SCRS a-t-il appris cette activité?

h. Est-ce qu'une source a fourni des renseignements sur le Parti réformiste? Dans l'affirmative, qu'est-ce que le SCRS a fait avec ces renseignements et qu'est-ce qui a motivé la décision du SCRS?

i. Si une source a participé à une ou l'autre des activités indiquées ci-avant, quelle a été la réaction du quartier général du SCRS et de la région de Toronto à ces renseignements?

j. Quand et de quelle façon le Parti réformiste a-t-il appris l'existence du groupe de sécurité raciste?

3. **Espionnage de la CBC**

a. Le SCRS a-t-il espionné la CBC ou quiconque travaillait à la société? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui a motivé la décision du SCRS?

b. De quelle façon le SCRS a-t-il appris que l'émission de la CBC, *The Fifth Estate*, faisait un reportage sur les tenants de la suprématie blanche dans les Forces armées canadiennes?

c. Le Service a-t-il respecté la loi et la politique (i) pour retenir ce renseignement et (ii) pour communiquer ce renseignement au Ministre?

4. **<u>Transmission de renseignements aux racistes sur les groupes de juifs</u>**

a. Une source a-t-elle obtenu des renseignements du Congrès juif canadien en se faisant passer pour un journaliste, ou de toute autre façon?

b. Une source a-t-elle obtenu des renseignements du <u>Jewish Student Network</u> en se faisant passer pour un journaliste du Citizen ou pour un associé de l'auteur Warren Kinsella?

c. Une source a-t-elle fait ce qui est mentionné plus haut de son propre chef ou a-t-elle reçu des directives et, dans l'affirmative, de la part de qui? Si elle a reçu des directives pour poser ces gestes, qu'est-ce qui a motivé cette décision?

d. Une source a-t-elle fourni aux tenants de la suprématie blanche des États-Unis et du Canada de l'argent et des renseignements détaillés sur des particuliers ou groupes de juifs au Canada?

5. **<u>Campagne de harcèlement contre les antiracistes/personnes de gauche</u>**

a. Une source a-t-elle comploté pour entrer dans les systèmes de messagerie vocale de personnes de gauche ou d'antiracistes afin d'obtenir des renseignements?

b. Une source a-t-elle enseigné à d'autres personnes du mouvement raciste à le faire?

c. Une source a-t-elle harcelé directement ou indirectement des activistes antiracistes (y compris des menaces de mort) ou a-t-elle demandé à des personnes de le faire?

6. **<u>Communications solliciteur-clients</u>**

a. Une source était-elle présente et dans l'affirmative, cette source a-t-elle révélé des renseignements confidentiels échangés entre Wolfgang Droege et son avocat?

b. Une source a-t-elle donné des conseils juridiques à Wolfgang Droege dans des forums judiciaires ou quasi-judiciaires?

7. **Évaluation de la gestion des sources humaines du SCRS**

a. La gestion d'une source humaine par le SCRS, le cas échéant, est-elle conforme à la loi, aux directives et politique ministérielles?

b. Quel type de supervision et de gestion le SCRS a-t-il exercé et était-il efficace?

c. Les directives ministérielles et la politique du SCRS sont-elles adéquates pour faire face aux situations qui surviennent dans une opération impliquant une source humaine?

Outre les points soulevés dans la déclaration du président au Parlement, nous avons examiné les questions posées par le Sous-comité de la sécurité nationale et les questions posées par le Parti réformiste par l'intermédiaire du Sous-comité. Nous nous sommes aussi penchés sur l'allégation selon laquelle le SCRS a espionné les travailleurs du Bureau de poste.

Au cours de notre enquête, nous avons examiné chaque dossier du SCRS, chaque note de service interne, tous les rapports, les évaluations de menace, les rapports au Ministre, les rapports aux services de police et à d'autres organismes gouvernementaux et tout autre document ayant de près ou de loin à voir avec l'"*affaire du Heritage Front*".

Nous avons interrogé 121 personnes ou avons communiqué avec elles, dont bon nombre à plusieurs reprises. En outre, nous avons tenu cinq journées complètes d'audiences formelles sous serment, au cours desquelles nous avons questionné les principaux intervenants dans l'affaire. Dans la vaste majorité des cas, nous avons obtenu l'entière collaboration des personnes que nous désirions interroger; nous avons obtenu tout particulièrement beaucoup d'aide de la part des membres et des anciens membres ou des partisans du Parti réformiste et du Parti conservateur.

Nous regrettons que malgré nos meilleurs efforts, incessants, nous n'avons pu interroger que très peu de membres du groupe Anti-Racist Action. Nous avons demandé à plusieurs reprises aux membres de ce groupe, verbalement et par écrit, de collaborer à notre enquête. En outre, nous avons tenté de lever la réticence qu'ils avaient à nous donner des renseignements sur leurs expériences relativement au Heritage Front. Nous croyions en être arrivés à une entente avec eux à la fin de novembre, mais ils n'ont pas retourné notre appel comme ils l'avaient promis et nous avons appris des médias qu'ils avaient décidé de ne pas collaborer. Nous avons envoyé une demande écrite le 23 novembre dernier, mais nous n'avons pas reçu de réponse.

AVANT-PROPOS

Les complots ne cessent de susciter toutes sortes de théories. Il en existe des centaines d'exemples dont les plus poignants et les mieux connus sont les nombreux complots que l'on croit entourer l'assassinat du président John F. Kennedy. La raison en est simple : il est impossible de démontrer une proposition négative.

Plusieurs groupes indépendants de personnes de grande compétence en sont venus à la conclusion que le monstre du loch Ness n'existe pas. Mais dans l'esprit de ceux qui croient vraiment à son existence, ces conclusions montrent simplement que les recherches n'ont pas été suffisamment poussées ou que leurs auteurs avaient des idées préconçues.

Le présent rapport se heurte aux mêmes obstacles. Aussi tenons-nous, sous la rubrique «Méthodologie», à préciser le soin que nous avons pris à nous assurer qu'il ne nous échappe aucun élément le moindrement pertinent à notre propos. Malgré tout, certaines personnes n'en réclameront pas moins une autre enquête «indépendante», nous en sommes conscients, puisque nos conclusions ne correspondront peut-être pas à leurs convictions initiales. Il s'en trouvera sans doute d'autres qui, se fondant sur les faits énoncés dans ce rapport, tireront des conclusions différentes des nôtres; nous ne leur chercherons certainement pas querelle.

Le Comité d'examen a décidé, le dimanche 14 août 1994, de faire enquête sur l'affaire du Heritage Front. Il a amorcé son enquête dès le lendemain. Un peu plus tard, à la demande du Parti réformiste du Canada, nous avons élargi notre mandat d'enquête habituel pour inclure un examen des allégations concernant l'infiltration du Parti réformiste. Nous avons suivi diverses pistes à ce sujet. Depuis le début, l'enquête nous a absorbés, nous-mêmes et presque tout notre personnel.

Ce qui distingue ce rapport de tous les autres présentés par le Comité au Solliciteur général, c'est que la plupart, sinon la totalité, des renseignements qu'il contient seront rendus publics. Il en sera ainsi parce que les allégations contre le SCRS étaient tellement graves que le public risquait de perdre confiance dans l'«appareil» de renseignement de sécurité établi par le Parlement en 1984. Les lecteurs de *«L'affaire du Heritage Front»* seront à même de juger l'efficacité des méthodes d'imputabilité mises en place aux termes de la *Loi sur le SCRS* ainsi que le rôle du Comité de surveillance dans cette structure.

Le présent rapport contient un amalgame d'informations dont une bonne partie consiste en un ensemble de faits objectifs qui se dégagent du recoupement de renseignements de nature délicate, de rapports de sources, de dossiers du SCRS et d'entrevues. Une autre partie se compose de faits présumés qui tiennent à la prépondérance de la preuve. Une autre partie encore représente, à notre avis, la séquence des événements qui a le plus de chances d'être exacte selon le poids que nous avons cru bon d'accorder aux témoignages de chacun.

Nous avons sciemment restreint l'information dans deux domaines seulement :

- nous avons tenté de ne pas divulguer trop de renseignements sur les méthodes du SCRS de manière à ne pas compromettre l'efficacité future du Service;

- nous n'avons pas enfreint la loi (article 18 de la *Loi sur le SCRS*) en identifiant la source du SCRS qui était active dans le milieu de la suprématie blanche.

Compte tenu des caprices de nos deux langues officielles, les pronoms personnels *«elle»*, dans la version française, et *«she»*, dans le texte anglais, sont utilisés lorsqu'on fait allusion à une source. Le genre de ces pronoms n'a aucun rapport avec le sexe des sources.

Le dernier chapitre du rapport contient nos conclusions. Nous avons bien pesé ces conclusions et sommes persuadés de leur bien-fondé.

Enfin, comme certains passages du présent rapport pourraient être interprétés comme des atteintes à la réputation de certains individus, nous tenons à préciser que nous avons tenté de communiquer avec toutes ces personnes pour leur faire part de la nature des passages qui se rapportent à elles, et que nous avons tenu compte de leurs commentaires. Dans certains cas, nous avons, par suite de leurs observations, apporté des changements au texte; dans d'autres cas, une note en bas de page permet de préciser leurs objections ou d'éclaircir la situation.

I. VUE D'ENSEMBLE DE L'EXTRÊME DROITE

L'information contenue dans le présent rapport porte sur plusieurs groupes et individus qui sont associés à l'extrême droite au Canada. Pour replacer dans leur contexte les personnes, groupes et événements décrits dans les autres parties de ce rapport, nous donnons un bref aperçu de la manière dont dirigeants et membres de l'extrême droite se font connaître sous des noms différents et font valoir leurs idées à divers moments.

Nous n'avons pas tenté d'exposer toutes les facettes des groupes extrémistes, ni d'analyser en profondeur leur évolution, car il existe sur le marché divers ouvrages qui fournissent ces renseignements.[1] Nous nous sommes plutôt employés à décrire *« l'essentiel »* des antécédents du Heritage Front.

Il existe bel et bien, entre les groupes extrémistes, des différences qui se situent principalement au niveau du radicalisme de leurs solutions respectives à l'égard des problèmes qu'ils perçoivent au sein de la société canadienne. Un point commun à la plupart des organisations mentionnées ci-après est leur doctrine qui peut ou bien être occulte, pour gagner des appuis plus vastes, ou bien se présenter au grand jour, comme cela est de plus en plus fréquent. Essentiellement, ces organisations partagent la conviction que les Blancs (aryens) sont une espèce en voie d'extinction. Cette conviction les amène à adopter des attitudes antisémites et antidémocratiques, à s'opposer aux immigrants et aux réfugiés, aux droits de la personne et aux homosexuels, et à prôner la liberté d'expression de l'idéologie raciste et antisémite. Les membres de ces groupes ont tendance à passer de l'un à l'autre, puis à revenir à leur groupe d'origine pour réaliser leurs dessins xénophobes.

1.1 Les nouveaux groupes

La littérature haineuse, les crimes à visées racistes et la montée des organes politiques voués à une idéologie raciste ne sont pas des phénomènes nouveaux au Canada. En effet, le Ku Klux Klan, par exemple, voit le jour dans l'Ouest canadien dès les années 20.

---

1 Voir Stanley R. Barrett, « Is God a Racist. The Right Wing in Canada », Toronto, University of Toronto Press, 1987; Warren Kinsella, « Unholy Alliances », Toronto, Lester Publishing Limited, 1992; Warren Kinsella, « Web of Hate. Inside Canada's Far Right Network », Toronto, Harper Collins, 1994.

Des mouvements fascistes et nazis canadiens succéderont à l'éphémère Ku Klux Klan durant les années 30 et 40. Le Parti national social-chrétien[2] d'Adrien Arcand soutient que le fascisme est la seule solution à notre système de démocratie libérale, cette « *invention des juifs* ». Pour Arcand, Hitler est le sauveur de la chrétienté.[3]

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le racisme et l'antisémitisme perdent en popularité, mais ces idées continuent de couver sous la cendre. Ainsi, Arcand se porte candidat à l'élection fédérale de 1949 sous la bannière du National Unity Party qui est un prolongement de son organisation antérieure.

Deux des groupes plus près de nous qui feront école au sein de la droite radicale du pays sont le Canadian Nazi Party et la Edmund Burke Society. Ensemble ils amorcent le foisonnement des organisations droitistes qui envahiront le pays aux cours des décennies suivantes.[4]

En 1965, John Beattie forme le Canadian Nazi Party qui marquera la renaissance du mouvement politique néonazi au Canada. Ce groupe, qui se fait le champion d'Hitler et de ses idées, incitera au moins une douzaine d'organisations à entrer dans l'arène avec lui.[5] À la suite de violentes confrontations, Beattie est finalement incarcéré pendant six mois pour méfait public.

En 1967 le Canadian Nazi Party devient le National Socialist Party qui a également Beattie pour chef national. Ce dernier enregistre un message téléphonique dans lequel, entre autres, il accuse les juifs communistes de manipuler les Noirs.[6]

Paul Fromm et Donald Andrews (Vilim Zlomislic) fondent la Edmund Burke Society en 1967. Cette organisation torontoise, que Stanley Barrett a qualifiée « de droitiste marginale », fait siennes tout l'éventail des questions chères à la droite, mais elle choisit d'abord l'anticommunisme comme principal cheval de bataille. Elle s'oppose ouvertement à l'immigration, à l'éducation

---

2 Le parti s'est étendu à l'Ontario sous le nom de National Christian Party of Canada et, pendant l'après-guerre, a pris la nouvelle appellation de National Unity Party.

3 Barrett, p. 22.

4 Barrett, p. 41.

5 Barrett, p. 45.

6 Barrett, p. 47.

sexuelle, au bien-être social, à l'homosexualité, à l'avortement, à la croissance démesurée de l'administration publique et à Pierre Trudeau.[7] Cette société s'emploie, entre autres, à diffuser un bulletin de nouvelles et à croiser le fer avec les groupes de gauche.[8] Dans les faits, cependant, elle n'est guère plus qu'un repaire de racistes et d'antisémites mesquins.[9] Certains de ses membres en viennent à perpétrer certains actes criminels : vandalisme, incendies criminels et voies de fait.

1.2 Manifestations récentes de racisme

Durant les années 70 et 80, on assiste à une explosion des activités de la droite. Selon Barrett, les cercles droitistes comptent près de 130 groupes actifs différents en 1987.[10] Au début, affirme-t-il, la droite radicale prêche d'abord l'anticommunisme, mais elle adopte peu à peu les principes de la pureté de la race et de l'antisémitisme.[11]

En février 1972, la Edmund Burke Society devient la Western Guard. Sous la direction de Donald Andrews, le nouveau groupe change d'orientation, passant de la guerre au communisme à la diffamation des juifs et des non-Blancs. Ses membres non violents, comme Paul Fromm, quittent la Western Guard[12] et sont remplacés par des individus qui prônent ouvertement le racisme et poussent le groupe à préconiser avec plus de force la suprématie de la race blanche et l'antisémitisme.[13]

En 1973, la Western Guard instaure une ligne téléphonique de la haine. Six ans plus tard, la Commission canadienne des droits de la personne « coupera » cette ligne, la déclarant discriminatoire. Le même scénario se répétera vingt ans plus tard,

---

7 Kinsella, 1994, p. 207.

8 Stanley Barrett s'est demandé si le groupe n'avait pas été fondé par des organismes policiers qui tentaient de saper la gauche et d'exercer une activité d'*agent provocateur* (p.70).

9 Kinsella, 1992, p. 103.

10 Barrett, annexe.

11 Barrett, p. 30.

12 Fromm a pris la parole à l'assemblée de fondation de la Western Guard à laquelle participait un dirigeant américain en vue du Ku Klux Klan. Barrett, p. 75.

13 Kinsella, 1994, p. 208.

cette fois à l'endroit du Heritage Front. Andrews récolte le douteux honneur d'être la première personne au Canada à se voir accuser de promouvoir délibérément la haine.[14] En 1975, il doit faire face à des accusations de complot d'incendie criminel, de possession d'armes et d'explosifs, ainsi que de méfait. Il est condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir comploté de perpétrer un attentat à la bombe contre une équipe israélienne de foot de passage au pays. La direction passe donc aux mains de John Ross Taylor en 1976.

À sa libération, en 1977, forcé par le tribunal de se tenir à l'écart de la Western Guard, Andrews fonde le Nationalist Party of Canada, dont les activités et les convictions s'apparentent à celles de la Western Guard. Ce parti mise sur les instincts les plus bas de ses adhérents : hostilité contre les immigrants, les homosexuels, les Noirs et les juifs, crainte de voir disparaître la race blanche de la planète et lutte contre l'action positive. Au milieu des années 80, l'effectif torontois du parti oscille, selon les sources, entre 150 et 300 membres.[15]

Paul Fromm forme ensuite deux nouveaux groupes marginaux de droite appelés Citizens for Foreign Aid Reform (C-FAR) et Canadian Association for Free Expression (CAFE). Le C-FAR s'en prend aux politiques canadiennes relatives à l'aide étrangère et à l'immigration. La CAFE, qui voit le jour en 1981, polarise son attention sur les questions de la liberté d'expression. Les individus et les groupes qu'elle défend sont généralement droitistes radicaux, comme les négateurs de l'holocauste Ernst Zundel, Jim Keegstra et Malcolm Ross.

En Alberta, un groupe tenant de la suprématie de la race blanche, qui en chapeautera d'autres, commence à prendre forme au début des années 80. En 1984, le chef américain de la Church of Jesus Christ Christian Aryan Nations octroie finalement la reconnaissance officielle au groupe Aryan Nations (AN) de Terry Long.[16] Le AN prône la violence pour établir un État strictement aryen et il s'oppose avec véhémence aux juifs et aux Noirs. Un autre groupe militant, associé au AN, dont le siège est situé en

---

14 Kinsella, 1994, p. 239.

15 Barrett, p. 106.

16 Barrett, p. 172.

Colombie-Britannique, a pour nom le Aryan Resistance Movement (ARM). Il appuie le principe hyperdroitiste de la supériorité de la race blanche et s'oppose violemment à ceux qui sont considérés comme des non-Blancs. Ses publications nazies figurent parmi les plus venimeuses au pays.[17]

Wolfgang Droege était membre de la Western Guard au milieu des années 70, avant de polariser ses efforts sur le Ku Klux Klan (KKK) en 1979. Avec Alexander McQuirter, il contribuera à l'accroissement de l'effectif du groupe, qui est estimé à 2 500 membres en 1980.[18] À ce moment-là, le KKK et le Nationalist Party of Canada de Don Andrews fusionnent temporairement. Cependant, Droege est condamné et incarcéré aux États-Unis pour sa participation au complot visant à renverser le gouvernement de la Dominique et pour plusieurs autres infractions liées à la drogue et aux armes. McQuirter quitte les rangs du KKK en même temps et, peu après, est accusé de complot de meurtre. En leur absence, le KKK disparaîtra petit à petit.[19]

1.3 Les années 90

Au début des années 90, ce sont le Heritage Front et les skinheads racistes qui prédominent. Des membres mécontents du Nationalist Party forment le Heritage Front (HF) à l'automne de 1989. En quelques années à peine, celui-ci deviendra le plus important groupe tenant de la suprématie blanche au Canada. Il est en outre mêlé à une série de poursuites judiciaires intentées par la Commission canadienne des droits de la personne et la Cour fédérale au sujet de sa ligne téléphonique de la « *haine* ». Un certain nombre de ses membres font actuellement face à diverses accusations, dont celles de voies de fait, de vol qualifié et d'outrage au tribunal.

L'action du Heritage Front était étroitement liée à celle d'autres groupes, dont celui appelé Church of the Creator (COTC), que dirigeait George Burdi. On attribuait à Burdi la deuxième place parmi les dirigeants du Heritage Front. Le groupe militant et tourné vers l'action qu'est la COTC s'est dissous en 1993 au moment où son chef diffuse des enregistrements racistes à la suite de l'arrestation de Eric Fischer et de Burdi, et des accusations portées contre eux. Ses membres n'en demeurent pas moins actifs.

---

17 Kinsella, 1994, p. 53.

18 Kinsella, 1994, p. 217.

19 Kinsella, 1994, p. 220.

Des disciples de la COTC passent au Heritage Front et au groupe de skinheads racistes appelé Northern Hammerskins, qui est peut-être plus violent que son prédécesseur. D'autres groupes de skinheads néonazis, comme le Aryan Resistance Movement et le groupe albertin Final Solution Skinheads, s'organisent et se taillent une place au sein du réseau d'extrême droite au Canada.[20]

Pour éviter de s'exposer à des poursuites et de déroger aux conditions de leur mise en liberté sous caution ou de leur libération, nombre de Nord-Américains tenants de la suprématie blanche réorientent leur action suivant le principe de la « *direction individuelle* ». Les membres des groupes extrémistes poursuivent le « *cours normal* » de leurs activités, mais ils tentent de le faire individuellement. La tendance n'est plus aux groupes identifiables dont les dirigeants peuvent être inculpés des actes criminels perpétrés par ceux qu'ils influencent.

---

20 Kinsella, 1994, p. 266-281.

II. CIBLAGE DES EXTRÉMISTES

Le présent chapitre expose les motifs qui ont amené le SCRS à décider de cibler les dirigeants du mouvement militant pour la suprématie de la race blanche. Le processus général que suit le SCRS pour déterminer *s'il y a lieu* de faire enquête sur un individu donné est décrit à l'*annexe A*.

2.1 Ciblage des extrémistes

Le SCRS n'a pas cessé de revoir, à partir de 1985, le ciblage qui vise depuis sa création certains dirigeants du mouvement militant pour la suprématie de la race blanche. Les cibles mêmes ont changé et le champ des enquêtes s'est rétréci pour ensuite reprendre de l'ampleur, il y a quelque temps. Au fil des ans, un nombre considérable de titulaires de postes de commande, au sein tant de l'appareil gouvernemental que de la magistrature, étaient au courant des activités du Service dans cette sphère et les approuvaient.

Au nombre des personnes qui, depuis la création du SCRS, ont scruté le ciblage de membres du mouvement militant pour la suprématie de la race blanche, figurent sept solliciteurs généraux, quatre inspecteurs généraux, douze membres du Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité et quatre directeurs du SCRS. De plus, des juges de la Cour fédérale ont décerné au Service des mandats l'habilitant à mener des enquêtes en ce domaine.

Dans la présente partie du rapport, nous examinerons comment le Service a ciblé les membres en cause de ce mouvement. Nous passerons en revue :

* les motifs qui ont justifié le ciblage de ces tenants de la suprématie de la race blanche; et

* les personnes visées.

Le SCRS n'a jamais autorisé d'enquête dirigée expressément sur le Heritage Front. Cela étant dit, des certificats autorisant la tenue d'une enquête du SCRS sur des tenants de la suprématie de la race blanche visaient des membres de ce mouvement.

Le SCRS a amorcé son enquête sur des membres du mouvement militant pour la suprématie de la race blanche dès sa création à titre d'organisme civil, quoique le ciblage de ces personnes ait débuté plus tôt, sous le régime du Service de sécurité de la GRC.

Le changement le plus marquant au processus de ciblage, au cours de cette période, est que le champ de l'enquête a été réduit, passant de l'ensemble des membres et des adeptes des organisations extrémistes aux personnes connues comme dirigeants. Cependant, les attestations de ciblage récentes montrent que le Service a de nouveau élargi ses activités de collecte de renseignements de manière à englober, outre les dirigeants de ces organisations, les membres de celles-ci et leurs relations qui prennent part à des actes de violence politique grave.

En février 1988, le Comité d'approbation et de révision des cibles (CARC) croyait fermement que, *même si elles n'avaient encore perpétré concrètement aucun acte de violence, ces organisations avaient les moyens de le faire.*

Après cinq années d'enquête sur l'extrême droite, le SCRS a conclu, dans la demande présentée au CARC en 1990-1991, que *les recherches menées depuis 1985 avaient permis de documenter les actes violents et criminels de moindre gravité perpétrés par les skinheads et d'autres groupes, mais rien qu'on puisse considérer comme une menace à la sécurité du Canada*. Le Service a par la suite continué d'examiner dans quelle mesure l'extrême droite constituait une menace *en polarisant son attention sur les dirigeants.*

2.2 Les premiers certificats des années 90

En 1990-1991, le ciblage des « *dirigeants de l'extrême droite* » était assujetti à l'article 12 et aux alinéas 2b)[1] et c)[2] de la *Loi sur le SCRS*. En 1991-1992, il n'était soumis qu'à l'alinéa 2c). Naturellement, les enquêtes menées par l'antiterrorisme relèvent de l'al. 2c), la « *violence politique* ».

---

1 Menaces envers la sécurité du Canada, alinéa 2b) de la *Loi sur le SCRS* :

> *« les activités influencées par l'étranger qui touchent le Canada ou s'y déroulent et sont préjudiciables à ses intérêts, et qui sont d'une nature clandestine ou trompeuse ou comportent des menaces envers quiconque ».*

2 Menaces envers la sécurité du Canada, alinéa 2c) de la *Loi sur le SCRS* :

> *« les activités qui touchent le Canada ou s'y déroulent et visent à favoriser l'usage de la violence grave ou de menaces de violence contre des personnes ou des biens dans le but d'atteindre un objectif politique au Canada ou dans un État étranger ».*

Dans la demande de ciblage de 1990-1991, l'extrême droite était considérée comme un groupe de *racistes, de fascistes et d'antisémites disposés à recourir à la violence pour atteindre leurs objectifs politiques.*

On attribuait aux dirigeants le dessein suivant :

organiser et diriger l'avancement d'une doctrine prônant la suprématie de la race blanche et comprenant, entre autres, le recours à la violence grave comme moyen d'atteindre leur objectif politique avoué.

Le SCRS se proposait de fournir des renseignements préventifs sur la

capacité des dirigeants de gagner des appuis à l'égard de leur doctrine politique extrémiste en 1990 et ultérieurement. Le financement, les directives et l'aide étrangères, ainsi que les rapports avec d'autres groupes, devaient figurer parmi les objectifs de l'enquête.

Le Service a aussi tenté d'établir *des sources humaines dans l'entourage des dirigeants de l'extrême droite* afin de connaître la stratégie de celle-ci. En polarisant plutôt son enquête sur les dirigeants, il cherchait à la distinguer des enquêtes criminelles.

En mars 1991, le CARC a ajouté une condition importante :

L'éventail des méthodes d'enquête à employer aux termes de cette autorisation devra être établi en consultation avec le Ministre.

C'est depuis ce moment-là que le Service est tenu d'envoyer un aide-mémoire au Solliciteur général - avant de donner suite à un certificat du CARC.

2.3 La deuxième série de certificats

La demande présentée en 1992-1993 au CARC à l'égard des dirigeants politiques militant pour la suprématie de la race blanche a été approuvée aux termes de l'al. 2c) de la *Loi sur le SCRS*. Les motifs énoncés à l'appui de la demande étaient :

* la coordination accrue entre les groupes extrémistes au Canada et à l'échelle internationale,

* le recours à *des techniques modernes pour compiler des données sur les individus considérés comme des menaces à l'idéologie raciste, et*

* l'utilisation de trois lignes téléphoniques haineuses *pour propager l'idéologie raciste et recruter des adeptes.*

Le Service était d'avis que les racistes avaient adopté une *attitude plus proactive pour atteindre leurs objectifs politiques*, comme en témoignait *l'existence de plus en plus répandue d'ouvrages haineux et de lignes téléphoniques racistes, de même qu'un certain nombre d'affaires criminelles très célèbres.*

Le CARC a avalisé une enquête autorisée à l'égard de la violence grave liée aux incidents racistes et antisémites, ce qui a semblé un retour aux opérations visant à recueillir une information plus vaste et préventive. Les incidents visés étaient ceux qui

> *risquaient de se manifester par des actes de violence à caractère politique. Les cas qui survenaient dans des circonstances pouvant raisonnablement laisser soupçonner l'existence d'intérêts politiques devraient faire l'objet d'enquêtes du Service auprès des autorités locales.*

Un certificat du CARC, daté de 1993, a fait ressortir deux faits nouveaux :

* *la tendance manifeste d'un nombre croissant de tenants de la suprématie de la race blanche, notamment dans les rangs des skinheads néonazis*[3], *à former des groupes plus enclins à la violence;*

et

---

3 * George Burdi, chef de l'Église Church of the Creator (COTC), a constitué un groupe chargé de la sécurité de cette dernière et du Heritage Front. On l'a en outre *soupçonné d'avoir tenté de se procurer ou de fabriquer des engins explosifs artisanaux.*

* Un membre de la COTC a été arrêté pour des infractions relatives aux armes à feu.

* la *présence de plus en plus fréquente d'armes perfectionnées dans le milieu des tenants de la suprématie de la race blanche.*

Le Service a ajouté ce qui suit :

Nous continuons à distinguer les crimes motivés par la haine et les incidents à caractère racial des activités que commandent les dirigeants qui militent pour la suprématie de la race blanche en vue de réaliser leurs objectifs politiques[4].

Tout comme dans le certificat de l'année précédente, on a formulé dans celui de 1993 une inquiétude au sujet des liens qui s'étaient établis au sein des groupes canadien et étranger de tenants de la suprématie de la race blanche, et entre ces deux groupes.

Il est reconnu dans le certificat que le Heritage Front était devenu, *de tous les tenants de la suprématie de la race blanche, le groupe le plus en vue au pays*, assez en vue pour susciter la création d'un groupe opposé appelé *Anti-Racist Action*. On a *prétendu que celui-ci s'apprêtait à recourir à la violence et à des tactiques d'« action directe » pour faire échec aux adeptes de la suprématie de la race blanche.*

2.4 Le certificat actuel

Dans son tout dernier certificat, le CARC a tenté de faire ressortir les liens plus étroits qui existaient entre les incidents de violence raciale et les objectifs politiques des tenants de la suprématie de la race blanche.

Les dirigeants visés par notre enquête ont montré qu'ils pouvaient organiser des actes de violence motivés par leurs idéaux et amener des groupes d'adeptes à les exécuter. Fait encore plus important, les individus identifiés comme dirigeants ont tendance à user de violence et sont

---

4
* Visite des Américains Tom et John Metzger (chef de la White Aryan Resistance) en juillet 1992. Déportés.

* En 1993, tentative de Denis Mahon (chef du Ku Klux Klan en Oklahoma) de venir au Canada pour soutenir Wolfgang Droege à son audition devant le Tribunal canadien des droits de la personne. Arrêté à l'aéroport.

* Automne de 1992 - l'historien révisionniste britannique David Irving séjourne au Canada. Déporté par la CEIC.

disposés à y recourir pour réaliser leur objectif politique, celui d'établir un État « aryen »réservé aux Blancs[5].

[5] Incidents criminels cités :

- affrontements entre antiracistes et le Heritage Front à Ottawa (mai 1993) et à Toronto (juin 1993),

- Wolfgang Droege et plusieurs de ses partisans accusés de voies de fait, de vol à main armée, d'enlèvement et de séquestration, et

- George Burdi et Eric Fischer font tous deux face à des accusations au criminel.

III. PRÉSUMÉ INFORMATEUR TENANT DE LA SUPRÉMATIE BLANCHE

3.1 Contexte

3.1.1 Activités de contre-espionnage

Ce sont les rapports de la source avec des diplomates d'un pays étranger, en 1986, qui attirent d'abord l'attention du SCRS. Cette année-là, le 29 janvier, le Service apprend qu'un diplomate d'un pays étranger est entré en rapport avec deux personnes qui sont en mesure de fournir de l'information susceptible d'intéresser ce pays.

L'employeur de la source transmet gratuitement, depuis trois ans, des bribes d'information de peu de valeur au vice-consul du pays concerné, en poste à Toronto. Il a recruté cette source qui entretient des rapports avec l'opposition à Toronto.

Le représentant du consulat torontois adresse la source et son employeur à un agent du renseignement qui est affecté à l'ambassade d'Ottawa. Celui-ci estime fondées les prétentions de la source et cherche à en faire un agent d'accès au sein du mouvement torontois.

Un agent de sécurité de l'ambassade du pays étranger rencontre la source et son comparse, et affirme que l'ambassade doit se faire conseiller par une agence de sécurité au sujet de dispositifs de sécurité. Il demande en outre à la source de l'inscrire à un cours universitaire sur le terrorisme et d'enregistrer sur magnétoscope toute manifestation de l'opposition. Le contrôleur admet que l'entreprise tient à ce marché, dans le domaine de la sécurité, en dépit de l'opinion du SCRS qui leur conseille de rompre cette relation.

Le 6 mars 1986, une fois que la source et le diplomate étranger se sont rencontrés, le SCRS entre en rapport avec la source qui accepte de coopérer avec lui. Cette dernière explique au contrôleur qu'il a un contact qui a accès aux groupes torontois opposés au gouvernement étranger.

Les représentants du gouvernement étranger sont en voie de former la source à titre d'agent lorsque, le 20 août 1986, le ministère des Affaires étrangères expulse un diplomate à titre de « *persona non grata* » et n'autorise pas le second à revenir au Canada pour le même motif. Le mois suivant, le premier secrétaire de l'Ambassade renoue avec la source et poursuit sa formation d'agent d'accès. En dépit de ces rapports, le gouvernement du pays étranger semble se désintéresser de la source. L'administration

centrale (AC) du SCRS soupçonne qu'un ami de la source était peut-être précieux pour l'ambassade et l'informe que les mesures prises à l'égard des *« persona non grata »* sont attribuables à la source.

3.1.2 Affectation du tenant de la suprématie blanche

En février 1987, la source est détournée vers une autre cible.

Un facteur qui milite en faveur de la décision de détourner la source tient au fait que celle-ci est une connaissance d'un collègue de travail d'un extrémiste de droite. Après avoir été présentée à cette personne, en février 1987, la source entre en rapport avec le contrôleur du SCRS, fournit spontanément des renseignements sur l'implication au sein du groupe Aryan Nations et affirme qu'elle est disposée à infiltrer la droite pour le compte du SCRS.

Lorsqu'elle rencontre un enquêteur du SCRS de la Région de Toronto, le 26 février 1987, la source se voit expliquer le mandat du Service à l'égard des cibles droitistes. On lui dit également qu'elle ne peut se permettre aucune infraction à la loi, si insignifiante puisse-t-elle sembler (p. ex., placarder des slogans ou des symboles droitistes à l'aide de peinture en aérosol).

3.1.3 Naissance de problèmes

La source offre de recruter son ami, un ex-agent de police. L'enquêteur lui demande de maintenir sous le sceau du secret son association avec le SCRS. Le 5 mars 1987, un service de police communique avec le bureau régional de Toronto et affirme que la source s'est vu offrir par son informateur de le présenter à un membre du SCRS.

Après avoir dévoilé pour la première fois son association avec le SCRS, la source nie cette indiscrétion et se voit informer en termes non équivoques que, pour sa propre protection, cette association doit demeurer strictement confidentielle. Le contrôleur ne saurait dire si la source policière est au courant de cette association parce qu'elle l'a appris de la source du SCRS ou si elle a fait une *« supposition éclairée »*.

En avril 1987, un chef de sous-section affirme à l'AC du SCRS que ce dossier commence à sentir le roussi, car il n'aime pas la manière dont la source et son ami peuvent s'être associés.

Cependant, comme les rapports du Service avec la police sont excellents et que la source est en cours de formation, l'opération se poursuivra, assujettie à un contrôle serré.

Les gestionnaires de la Région de Toronto en viennent à la conclusion que l'utilisation de cette source « n'est pas gravement compromise » et se disent confiants qu'un contrôle et une direction fermes l'empêcheront de faire d'autres manquements à la sécurité. L'AC du SCRS favorise la poursuite de la formation de la source, mais formule, entre autres, la réserve suivante : la source semble un peu trop zélée, ce qui peut en avoir compromis la confidentialité. Il faut renforcer les mesures de sécurité, ainsi que surveiller avec soin et diriger la progression de la source en ce domaine.

Le 11 juin 1987, l'enquêteur du bureau de Toronto rencontre un représentant de la police. Il apprend que la source a de nouveau informé une source de la police du fait que le SCRS lui a confié une opération à long terme.

L'AC du SCRS recommande alors qu'on informe la source d'un changement dans les priorités du Service et du fait que celui-ci n'a plus besoin de son aide, ce à quoi acquiesce le Bureau régional de Toronto. Les contacts avec la source ont alors cessé.

3.2 <u>La droite radicale</u>

3.2.1 <u>Nouveau départ</u>

Un peu plus d'un an plus tard, soit le 4 novembre 1988, la source communique avec le Bureau régional de Toronto. Elle a rencontré une personne ayant des liens étroits avec les milieux extrémistes. La source estime alors qu'elle doit faire part de la situation au Bureau régional.

La source dit à un enquêteur que la droite radicale ne présente pour elle aucun intérêt personnel. Le contrôleur lui demande de l'avertir de tout contact avec les extrémistes.

Compte tenu des révélations de la source du SCRS à celle de la police, le contrôleur ne lui prodigue aucun encouragement, mais la source affirme néanmoins qu'elle identifiera le plus de membres possible de chaque cellule.

Le Bureau régional s'inquiète de l'intensification du recrutement, notamment auprès des skinheads. Pour ses enquêteurs,

> « les principes droitistes de violence du Identity Movement constituent un excellent exutoire pour la frustration des

« skinheads » et il se peut que, par un heureux hasard, cela ait révélé une intensification des actes de violence du mouvement torontois de droite à l'état embryonnaire.

Le Bureau régional n'est pas disposé à ne pas suivre de près le développement de cette situation et la source est nettement la mieux placée pour la tenir au courant des faits nouveaux.

3.2.2 Le problème de longue date

Le 12 décembre 1988, le service du renseignement d'un deuxième corps policier informe le Bureau de Toronto que, au cours d'une enquête criminelle, une de ses sources a mentionné que la source du SCRS s'est vantée d'avoir des contacts au sein du Service.

Pour le contrôleur, il n'est pas difficile de dicter la conduite à suivre à cet individu (la source) puisqu'il lui soumet toujours ses idées avant de les réaliser et qu'il est réceptif si on lui dit de ne pas donner suite à un plan particulier. C'est apparemment un type grégaire avec qui il est facile de s'entendre. Le contrôleur entretient avec lui des rapports positifs.

En mai 1989, la source signale qu'un dirigeant du Parti nationaliste a participé à une réception donnée dans la maison d'Alan Overfield. Ce dernier deviendra célèbre deux ans plus tard lorsqu'il dévoilera les liens entre le Heritage Front et le Parti réformiste[1].

3.2.3 La droite infiltrée

À l'automne de 1988, la source est invitée à la résidence de Don Andrews, chef du Parti nationaliste du Canada, qu'elle voit pour la première fois. Andrews lui apparaît précisément comme elle l'imaginait : c'est manifestement un radical; il agit comme une personne qu'on idolâtre.

Cinq personnes qui ont un emploi prennent place avec Andrews, autour de sa table, à la réunion hebdomadaire. Les autres

---

1 Dans les années 70, Alan Overfield est membre actif du groupe droitiste Edmund Burke Society et du Western Guard Party, qui est enclin à la violence. Au cours de 1972, il fait partie des membres du Western Guard qui reçoivent une formation au tir dans un camp situé au nord de Kaladar, en Ontario. Durant les années 80, Overfield est associé au Parti nationaliste du Canada. Il nie être enclin à la violence.

invités présents, une dizaine en tout, restent debout. Andrews les appelle ses « androïdes[2] » : ce sont des chômeurs qui habitent ses maisons de chambre. On nous dit qu'Andrews prend les chèques qu'ils touchent et, après avoir soustrait le loyer et les autres frais, leur donne le reste, faisant tout un plat du fait qu'il les appelle et leur remet lui-même leur argent. Entre autres, Andrews les réprimande si elles ne se rappellent pas certains sigles, comme OMS (*one man show* - spectacle solo), pendant les tests qu'il leur fait subir[3].

L'un des membres de la coterie d'Andrews est David Maxwell French. Celui-ci aime dépenser son argent en achetant divers articles, et notamment des uniformes, qui ont appartenu à des nazis décédés. Il ne trouve pas acceptables les souvenirs de nazis encore vivants. Aussi les membres du mouvement extrémiste l'affublent-ils du surnom de « Nécro-nazi ».[4]

Comme dans le jeu de hasard appelé « floating crap game », dans lequel les participants changent de place, les gens passent de l'éditeur d'écrits haineux[5] Ernst Zundel au professeur d'école secondaire Paul Fromm, puis à Don Andrews, pour revenir ensuite au point de départ[6].

3.2.4 Sortie de prison de Droege

Un événement marquant survient en avril 1989. Don Andrews tient une réunion extraordinaire. Ses « androïdes » sont invités à sa résidence. Ceux-ci sont présentés à un ami, Wolfgang Walter Droege, qui n'est à Toronto que depuis quelques jours.

Droege a été relâché de la prison de Lompoc, aux États-Unis, le 21 avril 1989, quatre ans après avoir été condamné à la réclusion pour entrée illégale et pour diverses infractions

---

2 Entrevue du CSARS avec la source.

3 Entrevue du CSARS avec la source.

4 Entrevue du CSARS avec la source. French nous a dit qu'il n'avait jamais entendu l'expression "Necro-Nazi".

5 Pour M. Zundel, les documents qu'il publie énoncent des faits véridiques et il ne s'agit pas d'écrits haineux. Il souligne n'avoir jamais été condamné pour avoir publié de la propagande haineuse.

6 Entrevue du CSARS avec la source.

relatives aux drogues et aux armes à feu. C'est à ce moment-là qu'il se rend à Toronto où il cherche à obtenir de l'argent pour s'établir avant d'aller retrouver son amie dans une autre province.

Étant considéré comme le principal dirigeant du mouvement d'extrême droite, Droege a le privilège de prendre place à la table d'Andrews. Comme il est arrivé au Canada les mains vides, un nombre considérable de personnes l'aident en l'accueillant chez elles et en lui offrant gîte et couvert. Droege ne tarde pas à travailler comme huissier à temps partiel pour un vieil ami et ancien associé du Parti nationaliste, Alan Overfield.

En juillet 1989, la source signale que *Droege s'est dit intéressé à fonder un groupe appelé « Society for the Preservation of the White Race »* (SPWR) et elle exprime l'avis que tout groupe formé par lui sera presque à coup sûr tourné vers l'action. Le SCRS lui demande de suivre de près la situation.

Le mois suivant, en août 1989, le SCRS apprend de la source que Droege a continué d'échafauder son plan de former un groupe distinct du PNC. Droege en a cependant changé le nom pour celui de « White Heritage Foundation » (WHF), qu'il décrit comme un groupe de Blancs nationalistes dévoués, dont l'objectif serait de forcer le gouvernement à inclure leur mandat (celui de la WHF) dans son programme. Cette dernière agirait en outre comme groupe de pression chargé de protéger les droits des Blancs. Telle serait l'image publique de la WHF.

La WHF aurait aussi une image secrète. L'une de ses activités à ce titre serait d'établir une enclave blanche. Sous la direction de Droege, la WHF désignerait un comté ou une région particulière, puis recourrait aux moyens de persuasion ou d'incitation qu'il faudrait pour convaincre les non-Blancs de quitter les lieux.

L'image secrète de la WHF comporterait aussi un autre élément, soit une clique d'intimes qui ne seraient connus que de quelques-uns sous l'appellation de *frères*. Ce serait ce groupe qui, dans les faits, dirigerait les diverses menées de la WHF. Les membres ordinaires de cette dernière ne devraient pas connaître l'existence de cette clique. Deux autres personnes ayant quitté le Parti nationaliste du Canada, soit Gerald Lincoln et Grant Bristow, sont pressenties par Droege pour occuper des postes au sein de ce groupe.

Le bruit courant, au PNC, que Grant Bristow et un autre membre sont des mouchards de la GRC, Andrews suggère que Droege fasse rencontrer les gens à Bristow de façon à pouvoir s'en porter garant par la suite.

3.3 Voyage en Libye - Fondation du Heritage Front

3.3.1 Les débuts

La source faisait partie d'un groupe de dix-sept personnes invitées par Andrews à se rendre à Tripoli pour assister aux célébrations du 20e anniversaire de la révolution libyenne, du 26 août au 4 septembre 1989.

Don Andrews prétend qu'il ne peut y aller, parce qu'il a des démêlés avec la justice et ne peut quitter l'Ontario.

Selon la source, la plupart des personnes ont été choisies parce qu'elles ne risquaient pas d'embarrasser Andrews et son parti. Posséder des bagages constituait également un atout. Un autre critère était l'argent. Une escale était prévue à Rome pour un changement d'avion, et Andrews cherchait des gens capables d'assumer les dépenses reliées à leur hébergement sur place.[7] Andrews a remboursé la plupart des dépenses engagées pendant le reste du voyage en utilisant les avances faites par la Libye; cette entente avait probablement été conclue par l'entremise d'un agent libyen.

Dans le groupe d'Andrews, les «heureux élus» étaient Nicola Polinuk, June et Max French et Wayne Elliot; Anne Ladas était responsable de la délégation, s'étant déjà rendue en Libye par le passé.[8]

L'itinéraire prévoyait un changement de vol à Rome en route vers la Libye et une halte d'un jour dans cette ville au retour. Les 17 représentants du Parti nationaliste du Canada étaient logés dans des locaux partagés.[9]

À Rome, en route vers la Libye, le départ de l'avion a été retardé d'une couple d'heures. Priés de présenter leurs passeports à Rome, la majorité des membres du groupe n'ont eu aucun problème. Toutefois, Wolfgang Droege ainsi que James Dawson, Max French et June French ont été entraînés à l'écart. Les noms de ces quatre personnes figuraient sur le même billet, et l'escouade anti-terroriste romaine souhaiter interroger Droege et probablement les dissuader, lui et les autres, de se rendre en Libye. Voici ce

---

7 Entrevue du CSARS avec la source.

8 Entrevue du CSARS avec la source.

9 Entrevue du CSARS avec la source.

qu'aurait déclaré un agent italien : *Ça chauffe trop en Libye*; Max French aurait répondu : *On va mettre des shorts*; Droege a ensuite dit à French de se la fermer.[10]

3.3.2 De Malte à Tripoli

Les membres du groupe ont fait le voyage de Rome à Malte en avion. Une fois arrivés, ils ont été envoyés dans un bateau, décrit ultérieurement comme un «bateau-prison converti», faisant la navette entre Malte et la Libye. Gerry Lincoln, James Dawson, Wolfgang Droege et Grant Bristow partageaient la même chambre dans une pièce appelée le cachot. Pour leur sécurité, les racistes de droite ont dû être séparés des anti-fascistes de gauche.[11] Une fois le bateau mis à quai, les membres du groupe du PNC n'ont pas été autorisés à débarquer. Ce n'est qu'après plusieurs jours de plaintes qu'ils ont finalement été autorisés à se rendre au camp Kadhafi, situé à quelques kilomètres de Tripoli.

Au camp, on a informé le groupe du Parti nationaliste qu'il y aurait un défilé dans un stade. Toute personne intéressée à participer devait accepter de porter l'uniforme vert de Muammar al-Kadhafi. Si son groupe acceptait de se plier à cette exigence, Anne Ladas serait invitée à prendre place tout près de Kadhafi. Max French, toujours prêt à porter un uniforme, souhaitait à tout prix en revêtir un pour le défilé.

Droege et les autres ont été informés de ce projet (uniformes et défilé). Droege s'est levé et a dit qu'il refusait d'y participer. Au début, il était seul contre 16. Toutefois, ne voulant pas être filmée dans un uniforme libyen, la source s'est levée et a appuyé la position de Droege. Ladas a alors déclaré qu'elle informerait les Libyens et que ces derniers feraient la vie dure à la source et à Droege. Ces paroles ont eu pour effet de fouetter les membres en accord avec les deux dissidents, y compris Lincoln et Dawson.[12]

Max French a vertement injurié les deux dissidents et était très déçu de la décision. Finalement, il a quand même reçu son uniforme.[13]

---

10 Entrevue du CSARS avec la source.

11 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

12 Entrevue du CSARS avec la source.

13 Entrevue du CSARS avec la source. French a rejeté cette description des événements.

Droege avait défié la ligne de conduite du Parti et créé une division entre Andrews et lui-même. Il a confié à la source s'être rendu compte que le gouvernement de Khadafi appuyait le Congrès National d'Afrique qui tuait des Blancs en Afrique du Sud. Dans son optique raciste, Droege jugeait que le régime ne méritait donc rien de moins que l'anathème.[14]

3.3.3 Escale à Chicago

Dans l'avion en provenance de Rome, des membres de la délégation ont examiné leurs billets et se sont rendus compte que l'itinéraire de retour était le suivant : Rome-Chicago-Toronto. Lorsqu'on a signalé ce fait à Anne Ladas, elle aurait dit que l'arrêt à Chicago se limitait à une période d'attente dans la salle de transit international. Comme condition de sa mise en liberté d'une prison américaine, Droege n'était pas autorisé à entrer aux États-Unis. Il avait purgé quatre ans et demi d'une peine de 13 ans, et il lui était interdit de retourner aux États-Unis avant cinq ans.[15]

Dans l'avion vers Chicago, Droege a pris place à côté de Grant Bristow plutôt que de James Dawson, ce dernier étant très corpulent. L'agent de bord a remis les formulaires de déclaration des Douanes aux passagers. Il était donc évident que le groupe entrerait officiellement aux États-Unis. Droege a demandé : «Qu'allons-nous faire?» De répondre Bristow : «Nous allons probablement nous faire arrêter.»[16]

Droege a protesté auprès des agents de bord d'Alitalia. Il a dit à Bristow d'informer les autres qu'ils devaient passer aux Douanes et à l'Immigration, puis d'appeler Andrews aussitôt que l'avion aurait atterri. Droege s'est demandé si Andrews n'avait pas comploté en vue de le faire arrêter, compte tenu de l'itinéraire suivi. Il aurait pu être réincarcéré pendant une autre période de neuf mois si les choses avaient mal tourné pour lui.[17]

Droege souhaitait demeurer à bord de l'avion et retourner à Rome, mais le commandant lui ordonna de quitter l'appareil, à défaut de quoi il serait accusé de piraterie.[18] Les membres du

---

[14] Entrevue du CSARS avec la source.

[15] Audiences du CSARS, Wolfgang Droege.

[16] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[17] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[18] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

Parti nationaliste du Canada furent arrêtés et certains reçurent des menaces de la part des responsables américains. Ils furent soumis à une fouille à nu, qui s'assortit d'une fouille des orifices destinée à vérifier la présence d'objets de contrebande.[19]

L'ensemble du groupe, y compris la source, fut détenu par les Douanes américaines pendant plusieurs heures et soumis à des interrogatoires. Les membres du Parti nationaliste du Canada, à l'exception de Droege, furent ensuite autorisés à se rendre au contrôle des passeports et à accomplir les formalités des Services de l'immigration.[20]

Anne Ladas et Nicola Polinuk téléphonèrent à Don Andrews, qui leur avait donné instruction de revenir au Canada. Andrews dit à Bristow de prendre un avocat pour Droege, alors que le reste du groupe devait rentrer à Toronto sitôt qu'il serait autorisé à le faire.

Andrews s'entretint à nouveau avec Ladas et avec Polinuk. Ils s'absentèrent pour un moment, puis revinrent avec une somme de 1 000 $, qu'ils remirent à Bristow, pour Droege. Cette somme représentait le don de la Libye au Parti nationaliste du Canada. Lincoln, Dawson et les autres membres du groupe versèrent 250 $ pour payer la chambre d'hôtel de Bristow. Un membre du groupe appela le consulat du Canada afin de lui faire part de l'arrestation de Droege.[21]

Conformément aux instructions qu'Andrews lui avait données, Bristow prit contact avec un avocat de Chicago au nom de Droege. Il communiqua ensuite avec un représentant du consulat du Canada. Le diplomate fit savoir à Bristow qu'il ne servait à rien d'attendre et qu'il pouvait rentrer au Canada. Bristow suivit ce conseil.[22]

Avant de partir, Bristow versa un acompte de 1 000 $ à l'avocat et il lui remit une liste sur laquelle figuraient les noms des employés des lignes aériennes Alitalia qui avaient assisté à la protestation de Droege. L'avocat allemand qui s'était chargé du dossier n'était pas disponible au moment où Droege devait

---

19 Entrevue du CSARS avec la source.

20 Entrevue du CSARS avec la source.

21 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

22 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

comparaître en cour. Il fut représenté par un avocat juif faisant partie du même cabinet. Droege demeura saisi sur le coup, mais ses associés du Heritage Front et lui devaient en rire par la suite.[23]

L'avocat informa Droege que, moyennant 2 000 $, il pouvait obtenir sa libération immédiate, autrement il croupirait en prison pendant un certain temps avant d'être libéré.

3.3.4 Le retour

Droege fut libéré et conduit de nuit jusqu'à Niagara Falls par les autorités américaines. A la frontière, Droege prit un autobus qui arriva à Toronto à 6 heures du matin. Il appela Don Andrews pour l'informer de son retour et Andrews l'invita à prendre le petit déjeuner chez lui.[24]

A son arrivée, Droege s'aperçut qu'un agent de police se trouvait en compagnie d'Andrews. Le policier dit à Droege qu'Andrews n'avait rien à voir avec l'arrestation et jeta plutôt le blâme sur cette personne, un "copain" d'Andrews. Polli avait apparemment tenté de conclure avec la Police provinciale un accord par lequel, en échange d'un passeport, il aurait rendu compte à la police de ce qui s'était passé en Libye. Or, la Police provinciale avait refusé cette offre.[25]

Les tensions étaient vives au sein du Parti nationaliste du Canada après le voyage en Libye, spécialement parmi ceux qui s'y étaient rendus. Le groupe avait craint d'être victime d'une attaque dans ce pays, il avait été arrêté à Chicago et avait été soumis à des entrevues et à des fouilles humiliantes. Dans l'ensemble, les gens étaient fatigués et en avaient assez.

James Dawson fut refoulé à la frontière lorsqu'il tenta d'entrer une nouvelle fois aux États-Unis et, selon la source, tous ceux qui s'étaient rendus en Libye avaient le sentiment que leur nom figurait également sur la liste de surveillance. Plusieurs, au sein du groupe (Dawson, Lincoln, Wayne et Donna Elliot), songeaient à rompre avec le Parti nationaliste et à se ranger derrière Droege.

De l'aveu général, ce sont les gestes posés par Don Andrews et, en particulier, le voyage en Libye, qui furent les principaux facteurs à l'origine des départs au sein du Parti nationaliste du Canada.

---

[23] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[24] Entrevue du CSARS avec la source.

[25] Entrevue du CSARS avec la source.

3.3.5 La fondation

Le Heritage Front a été formé le 25 septembre 1989 par Wolfgang Droege, à l'occasion d'une réunion à laquelle assistaient Gerald Lincoln, Grant Bristow et James Dawson. Selon les sources avec lesquelles nous avons communiqué, ces personnes servaient de repoussoir à Droege. Gerry Lincoln devait assurer la présidence du mouvement, tandis que Droege et Bristow devaient travailler en coulisses, en qualité de dirigeants "discrets".

Wolfgang Droege a déclaré sous serment au Comité de surveillance :

> *J'envisageais cette idée depuis un certain nombre d'années déjà, mais je leur ai dit essentiellement ceci : "Très bien, mais ce n'est pas moi qui vais faire tout le travail. Si j'ai l'appui des autres, je suis disposé à former une organisation, sinon, je ne le ferai pas moi-même. Alors, Gerry Lincoln et Grant Bristow en particulier m'ont assuré de leur appui total si je devais fonder une organisation.*[26]

L'événement qui a précipité les choses a été le voyage en Libye. Droege a déclaré que les gens du Parti nationaliste l'avaient contesté et

> *Alors, c'est ce qui m'a vraiment amené à dire : à notre retour nous allons lancer une organisation... et c'est en octobre 1989 que je me suis dit : allons-y.*[27]

Droege a déclaré que c'est lui avait suggéré d'appeler l'organisation Heritage Front et qu'il était celui que la plupart des gens avaient tendance à suivre, parce qu'ils estimaient qu'il était monté au créneau à plusieurs reprises.[28] Il a également affirmé que même si Bristow et Lincoln n'avaient pas été favorables à l'idée de former le Front au départ, *j'avais le sentiment que l'organisation allait être créée, parce que je ne souscrivais absolument pas aux positions ou aux opinions de M. Andrews.*[29]

---

[26] Audiences du CSARS, Wolfgang Droege.

[27] Audiences du CSARS, Wolfgang Droege.

[28] Audiences du CSARS, Wolfgang Droege.

[29] Audiences du CSARS, Wolfgang Droege.

Comme il était la personne qui avait le plus grand nombre de contacts au sein de l'extrême-droite, il voulait, a-t-il dit, aller rencontrer ces personnes et leur dire : très bien, notre intention est de former une organisation qui ait un caractère national et non pas uniquement régional, une organisation à laquelle le Canadien moyen puisse s'identifier.[30]

James Dawson a fait enregistrer le Heritage Front le 2 octobre 1989. Dans la même semaine, Droege a eu une rencontre avec Lincoln, Jim Dawson et Bristow où il a déclaré que le Heritage Front aurait, sur le plan public, l'image d'une organisation purement conservatrice, mais qu'il se servirait du groupe pour faire clandestinement progresser le mouvement de la suprématie blanche. Lincoln a affirmé qu'il n'y avait aucun agenda clandestin.

Au bureau régional de Toronto du SCRS, le directeur général régional par intérim confirma, le 4 octobre 1989, le placement d'une source auprès de Droege pour une période de six mois. Dès cette date, Droege devint une cible de niveau 2. Le 3 octobre 1989, la manipulation de la source fut confiée à un contrôleur de rang plus élevé.

Comme Droege l'avait conçu à l'origine, le Front devait compter deux "ailes" : une aile politique et une aile militaire ou d'action directe. L'aile politique devait être composée de personnes non adaptées à l'activisme, c'est-à-dire que ces personnes devaient faire du travail de propagande politique. Les membres de l'aile politique devaient assister aux manifestations et distribuer des dépliants. Nous avons appris que Droege avait formé le Comité du 2 octobre, commando d'intervention dont Droege devait assurer la direction lui-même et dans le cadre duquel il devait faire appel à certains skinheads.

Afin de mettre une certaine distance entre le Heritage Front et le Parti nationaliste du Canada, Lincoln devait publier un bulletin inspiré de la documentation américaine, qui ne devait toutefois pas renfermer de propagande haineuse, mais uniquement des textes faisant l'apologie de la race blanche.

Le Heritage Front devait, en principe, compter quatre niveaux : le premier devait se composer des Brethren, soit Droege, Lincoln et Bristow. Le deuxième niveau devait être formé du Conseil exécutif, soit James Dawson, les Brethren et les étoiles montantes du Front. Le troisième devait réunir les membres du Heritage Front, tandis que le dernier niveau devait être constitué des sympathisants et des abonnés au nouveau bulletin.

---

30 Audiences du CSARS, Wolfgang Droege.

Nous avons appris que Droege avait l'intention d'unir au sein du Front les personnes qui, au Canada, étaient associées à L'Ordre, au Ku Klux Klan et aux Nations aryennes. Le Front devait être l'instrument privilégié pour la promotion du mouvement de la suprématie blanche au Canada. Droege devait communiquer avec les tenants de la suprématie blanche aux États-Unis, afin d'obtenir les listes de leurs sympathisants au Canada.

Le Plan de Droege n'était pas uniquement d'unir les tenants de la suprématie blanche au sein du Heritage Front. Une fois ce travail accompli, Droege voulait acquérir des terrains dans la région de Peterborough, prendre le contrôle du conseil municipal et tenter de faire adopter des arrêtés municipaux inspirés d'une ligne de pensée raciste.

Droege voulait que le Heritage Front soit une version plus focalisée de l'organisation américaine appelée L'Ordre. Le groupe devait se procurer des fonds en attaquant des véhicules blindés et des trafiquants de drogue de race noire. D'après la source, le Front ne devait pas cibler les minorités, mais perpétrer plutôt des actes de violence ponctuels contre les traîtres à la race, c'est-à-dire les chrétiens de race blanche qui ne partageaient pas les vues des tenants de la suprématie blanche.[31]

Droege espérait obtenir de l'argent des Libyens en échange de renseignements sur les groupements juifs au Canada. C'est dans ce but que Droege a demandé à Bristow de l'accompagner à Montréal pour savoir avec quels responsables libyens il convenait de communiquer au Canada. Droege espérait obtenir des sommes d'argent importantes des Libyens.

Droege décida de faire de ses collaborateurs ses égaux. Dawson fit enregistrer le Front et les quatre devaient contribuer financièrement au démarrage. Droege assuma la moitié des coûts, tandis que Lincoln et Bristow payèrent chacun le quart des frais de démarrage, soit les frais d'enregistrement de 50 $, le coût du papier à en-tête et plusieurs autres frais, au total une somme de 300 $ à 350 $. Il n'y avait pas de bureau ni de personnel à payer.[32] L'impression de la revue Up Front devait coûter 1 000 $ le numéro, mais sa parution ne devait survenir qu'en 1991. Les questions d'ordre financier sont décrites au chapitre VI.

---

[31] M. Droege n'accepte pas l'expression « plus focalisée ». Il dit avoir tiré des enseignements des erreurs commises par l'Ordre et qu'il ne s'agissait pas d'une façon appropriée de promouvoir avec succès les idées du Heritage Front. Il nie tout ce qui est dit dans le paragraphe.

[32] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

Droege avait besoin de gens pour donner suite à ses idées et de quelqu'un pour mettre ces idées par écrit. C'est Lincoln qui fut utilisé à cette fin. Dès le 2 octobre 1989, c'est Gerry Lincoln qui rédigea l'ensemble de la documentation et de la propagande. La source a fait savoir que, en plus de rédiger la propagande, Lincoln a par la suite contribué lui-même d'importantes sommes d'argent pour la publication de la revue Up Front, principal instrument de propagande du Front, et qu'il finit par être la *vache à lait* du mouvement.[33] Lincoln nous a dit qu'il n'avait pas donné beaucoup d'argent pour le magasine.

En ce qui concerne la cellule d'intervention appelée "Comité du 2 octobre", la source a reçu pour mission au départ de faire partie de cette cellule et d'y collaborer à la formation et aux opérations. La source a réussi à décliner l'offre, en indiquant à Droege que ce genre de travail n'était pas son style. La source avait reçu instruction de son contrôleur de ne s'associer à aucune activité potentiellement criminelle planifiée par le HF ou par son commando.

Droege avait formulé certaines idées quant aux moyens à prendre pour assurer le financement du Heritage Front.[34] Il s'agissait notamment de s'attaquer à des trafiquants de drogue. La source a souligné que ceux-ci risquaient d'être armés et il a avancé un certain nombre d'arguments pour tenter de dissuader Droege de mettre de telles idées en pratique.[35]

Droege a fait de Bristow son adjoint, parce qu'il était *capable d'en prendre*.[36] En 1989 ainsi que dans les années qui ont suivi, le Heritage Front comptait deux responsables de la sécurité : Eric Fischer et Grant Bristow. Ce dernier avait des responsabilités variables, étant donné que Droege avait différentes visions de ce qu'il souhaitait voir accomplir. Grant Bristow fut également nommé chef de bureau (en quelque sorte) afin de répondre aux exigences administratives liées au Heritage Front.

Le principal rôle de Bristow était toutefois d'aider Droege à trouver des voitures pour qu'il puisse accomplir ses fonctions de huissier. Droege travaillait pour Al Overfield et son

---

33 Entrevue du CSARS avec la source.

34 Entrevue du CSARS avec la source.

35 M. Droege nie avoir favorisé le vol qualifié comme moyen de financer le Heritage Front.

36 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

travail consistait à reprendre possession de voitures. Avant de pouvoir en reprendre possession, il fallait toutefois les trouver. Bristow avait du talent pour ce faire.

Droege a déclaré que Bristow avait de l'importance à ses yeux, parce qu'il lui avait appris le métier, après qu'il (Droege) fut entré au service de Accurate Bailiff, entreprise dirigée par Al Overfield. Pour cette raison, Droege devait beaucoup à Bristow et les deux nouèrent de forts liens d'amitié. Droege continua, en partie, à protéger Bristow des attaques des autres membres, qui affirmaient souvent qu'il était un informateur, en raison de cette amitié du début.[37]

3.3.6 <u>Le SCRS au courant</u>

Le 10 octobre 1989, le bureau régional de Toronto fit savoir à l'administration centrale du SCRS que Droege procédait à la mise sur pied du Heritage Front, à la suite de la réunion du 26 septembre 1989.

Le fait que la source était associée à Droege continuait de susciter une « vive inquiétude » au SCRS. *Compte tenu des antécédents de Droege, il fallait prévenir la source d'éviter toute participation à des activités illégales.* Néanmoins, la source reçut instruction de faire rapport au sujet de Droege.

Le Service déclara que compte tenu des activités criminelles commises par Droege dans le passé et de son intention avouée d'effectuer des vols afin d'assurer le financement du HF, un mémoire soulignant leur intérêt envers ses activités serait remis à la GRC.[38] Selon l'administration centrale, il faudrait compter sur la collaboration et le jugement du bureau régional de Toronto pour veiller à ce que l'association entre la source et Droege n'en vienne pas à relever des autorités policières.

Le Service surveilla l'évolution du HF avec beaucoup d'intérêt. La source et Droege assistèrent à la conférence de la Northern Foundation, où la présence du premier permit au Service de surveiller le lancement du HF par Droege.

Au début de 1990, Droege devint la cible de la source, en raison du rôle de plus en plus important qu'il jouait dans le mouvement de la suprématie blanche au Canada. Le Service reconnut que Droege avait placé la source au plus échelon de sa nouvelle

---

37 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

38 M. Droege nie avoir favorisé le vol qualifié comme moyen de financer le Heritage Front.

organisation et continuait de faire confiance à la source et de faire appel à ses talents dans la promotion de ses aspirations politiques. D'autres personnes vinrent s'ajouter par la suite.

La raison fondamentale pour laquelle le SCRS maintint la source en place, c'est qu'il voulait avoir le temps d'évaluer quelle était la plus grande menace et de s'adapter en conséquence. Ce qui préoccupait le plus le Service, c'est que, si Droege devient la personnalité dominante du mouvement aryen au Canada, son organisation serait plus difficile à pénétrer, en raison de l'expérience qu'il a vécue par le passé et de son souci de la sécurité. Si ce scénario se réalisait, il y avait donc une chance d'avoir une source aux premières loges.

IV. LA MONTÉE DU HERITAGE FRONT

4.1 Les événements de 1990

Au début de 1990, des discussions ont eu lieu entre le Nationalist Party of Canada et le Heritage Front de Wolfgang Droege dans le but d'*«obtenir davantage de support des Américains»*. Comme ni Andrews ni Droege n'étaient alors les bienvenus aux États-Unis, la source a donc pensé que Grant Bristow pourrait avoir à agir à titre d'émissaire, mais en réalité, ce dernier s'est peu déplacé en leur nom au cours de cette année-là.

Nous avons appris que, le 18 mars 1990, Droege, Bristow, Lincoln, Donna Elliot et d'autres étaient ceux qui avaient perturbé une émission de télévision sur le racisme diffusée par TV Ontario. Au cours de la portion de l'émission consacrée à une tribune téléphonique, le groupe Heritage Front a réussi à noyauter partiellement les lignes, à se disputer avec les invités et à exposer leurs vues suprémacistes blanches.

De temps en temps, Droege voulait voir de l'action et la source devait alors se livrer à certaines manoeuvres afin de conserver de la crédibilité, sans divulguer d'information. La source a alors imaginé une série d'événements pour prouver qu'elle était active, des événements fictifs qu'elle racontait à Ken Barker, Elisse Hategan, Wolfgang Droege et d'autres membres du Heritage Front. Ce dernier a par contre soutenu devant le Comité de surveillance que c'est Grant Bristow qui s'amusait le plus à harceler les gens et à les suivre, mais qu'aucune loi n'avait été transgressée et que cela ne le concernait pas.[1] On trouvera notre évaluation du témoignage de Wolfgang Droege au chapitre XIII, sous la rubrique Conclusions et recommandations.

Tant le Heritage Front que les groupes antiracistes ont tenté de gagner les jeunes mécontents de Toronto à leur cause. En juin 1990, Droege a parlé à Bristow de projets de distribution de tracts dans les écoles. Ils ont également discuté d'*«opérations de graffitis (des slogans anti-blanc) et de vandalisme»* afin de discréditer les antiracistes, mais aucune information ne permet de croire que le Heritage Front s'est livré à ces activités.

En novembre 1990, Ernst Zundel a demandé à Droege d'assurer la sécurité de David Irving au cours de la visite de ce dernier à Ottawa. Irving est un écrivain britannique et un sympathisant nazi qui nie l'existence de l'holocauste; il est aussi

---

[1] Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

l'un des orateurs favoris des groupes antisémites et des tenants de la suprématie de la race blanche. Droege, en retour, a ordonné à Grant Bristow de l'accompagner.

Le 8 décembre 1990, le fondateur de l'Edmund Burke Society, Paul Fromm, a assisté à un rassemblement secret du Heritage Front. La rencontre, intitulée *"Martyr's Day"* (le Jour du martyre), avait pour but d'honorer la mémoire de Robert J. Matthews, chef d'un groupe extrémiste raciste violent appelé *"The Order"*, qui fut tué au cours d'une fusillade avec les autorités américaines en 1984. Wolfgang Droege avait gravité autour de ce groupe, connu de ses membres sous le nom de *"Bruders Schweigen"* (la confrérie silencieuse).[2]

En 1990 toujours, Stephen Andrew Hammond a été arrêté en vertu d'un mandat d'Immigration Canada diffusé à la grandeur du pays et pour lequel la source avait fourni des renseignements. Hammond, un tenant britannique de la suprématie blanche, avait déjà été déporté deux fois du Canada et des États-Unis. Il était associé au Ku Klux Klan et avait déjà fait de la prison à la Dominique pour avoir menacé de tuer un ministre, et après avoir tenté, avec Wolfgang Droege, de renverser le gouvernement de l'île.

4.2 <u>Le Heritage Front en 1991</u>

En janvier 1991, Droege a chargé Grant Bristow d'aller rencontrer Al Hooper en Colombie-Britannique et Terry Long en Alberta pour leur demander de donner leur appui à l'unification du mouvement de la suprématie blanche au Canada. Droege voulait de Hooper sa liste de cent quatre-vingt personnes qui appuyaient le mouvement. Droege voulait également obtenir une évaluation du schisme qui s'était produit au sein de l'Aryan Resistance Movement (ARM); son chef, Al Hooper avait promis son soutien à Droege.

Lorsque Bristow rendit visite à Terry Long en Alberta à la demande de Wolfgang Droege, Long parla de mettre sur pied un réseau informatique aryen canadien. Il était alors à la tête du groupe de tenants de la suprématie blanche Aryan Nations du Canada et déclara à Bristow qu'il était à mettre au point une liste de cibles (voir le chapitre VII, 7.2).

Droege a alors demandé à Grant Bristow de l'accompagner dans un voyage à Munich, le 20 mars 1991, pour assister à une conférence néo-nazie parrainée par Ernst Zundel. Ce dernier avait

---

2 "The Order" était une organisation terroriste américaine en faveur de la suprématie blanche et affiliée aux Aryan Nations. Elle a été active au début des années 80.

demandé aux deux autres de l'accompagner à la conférence qu'il organisait. Le rassemblement fut interrompu par la police allemande et Zundel fut arrêté.

En avril 1991, deux choses se sont produites : Droege a d'abord mis sur pied une «liaison informatique» avec Terry Long, mais ce moyen de communication a été de courte durée. L'autre événement avait plus d'importance. Wolfgang Droege et Ernst Zundel, celui qui nie l'existence de l'holocauste et éditeur prolifique de littérature haineuse,[3] sont apparus ensemble publiquement à une réunion du Heritage Front.[4]

En mai 1991, Terry Long, Wolfgang Droege et Grant Bristow se sont rencontrés pour discuter notamment de la création d'un babillard électronique (BBS) sectaire semblable à celui qui existe aux États-Unis.

Le 27 mai 1991, le groupe de sécurité d'Alan Overfield, dont faisaient partie plusieurs personnes du Heritage Front, a assuré la sécurité à une réunion d'information du Parti réformiste à Toronto. Bristow était du groupe qui attendait à l'extérieur de l'église, vraisemblablement pour repousser les membres du CARP (Coalition Against the Reform Party). Le rôle de la source du SCRS est exposé au chapitre V sur le Parti réformiste (5.1).

En mai également, Alan Overfield, Nicola Polinuk et James Dawson, tous associés au Heritage Front, ont été nommés à la direction de l'association de comté de Beaches-Woodbine du Parti réformiste.

Le mois suivant, le 12 juin 1991, le Parti réformiste a organisé un vaste ralliement à Mississauga en Ontario. L'événement, qui a attiré quelque 6 000 personnes venues entendre Preston Manning, fut le premier d'envergure pour le groupe de sécurité dirigé par l'employeur de Droege, Alan Overfield. Au cours de ce ralliement, Grant Bristow a servi d'escorte et de garde du corps à Preston Manning, sur instruction d'Alan Overfield et de Wolfgang Droege.

Le groupe chargé de la sécurité a fait bonne impression sur les organisateurs locaux du Parti réformiste présents à l'événement et ces derniers ont fait appel gratuitement à ses

---

3 Zundel affirme qu'il produit des écrits "véridiques" et non "haineux".

4 The Heritage Front Report: 1994, p. 5-6, préparé par la Ligue des droits de la personne de B'nai Brith, Canada.

services pour d'autres réunions jusqu'en janvier 1992. On trouvera plus de détails sur le groupe chargé de la sécurité et le Parti réformiste au chapitre V (5.5).

Le 13 juin 1991, plusieurs membres du Heritage Front ont assisté à une réunion organisée par le Canadians for Foreign Aid Reform (C-FAR) où Overfield et Hugh Pendergast, du Parti réformiste ont installé une table pour inviter les gens à s'inscrire au parti. Les dates des cartes de membre de Droege, Polinuk, Dawson et Mitrevski indiquent toutefois qu'ils étaient déjà membres du parti avant cette réunion.

Le 19 juin 1991, le *Toronto Star* faisait paraître un article faisant état des visées racistes de Droege qui y déclarait que *«Preston Manning nous a donné un peu d'espoir»*.[5] Au cours de ce mois, le tenant américain de la suprématie blanche par la violence, Tom Metzger, est venu assister à un rassemblement du Heritage Front au Canada sur l'invitation de Droege.

Plus tard, Wolfgang Droege et Terry Long ont demandé à Bristow d'assister à l'assemblée annuelle des quartiers généraux des Aryan Nations, à Hayden Lake, Idaho, à la mi-juillet. Il y a également été invité verbalement par un autre tenant de la suprématie de la race blanche, Louis Beam. Droege voulait que Bristow établisse des contacts avec d'autres tenants de la suprématie blanche et peut-être même qu'il livre de la correspondance à Louis Beam. Bristow a séjourné avec Sean Maguire dans un hôtel près du terrain de camping.

En juillet 1991, la source a intercepté et transmis au SCRS une liste de renseignements personnels que Terry Long avait fait parvenir au Front. La liste était présentée comme un dossier de renseignement auquel les destinataires devaient contribuer lorsqu'on le leur demandait.

Au début de juillet, le groupe d'Overfield a assuré la sécurité à la réunion de fondation de l'association de comté de Beaches-Woodbine du Parti réformiste. Bristow se trouvait à l'extérieur avec l'équipe d'Overfield, et faisait les cents pas devant le Legion Hall avec Wolfgang Droege.

Le fait que Droege était un raciste déclaré fut révélé à certains agents ontariens du Parti réformiste en juillet et en août 1991 (voir le chapitre VII, 7.3.4).

---

5 Rosie DiManno, *"Ex-mercenary aims for country uniquely white"*, Toronto Star, 19 juin 1991.

La ligne téléphonique haineuse du Heritage Front a été mise sur pied à l'automne 1991. Au cours des trois années qui ont suivi, elle a été la cible de poursuites judiciaires entreprises de la part des groupements juifs et autochtones et ses activités on été interrompues et reprises sept fois.[6] Cette tribune téléphonique est finalement devenue le projet de Gary Schipper principalement (voir le chapitre V (5.3)).

À l'automne 1991, Nicola Polinuk et James Dawson s'associaient avec l'exécutif de l'association de la circonscription Beaches-Woodbine.

C'est en septembre 1991 que les médias ont été invités pour la première fois à une réunion publique du Heritage Front. D'après ce dernier, Bristow avait mis une salle à la disposition des médias pour faciliter les entrevues avec les personnes qui prenaient la parole au cours de la réunion, et Grant Bristow était de ceux-là.

Ce même mois, la police de Toronto, au cours d'une opération coordonnée avec plusieurs autres organismes, a procédé à l'arrestation du raciste américain Sean Maguire dans la voiture de Bristow. Maguire a ensuite été déporté en vertu d'un mandat d'Immigration Canada. Les détails de cette affaire sont exposés au chapitre VIII (8.1).

Le 24 septembre 1991, des membres du Heritage Front ont participé à une séance du comité du maire de Toronto sur la communauté et les relations raciales. Durant la réunion, Paul Fromm a crié *«scalpez-les»* à l'intention d'un leader antiraciste qui déclarait que les salles ne devraient pas être louées à des racistes. Fromm et 15 partisans ont alors été expulsés.

En décembre 1991, le raciste américain Dennis Mahon est venu au Canada pour prendre la parole à l'occasion d'une réunion du Heritage Front. Ce mois a aussi été marqué par la première parution du bulletin du Heritage Front intitulé "Up Front" et rédigé par Gerald Lincoln.

4.3 Enquête du Parti réformiste et affrontements avec les groupes antiracistes

En 1992, le Front s'est ramifié. En janvier, Bristow a été envoyée par Droege à Montréal dans le but de sonder le terrain. La source devait par la suite être mise au courant du résultat de

[6] The Heritage Front Report: 1994, p. 5 et 6.

ce voyage et en faire part au Service, qui, à son tour communiqua cette information à la police et à plusieurs organismes gouvernementaux fédéraux.

En janvier également, le Parti réformiste a organisé son deuxième plus grand rassemblement, à Pickering cette fois. Comme dans le cas des grands rassemblements précédents, c'est le groupe d'Overfield qui a assuré la sécurité. C'est encore une fois Grant Bristow qui a agi comme garde du corps de Preston Manning dans la salle. On trouvera des détails au chapitre VII (7.5).

Le 28 février 1992, le *Toronto Sun* publiait un exposé démontrant que le Heritage Front avait infiltré la section ontarienne du Parti réformiste. Cet article a poussé le Parti réformiste à mettre sur pied un comité spécial du conseil exécutif et à le charger d'enquêter sur le sujet. Au cours du printemps de 1992, le comité spécial a communiqué avec vingt-deux personnes qu'Al Overfield avait incitées à s'inscrire au parti et en a expulsé cinq : Wolfgang Droege, James Dawson, Nicola Polinuk, Peter Mitrevski et enfin Alan Overfield. D'autres ont suivi au cours de cette même année.

Cinq jours avant le rassemblement de Pickering, selon un article publié par un magazine, le groupe militant Anti-Racist Action a fait son apparition à Toronto.[7] Pendant que le Heritage Front tenait sa réunion au Ristorante Roma, à Toronto, des manifestants de l'Anti-Racist Action ont tenté de confronter la quarantaine de skinheads qui se trouvaient à l'intérieur. Cet événement est décrit au chapitre VII (7.4).

Le 13 avril 1992, la *Presse canadienne* a révélé que le professeur d'anglais d'une école secondaire, Paul Fromm, avait pris la parole lors d'une réunion secrète du Heritage Front en décembre 1990. D'après l'article, il avait fait la même chose à l'occasion d'une autre rencontre du Heritage Front, en septembre 1991.[8]

Le 18 mai 1992, la clinique d'avortement Morgentaler de Toronto faisait l'objet d'un attentat à la bombe incendiaire. Un graffiti identifiant le Heritage Front fut découvert sur un mur près de cet endroit et la police reçu des allégations non corroborées selon lesquelles le Heritage Front était déjà au courant de l'incident.

---

7 This Magazine, 23 février 1992.

8 Presse canadienne, *"Teacher fingered at rally of racists"*, 13 avril 1992.

Le recrutement dans les écoles secondaires a entraîné le Heritage Front dans un conflit direct avec l'ARA, et les deux groupes se sont mis à recueillir des renseignements l'un sur l'autre. L'ARA a ensuite commencé à organiser des réunions dans ces établissements et à faire valoir sa position. Pendant ce temps, le Heritage Front commençait à discuter de la possibilité de surveiller ou d'infiltrer les groupes antiracistes.

En 1992, le groupe "*Klanbusters*" était mis sur pied. Il avait découvert un moyen d'accéder au répondeur de Droege et pouvait ainsi modifier le message qu'il y laissait et aussi savoir qui lui avait téléphoné. D'après ce que Droege a déclaré plus tard au Comité de surveillance, cette pratique avait été adoptée par certains opposants du Heritage Front et ensuite par le Heritage Front lui-même.[9]

Le Heritage Front et ses opposants de l'ARA ont adopté des techniques semblables pour infiltrer les lignes téléphoniques de l'autre et perturber ses activités.[10] Pour le bureau régional du SCRS à Toronto, ce renseignement se traduisait par la possibilité de plus en plus grande d'une confrontation entre les groupes racistes et les antiracistes. Cette question est abordée au chapitre VII (7.4).

En juillet 1992, Tom et John Metzger, de la White Aryan Resistance, ont été arrêtés au moment où ils quittaient une réunion du Heritage Front. Ils ont été déportés plusieurs jours plus tard (voir le chapitre IX, 9.2). C'est cette année-là que David Irving, un auteur britannique et sympathisant nazi a été arrêté et déporté du Canada.

C'est en 1992 également qu'on a prétendu que des membres du Front faisaient circuler le numéro de téléphone confidentiel d'un leader bien connu du Congrès juif canadien de Vancouver, le Dr Michael Elterman. L'allégation a finalement été jugée non fondée. Des détails sont fournis au chapitre V (5.10).

Durant l'hiver 1992, le recrutement d'étudiants des écoles secondaires des quartiers est de Toronto par le Heritage Front allait bon train.[11] Au début de 1993, le Heritage Front a assisté à une manifestation antiraciste organisée par des étudiants de Riverdale Collegiate. Aucun acte de violence n'a été commis.

---

9 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

10 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

11 Entrevue du CSARS avec Ellen Murray.

Deux personnes de la Church of the Creator avaient aidé Grant Bristow à s'acquitter de tâches de sécurité pour le Heritage Front. Le 15 décembre 1992, on a demandé à Bristow de montrer aux frères Fischer comment trouver des numéros de téléphone en se servant des ouvrages de consultation des bibliothèques publiques. Le résultat est exposé au chapitre VII (7.8).

En 1992 toujours, des membres du Heritage Front, sur instruction de Droege, se sont servi des numéros de téléphone qu'ils avaient trouvés pour proférer des menaces de plus en plus violentes à l'endroit des membres des groupes antiracistes. Afin de réduire la nature menaçante du programme, une campagne de cueillette de renseignements, appelée «IT», a été lancée vers la fin de 1992 et s'est poursuivie pendant toute l'année 1993. La campagne était fondée sur des renseignements que le Heritage Front avait obtenus en «forçant» des répondeurs téléphoniques.[12] Le chapitre VII (7.7) du présent rapport fait état de cette campagne.

En novembre 1992, les activités du Heritage Front ont été exposées dans les médias et le nom de Grant Bristow a été mentionné accessoirement. Un peu plus tard, il mettait sur pied un cours de formation en sécurité.

En 1994, Tom Metzger, un raciste américain déclaré, soutenait à l'émission *The Fifth Estate*, que Grant Bristow lui avait rendu visite en Californie en décembre 1992 et qu'il lui avait apporté des listes de leaders juifs et une importante somme d'argent. Cette déclaration a été fabriquée; on trouvera un exposé détaillé de la question au chapitre IX (9.2).

4.4 <u>Le sommet de la campagne de harcèlement</u>

Le 22 janvier 1993, le tenant américain de la suprématie de la race blanche, Dennis Mahon, du mouvement White Aryan Resistance, a été arrêté à son arrivée à l'aéroport international Pearson de Toronto et a ensuite été déporté.

Le 25 janvier 1993, au moment où la police escortait trente membres du Heritage Front à une audience du Tribunal des droits de la personne, une manifestation de cinq cents personnes organisée par le groupe Anti-Racist Action a tourné à la violence, et deux manifestants ont été arrêtés et accusés de voies de fait.[13]

---

12 Entrevue du CSARS avec la source.

13 Moira Welsh, *"2 arrested as racism protest turns ugly"*, <u>Toronto Star</u>, 26 janvier 1993.

En février de la même année, on a informé Wolfgang Droege que les groupes Klanbusters et les International Socialists allaient tenir des réunions. Eric Fischer envoya deux membres de la Church of the Creator pour voir ce qui s'y passait.[14]

Au printemps 1993, le Native Canadian Centre a déposé une plainte contre la ligne téléphonique haineuse du Heritage Front. Droege et d'autres personnes ont été envoyés en prison pour non respect d'une ordonnance du tribunal dans cette affaire.

En mars 1993, la source a rapporté que des membres de la Church of the Creator avait réussi à assister à des réunions antiracistes. Les dossiers du SCRS indiquent que la source a obtenu ses renseignements auprès de membres de la Church of the Creator qui avaient infiltré les réunions antiracistes. Ces renseignements montrent à quel point les tenants de l'antiracisme se préparaient à confronter les tenants de la suprématie blanche et que l'organisateur des Klanbusters, Rodney Bobiwash, considérait que les affrontements directs étaient le meilleur moyen de défaire les groupes néo-nazis.

Bristow a donné certains noms à Alan Overfield, sur instruction de Droege. Ces noms avaient été obtenus à partir des numéros qui s'étaient affichés sur le répondeur téléphonique de Droege. La source a alors consulté l'enquêteur du bureau régional de Toronto qui lui a dit d'aller de l'avant à la condition que les renseignements obtenus grâce au répondeur soient spécifiques et bien connus.

En mars 1993, des affiches racistes contenant les noms et adresse de personnes antiracistes ont été produites.[15] En octobre 1993, Elisse Hategan a été accusée de libelle discriminatoire et de promotion volontaire de la haine, en raison de sa participation à la production des affiches. Elle a ensuite affirmé avoir été informée qu'Al Overfield avait produit les tracts qu'elle distribuait, activité pour laquelle elle avait été arrêtée (voir le chapitre VII, 7.9.4).

D'avril à juin 1993, Grant Bristow a été mêlé à plusieurs incidents impliquant des membres de la communauté juive. On prétend qu'en avril, il a intimidé un avocat du B'nai Brith au cours d'une séance du comité du maire de Toronto sur la communauté et les relations raciales.[16] Le mois suivant il a approché le

---

14 Entrevue du CSARS avec la source.

15 Toronto Sun, 4 octobre 1994.

16 Entrevue du CSARS avec Marvin Kurz.

président du Jewish Students Network au cours d'une manifestation à l'extérieur des bureaux du procureur général de l'Ontario, à Toronto. Ces événements et certains autres ayant eu lieu en juin 1993 sont décrits au chapitre V (5.10).

Le 29 mai 1993, environ cinq cents partisans de l'antiracisme ont manifesté à l'extérieur de la salle où un concert avait été organisé à Ottawa par le Heritage Front pour faire du recrutement. Le groupe musical raciste RaHoWa[17] jouait devant environ soixante skinheads. Une quasi-émeute s'est produite et, par la suite, quatre membres du Heritage Front ont été accusés de voies de fait. Le Heritage Front est alors devenu plus militant, selon les voeux de Droege qui souhaitait voir s'accroître les affrontements avec ses opposants. À ce moment, le SCRS faisait parvenir régulièrement à la police des évaluations de la menace au sujet des possibilités de violence découlant des affrontements entre les groupes racistes et antiracistes.

En mai 1993, John Gamble, ancien candidat à l'investiture conservatrice et réformiste dans le comté de Don Valley West, a été expulsé du Parti réformiste, de même que plusieurs autres officiels qui le soutenaient dans d'autres associations de comté. Wolfgang Droege avait assisté à l'assemblée d'investiture de Gamble, le 31 mars 1993. Plus tard au cours du mois de mai, Droege a reçu 500 dollars pour embarrasser le chef du Parti réformiste, Preston Manning, en se présentant à une assemblée à Oshawa. Ces événements sont décrits au chapitre V (5.6.7, 5.6.8).

Droege et Ernst Zundel voulaient obtenir le numéro de téléphone et l'adresse des dirigeants des groupes antiracistes et de la communauté juive. Si la source l'avait voulu, elle aurait pu fournir les numéros et les adresses très facilement, mais elle ne l'a pas fait.[18].

Dans la position qu'il occupait au sein du Heritage Front, Bristow transmettait les instructions de Droege à l'égard d'une campagne de harcèlement mais il a aussi informé les tenants de l'antiracisme que le Heritage Front projetait d'organiser quelque chose (voir le chapitre V, 5.7 : La campagne "IT"). Lorsqu'elle ne pouvait éviter ce genre de travail, la source informait l'enquêteur du bureau régional de Toronto qui a déclaré qu'il transmettait alors les renseignements à la police.

---

17 Racial Holy War.

18 Entrevue du CSARS avec la source.

Les appels de harcèlement du Heritage Front ont commencé à diminuer en juin 1993 et ont finalement cessé en novembre 1993. La campagne était considérée comme une grande victoire par le Heritage Front. La source a déclaré que la plupart des appels de harcèlement ont cessé au cours de l'été, et que le programme n'a entraîné aucune blessure physique.[19] Le SCRS est d'avis que sa collaboration avec la source au cours de cette période a été très fructueuse étant donné qu'une situation explosive, compte tenu de la colère qui se manifestait de tous les côtés, a été désamorcée sans violence physique. Nous analysons cette situation au chapitre VII (7.7).

Le 11 juin 1993, environ deux cents membres de l'ARA ont pris le tramway au centre ville de Toronto pour se diriger vers les quartier de l'est. À la fin de la journée, la maison de Gary Schipper avait été vandalisée et Droege et certains autres arrêtés et accusés d'avoir commis diverses infractions, que nous abordons au chapitre VII (7.9.6). Lorsque les médias ont commencé à faire part de certaines allégations, en août 1994, Droege et ses associés ont jeté le blâme sur Bristow qu'ils ont accusé d'être l'instigateur de la rixe.[20] Toutefois, la source affirme que Bristow n'était pas impliqué dans l'incident et qu'il avait en fait indiqué à la police où certains combattants avaient fui.[21]

En juin également, trois membres du Church of the Creator de George Burdi (Drew Maynard et Eric et Elkar Fischer) ont été accusés d'enlèvement, de séquestration et de voies de fait sur la personne d'un membre du Heritage Front, Tyrone Alexander Mason. Ils croyaient qu'il avait volé un ordinateur appartenant à leur groupe. Eric Fischer est un ancien sergent du Régiment aéroporté canadien. Ce même mois, un réfugié tamoul a été sévèrement battu par un skinhead raciste et en est resté partiellement paralysé; le skinhead est considéré par Droege comme un parasite sans signification ("low level hanger on") du Heritage Front.

Vers la fin du mois d'octobre 1993, la source du SCRS a appris qu'un membre du Heritage Front avait proféré des menaces de violence physique grave contre un dirigeant de la communauté juive. La menace a alors été évaluée par le SCRS et la police en a été avertie. Ernst Zundel voulait obtenir de l'information sur les

---

19 Entrevue du CSARS avec la source.

20 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

21 Entrevue du CSARS avec la source.

dirigeants de la communauté juive au cours de cette même période et on lui a fourni des renseignements publics (voir le chapitre VII, 7.10.6).[22]

4.5 En congé

En mars 1994, la source a décidé qu'elle ne pouvait plus soutenir le stress d'une double vie ou de son association avec le Heritage Front.

Le SCRS et la source ont alors inventé une excuse qui lui a permis de quitter le Heritage Front en bons termes. Le SCRS voulait être en mesure de faire réintégrer la source ultérieurement si la situation l'exigeait.

En juin 1994, Wolfgang Droege et deux autres membres du Front ont été trouvés coupables d'avoir défié une ordonnance du tribunal les enjoignant de mettre fin aux lignes téléphoniques de propagande raciste.

En août 1994, le *Toronto Sun* prétendait que Grant Bristow était un informateur du SCRS. Les groupements juifs et antiracistes ont à ce moment manifesté leur inquiétude. Les dirigeants du Heritage Front, leurs membres et leurs associés ont alors reçu une attention sans précédent de la part des médias. Ils en ont d'ailleurs profité pour affirmer que le SCRS, par l'entremise de Grant Bristow, était responsable de tout ce qui s'était produit au cours des cinq années précédentes, y compris, comme l'affirme Wolfgang Droege, certains comportements *«immoraux»*.

Le CSARS a commencé son enquête sur l'affaire du Heritage Front le jour suivant la parution de l'article.

---

22 Entrevue du CSARS avec la source.

V. COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS ET HARCÈLEMENT

5.1 Contexte

Pour éviter, dans la mesure du possible, de participer aux affrontements qui opposaient le Heritage Front aux autres, la source a choisi de devenir l'expert en collecte de renseignements du groupe.

Quand, à l'occasion, Droege exigeait de l'action, la source devait manoeuvrer pour maintenir sa crédibilité tout en ne divulguant aucun renseignement. Elle a imaginé, pour montrer qu'elle n'était pas inactive, toute sorte d'activités qu'elle racontait à Ken Barker, à Elisse Hategan, à Wolfgang Droege et à d'autres membres du Heritage Front. Ses rapports au Service donnait à ce dernier la possibilité d'intervenir s'il risquait d'y avoir de la violence.

La collecte de renseignements a évité à la source de se retrouver en première ligne et de participer aux affrontements. Elle n'était donc pas bien connue des forces de l'ordre. Ainsi, pour la police :

> *« la source était chargée de recueillir des renseignements. Elle était connue, mais non pas considérée comme un membre à part entière du Heritage Front*[1] ».

Selon l'enquêteur de la région de Toronto, Ernst Zundel, qui nie l'holocauste, demandait parfois que des renseignements soient recueillis. Quand Droege avait donné son autorisation, la source feignait de s'exécuter. Elle devait se montrer enthousiaste et affairée. Au bout du compte, elle ne fournissait cependant que des renseignements tirés de sources ouvertes, et le contrôleur en était toujours informé au préalable. Parfois, elle faussait les renseignements en modifiant les numéros de téléphone. D'autres fois, elle tergiversait ou déclarait que les renseignements demandés étaient trop coûteux.

5.2 Autoroute de l'information des tenants de la suprématie blanche

Au début de 1991, la source a appris que Terry Long avait l'intention de créer un réseau informatique aryen au Canada. Il disait bénéficier de l'appui enthousiaste du raciste américain Louis Beam et préparait une liste de cibles. Ces listes devaient être l'une des particularités du futur réseau.

---

1 Lettre de la police.

D'après les dossiers du SCRS, le 21 avril 1991, Droege a établi une liaison par ordinateur avec Long et le premier message a été transmis avec succès entre l'Aryan Nations et le Heritage Front. Le même mois, Wolfgang Droege et Ernst Zundel, auteur prolifique de littérature haineuse qui nie l'holocauste, se sont rencontrés en public lors d'une réunion du Heritage Front[2].

Ernst Zundel a parfois fourni à la demande de Droege des renseignements qui devaient être envoyés à Long. Ils concernaient divers ennemis. Dans un cas, par exemple, il s'agissait du numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule de Meir Halevi, le directeur de la Jewish Defence League (JDL) de Toronto.[3]

Droege ne connaît pas grand-chose aux ordinateurs. C'était Lincoln qui était l'expert en la matière. Louis Beam passait pour le cerveau du réseau informatique aryen aux États-Unis que les tenants canadiens de la suprématie blanche cherchaient à imiter.

En juillet 1991, la source a obtenu et fourni au SCRS une liste de renseignements personnels que Droege avait reçue de Terry Long. Elle a été transmise sans tarder à la GRC. La liste était présentée comme un dossier de renseignement dans lequel les destinataires devaient, au besoin, ajouter de l'information.

Droege a informé la source que cette liste avait été établie pour que le mouvement ait en main les renseignements requis sur les cibles lorsque le « Day of the Rope » viendrait. Selon la source, Droege voulait parler de la liste des cibles à abattre lorsque la « guerre raciale » commencerait.

Les noms de vingt-deux Canadiens, dont des juifs et de simples ennemis (p. ex., des gens qui avaient congédié des membres du Heritage Front) figuraient sur cette liste.

Les agents du SCRS étaient d'avis que cette liste était incomplète et que Long en avait une beaucoup plus détaillée. Ils estimaient qu'il serait intéressant de savoir ce que Droege ou ses acolytes avaient fait en ce qui concerne la communication d'autres renseignements sur les cibles.

---

2 *The Heritage Front Report: 1994*, p. 5-6, rédigé par la Ligue des droits de la personne de B'nai Brith Canada.

3 Zundel a déclaré que cela était tout à fait insensé.

Nous avons interrogé la source sur cette liste de vingt-deux noms. Elle a répondu que peu de membres du mouvement ont pu en prendre connaissance et ajouté qu'elle n'avait fait aucune recherche pour la mettre à jour, qu'elle ne contenait rien de nouveau. Elle l'a néanmoins communiquée à son contrôleur[4].

Nous avons demandé à la source si elle avait jamais fourni des renseignements à Terry Long. Elle a répondu qu'elle ne lui avait communiqué absolument aucun renseignement. La plupart du temps, l'information voyageait dans un sens seulement. C'était Long qui en communiquait au Heritage Front, pas l'inverse[5].

Jusqu'en février 1992, des noms étaient encore ajoutés sur une liste informatisée. Ainsi, l'épouse de Terry Long a demandé que deux noms soient inscrits sur la liste de renseignements informatisée de l'Aryan Nations. Il s'agit d'*«ennemis»* qui avaient déposé une plainte relative aux droits de la personne et intenté une poursuite civile contre son mari. Toutefois, selon l'enquêteur, en raison de l'absence de Terry Long, la liaison par ordinateur avec le Heritage Front semble avoir été interrompue. Après l'incarcération de Terry Long, la liaison par ordinateur qui, selon la source, n'était pas très bonne de toute façon, semble avoir été abandonnée. Ces noms ont également été communiqués à la GRC.

5.3 <u>La ligne de propagande haineuse</u>

C'est à l'été 1991 que le Heritage Front a commencé à diffuser de la propagande haineuse sur une ligne téléphonique. Cette ligne devait être la cible d'un certain nombre de poursuites intentées par les communautés juive et autochtone, disparaître, puis réapparaître à sept reprises au cours des trois années suivantes[6].

La ligne a occupé le groupe tout au long de l'été et de l'automne 1991. Nous avons appris que Lincoln enregistrait le message que Droege avait approuvé sur le répondeur. À la longue, c'est surtout Gary Schipper qui s'en est occupé. Chose certaine, c'était sa voix.

---

4 Entrevue du CSARS avec la source.

5 Entrevue du CSARS avec la source.

6 *The Heritage Front Report: 1994*, pp. 5-6.

5.4 Montée des groupes antiracistes

La première trace que nous avons d'activités visant les antiracistes concerne la présence de membres du Heritage Front à la séance du 24 septembre 1991 du Comité des relations communautaires et raciales du maire de Toronto. Paul Fromm aurait interrompu Rodney Bobiwash en criant « *scalpez-les* » et provoqué ainsi un affrontement qui a entraîné l'expulsion de certains membres du Front. Deux d'entre eux, Lincoln et Bristow, ont cependant réussi à passer inaperçu dans la foule.

D'après un article publié dans un magazine, un nouveau type de groupe de militants antiracistes, l'Anti-Racist Action, est né au début de 1992[7]. Après avoir manifesté bruyamment et répondu aux manoeuvres d'intimidation pendant trois heures devant le Ristorante Roma à Toronto, les manifestants de l'Anti-Racist Action ont cherché à provoquer la bagarre avec la cinquantaine de skinheads qui se trouvaient à l'intérieur.

> « *Finalement, à 23 heures, protégés par un cordon de policiers, les néonazis ont quitté les lieux sous une pluie d'oeufs*[8]. »

L'incident du Ristorante Roma devait « *révéler la nature de l'ARA.* » Selon Kevin Thomas :

> « *Le groupe... était surtout formé de personnes qui n'avaient jamais rien fait de semblable avant et qui, donc, ne respecteraient pas les règles établies sur la façon de faire de l'activisme politique. Ils se disaient plutôt " non, nous ferons tout ce qui marchera ". Ce thème a pour ainsi dire toujours prévalu*[9]. »

Au Ristorante Roma, Droege a demandé à Grant Bristow d'intervenir entre les deux groupes. La police, qui voulait que les gens quittent les lieux dans le calme, y est parvenue avec l'aide de Grant Bristow qui a invité les personnes présentes à se disperser sans violence[10].

---

7 *This Magazine*, 23 février 1992.

8 *I Hate You Back*, Clive Thompson, *This Magazine*, novembre 1994.

9 *I Hate You Back*, Clive Thompson, *This Magazine*, novembre 1994.

10 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

Selon *This Magazine*, l'Anti-Racist Action, ou ARA, avait pour mot d'ordre : «*Faites ce qui marche. C'est ce qui marche qui compte. Faites-le maintenant, à l'instant même.*» Son bulletin donnait des trucs sur la façon de «*pirater*» la ligne téléphonique du Heritage Front et d'empêcher la diffusion de la propagande haineuse. Ses membres ont manifesté devant les endroits où se déroulaient les réunions du Heritage Front et défié les membres de ce groupe. Ils n'attendaient en outre pas que ces derniers les provoquent. Une poignée de membres de l'ARA a même saccagé la maison de Gary Schipper[11].

Selon l'ARA, « *la haine rajeunissait* » et commençait à apparaître dans les bagarres de rues. Il était temps d'adopter d'autres solutions :

> « *Un certain nombre de jeunes citadins qui s'étaient bagarrés avec les skinheads ont décidé que les poursuites judiciaires contre la propagande téléphonique haineuse ne suffisaient pas. Les lois fédérales réussiraient peut-être à mettre un terme à la propagande raciste après quelques années d'action en justice, estimaient-ils, mais elles n'étaient pas très efficaces quand les skinheads vous menaçaient dans votre bar préféré ou devant votre casier*[12]. »

5.5 Recrutement dans les écoles secondaires

Les dirigeants du Heritage Front et du mouvement antiraciste étaient d'accord sur un point : les cibles privilégiées de leurs campagnes de recrutement étaient les jeunes révoltés. La première mention dans les dossiers du SCRS d'actions en se sens dans les écoles secondaires remonte à juin 1990 quand Wolfgang Droege a mis Grant Bristow au courant de son projet de distribution de tracts dans une école. Il lui a également parlé d'opérations de graffitis et de vandalisme en réaction aux actions des antiracistes.

Le Heritage Front a vraiment commencé à faire du recrutement à la fin de 1992. D'après un témoignage :

> « *les membres du Heritage Front ont distribué des tracts dans des dizaines d'écoles secondaires du sud de l'Ontario dans le but*

---

11 *I Hate You Back*, Clive Thompson, *This Magazine*, novembre 1994.

12 *I Hate You Back*, Clive Thompson, *This Magazine*, novembre 1994.

> *d'exploiter les frustrations des jeunes dont les perspectives d'emploi sont sombres et qui étaient prêts à en faire porter le blâme aux immigrants et aux non-blancs*[13] ».

Le recrutement dans les écoles secondaires a provoqué un affrontement direct entre le personnel de ces établissements, le Heritage Front et l'ARA. Cette dernière avait commencé à tenir des réunions dans les écoles secondaires pour expliquer sa position.

Les deux groupes ont ensuite pris pour cible les étudiants membres de l'organisation adverse.

Nous avons appris que pour discréditer les antiracistes Bristow avait informé Droege qu'il avait communiqué avec le directeur de Riverdale Collegiate et lui avait demandé pourquoi il avait permis à un pédophile d'entrer dans l'école et de parler aux enfants. Il a affirmé que le directeur avait éclaté en larmes.

En août 1994, après que les médias eurent prétendu que Bristow collaborait avec le SCRS, Droege a raconté sa version de la conversation de Bristow avec le directeur de Riverdale Collegiate à un autre journaliste. Il a affirmé que Bristow avait déclaré qu'ils allaient veiller à ce qu'ils ne puissent plus jamais se réunir dans une école de Toronto. Droege a expliqué que Bristow avait dénoncé une personne comme étant un agresseur d'enfants et qu'il avait informé le directeur et les membres du conseil scolaire que des individus condamnés pour pédophilie étaient membres (de l'ARA). Bristow a ensuite menacé de rendre l'information publique s'ils (le directeur et les conseillers scolaires) continuaient d'autoriser l'ARA à tenir ses réunions.

Le Comité de surveillance a rencontré la directrice d'alors de Riverdale Collegiate. Elle a déclaré qu'aucun membre du Heritage Front ne l'avait appelé et qu'aucun membre du personnel de l'école ne lui avait dit avoir reçu de tels appels[14].

Selon la source, les écoles recevaient beaucoup d'appels; Droege aurait téléphoné au ministère de l'Éducation et à des écoles. Elle a indiqué qu'elle lui avait dit qu'elle avait parlé à des membres de conseils scolaires, mais il n'en était rien. Selon le contrôleur, la source n'a pas participé à ce genre d'activités[15].

---

13 *I Hate You Back*, Clive Thompson, *This Magazine*, novembre 1994.

14 Entrevue du CSARS avec l'ancien directeur de Riverdale Collegiate.

15 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

5.6 Piratage de répondeurs

À l'été ou au début de l'automne 1992, Rodney Bobiwash a créé un groupe du nom de *«Klanbusters»*. Ses membres avaient découvert un moyen de trouver le code d'appel, habituellement composé de deux chiffres, des répondeurs téléphoniques. Ils s'en sont servis pour modifier le message que Droege avait enregistré sur son répondeur. Ils notaient également le nom des personnes qui lui laissaient des messages et les appelaient.

Droege a plus tard déclaré au Comité de surveillance que l'ARA et *divers groupes de gauche tels l'Internationale Socialiste, les trotskystes et le Jewish Students Network*[16], entre autres, avaient fait des appels de menace sur la ligne de propagande du Heritage Front.

Puis, Droege a appris à son tour comment obtenir le code qui lui a donné accès de l'extérieur au centre des messages de la ligne du Klanbuster. C'est ainsi qu'il a obtenu le nom (sans autre précision) de deux individus de l'extrême gauche qui tentaient d'infiltrer le Heritage Front. Le SCRS a appris que Droege avait confié à la source qu'il aimerait mettre sur pied un programme de contre-espionnage pour identifier ces individus et empêcher toute future infiltration. Il voulait aussi avoir des informateurs dans les milieux de la gauche.

La source a déclaré au CSARS que Marc Lemire avait probablement montré à Droege comment obtenir des renseignements en piratant divers répondeurs et lignes de propagande[17].

De l'avis du bureau de Toronto du SCRS, le Heritage Front prenait ces questions de sécurité interne très au sérieux. Sur l'ordre de Droege, il a également élargi son champ d'action aux contre-mesures offensives, ce qui était évidemment de nature à accroître les risques d'affrontements violents entre les racistes et leurs adversaires.

Droege prenait régulièrement connaissance des messages laissés sur le répondeur de Bobiwash. Leurs auteurs recevaient un appel du Heritage Front. Une des astuces de Lemire a été d'enregistrer sur une bande sans fin des extraits de discours de Zundel et de les faire passer sur les répondeurs des adversaires du Heritage Front[18].

---

[16] Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

[17] Entrevue du CSARS avec la source.

[18] Entrevue du CSARS avec la source.

Wolfgang Droege a montré à Bristow comment pirater les répondeurs téléphoniques. Il a prétendu que ce dernier consacrait une bonne partie de son temps à pirater les répondeurs des gens, habituellement quand ils n'étaient pas chez eux[19]. Il a ajouté que les membres du Heritage Front pouvaient facilement pirater en moins d'une demi-heure les répondeurs dont le code d'appel était composé de deux chiffres.

Le Bureau de Toronto a appris qu'Eric Fischer, bras droit du chef de la Church of the Creator, George Burdi, et son frère, Carl (Elkar) Fischer, assistaient Grant Bristow dans ses activités liées à la sécurité. Le 15 décembre 1992, les frères Fischer et Bristow sont allés à la bibliothèque publique de Toronto pour se familiariser avec l'annuaire Mights de Toronto dans le but de connaître l'identité des personnes qui avaient laissé leur numéro de téléphone sur le répondeur de Droege ou des personnes abonnées aux numéros qu'ils avaient obtenus en piratant les lignes téléphoniques de propagande et les centres de messages de la gauche et des anarchistes. La source a indiqué que les frères n'avaient pu comprendre comment se servir de l'annuaire MIGHTS[20].

5.7 La campagne «IT»

La campagne *«IT»*, ou campagne de déshumanisation des personnes prises pour cible, aurait commencé à la fin de 1992 et se serait poursuivie jusqu'en novembre 1993 environ. Elle reposait sur les renseignements que le Heritage Front avait obtenus en piratant les répondeurs téléphoniques. La plupart provenaient du répondeur du *«Klanbuster»* de Bobiwash[21].

D'après les déclarations d'Elisse Hategan, qui a quitté le Heritage Front après avoir été accusée de distribution de propagande haineuse :

> *«Quand une personne devenait la cible de cette campagne, sa vie devenait un enfer. Plus précisément, elle se le faisait rappeler 24 heures sur 24. Elle ne pouvait plus ni manger ni dormir en paix. Elle recevait des appels chez elle, au bureau, sans arrêt. Le but était de lui rendre la vie insupportable, de*

---

19 Entrevue du CSARS avec Droege.

20 Eric Fisher affirme que l'annuaire MIGHTS était, en fait, d'utilisation très simple.

21 Entrevue du CSARS avec la source.

> *la faire renvoyer de son travail, de faire en sorte qu'elle ait peur de son ombre, jusqu'à ce qu'elle ait le sentiment qu'elle n'était jamais seule, même pour une seconde, qu'elle était constamment surveillée. Il n'y avait qu'une seule cible à la fois. La seule façon de ne plus l'être, c'était de donner le nom et le numéro de téléphone d'un autre membre de l'ARA qui devenait la nouvelle cible*[22]*.»*

Hategan a déclaré que poussée par Bristow, elle a téléphoné à plusieurs *«victimes»* et qu'elle savait qu'il avait lui-même fait quelques appels[23]. Les autorités policières ont informé le Service que les renseignements fournis par Hategan n'étaient pas très exacts.

Voici, selon la source, le message que certaines victimes ont reçu : *«Vous avez été choisi comme «IT». Je vais devenir votre ami le plus intime; si vous ne voulez pas être un «IT», donnez-moi le nom et le numéro de téléphone d'une autre personne qui deviendra «IT» à son tour*[24]. »

La source a inventé le scénario «IT» pour éviter les poursuites criminelles pour menace. Au départ, Droege voulait que tous les membres du HF qui y participaient téléphonent aux membres de l'ARA et les menacent de sévices.[25]

Quand la presse a publié des allégations en août 1994, Barker disait à un journaliste qu'il avait entendu Bristow faire des appels et harceler les gens au téléphone, deux ou trois heures par jour, le matin habituellement, entre 9 h 15 et 11 h 30. Il a ajouté que Bristow prenait le téléphone et qu'il (Barker) était assis à ses côtés et «riait à gorge déployée» pendant que Bristow appelait ces gens et les harcelait, qu'il leur faisait le grand numéro, de A à Z. À l'époque où cette déclaration a été faite, Droege et ses acolytes avait été entendues inventant de l'information pour les médias[26].

---

22 Déposition assermentée de Charlene Elisse Hategan, 23 septembre 1993.

23 *Toronto Sun*, "Spy Unmasked", 14 août 1994.

24 Entrevue du CSARS avec la source.

25 Droege rejette cette affirmation.

26 Droege rejette cette allégation.

La source a reconnu qu'elle avait apporté son aide à la campagne *«IT»* et donné des instructions[27].

Dans le cas d'Elisse Hategan, par exemple, la source nous a affirmé qu'il lui aurait dit : *«Ne va pas à l'encontre de la loi, ne menace pas les gens; s'ils te reprochent de les harceler, ne les rappelle pas»*.

Droege voulait faire appel à d'autres personnes et la source a essayé de contrôler la situation. Elle s'est dit qu'en s'arrangeant pour que tous les participants à la campagne *«IT»* passent par elle, elle pourrait garder les numéros que les membres du Heritage Front allaient recueillir. Elle pouvait aussi restreindre dans une certaine mesure la participation d'autres personnes. Pour les dissuader de se joindre à la campagne, elle leur aurait dit que tout était sous contrôle[28].

Selon ses dires, la source avait prévu, dans ses instructions aux autres, de leur faire une démonstration de sa technique de conférence téléphonique à trois. Durant la démonstration, la source affirme ne pas avoir harcelé ou menacé ses interlocuteurs. Elle n'avait pas d'autre objectif que de recueillir de l'information sur ces ennemis de la liberté[29].

Gerry Lincoln a dit à Droege, avons-nous appris, que Bristow «'avait pas fait un seul appel (de harcèlement). Droege avait approuvé. Droege a dit d'Elisse Hategan qu'elle n'était pas mauvaise, qu'elle s'arrangeait pour donner l'impression que toute la responsabilité revenait à Bristow, ce qui, dans le fond, n'était pas une mauvaise chose[30].

La source a expliqué qu'il fallait se resituer dans le contexte. Les gens de Bobiwash faisaient des appels au Heritage Front pour les menacer puis raccrocher. Ils se sont même rendus à la résidence de Gary Schipper qu'ils ont vandalisée, activités que Bobiwash a traitées d'*«amusements»* devant la Cour fédérale. La source affirme que toutes les factions étaient de la partie : toutes jouaient au jeu des menaces et des irruptions dans les

---

27 Entrevue du CSARS avec la source.

28 Entrevue du CSARS avec la source.

29 Entrevue du CSARS avec la source.

30 Droege a mentionné au CSARS que Bristow lui avait confié qu'il avait fait des appels téléphoniques de harcèlement.

répondeurs des uns et des autres. Tout ce climat de guérilla était alimenté par des accusations, des contre-accusations, des affiches et des appels téléphoniques[31].

Selon Bristow, la plupart des appels ont été faits par d'autres personnes. Lui-même n'a en fait appelé que deux personnes : une activiste antiraciste et Kevin Thomas[32].

Nous avons interrogé la source sur les activités de contre-espionnage menées contre les groupes antiracistes et les conséquences que ces activités ont pu avoir sur les confrontations entre ces groupes et le Heritage Front[33]. La source a expliqué qu'il n'existait pas à proprement parler de programme de contre-espionnage et que le Heritage Front ne comptait pas de «*sources humaines*». Si les mouvements de gauche organisaient un ralliement, Droege ou Zundel ou les deux trouvaient utile de couvrir l'événement[34]. Parfois, Bristow s'y rendait pour prendre des photos et des statistiques, d'autres fois c'était Fischer ou Hategan[35].

Nous avons aussi demandé à la source de nous parler des taupes (les gens du Heritage Front qui assistaient aux réunions de l'ARA). Elle nous a affirmé qu'il n'y en avait pas. Cependant, parmi les gens d'Eric Fischer, certains travaillaient contre les antiracistes et Droege en avait eu vent. Fischer envoyait ses gens assister aux réunions des groupes antiracistes pour qu'ils fassent ensuite un rapport à Fischer et à Bristow.

En février 1993, Wolfgang Droege a été avisé que les Klanbusters et que les Socialistes internationaux allaient tenir des réunions et qu'une personne de la Church of the Creator (COTC) allait y assister. En fait, Fischer a envoyé à ces réunions Talic

---

31 Entrevue du CSARS avec la source.

32 Entrevue du CSARS avec Bristow.

33 Pendant cette période, une manifestation antiraciste avait débuté à l'angle des rues Church et Wellesley pour se poursuivre jusqu'à la rue Yonge. L'«*East Toronto Organizing Against Racism and Hate*» avait également planifié la tenue d'une autre manifestation en janvier 1993.

34 Zundel a mentionné qu'il avait demandé des gens pour surveiller les manifestations afin de protéger son domicile contre tout attentat.

35 Entrevue du CSARS avec la source.

et Cake de la Church of the Creator. Leur mission consistait à prendre des renseignements sur ce qui se passait[36]. Toutefois, ils s'en sont vite lassés et ont cessé d'aller aux réunions[37].

5.8 Collecte d'information sur l'ARA

Al Overfield affirme avoir reçu de Bristow une liste des «*gauchistes*» connus et prétend que la source avait aussi essayé d'obtenir l'adresse personnelle de Rodney Bobiwash.

Bristow a répondu qu'il n'avait jamais fourni à Overfield de liste des «*gauchistes*» connus qu'il aurait obtenue du programme de contre-espionnage du Heritage Front. La source a affirmé que Bristow avait transmis, sur les instructions de Droege, les noms qui avaient été enregistrés sur son répondeur. La source avait consulté à ce sujet l'enquêteur de la région de Toronto qui lui avait dit qu'elle pouvait fournir à d'autres les numéros de téléphone si l'information enregistrée était spécifique et connue.

D'après la source, Droege voulait obtenir l'adresse de Bobiwash pour l'attaquer. Si la source l'avait voulu, elle aurait pu obtenir cette adresse sans trop de difficulté[38].

Droege voulait aussi que Bristow trouve les adresses de Kevin Thomas et des autres dirigeants de l'ARA. Les seules adresses qu'il a jamais réussi à obtenir, d'après la source, ont été celles qu'elle lui a elle-même transmises[39].

5.9 Harcèlement des membres de l'ARA

L'information sur le harcèlement des antiracistes n'est pas très abondante en raison de la nature des événements eux-mêmes mais aussi en raison du refus des membres de l'ARA de collaborer avec le Comité de surveillance. Les événements décrits ci-dessous donnent une idée de ce qui est prétendument arrivé à trois membres actuels ou anciens du groupe Anti-Racist Action (ARA).

---

36 Entrevue du CSARS avec la source.

37 Entrevue du CSARS avec la source.

38 Entrevue du CSARS avec la source.

39 Entrevue du CSARS avec le source.

5.9.1 Le harcèlement d'une activiste antiraciste

L'activiste antiraciste en cause, autrefois membre de l'ARA, a été, pour reprendre ses propres termes, l'un des membres les plus actifs du groupe pendant deux ou trois mois. Elle a déclaré au CSARS qu'elle avait fait l'objet d'une campagne de harcèlement intensive de janvier à avril 1993. Pendant cette période, elle recevait entre 25 et 30 appels par jour, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Entre les mois de mai et juillet 1993, ce nombre est tombé à 25 à 30 appels par semaine.

La source a dit de cette activiste qu'elle paraissait à la fois stable et agressive. Les appels de Bristow s'inscrivaient dans la campagne «IT» et se faisaient pendant les heures normales. Un grand nombre d'autres personnes ont dû aussi l'appeler. La campagne «IT» visait à recueillir de l'information et non pas à harceler quelqu'un nuit et jour. L'enquêteur a reconnu cependant qu'il était possible que les membres les plus jeunes du Front aient passé quelques nuits à faire ces appels.

Bien que le harcèlement se soit fait surtout par voie téléphonique, l'activiste s'est aussi plainte d'avoir été filée. On lui aurait dit : *«Nous savons que tu es allée à tel et tel endroits pendant la journée»* et *«Nous surveillons toutes tes allées et venues»*. De janvier à avril, les appels, aux dires de l'activiste, s'accompagnaient de menaces de violence de plus en plus fréquentes. Au début de mars, on lui aurait dit qu'on allait mettre le feu à sa maison avec une bombe incendiaire. L'activiste a affirmé qu'elle n'avait jamais signalé l'incident à la police. Souvent, les gens qui appelaient déguisaient leurs voix ou raccrochaient. L'activiste a ajouté qu'elle n'avait pas signalé à la police la campagne de harcèlement dont elle était victime.

La source a déclaré au Comité de surveillance qu'il n'y avait pas eu de filature parce que les membres du Heritage Front n'avait jamais eu la patience de s'adonner à ce genre d'activité. La source n'avait jamais entendu dire que quelqu'un ait été placé sous surveillance. Si le cas s'était présenté, elle aurait fini par le savoir[40].

L'activiste a précisé qu'au début certains appels ne s'apparentaient pas à du harcèlement. Par exemple, la personne qui téléphonait lui indiquait que son enfant avait été blessé à une manifestation de l'ARA et qu'elle voulait en parler à la personne compétente. Quand MacKenzie demandait *«Comment avez-vous eu mon numéro de téléphone?»*, l'interlocuteur raccrochait. L'enquêteur de la région de Toronto pense que ce genre d'appel pouvait faire

---

40 Entrevue du CSARS avec la source.

partie de la campagne de harcèlement, mais ce n'était pas le genre du Heritage Front et c'était la première fois qu'il entendait parler de ce genre d'appel.

L'activiste a cité d'autres incidents précis. Suivent la description de ces incidents et les commentaires de la source.

En janvier 1993, alors qu'elle était restée à la maison pour cause de maladie, son patron avait reçu un coup de fil l'informant qu'on était en train de la filmer à une manifestation de l'ARA. Bristow a répondu que Droege avait demandé à quelques personnes d'appeler le patron de l'activiste pour lui dire qu'elle était à une manifestation et qu'on espérait qu'elle n'avait pas appelé pour se porter malade[41].

L'enquêteur de la région de Toronto a précisé que Droege avait autorisé la campagne de harcèlement téléphonique et que la source contrôlait les activités. Bristow a lui-même appelé l'employeur de l'activiste lors d'un appel-conférence auquel avait aussi participé Mitrevski. L'enquêteur a invité la source à éviter le plus possible de se placer dans ce genre de situation[42].

Un faux pamphlet, en apparence du Heritage Front, a été distribué sur lequel figurait l'adresse du domicile de l'activiste, ce qui donnait l'impression qu'elle appartenait à l'organisation. L'auteur du pamphlet était en fait membre d'un groupe antiraciste qui avait été amené par tromperie à produire le pamphlet.

Le contrôleur a indiqué que la source n'avait pas distribué les pamphlets haineux qui mouillaient l'activiste. Elle n'avait pas non plus menacé de mettre le feu à sa maison avec une bombe incendiaire. Il n'était pas étonné de la fréquence des appels de harcèlement; selon lui, les jeunes membres ou les violents en étaient tout à fait capables[43].

La source a inventé de toutes pièces toute une série d'événements qu'elle a racontés à des membres du Heritage Front. Par exemple, elle a affirmé qu'elle avait appelé les antiracistes pour leur dire que le Heritage Front allait tenir une rencontre à un certain endroit et qu'il fallait frapper fort. Ensuite, elle en

---

41 Entrevue du CSARS avec Bristow.

42 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

43 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

aurait appelé d'autres pour leur dire qu'ils étaient du Neo-Nazi Welcome Wagon et qu'on pouvait trouver les nazis à telle et telle adresses[44].

En fait, il est arrivé qu'un membre du Heritage Front ait agi de la sorte. Un raciste avait appelé un membre de l'ARA et s'était fait passer pour un antiraciste. Il avait informé son interlocuteur que le Heritage Front avait l'intention d'organiser une attaque au domicile de l'antiraciste. L'ARA avait aussitôt envoyé d'importants contingents pour empêcher l'attaque du Front[45]. En l'ocurrence, le membre du Heritage Front avait utilisé le nom d'une personne identifiée sur le répondeur de Bobiwash. Droege avait suggéré d'utiliser le nom de cette personne pour semer la zizanie parmi les gauchistes. Selon la source, il est probable que l'appel ait été fait par Droege lui-même[46].

L'activiste a ajouté que des skinheads venaient souvent s'asseoir sur un banc, en face de son bureau. Ils restaient là et la fixaient du regard pendant qu'elle travaillait.

L'activiste avait été avisée par d'autres membres du mouvement que l'auteur des appels téléphoniques était Grant Bristow. Des membres de l'ARA lui auraient dit qu'ils avaient sursauté quand ils avaient entendu Bristow prendre la parole à une réunion. Ils se souvenaient que c'était la voix des appels de harcèlement[47].

Nous avons demandé à la source de nous parler du harcèlement de l'activiste. Selon elle, on avait décidé de se concentrer sur elle après qu'un membre de l'ARA ait laissé un message haineux sur le répondeur de Droege. On avait comparé son numéro à une liste principale de noms et de numéros repris d'une liste de Bobiwash.

Quand le Comité de surveillance a vérifié avec la courte liste des personnes qui avaient téléphoné au Heritage Front, liste que la source avait transmise au SCRS, il n'a pas trouvé le numéro de l'activiste à l'époque (en 1993). Cependant, cette liste n'est probablement pas la seule qui ait circulé.

---

44 Entrevue du CSARS avec la source.

45 Entrevue du CSARS avec l'activiste antiraciste.

46 Entrevue du CSARS avec la source.

47 Entrevue du CSARS avec l'activiste antiraciste.

Selon la source, les appels de harcèlement adressés aux antiracistes ne faisaient pas l'objet d'une campagne structurée. Les membres s'y étaient mis seulement après avoir appris comment accéder aux répondeurs. C'est alors que l'idée du harcèlement s'est précisée. Droege en a fait un programme en bonne et due forme[48]. L'activiste a été parmi les dernières personnes qui aient été soumises au harcèlement.

Dans l'une de ses dépositions en date du 23 septembre 1993, Elisse Hategan rappelle les événements tels qu'elle les a perçus :

> *«[Grant] a annoncé que soeur [activiste] avait été soumise à beaucoup de stress dernièrement et qu'elle avait pris temporairement congé. Il a expliqué que le fait que l'[activiste] ait été désignée IT l'avait beaucoup énervée et il semblait en revendiquer la responsabilité. Il a expliqué que [l'activiste] n'avait jamais un moment de tranquillité. Des gens l'appelaient en plein milieu de la nuit, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, même au travail, et elle n'en pouvait plus. Aussi avait-elle demandé un congé. Il pensait qu'elle avait craqué, il en était même sûr. En disant cela, il s'était mis à rire franchement, au point d'en pleurer. Il avait ajouté que [l'activiste]avait tout fait pour rester saine d'esprit et qu'elle n'avait encore pas communiqué de nom, mais qu'elle était certainement sur le point de le faire. Il a ajouté que [l'activiste] avait demandé à des gens d'emménager avec elle parce qu'elle avait trop peur de rester seule.»*

Après que l'enquêteur de la région de Toronto se soit inquiété de la campagne menée par le Heritage Front contre l'activiste, la source a essayé de calmer le groupe en informant les membres que l'activiste avait perdu son emploi et qu'ils pouvaient la laisser tranquille et passer à autre chose[49].

Le contrôleur a parlé en général de la campagne de harcèlement téléphonique. Il a indiqué qu'au début un grand nombre de personnes recevaient des appels, mais que ceux-ci s'étaient ensuite limités à certaines personnes. Au début, on appelait les

---

48 Entrevue du CSARS avec la source.

49 Entrevue du CSARS avec la source.

gens qui figuraient sur la liste qu'on avait dressée, mais, au bout d'un mois, les appels étaient devenus très menaçants et pouvaient entraîner des risques véritables de violence. Selon la source, durant l'été 1993, à la suite de la campagne IT, les appels sont plutôt devenus, sous les directives de la source, un exercice de collecte d'information[50].

Le contrôleur a indiqué que la source faussait les numéros des listes de personnes auxquelles des appels devaient être adressés. Quand une liste de noms était transmise aux membres du Heritage Front, la source en changeait partiellement les noms et les numéros de téléphone. Elle ne changeait pas tous les noms pour ne pas éveiller de soupçons, en particulier dans le cas des personnes les plus connues comme Kevin Thomas[51].

Les appels de harcèlement ont commencé à diminuer en juin 1993 pour cesser complètement en novembre 1993. Selon la source, les membres du Heritage Front étaient très satisfaits des résultats de la campagne. Les appels avaient pris fin, pour la plupart, durant l'été et aucune violence physique n'en avait résulté[52].

5.9.2 L'affaire Thomas

Des articles de presse révèlent que Kevin Thomas avait été déclaré IT pendant quelques temps. Dans un journal en particulier avait paru l'article ci-dessous :

> *«Au début, les appels qu'il recevait ne visaient qu'à recueillir de l'information. Il en a eu au travail d'un homme qu'il a par la suite identifié comme Bristow. «Celui-ci s'était présenté sous le nom de Ron Tafner, supposément de l'Ottawa Citizen». Incapable de lui soutirer quelque information que ce soit, Bristow avait apparemment décidé de changer de tactique. Il s'est mis à téléphoner, toujours au bureau, pour prendre un ton de profanation abusive. En juin 1993, après de violentes confrontations entre les groupes racistes et antiracistes, Bristow avait mené un groupe de membres du Heritage Front devant les bureaux de Thomas, rue*

---

50 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

51 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

52 Entrevue du CSARS avec la source.

> *Richmond, et affirmé au propriétaire que Thomas était un terroriste violent et qu'il avait été reconnu coupable d'utiliser des enfants à des fins sexuelles.»*[53]

Durant une entrevue parue à l'émission *The Fifth Estate*, Thomas a indiqué que ce qui avait été dit dans l'article était tout simplement abusif, Bristow l'avait traité de petit imbécile, de perdant ou de lâche, rien n'était à son épreuve. Thomas a poursuivi :

> *«Quand on s'en prend à un néo-nazi, on ne s'attend pas à ce que cela se fasse en douceur. On sait qu'une telle action va mener à la violence en raison de la nature même d'une organisation néo-nazi comme le Heritage Front. En revanche, on ne s'attend pas à ce que le néo-nazi en question soit quelqu'un du gouvernement, quelqu'un qui reçoit un salaire pour faire ce qu'il fait, pour orchestrer des activités néo-nazies et inciter d'autres gens à le suivre. On ne s'attend pas à ce que les néo-nazis aient dans leurs rangs des gens payés pour faire des appels téléphonique, pour proférer des menaces et vous rendre la vie difficile.»*

Le commentateur a ajouté : *«Les sources de la police affirment que le SCRS savait exactement ce que Bristow était capable de faire.»*[54]

Nous avons appris que Droege aurait dit à un journaliste, en septembre 1994, que Bristow et sa bande s'apprêtaient à aller au bureau de Kevin Thomas pour lui faire savoir qu'ils étaient là, mais, quand ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas y aller, ils ont été rendre visite aux voisins de palier de Kevin Thomas et leur ont dit : «Ces corbeaux d'à côté, vous feriez mieux de les surveiller. Ce sont des antiracistes, des terroristes, ils utilisent des enfants à des fins sexuelles» et plein d'insultes du genre, ils sont même allés jusqu'à traiter les gens comme Kevin Thomas de "rats de laboratoire".»

Nous avons demandé à la source d'identifier les personnes chargées de mener les activités pour obtenir les noms et adresses des dirigeants de l'ARA. Elle a expliqué que Droege lui avait

---

53 Toronto Sun, 14 août 1994.

54 Fifth Estate, 4 octobre 1994.

demandé d'obtenir les adresses de Kevin Thomas et des autres dirigeants de l'ARA. Selon elle, les seules adresses que Droege ait eues étaient celles qu'elle avait elle-même transmises.

Selon le contrôleur, Thomas figurait sur la liste des noms de personnes qui devaient faire l'objet d'une campagne de harcèlement téléphonique. Connu comme il l'était, la source pouvait difficilement fausser son numéro de téléphone[55]. La source a précisé qu'elle avait transmis l'information sur l'emplacement de la ligne téléphonique de l'ARA et le lieu de travail de Kevin Thomas. En général, la source n'a pas transmis d'autre information que celle qui était parue dans les articles de journaux où l'on citait les gauchistes qui avaient comparu devant les tribunaux.

Bristow ne se souvenait pas d'avoir appelé Thomas à son lieu de travail en se faisant passer pour un journaliste de l'Ottawa Citizen, mais il n'a pas non plus nié la possibilité qu'il l'ait fait[56]. Aux dires de Bristow, il avait déjà traité Thomas de «petit salaud», «*sur le ton de la plaisanterie*» à la manière de Rodney Bobiwash. Thomas et Bristow étaient constamment en train d'échanger des insultes[57].

La source a situé dans son contexte la visite des membres du Front au lieu de travail de Thomas. À l'époque, Droege comparaissait devant les tribunaux et Thomas avait envoyé des gens au tribunal et à une émission de radio pour faire des déclarations méprisantes sur les racistes. Par la suite, les juges ont refusé d'accorder à Droege la mise en liberté sous caution, ce qui a suscité la colère des gens du mouvement raciste qui ont voulu passer à l'action. La source leur a conseillé de se calmer et Bristow les a emmenés pour une mission sur les lieux de travail de Kevin Thomas[58]. Il a affirmé n'être pas entré dans les bureaux.

Selon la source, elle n'a pas participé à la désignation des résidences qui devaient être *saccagées*. Dawson, Paul Graham et un autre couple étaient passés par la résidence de Thomas, alors qu'ils étaient dans la voiture de Bristow. La source a transmis le message que tout était sous contrôle et les a exhortés de ne pas

---

55 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

56 Entrevue du CSARS avec la source.

57 Entrevue du CSARS avec Bristow.

58 Entrevue du CSARS avec la source.

tomber aussi bas et de laisser les autres se faire arrêter (en ce qui concernait le vandalisme des maisons). Elle a réussi à désamorcer la situation[59].

Pour ce qui était de l'appel d'un soi-disant journaliste du *Ottawa Citizen* à Thomas, l'enquêteur de Toronto a dit que, selon la source, Bristow n'en était pas l'auteur. On n'a trouvé aucun indice corroborant cet appel. L'enquêteur ne savait pas que la source était allée voir les voisins de Thomas pour se plaindre de lui.

5.9.3 **Le harcèlement de Merle Terlesky**

Dans une déposition signée par Elisse Hategan du 23 septembre 1993, il apparaît que Merle Terlesky avait fait l'objet de harcèlement nuit et jour. Le Comité de surveillance a demandé à la source qui s'était occupé d'organiser le harcèlement et de le mener à bien. La source a répondu que Droege et Bristow avaient *parlé* à Terlesky, mais qu'elle ne savait pas qu'il avait été soumis au harcèlement.

Quand Barker a appris par les journaux qu'une accusation avait été déposée contre Terlesky, il aurait ordonné à ses sbires de se rendre au domicile de celui-ci. Selon la source, Terlesky était probablement l'activiste gauchiste qui inspirait le plus de respect à Droege.

5.9.4 **La participation aux affiches haineuses de Hategan**

En mars 1993, d'après un article paru dans les médias, Bristow aurait participé à la production du pamphlet *«Animal Series #2»*. Le journaliste avait précisé que Bristow avait ajouté le nom et l'adresse des antiracistes utilisés pour l'affiche et photocopié le document chez Al Overfield[60]. Le pamphlet *«Animal Series #2»* était une affiche qui combinait le corps d'un singe et la tête d'un gorille. Cette affiche du Heritage Front est en fait une reproduction modifiée d'un document raciste américain plus ancien.

En octobre 1993, Elisse Hategan a été accusée de publication d'écrits diffamatoires et d'incitation à la haine. Dans sa déposition sous serment, du 23 septembre 1993, Hategan a affirmé qu'elle avait appris qu'Al Overfield produisait les pamphlets pour la distribution desquels elle avait été arrêtée.

---

59 Entrevue du CSARS avec la source.

60 Toronto Sun, 4 octobre 1994.

Nous avons appris que Al Overfield avait mentionné à Droege que Bristow devait venir (chez Overfield) parce qu'ils devaient faire l'affiche «Animal Series Number 2» et pour quelque chose d'autre qui concernait le pédophile homosexuel[61].

D'après Al Overfield, en fait, Bristow produisait le pamphlet sur une photocopieuse chez Overfield. Notre enquête a en outre révélé que Bristow et Droege avaient discuté de Hategan et de son état de confusion. Bristow lui a dit que Hategan voulait savoir si elle pouvait dire qu'elle croyait que Bristow était celui qui faisait les autocollants. Bristow a dit que tout le monde, en ville, devait se taire une fois pour toutes.

Droege a déclaré au Comité de surveillance que c'était Bristow qui avait eu l'idée de mettre le nom des antiracistes sur les affiches «*Animal Series*». D'après lui, un des noms avait été fourni par Bristow car il savait où se trouvaient les principaux organisateurs de l'ARA[62].

Le 17 février 1993, nous avons appris que Droege avait dit à Bristow que Hategan avait été arrêtée pour les affiches qu'Overfield avait faites. Bristow a répondu qu'ils devaient se renseigner sur le nombre d'affiches faites et Droege a déclaré que seul Overfield pouvait le dire. Droege a ensuite communiqué avec ce dernier et lui a dit de détruire les affiches «Animal Life Series». Overfield a répondu qu'il le ferait immédiatement.

Quand nous avons questionné Bristow sur la production et la distribution des affiches, il a indiqué qu'il avait fourni certains noms à Overfield par l'intermédiaire de Droege, comme celui de «*Céleste*», qui ont été par la suite utilisés sur les affiches. Il s'agissait de noms d'antiracistes que l'affiche visait. Il n'a joué aucun autre rôle dans l'affaire des affiches. Pour ce qui est des pamphlets, c'est Overfield qui les a créés et qui les a inaugurés officiellement. Il les a produits et les a donnés à Droege. Ce dernier les a transmis à Elisse Hategan qui les a donnés à d'autres.

Le contrôleur a dit que, selon la source, Bristow n'aurait pas eu d'autre rôle que de fournir les noms de l'ARA à Overfield.

---

61 Selon les souvenirs d'Overfield, les affiches n'avaient rien à voir avec le pédophile sexuel. Il se rappelle avoir vu Bristow photocopier quelque chose chez lui.

62 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

Il a déclaré que la source avait parlé des rapports entre Bristow et Hategan en disant que Bristow était continuellement sur son dos et qu'ils ne pouvaient pas se sentir. Bristow voulait l'ennuyer suffisamment pour la forcer à quitter le Heritage Front[63].

5.9.5 **Bristow et les dépositions de Hategan**

Le 23 septembre 1993, Elisse Hategan a signé plusieurs dépositions. Elle a dit aux reporters qu'elle avait *«fait des déclarations sous serment concernant les campagnes de harcèlement de Grant Bristow, mais que rien n'avait été fait»*[64]. D'après elle, Bristow avait organisé des campagnes de harcèlement personnelles et virulentes contre les antiracistes[65].

Le réseau anglais de la Société Radio-Canada a déclaré que non seulement le SCRS n'avait rien fait à la suite de ces allégations, mais que l'enquêteur de la région de Toronto avait en plus laissé entendre qu'il discréditerait Hategan[66].

Ce dernier a nié les accusations et a été heurté du fait qu'elles proviennent d'un ancien collègue. Il a ordonné à la source de se tenir à l'écart de Hategan qui, a-t-il dit, était une fauteuse de troubles. Il a ajouté qu'il avait probablement déclaré aux autres organismes impliqués qu'on ne pouvait pas faire confiance à Hategan, qu'elle avait, à un moment donné, joué un rôle très actif au sein du mouvement d'extrême-droite et qu'elle avait fait volte-face brusquement après avoir été accusée[67].

Nous avons examiné les dépositions et, si elles fournissent une toile de fond pour notre étude, c'est la déclaration suivante d'un expert qui donne une évaluation de l'affaire :

---

63 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

64 Toronto Star, 30 septembre 1994.

65 Toronto Sun, 14 août 1994.

66 À l'émission The Fifth Estate, on a déclaré que, *«quand Elisse s'est portée volontaire pour dire la vérité, le SCRS a dit qu'il allait jeter le doute sur elle, ne serait-ce que parce qu'elle mettait en cause Grant Bristow...nous allons la démolir.»*

67 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

«Selon l'évaluation des renseignements fournis, il s'agirait de propos rapportés, sans preuve directe, qui ne justifiaient pas une enquête criminelle.»[68]

On a questionné la source sur la véracité des dépositions du 23 septembre 1993, mais elle a dit qu'elle ne les avait pas vues[69]. Pour sa part, Wolfgang Droege a déclaré qu'Elisse *«n'avait pas menti sciemment»*, mais qu'elle avait tendance à mal juger de la situation et à *«déformer la réalité»*[70].

La source a dit que Droege prenait un malin plaisir à raconter des histoires à Hategan. Par exemple, il lui avait montré du sable dans un bocal et lui avait dit *«qu'elle en aurait aussi quand elle aurait tué quelqu'un et que la personne aurait été incinérée»*. En fait, il s'agissait de sable ordinaire que Max French avait rapporté de Libye[71].

5.9.6 Le Sneaky Dees et le saccage

Le 11 juin 1993, environ 250 membres de l'ARA ont pris le tramway au centre-ville pour se rendre dans l'est de Toronto. Plutôt que d'attendre une réunion de l'extrême-droite, les organisateurs de l'ARA ont décidé d'adopter une attitude proactive.[72]

Les manifestants se sont ensuite dirigés vers un quartier proche de la maison de Gary Schipper qu'on croyait être la voix de la ligne téléphonique haineuse du Heritage Front. Selon un membre de l'ARA, l'ARA avait l'intention de faire sortir Schipper, de faire connaître son adresse, jusqu'ici secrète, à ses voisins cols bleus d'origines éthniques diverses[73].

D'après un article, il y avait beaucoup de policiers mais ils avaient cru, à tort, que la cible de l'ARA était la maison d'Ernst Zundel. Un petit nombre de membres de l'ARA venaient d'entreprendre leur action la plus agressive.

---

68 le 28 octobre 1994.

69 Entrevue du CSARS avec la source.

70 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

71 Entrevue du CSARS avec la source.

72 «I Hate You Back» de Clive Thompson, This Magazine, novembre 1994.

73 «I Hate You Back», This Magazine, numéro de novembre 1994.

> *«Une douzaine de manifestants masqués ont jeté des pierres sur la maison de Schipper, cassant les fenêtres et endommageant la porte. L'un d'eux a lancé le tricycle d'un voisin dans la fenêtre de façade de Schipper et la police a même trouvé des excréments humains parmi les débris qui jonchaient l'édifice.»*[74]

Droege a dit au Comité qu'après l'attaque de la maison de Schipper, Bristow était au Alan Gardens où il a incité nos gens à aller au Sneaky Dees, le lieu de rencontre des antiracistes[75]. Droege avait été d'accord, mais il avait ajouté qu'il fallait laisser à l'ARA prendre l'initiative de l'agression et avait dit à Bristow de les (les membres du HF) retenir[76].

Toujours d'après Droege, Bristow se trouvait sur le trottoir, en face du Sneaky Dees, avec deux filles et avait commencé à insulter les antiracistes, ce qui a déclenché la bagarre entre les deux groupes. Droege a remarqué que la police était arrivée immédiatement, presque comme si elle avait été avertie[77]. Droege a été parmi les personnes arrêtées et accusées de plusieurs délits.

Selon la source, le Heritage Front pensait que la maison de Zundel allait être attaquée. Ses membres avaient des scanners pour la radio de la police et dès qu'ils ont su que ce n'était pas le cas, ils se sont rendus dans l'est de la ville. Au début, Bristow a dit à Droege que la maison de Mitrevski pourrait être visée, mais elle a conclu que ce serait plutôt celle de Schipper et elle a averti la police.

Après le saccage de la maison de Schipper, la source a déclaré qu'elle s'était rendue chez ce dernier pour obtenir les listes de numéros de téléphone, les registres de personnes-ressource, etc. Elle l'a convaincu qu'il fallait les sortir de chez lui et les lui donner. La source a déclaré qu'elle avait par la suite donné tous ces renseignements à l'enquêteur de la région de Toronto.

---

74 «I Hate You Back», This Magazine, numéro de novembre 1994.

75 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

76 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

77 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

Elle a dit qu'après avoir quitté la maison de Schipper, Droege et Bristow s'étaient rencontrés dans un garage souterrain et étaient allés au centre-ville près de Gerrard Square pour discuter des diverses options. Droege était en colère et voulait protester avec véhémence parce que la police n'était pas intervenue.

Plus tard, toujours selon la source, ils sont tous allés chez Zundel. Droege voulait une bière mais Zundel n'était pas d'accord et a dit que tout le monde devait rentrer chez soi. Droege était furieux, ce qui n'était pas le cas de Zundel car ce n'était pas sa maison qui avait été vandalisée[78]. George Burdi, de la Church of the Creator, était là et a dit qu'il faudrait prendre un groupe pour semer la police.

D'après la source, Droege et les autres sont allés au Sneaky Dees pour prendre une bière. Au bout d'une heure, Droege a dit à tout le monde de rentrer. Une bagarre a éclaté avec les antiracistes alors qu'ils sortaient. La source a indiqué l'endroit où les attaquants sont allés pour informer la police[79].

La source n'a pas donné le nom des manifestants à Droege, mais que des gens en avaient identifié certains sur les vidéos des récents événements. Lincoln a pris des photos de ces vidéos qui ont été distribuées aux membres du Heritage Front. C'est le coûteux équipement d'Ernst Zundel qui a servi[80].

Avant l'altercation, l'enquêteur a rapporté qu'il avait appris que Bristow avait dit aux membres du HF de se calmer. George Burdi, orateur charismatique, s'est adressé au groupe dans le parc avant d'aller au Sneaky Dees[81].

En septembre 1994, Droege et Barker ont déclaré à un journaliste que Bristow aurait dit aux membres du HF d'aller au Sneaky Dees pour faire face aux antiracistes et qu'il avait commencé par les exciter auparavant dans le parc.

Bristow soutient qu'il n'a jamais dit aux membres du Heritage Front d'aller affronter les antiracistes au Sneaky Dees. George Burdi a sorti un mégaphone dans le parc avant l'altercation

---

78 Zundel nous a affirmé ne pas avoir fait une telle déclaration.

79 Entrevue du CSARS avec la source.

80 Entrevue du CSARS avec la source. Zundel a noté qu'ils utilisaient des vidéos et des photos pour de possible poursuites légales contre les individus qui les harcelaient.

81 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

pour rallier les membres. Il a ajouté qu'il n'y a pas eu de confrontation jusqu'à ce que les antiracistes leur lancent des bouteilles[82].

5.9.7 La manifestation d'Ottawa

En mai 1993, environ cinq cents partisans de l'ARA ont manifesté à l'extérieur du local où avait lieu le concert de recrutement du Heritage Front à Ottawa. Le groupe raciste RaHoWa[83] jouait devant près de 60 skinheads. Il s'en est suivi une série d'échauffourées et de bagarres entre la police, les membres du Heritage Front et les partisans de l'Anti-Racist Action.

La source n'était pas à Ottawa cette fois-là. Elle a cependant pu transmettre des renseignements du *«dedans»* sur la formation du groupe Anti-Racist Action d'Ottawa et sur l'appui qu'il avait de Toronto. Elle a dit au SCRS que l'ARA enverrait deux voitures de partisans de Toronto pour participer aux manifestations d'Ottawa.

Après la manifestation d'Ottawa de 1993 qui a presque tourné en émeute, le Heritage Front est devenu beaucoup plus militant. Nous avons appris que Droege avait confié à la source qu'il avait ordonné à Grant Bristow de poursuivre son programme de contre-espionnage contre l'ARA dans le but d'identifier les chefs et de trouver leurs adresses. Il voulait aussi connaître les lieux de réunion de l'ARA afin d'assister à celles-ci et d'intimider ou de provoquer cet organisme pour le pousser à entreprendre des actions violentes dont, il en était sûr, le HF sortirait vainqueur.

5.9.8 La formation du Heritage Front

Bristow s'est fait passer pour un expert de la sécurité et c'est certainement la réputation qu'il avait auprès des membres du Heritage Front. Il a même, une fois, effectué un prétendu *«balayage»* de la maison de Zundel pour chercher les microphones dissimulés. Parfois, il parlait des questions de sécurité aux membres du Heritage Front. À l'occasion d'une réunion, par exemple, Droege lui avait demander d'expliquer la capacité des dispositifs d'écoute.

En 1993, Peter Mitrevski a contacté Bristow pour discuter de la façon de retrouver les gens au moyen des registres de certificats de mariage. Ce dernier aurait accepté de l'aider à explorer cette technique, tout en affirmant que c'était beaucoup

---

[82] Entrevue du CSARS avec Bristow.

[83] Racial Holy War.

plus compliqué que ne le laissait croire le livre acheté par Mitrevski[84]. Celui-ci essayait, apparemment, de retrouver Bill Dunphy et il avait récemment acheté un manuel d'instructions sur la façon de retrouver les gens et d'obtenir des renseignements au moyens des diverses archives du gouvernement.

Droege a demandé à Bristow de faire une démonstration des annuaires rues-adresses aux frères Fisher mais elle s'est arrangée pour que ses instructions soient incompréhensibles.

À un moment donné, Fischer a voulu que Bristow donne un exposé sur les techniques de sécurité de base. L'information qu'il avait à transmettre provenait de sources publiques.

Bristow a fait un exposé aux membres de la COTC (Church of The Creator) sur les éléments essentiels de la sécurité. Il leur a dit qu'ils devaient éviter les répondeurs téléphoniques ayant un code de télécommande à deux chiffres et leur a suggéré de demander des numéros de téléphone et des boîtes vocales confidentiels. Il leur a aussi conseillé d'utiliser des cases postales comme adresses pour leur permis de conduire[85].

Selon la source, Bristow n'a jamais donné de renseignements importants ou très poussés sur la sécurité aux membres du Front ou de la COTC. Il a dit aux membres du HF de mettre de l'aluminium sur les fenêtres pour déjouer les microphones paraboliques et certains ont suivi ses conseils. À un moment donné, il a fait écrire à Dawson des messages en utilisant un livre de codes et des blocs de papier à usage unique. Cette opération a gardé Dawson occupé[86].

Nous avons demandé à Bristow s'il avait enseigné de véritables techniques de renseignement aux membres du Heritage Front ou de la Church of The Creator. Il a répondu que non. Il leur a dit que, pour déjouer la filature, il fallait marcher sur une certaine distance puis revenir sur ses pas[87].

---

[84] Entrevue du CSARS avec Bristow.

[85] Entrevue du CSARS avec Bristow.

[86] Entrevue du CSARS avec la source.

[87] Entrevue du CSARS avec la Bristow.

5.9.9 Questions diverses

Un reporter avait appris que les pneus de la voiture d'une femme avaient été tailladés, mais il ne savait par qui. La source a déclaré qu'elle avait eu connaissance de l'incident par la ligne de propagande et par son contrôleur. Elle n'en avait pas été informée personnellement, mais elle pensait que l'auteur pouvait être Droege. Celui-ci devait sortir trois ou quatre soirs par semaine pour son étude d'huissiers et il avait besoin d'un assistant par suite du départ de Bristow; il a donc fait appel à Mitrevski. En fait, Droege utilisait à la fois Dawson et Mitrevski comme chauffeurs pour son service de reprise de possession[88].

Un reporter a demandé à Droege si Bristow était impliqué dans l'attentat à la bombe incendiaire contre la maison de Mona Zetner, ce à quoi Droege a répondu qu'il ne le pensait pas. La source a également précisé qu'elle ne savait pas qui avait mis cette bombe[89].

Wolfgang Droege a prétendu que Bristow avait eu l'intention de s'introduire par effraction dans la maison de Hategan en juin ou juillet 1993. Nous n'avons aucune preuve que c'était le cas.

5.10 Harcèlement et contact avec les groupes juifs

Quand les reportages des médias concernant le SCRS et le Heritage Front ont commencé à paraître à la mi-août 1994, l'état de crainte, qui était déjà élevé parmi les communautés juives, s'est considérablement intensifié, surtout à Toronto qui a la plus forte population juive au Canada[90]. Toutes les communautés juives du monde sont encore ébranlées par l'attentat à la bombe perpétré contre un centre juif de Buenos Aires. On s'inquiète surtout des allégations selon lesquelles Grant Bristow aurait donné les noms des dirigeants des communautés juives au mouvement de la suprématie blanche.

Un représentant de B'nai Brith a dit qu'il se sentait trahi, que le SCRS *«était peut-être devenu un instrument qui aidait à promouvoir la haine et le racisme dans ce pays[91] »*. C'est à cause

---

[88] Entrevue du CSARS avec la source.

[89] Entrevue du CSARS avec la source.

[90] Entrevue du CSARS avec Bernie Farber.

[91] Frank Dimant, tel que cité dans le Globe & Mail, 10 septembre 1994.

de ces inquiétudes que le Comité de surveillance a examiné les allégations relatives à la communauté juive.

5.10.1 La stratégie concernant les groupes juifs

Nous avons questionné la source sur les stratégies du Heritage Front à l'égard des groupes juifs. Elle a déclaré qu'il n'avait pas de position générale en ce qui les concernait. Wolfgang Droege considérait le lobby juif comme un adversaire trop puissant pour le confronter. Il savait, a dit la source, qu'il manquait de ressources pour combattre les groupes juifs[92].

La source croyait que Droege avait la conviction personnelle que les groupes juifs représentaient un lobby ennemi et qu'ils étaient responsables des écoles multiraciales et des mélanges de races. Il suivait leurs actions en lisant les journaux juifs tels que le *«Covenant»*, le *«Canadian Jewish News»* et le *«Forward»*.

Le but de Droege était de lutter contre les juifs au moyen du lobbying politique. D'autres membres du mouvement, cependant, ne comprenaient pas sa stratégie. Les Nations aryennes, par exemple, croyaient qu'elles étaient la dernière tribu de vrais juifs et elles poussaient Droege à prendre des mesures concrètes. Gerry Lincoln, lié étroitement à Ernst Zundel, défendait constamment le message selon lequel l'Holocauste était un mensonge.[93]

Interrogée sur ses rapports avec Bernie Farber, directeur national des relations avec la communauté du Congrès juif du Canada, la source a déclaré qu'elle ne lui avait jamais beaucoup parlé mais qu'elle l'avait vu en cour.

La Church of The Creator, Droege et les skinheads croyaient tous, a dit la source, que Farber était l'ennemi principal du Heritage Front. Il faisait certainement l'objet des insultes les plus virulentes. Un grand effort a été déployé pour découvrir la maison de Farber, mais la source n'y a pas contribué et le HF n'est pas parvenu à ses fins. La source estime, cependant, qu'elle aurait pu la trouver facilement si elle l'avait voulu[94].

---

92 Entrevue du CSARS avec la source.

93 Lincoln rejette cette affirmation.

94 Entrevue du CSARS avec la source.

5.10.2 La réunion de 1993 du Comité du maire

Le 4 avril 1993, l'avocat Marvin Kurz du B'nai Brith, membre du Comité des relations communautaires et raciales du maire de Toronto, a participé à une séance d'orientation à l'intention des nouveaux membres du groupe. Il a expliqué au Comité de surveillance que, lors de cette rencontre, un homme qu'il pensait pouvoir être Grant Bristow a essayé de l'intimider en l'acculant dans un coin, en laissant entendre qu'il savait où il habitait et en le regardant fixement[95].

Avant cette réunion, Kurz avait écrit à Droege, en se servant de papier à lettres portant son adresse en en-tête, pour le menacer d'intenter des poursuites en diffamation en raison des déclarations haineuses du Front sur les employés du B'nai Brith. Le Front avait offert de se rétracter.

Kurz nous a raconté qu'à la réunion du maire, Droege, qui était en compagnie d'une autre personne que Kurz pensait pouvoir être Bristow, a tiré Kurz vers lui et s'est penché sur lui en disant *«nous pensions que vous viviez à Brampton»*. Kurz s'était demandé s'ils allaient le suivre jusque chez lui. Il a ajouté que la coordonnatrice du comité du maire, Janice Dembo, l'a vu en compagnie de Droege et de l'autre personne et qu'elle l'a aidé à sortir par la porte arrière[96].

Janice Dembo se rappelait que Burdi, Lemire, Barker et Droege avaient essayé de perturber la réunion, en présumant qu'il s'agissait bien de celle dont Kurz parlait. Elle nous a rapporté que Kurz était venu la voir et qu'il lui avait dit que le HF lui cherchait querelle et il ne cessait de parler de Droege et de Barker. Comme il était agité, elle l'avait fait escorter jusqu'à ce qu'il soit sorti de l'immeuble. Elle ne se rappelait pas spécifiquement l'avoir tiré de là, mais elle a dit que c'était possible[97].

Kurz n'a pas pu affirmer avec certitude qu'il s'agissait de Bristow. En fait, sa mémoire n'a été rafraîchie que récemment, lorsque Wolfgang Droege l'a appelé à la suite des allégations

---

95 Entrevue du CSARS avec Marvin Kurz.

96 Entrevue du CSARS avec Marvin Kurz.

97 Entrevue du CSARS avec Janice Dembo, coordinatrice, Comité du maire de Toronto sur les relations communautaires et raciales.

faites par la presse en 1994. Droege lui a offert de l'aider à porter plainte contre Bristow au sujet de cet incident[98].

Wolfgang Droege a plus tard déclaré au Comité de surveillance qu'il estimait important de garder le contact avec ses adversaires et d'être en mesure de discuter de leurs divergences. Il prétend qu'ils conversaient tranquillement lorsque Bristow a fait irruption. *«Il lui est tombé dessus (sur Kurz)»* et il avait une attitude menaçante dans l'ensemble. Kurz est un homme de petite taille et il avait cherché à se faire protéger[99].

Bristow affirme qu'il a dit à Droege, *«ne parle pas à ce vaurien, partons d'ici»*. À ce moment-là, Grant Bristow avait des agents du service de police de la communauté urbaine de Toronto juste à côté lui et il ne risquait guère de faire un esclandre. Droege a alors dit *«Marvin Kurz n'est pas un mauvais gars»* et il est parti se faire photographier avec Michael Lublin (voir le chapitre V, partie 5.6.1).

Bristow ne pense pas qu'il y a eu un autre incident au cours duquel il pourrait avoir intimidé Kurz. En fait, il dit qu'il aurait eu amplement l'occasion de chercher querelle à Kurz s'il l'avait voulu : il vivait près de chez Kurz à l'époque et il connaissait son adresse puisqu'elle était inscrite sur son papier à en-tête[100].

5.10.3 L'incident du Jewish Students' Network

Le 6 mai 1993, Grant Bristow a abordé la présidente du Jewish Students' Network (JSN), qui participait à une manifestation devant le bureau du Procureur général de l'Ontario à Toronto. Le JSN protestait contre la lenteur du gouvernement provincial à intenter des poursuites et à adopter des mesures législatives en matière de crimes haineux. La présidente nous a dit qu'elle avait reconnu Wolfgang Droege et Peter Mitrevski dans la foule[101].

La présidente remettait sa carte d'affaires aux représentants des médias et elle en a donnée une à *«Trevor Graham»*, qui, dit-elle, s'était présenté comme journaliste au *Ottawa Citizen*

---

98 Entrevue du CSARS avec Marvin Kurz.

99 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

100 Entrevue du CSARS avec Bristow.

101 Entrevue du CSARS avec la présidente du Jewish Students' Network.

et rédacteur pour la *Presse canadienne*. Trevor Graham était Grant Bristow[102].

Le lendemain, 7 mai 1993, *«Graham»* l'a appelée, s'est présenté et, dans le cours de la discussion, lui a dit qu'il avait discuté avec Wolfgang Droege. Il lui a parlé de sa conversation *«avec le Nazi»* en termes tellement amicaux qu'elle a commencé à avoir des doutes. Elle a néanmoins feint l'amabilité malgré ses soupçons[103].

Pendant la conversation qu'elle a eue avec lui, "Graham" ne lui a pas demandé quelles informations le JSN possédait sur les tenants de la suprématie blanche. Il lui a cependant posé des questions sur l'organisation du groupe et il a cherché à obtenir les noms des étudiants qui y travaillaient. Elle avait trouvé que ces questions étaient déplacées[104].

Elle ne se souvenait plus exactement comment sa conversation avec *«Graham»* s'était terminée. Elle a cependant appelé au *Ottawa Citizen* et à la *Presse canadienne* le jour même et elle s'est fait répondre dans les deux cas qu'on n'avait jamais entendu parler de *«Graham»*. Elle a ensuite communiqué avec le B'nai Brith et le Congrès juif canadien. Plusieurs jours plus tard, elle est allée au bureau de Bernie Farber, au Congrès juif canadien, où elle a parcouru un album de photographies de racistes. Elle a reconnu Bristow à partir d'une photographie publiée dans un reportage du *Toronto Sun*[105].

Bernie Farber a appelé l'auteur Warren Kinsella afin de savoir si Trevor Graham était l'un de ses collaborateurs[106]. Warren Kinsella lui a dit qu'il n'avait aucun lien avec Graham et qu'il s'était plaint au service de police de la ville d'Ottawa que Grant Bristow se servait de son nom pour obtenir des informations auprès de groupes juifs. Le service de police de la ville d'Ottawa lui avait répondu que l'incident relevait de la compétence du service de police de la Communauté urbaine de Toronto. Environ deux semaines plus tard, le service de police de la ville d'Ottawa a vérifié auprès de son pendant à Toronto et a appris que Kinsella avait porté plainte. Le motif de la plainte était que :

---

102 Ibid.

103 Ibid.

104 Ibid.

105 Ibid.

106 Entrevue du CSARS avec Bernie Farber.

«Bristow prétendait travailler pour Kinsella, c'est-à-dire faire des recherches pour le prochain livre de Kinsella. Il se renseignait sur ce que l'organisation savait sur les skinheads et sur les mouvements en faveur de la suprématie blanche. Bristow a aussi demandé à avoir accès à leurs dossiers.»

Le service de police de la Communauté urbaine de Toronto a reçu une télécopie de Warren Kinsella au sujet de l'incident, mais, après examen, il a conclu qu'aucune infraction criminelle n'avait été commise : il était impossible d'établir une présomption *prima facie*. Aucun rapport n'a donc été déposé parce qu'il n'y avait pas d'infraction au *Code criminel* à ce sujet : Trevor Graham n'existait pas.

Lorsque « l'affaire du Heritage Front » a été rendue publique, la sous-section du renseignement du service de police de la Communauté urbaine de Toronto a de nouveau présenté l'information à la Couronne. Elle s'est fait répondre qu'il n'y avait pas eu *«supposition de personne»* parce que Graham n'existait pas. Aucun groupe juif n'avait officiellement porté plainte[107].

De son côté, Bristow a affirmé qu'il s'était porté volontaire pour recueillir des informations sur ce qui se passait en marge de la manifestation. Les membres de la Church of the Creator et du Heritage Front avaient commencé à se mêler et Bristow ne voulait pas faire les manchettes parce qu'il y avait de bonnes chances que les médias soient là. Il a donc dit à Droege, *«pourquoi n'irais-je pas me promener dans la foule pour savoir qui est ici»*[108].

La version de Droege, c'est que Bristow estimait qu'il était important que nous sachions quelles informations ils possédaient. Il allait donc tenter de les infiltrer ou au moins essayer d'en tirer des informations.[109]

Bristow nous a dit qu'il avait abordé une femme qui s'était présentée comme la présidente du Jewish Students' Network. Il ne se souvenait plus du nom qu'il avait utilisé. Pendant leur courte discussion, Bristow a obtenu une carte d'affaires portant

---

107 Entrevue du CSARS avec le service de police de la Communauté urbaine de Toronto.

108 Entrevue du CSARS avec Bristow.

109 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

l'adresse du JSN et un numéro de téléphone. Il a fait remarquer qu'il n'avait aucune raison de la lui demander, mais qu'elle ne s'était pas opposée à la lui remettre[110].

Bristow a affirmé au Comité de surveillance qu'il n'avait pas envie de pousser l'affaire plus loin, mais que Droege lui avait dit qu'il devrait en apprendre davantage sur le groupe, par exemple combien de membres il comptait. Droege a donc demandé à Bristow d'appeler la femme pour recueillir davantage d'informations de ce genre. Droege voulait aussi apprendre ce que les autres savaient sur lui et sur la droite, parce qu'il devait comparaître devant de nombreux tribunaux[111].

La carte d'affaires leur a permis de constater que le bureau du Jewish Students' Network était situé tout près d'autres organisations juives, et Droege a pensé que Bernie Farber dirigeait peut-être secrètement le groupe. Droege estimait que Farber était capable d'avoir recours à des *«intermédiaires»*. Il croyait que la présidente du Jewish Students' Network était, en fait, un agent de Bernie Farber, parce qu'il les avait vus ensemble à d'autres occasions[112].

Bristow a dit qu'il avait appelé la présidente du Jewish Students' Network, mais pas pour obtenir des informations en vue de cibler des gens. Il lui a délibérément donné de bonnes raisons de se méfier en lui disant que Droege n'était pas un si mauvais gars. Elle ne lui a communiqué aucune information. Il est donc retourné voir Droege et lui a dit *«je pense qu'ils sont méfiants, Wolfgang»*[113].

La source a affirmé qu'elle était sûre d'avoir informé l'enquêteur de la rencontre de Bristow avec la présidente du Jewish Students' Network et de l'appel qu'il lui avait fait.

Le contrôleur nous a assuré qu'il avait été informé de l'affaire du Jewish Students' Network immédiatement après qu'elle se soit produite. Le SCRS a d'ailleurs produit une évaluation de la menace que représentait la visite du Heritage Front au bureau de Marianne Boyd. La source a appelé le contrôleur et lui a dit que

---

110 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

111 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

112 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

113 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

Bristow avait parlé à la présidente du Jewish Students' Network en se servant du nom de Trevor Graham. Bristow n'a pas dit directement qu'il travaillait pour Kinsella.

5.10.4 Deux incidents

Deux incidents ont été décrits au Comité, qui étaient liés à des événements publics tenus à Toronto et au sujet desquels le Comité a obtenu des informations contradictoires sur la présence de Grant Bristow et du Jewish Students' Network.

Le 8 juin 1993, le Simon Wiesenthal Centre a organisé une conférence à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario[114]. Le conférencier vedette était Yarom Svoray, qui avait été invité à parler de son infiltration de groupes néo-nazis en Allemagne. La présidente du Jewish Students' Network nous a dit qu'elle était certaine d'avoir vu George Burdi et Joe Talic de la Church of the Creator à cet endroit et que les agents de sécurité en avaient été informés[115].

Elle croyait que Bristow était là lui aussi, mais elle ne pouvait être absolument certaine que c'était lui parce qu'elle ne l'avait vu qu'une seule fois auparavant. Talic s'est fait demander une pièce d'identité, et le groupe a été prié de partir[116]. Bristow a déclaré au Comité de surveillance qu'il ne croyait pas y être allé[117].

Le deuxième incident, survenu en mai 1993, était lié au harcèlement de représentants du B'nai Brith. Au cours de ce mois, un symposium public *«d'opposition à la haine»* a été tenu au Harbourfront, à Toronto.

Les représentants du B'nai Brith ont rapporté que l'ARA et le Heritage Front avaient tous deux des membres sur place et qu'ils s'étaient affrontés. Droege et Burdi ont posé certaines questions offensantes qui laissaient entendre que les Juifs étaient racistes. La plupart de ces questions ont été posées par Wolfgang Droege[118].

---

[114] Entrevue du CSARS avec Sol Littman, Simon Wiesenthal Centre.

[115] Entrevue du CSARS avec la présidente du Jewish Students' Network.

[116] Entrevue du CSARS avec la présidente du Jewish Students' Network.

[117] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[118] Entrevue du CSARS avec Frank Dimant et Karen Mock, B'nai Brith.

Une manifestation antifasciste a éclaté, et les représentants du B'nai Brith se sont retrouvés entre les deux camps. La police a dû séparer les combattants éventuels. Les représentants du B'nai Brith nous ont assuré que Bristow était présent au moment de l'affrontement et qu'il se servait du nom de Trevor Graham, mais ils ne se rappelaient pas s'il était resté pour le reste de la rencontre, une fois les membres du HF partis[119].

De son côté, Bristow nous a rapporté qu'il avait rencontré le groupe du Heritage Front à la gare Union avant d'aller au symposium au Harbourfront. Lorsqu'il est entré, a-t-il dit, il a vu que la présidente du Jewish Students' Network était là. Il est parti après trois ou quatre minutes environ, parce qu'il ne voulait pas qu'elle le voie avec le groupe du Heritage Front[120]. Bristow pensait être reparti tout seul. La présidente du Jewish Students' Network a informé le Comité de surveillance qu'elle n'était pas allée au symposium au Harbourfront.

5.10.5 Autres incidents survenus en 1993

B'nai Brith. La source a affirmé qu'elle ne savait rien sur la campagne de harcèlement téléphonique menée contre Karen Mock après le symposium tenu en mai 1993 au Harbourfront[121]. Selon elle, Schipper est celui qui a mis la ligne de propagande sur pied et qui a écrit et dicté la plupart de ses messages. Le message sur Mock et sur le B'nai Brith qui était diffusé sur la ligne téléphonique haineuse avait été rédigé par Schipper, mais la source ne savait pas qui lui avait ordonné de le faire. Droege, et dans une moindre mesure, Lincoln[122], sont ceux qui ont le plus d'influence sur Gary Schipper. La source s'est abstenue de s'occuper de la ligne de propagande[123].

Dirigeant à Vancouver. Selon des allégations faites en 1992, des membres du Front faisaient circuler le numéro de téléphone confidentiel et l'adresse d'un dirigeant bien connu du Congrès juif canadien à Vancouver, Michael Elterman.

---

119. Entrevue du CSARS avec Frank Dimant et Karen Mock, B'nai Brith.

120. Entrevue du CSARS avec Bristow.

121. Entrevue du CSARS avec Frank Dimant et Karen Mock, B'nai Brith.

122. Lincoln affirme n'avoir jamais dit quoi que ce soit à Schipper au sujet de Mock.

123. Entrevue du CSARS avec la source.

Bernie Farber, du Congrès juif canadien, a fait allusion aux reportages des médias selon lesquels le nom d'Elterman circulait à l'intérieur de l'extrême-droite. Ce nom ne figurait pas dans l'annuaire téléphonique public, mais il avait été publié dans l'annuaire téléphonique de la communauté juive de Vancouver, qui n'était pas difficile à obtenir. Farber nous a dit qu'Elterman était inquiet, parce qu'une grande tache de sang était apparue sur son porche à peu près au moment où Bristow était censé avoir rencontré McAleer à Vancouver[124].

Bristow a affirmé qu'il ne savait absolument rien au sujet d'Elterman. Le témoignage de Droege devant le Comité de surveillance a corroboré cette affirmation.

Nous avons appris que le 25 août 1994, Tony McAleer a dit à Droege qu'il avait l'adresse d'Elterman et qu'il pourrait dire que Bristow la lui avait donnée, mais McAleer pensait qu'ils risquaient d'avoir des ennuis si jamais Bristow réapparaissait et décidait de parler. Droege a répondu à McAleer que personne ne croirait Bristow.[125]

Messages haineux transmis par répondeur. Bernie Farber a dit qu'il avait reçu un appel au Congrès juif canadien le 22 juin 1993. L'auteur de cet appel, d'une voix grave et très étouffée, lui a dit *«sale Juif», «je vais te tuer», «espèce de salaud»*. Nous avons interrogé la source sur cet appel. Elle nous a dit qu'il venait probablement d'un jeune membre[126]. Nous n'avons pas été en mesure de déterminer, avec certitude, qui dans le Front était le plus susceptible d'avoir utilisé l'expression *«espèce de salaud»*. Il est certain qu'un des membres utilise souvent cette expression, mais il n'est pas le seul à le faire.

Campement dans le stationnement. Nous avons été informés que les médias allaient alléguer que Bristow avait campé dans le stationnement du Congrès juif canadien et qu'il avait noté des numéros d'immatriculation sur lesquels il avait ensuite fait des recherches.

Nous avons appris que Droege avait fourni de fausses informations au sujet de Bristow au journaliste concerné.

---

124 Entrevue du CSARS avec Bernie Farber. McAleer affirme n'avoir absolument pas eu connaissance de l'incident.

125 Droege nie avoir fait une telle déclaration. McAleer dit n'avoir rien fait d'illégal et n'avoir pas conseillé à d'autres personnes de poser des gestes illégaux.

126 Entrevue du CSARS avec la source.

Grant Bristow a affirmé qu'il n'a jamais noté de numéros de plaques d'immatriculation et qu'il ne lui est arrivé qu'une seule fois d'arrêter près du stationnement du Congrès juif canadien. Bristow a ajouté que, si quelqu'un d'autre avait recueilli de telles informations, on lui aurait donné les numéros des plaques d'immatriculation pour qu'il les passe en machine, mais qu'il n'en a jamais reçu[127].

La source a rapporté qu'une fois, James Scott Dawson a stationné son automobile, est entré dans l'immeuble du CJC et a bluffé jusqu'à ce qu'il se retrouve dans le bureau de Farber[128].

La menace. À un moment donné, le 26 octobre 1993, la source du SCRS a appris qu'une menace possible de violence physique grave pesait sur les dirigeants de la communauté juive.

Droege a confié à la source que Barker lui avait dit qu'un membre du Heritage Front songeait à entrer dans les bureaux du CJC, situés au 4600, rue Bathurst, à Toronto, et à "éliminer quelques personnes".

De l'avis de la source, la cible principale devait être Bernie Farber. Elle a aussi dit que Droege faisait des réserves sur ce type de plan, mais qu'il en riait. La source a dit qu'elle avait été dégoûtée par cette révélation, mais qu'elle n'en avait pas parlé plus longuement avec Droege. Droege a aussi mentionné à la source qu'il aimerait bien que quelques Juifs bien connus soient assassinés parce que cela servirait à en dissuader d'autres qui harcèlent constamment le Heritage Front (HF).[129]

Le membre faisait partie de la bande *"French Cruller"* : Ken Barker, Phil Grech et, en périphérie, Marc Lemire (la bande du Donut Shop). Associé au Heritage Front, le membre s'était secrètement aligné sur la Church of Aryan Nations Jesus Christ. Il avait aussi mis sur pied une ligne de propagande haineuse. La source a mis des bâtons dans les roues de Jasinski pendant qu'il planifiait cet acte de violence, en lui disant qu'il fallait plus de gens pour mettre ce plan à exécution, que ce n'était pas une bonne idée, que cela prendrait beaucoup de temps et en invoquant diverses autres raisons visant à dissuader le membre du Heritage Front[130].

---

[127] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[128] Entrevue du CSARS avec la source.

[129] Droege nie avoir fait une telle affirmation.

[130] Entrevue du CSARS avec la source.

Le SCRS a transmis l'information sur le projet du membre du Heritage Front au service de police de la communauté urbaine de Toronto le 29 octobre 1993.

D'après la source, le membre semblait instable. Au lieu d'attaquer le CJC, il a, avec ses acolytes, commis un vol à main armée dans un Donut Shop et dérobé un petit montant d'argent[131].

5.10.6 Informations sur des groupes juifs

Lorsqu'il a témoigné devant le Comité de surveillance, Droege a dit :

> *«Le problème que j'ai avec la communauté juive, c'est de temps en temps avec ses dirigeants. Ils ne cessent de parler de persécution. À mon avis, personne ne doit rien à personne.»*[132]

Wolfgang Droege a dit au Comité que Bristow était la personne qui recueillait des informations sur les groupes juifs :

> *«plus ou moins des noms, des adresses, qui est qui à l'intérieur d'une organisation, d'où provient une partie des fonds, ce genre d'informations.»*[133]

Droege a dit que la plupart des informations qu'il a reçues sur le B'nai Brith, par exemple, provenaient de documents publics et qu'il n'était pas certain que Bristow avait jamais obtenu de gros secrets. Ces informations étaient principalement l'adresse de quelqu'un à la maison, son poste, ses projets de voyages et la source de ses fonds (par exemple, des subventions gouvernementales). Droege a dit que Bristow savait comment dénicher des informations[134].

Nous avons trouvé très peu d'informations portant sur des gens précis. Dans un cas, nous avons appris que

---

131 Entrevue du CSARS avec la source.

132 Audience du CSARS, Wolfgang Droege. Droege a aussi ajouté qu'il doutait de *«certains aspects de l'holocauste... Toutefois, il est certain que je crois qu'il devrait y avoir un débat.»*

133 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

134 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

Grant Bristow a dit à Droege que c'était probablement un antiraciste qui harcelait la ligne de Ken Barker. Barker avait donné à Bristow un numéro de téléphone qu'il avait relevé sur son Maestro, et Bristow avait remonté jusqu'à l'activiste.

Le Comité de surveillance a appris que la source, en utilisant le pseudonyme de Jeff Taylor, journaliste, avait parlé à Michael Lublin et qu'elle avait découvert que l'organisation Kahane Chai, dont le chef est Benny Kahane, s'agrandit partout dans le monde. Lublin a dit que le groupe semble être responsable d'un grand nombre d'activités qui ont été menées officiellement par la JDL. D'après Lublin, l'organisation de Benny Kahane songeait à ouvrir une section à Toronto et Kahane serait à Toronto la semaine suivante.

Nous avons demandé à la source quels types d'informations étaient recueillies sur les groupes juifs et sur leurs dirigeants. Elle nous a répondu que Zundel avait chargé Bristow d'obtenir des informations précises (noms, lieux de travail, adresses personnelles, numéros de téléphone et profils) sur des particuliers et des groupes juifs bien connus.[135]

Zundel a expliqué qu'il avait besoin des adresses de membres de la communauté juive pour pouvoir signifier des assignations à comparaître, mais la source a déclaré que Bristow ne l'a pas cru. Bristow a répondu à Zundel qu'il pourrait être capable d'obtenir les informations, mais que cela coûterait très cher. Zundel lui a dit qu'il se contenterait des adresses au travail.

Zundel a également demandé des informations sur certaines personnes. En 1989 et pendant toute l'année 1990, il a répété à Bristow qu'il voulait des informations sur Meir Halevi (Jewish Defense League), ses adresses, ses enfants, sa famille, les automobiles qu'il conduit, son véritable nom et son entreprise[136].

Zundel a aussi demandé à la source de l'aider à obtenir les noms et les adresses de tous les dirigeants juifs de Québec à Winnipeg. Lorsque la source lui a parlé de cette demande de Zundel, le contrôleur lui a dit, *«ne le fais pas, essaie de gagner du temps»*. Il lui a ensuite dit de trouver ce qu'elle pourrait dans des sources ouvertes. Elle ne devait donner à Zundel que des adresses au travail et des numéros de téléphone tirés de l'annuaire téléphonique ou obtenus en composant le 411.

---

135 Zundel rejette cette allégation.

136 Entrevue du CSARS avec la source.

Selon la source, les informations routinières sur le lobby juif et sur d'autres groupes juifs provenaient d'émissions de télévision et d'abonnements à des publications juives qui étaient dépouillées tous les jours. Ce type de traitement de l'information a commencé longtemps avant l'arrivée de la source. Tout le monde le faisait. C'était une procédure de fonctionnement courante pour Zundel, Lincoln, Droege et Max French.

La source a dit que, pour le remercier d'avoir fait le balayage électronique de sa maison, Zundel a remis à Bristow un épais dossier sur la Jewish Defence League[137]. La source a, à son tour, remis le dossier au SCRS. Ce dossier ne contenait que des informations publiques (pour la plupart des coupures de presse), mais la source ne l'a pas passé aux autres dans l'organisation[138].

Nous avons demandé à la source à quelles activités concernant des groupes juifs elle avait personnellement participé, et ce qu'elle savait sur ce que les autres ont fait. Elle nous a répondu qu'elle avait uniquement fourni des informations de sources ouvertes, et que Zundel communiquait parfois des informations à Bristow[139].

Zundel a dit au Comité de surveillance que les informations qu'il a reçues étaient publiquement disponibles et qu'il ne les obtenait de Bristow que parce que c'était plus pratique. Il a ajouté *«ce n'était rien qu'il n'aurait pas pu trouver lui-même.»*[140]

Nous avons demandé à la source si elle avait jamais fourni des informations sur des membres de la communauté juive à des tenants américains de la suprématie blanche. Elle nous a répondu qu'elle n'avait transmis absolument aucune information sur des membres de la communauté juive à des tenants américains de la suprématie blanche et, plus précisément, qu'elle n'avait fourni absolument aucune information à Tom Metzger sur aucun des groupes ou des particuliers ciblés par le Heritage Front. Elle a ajouté que Gerry Lincoln envoyait parfois des informations à Tom Metzger

---

137 Zundel a souligné que le dossier, d'une vingtaine de pages, renfermait des renseignements provenant de sources non secrètes. Il l'avait préalablement fourni au service de police de la Communauté urbaine de Toronto.

138 Entrevue du CSARS avec la source.

139 Entrevue du CSARS avec la source.

140 Entrevue du CSARS avec Ernst Zundel.

sur des Juifs canadiens, mais que, pour autant qu'elle sache, ils tenaient de telles informations de Zundel[141]. Elle a précisé que Grant Bristow n'avait jamais communiqué de renseignements à des tenants de la suprématie blanche aux États-Unis. Lincoln a nié avoir déjà fourni des renseignements aux Metzger au sujet des Juifs du Canada.

En ce qui a trait aux Metzger (voir le chapitre IX, section 9.2.2), le Comité de surveillance a appris que Droege complotait avec des collègues et des collaborateurs afin de dire aux médias que Bristow a aussi donné des documents à Metzger sur des groupes juifs au Canada et sur des Juifs ainsi que sur d'autres organisations de gauche. Cette déclaration montre bien que cela faisait partie d'un complot en vue de manipuler les médias. Droege a plus tard dit au Comité, *«du moins, Tom Metzger m'a dit que Grant Bristow lui a fourni des informations, mais je n'ai pas la moindre information de première main sur ce sujet.»*[142]

Nous avons demandé à la source si elle a jamais communiqué à quelqu'un des informations sur la communauté juive qui ont ensuite été transmises à d'autres tenants de la suprématie blanche. Elle nous a répondu qu'elle était certaine de ne l'avoir jamais fait. Elle a fait remarquer que Droege avait essayé de nombreuses fois de découvrir où habitait Bernie Farber, mais qu'il n'y était jamais parvenu et que la source ne l'avait pas aidé.[143].

Nous avons interrogé l'enquêteur sur la stratégie d'information globale. Il nous a dit que l'idée c'était que la source surveille (et entrave) la collecte d'informations et, si les choses échappaient à son contrôle, qu'elle serve à canaliser les informations et, par conséquent, qu'elle soit en mesure d'informer le Service et de demander des instructions[144].

---

141 Entrevue du CSARS avec la source. Zundel a fait remarquer que les noms de ces personnes figuraient sur sa liste d'envoi et que ces dernières recevaient son bulletin, ses vidéos, etc. Il a expressément nié avoir communiqué à ces personnes des renseignements concernant la communauté juive du Canada.

142 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

143 Entrevue du CSARS avec la source.

144 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

5.10.7 Le centre de formation à la sécurité

Lorsque le Comité de surveillance a rencontré des représentants du B'nai Brith, ils ont dit qu'ils étaient inquiets parce que Bristow avait mis sur pied un établissement de formation dans un secteur à prédominance juive de Toronto.

Leurs inquiétudes étaient triples :

- o que le centre serve à enseigner des techniques de sécurité à des racistes;
- o que le centre soit utilisé pour recruter de nouveaux membres pour le Heritage Front;
- o que le centre soit une source de financement pour le Heritage Front[145].

En novembre 1992, les médias ont déclaré que Grant Bristow était l'un des dirigeants du Heritage Front. À la suite de cette publicité, il a perdu son emploi régulier. Peu après, il a mis sur pied un programme de formation à la sécurité.

Bristow nous a dit qu'il n'a donné qu'un seul cours de sécurité. Il avait six étudiants dans sa classe : un Noir, un Indien, un Juif et trois autres personnes. Parmi ces six personnes, il y avait un programmeur et dépanneur d'IBM à la retraite, un ancien courtier en valeurs mobilières, deux personnes du secteur des transports et un employé d'une grosse entreprise d'optique (jumelles). À la fin, deux des six étudiants ont terminé le cours et trouvé des emplois.

Dans ce centre, pour lequel il faisait de la publicité dans les journaux, Bristow enseignait à ses étudiants une vaste gamme de techniques. Pour les techniques de filature, ils ont pratiqué près du chemin Dixie et de l'autoroute 401 : un secteur commercial où il y avait des cours de camionnage. Lorsque les gens du Heritage Front ont appris qu'il donnait un cours, ils ont voulu s'inscrire, mais il s'est arrangé pour gagner du temps. Il a

---

145 Entrevues du CSARS avec des dirigeants du B'nai Brith et du Congrès juif canadien.

cependant eu recours une fois à des membres du Front pour jouer le rôle de proies dans un exercice de filature en automobile[146]. Ce fut le seul cas, nous a dit Bristow, de participation du Heritage Front au cours.

5.11 L'attentat à la bombe contre la clinique du Dr Morgentaler

Le 18 mai 1992, la clinique d'avortement du Dr Morgentaler à Toronto a été la cible d'un attentat à la bombe incendiaire. Des graffitis désignant le Heritage Front ont été trouvés sur un mur du voisinage.

Des membres du Heritage Front ont été interrogés par les policiers.

Le Comité a appris que Droege avait déclaré que Bristow lui avait dit que personne dans le HF n'était soupçonné, mais qu'Andrews avait dit à la police de regarder du côté du HF. Mitrevski a dit qu'il ne croyait pas cela et qu'il pensait que Bristow causait le même type de dissensions dans la droite que celles qu'il avait causées dans la gauche.

La source pense que l'attentat à la bombe a été commis par un activiste de gauche afin d'obliger le gouvernement à prendre des mesures contre les opposants à l'avortement. Bristow et Droege ont tous deux été interrogés par le groupe de travail chargé de l'affaire Morgentaler[147]. Il n'y a rien dans les dossiers du SCRS qui permette de remonter au coupable.

5.12 Contacts avec la police

Les reportages des médias laissent entendre qu'en tant que membre du Heritage Front, Bristow s'est servi d'informations de la police. À l'intérieur du Heritage Front, Bristow se montrait très réservé sur la façon dont il obtenait ses informations, et il disait souvent à ses collègues racistes qu'il avait ses sources personnelles dans la police.

5.12.1 Informations du CIPC

Nous avons interrogé Bristow sur cette question. Il a nié avoir jamais demandé à des membres du service de police de la communauté urbaine de Toronto de lui communiquer des informations du Centre d'information de la police canadienne (CIPC). Il nous a

---

146 James Dawson, Paul Graham et Tyrone Alexander Mason.

147 Entrevue du CSARS avec Bristow.

dit qu'il n'avait pas besoin des informations du CIPC et que, de toute façon, il travaillait rarement sur le territoire de ce service de police. La plupart du temps, il transmettait des informations à la police dans l'exercice des fonctions officielles de son emploi à plein temps.

Bristow a insisté sur le fait qu'il n'avait jamais eu recours au CIPC pour le Heritage Front. Il a dit à Droege qu'il utilisait les informations du CIPC pour trouver des automobiles, mais ce n'était pas vrai. En ce qui a trait à des imprimés du CIPC, Bristow a affirmé qu'aucun policier ne serait assez stupide pour donner un imprimé d'un rapport du CIPC, parce que ces imprimés portent le code d'identification de la personne qui a eu accès au rapport. Il dit que des policiers lui montraient parfois des informations, dans le cadre des enquêtes qu'il faisait pour son employeur, mais qu'il ne s'agissait jamais d'informations du CIPC[148].

L'employeur de Droege, Alan Overfield, a dit au CSARS qu'il savait que Bristow recevait des informations du CIPC. Il a ajouté que tous les enquêteurs ont des contacts : police, compagnie de téléphone et autres. Ces contacts les aident à obtenir des informations pour leurs activités de localisation. Les documents du CIPC, a-t-il dit, seraient utilisés pour les cas difficiles et pourraient fournir, par exemple, des dates de comparution auxquelles les gens qu'ils recherchent se présenteraient[149].

Overfield nous a dit qu'il avait été étonné de voir que Bristow avait des imprimés complets du CIPC : quelque 300 au cours des années 1990 à 1993, a-t-il estimé. Lorsque nous lui en avons demandé des exemples, il nous a répondu que Bristow ne le laissait jamais garder ces documents. Il n'est pas parvenu non plus à se rappeler du nom d'un seul des sujets d'enquête[150].

Wolfgang Droege a dit au Comité qu'il ne savait pas si les informations du CIPC avaient été obtenues par Bristow[151].

Un détective du service de police de la ville d'Ottawa, a expliqué au CSARS que le CIPC n'est pas particulièrement utile pour recueillir des informations : les adresses sont rarement

---

148 Entrevue du CSARS avec Bristow.

149 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

150 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

151 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

inscrites; les dates de comparution ne sont plus mentionnées; les condamnations et les peines sont fournies, mais ces données sont presque toujours périmées[152].

Les membres du CIPC font l'objet de vérifications effectuées au hasard; la GRC procède même à des vérifications dans ses propres détachements. Toutes les demandes et tous les imprimés du CIPC peuvent être retracés jusqu'à une machine donnée, et des registres sont tenus.

Nous n'avons trouvé dans les dossiers du SCRS aucune information de la source nous permettant de croire que Bristow a jamais obtenu des informations du CIPC.

5.12.2 Communications de la police

Nous avons interrogé la source sur la surveillance des communications de la police. Elle nous a fait remarquer que Bristow disait constamment au Heritage Front qu'il surveillait les communications de la police, mais que Paul Graham faisait le gros de cette écoute. Eric Fischer a fourni des balayeurs et des détecteurs de métal, en utilisant une partie de son indemnité de départ de l'armée et de ses économies.[153]

Lorsque des tenants américains de la suprématie blanche étaient en ville, la source allait les chercher et mettait le balayeur Mitre 5 en marche afin de voir si la police les suivait. En fait, les informations captées étaient tout à fait hors de propos, mais les Américains pensaient que c'était important et ils se sentaient en sécurité[154].

Bristow et les *agents de sécurité* du Front étaient souvent vus avec des émetteurs-récepteurs portatifs. D'après Bristow, un ex-membre du Régiment aéroporté canadien, Eric Fischer, s'occupait de la sécurité matérielle des réunions du Heritage Front. Fischer utilisait des systèmes de communication directionnelle; Bristow avait fourni trois radios portatives qui ne fonctionnaient pas bien[155].

---

152 Entrevue du CSARS avec le service de police de la ville d'Ottawa.

153 Eric Fisher a déclaré que l'argent provenait de son salaire et de dons effectués par d'autres membres du groupe chargé de la sécurité.

154 Entrevue du CSARS avec Bristow.

155 Entrevue du CSARS avec Bristow.

Une des histoires que Bristow racontait aux membres du Front, c'était qu'il avait des sources spéciales d'informations et qu'il passait toujours en machine des numéros de plaques d'immatriculation. Bristow nous a dit qu'il n'avait traité aucun numéro de plaque d'immatriculation par l'entremise du Bureau des véhicules automobiles pour le Heritage Front. Droege, par contre, avait accès au compte d'Overfield, contrairement à la source, et il avait l'habitude de passer des numéros de plaques d'immatriculation en machine lorsque Zundel voulait des informations.[156]

156 Droege a affirmé n'avoir jamais fourni de telles informations à Zundel. Pour sa part, Zundel a nié avoir jamais demandé que l'on passe des numéros de plaques d'immatriculation en machine.

VI. FONDS VERSÉS À LA SOURCE AU HERITAGE FRONT

Dans le présent chapitre, nous examinerons les fonds que le SCRS a versés à sa source au Heritage Front, en nous appuyant sur les dossiers de la Direction des sources humaines, tant à l'Administration centrale qu'à la région de Toronto, ainsi que sur des entrevues réalisées avec des représentants de cette direction, le contrôleur de cette source et la source elle-même.

6.1 Paiements versés à la source par le SCRS

Conformément à la politique du Service, «*il ne faut offrir normalement aux sources humaines ni incitation ni rétribution autre que l'assurance de la confidentialité et le paiement en argent ou en nature de l'aide opérationnelle qu'elles apportent au Service.*»

6.1.1 Paiements pour aide opérationnelle

Le SCRS rétribue ses sources pour l'«*aide opérationnelle*» qu'elles lui apportent, c'est-à-dire généralement des informations. Ces paiements s'effectuent selon un budget annuel.

6.2 Dépenses

Le Service rembourse ses sources des dépenses qu'elles engagent lorsqu'elles lui prêtent assistance. Le SCRS rend compte de certaines de ces dépenses lors des paiements mensuels faits aux sources. Les frais de voyage des sources sont cependant comptabilisés séparément, notamment parce que le Service verse des avances pour ce type de

Le Service a fait remarquer que les dépenses avaient été, en moyenne, de 260 $ par mois au cours des sept années, montant qui, selon lui, est raisonnable.

Le SCRS a parfois indemnisé la source pour certains voyages spéciaux. L'enquêteur estimait généralement au préalable le coût probable du voyage et versait une avance en espèces à la source. À son retour, celle-ci remettait des reçus à son le contrôleur qui calculait ensuite le solde à payer, le cas échéant. Toutes les dépenses engagées pendant des voyages faits au cours de cette période ont été rigoureusement justifiées au moyen de reçus.

Le contrôleur a également défrayé la source de ses dépenses quotidiennes. Celle-ci présentait habituellement une fois par mois[2] des demandes de remboursement de ses dépenses courantes, surtout de frais engagés pour les repas, les appels téléphoniques et le transport.

Jusqu'en janvier 1990, les états de compte de la source comprennent une liste des dépenses et des reçus correspondants présentés par la source. Depuis février 1990, le contrôleur fournissait une estimation des dépenses et demandait périodiquement à la source de lui remettre des reçus.

Conformément au Manuel des opérations du SCRS, le contrôleur doit, pour obtenir l'autorisation nécessaire, remplir un état de compte de la source, et le bureau des Sources humaines doit revoir le document et vérifier si les reçus y sont joints ou, sinon, si des explications justifient l'absence de reçus.

Selon les documents que nous avons examinés, la source partageait souvent des dépenses avec d'autres membres du Heritage Front, puis était remboursée en conséquence par le SCRS. Par exemple, le Service n'a versé que 67 $ à la source pour deux factures de l'hôtel Radisson s'élevant à 202 $[3]. Une note manuscrite précisant que le montant avait été séparé en trois figurait sur les factures. Ces genres de facture et de note manuscrite étaient courants.

La source acceptait parfois de verser des cotisations et des contributions au Heritage Front. Par exemple, dans un télex examiné figurait une liste de personnes ayant fait des dons, qui avait été établie par la source et dans laquelle se trouvait le nom de celle-ci suivi de la mention 40 $. D'après un autre télex, la source a obtenu une carte de citoyenneté du Parti Nationaliste et les destinataires devaient verser 50 $ sur réception de leurs cartes. De plus, tous les membres du groupe étaient priés de faire des dons personnels pour couvrir les frais d'impression de la publication *Up Front* du Heritage Front. Rien ne porte à croire que la source ait contribué au paiement des frais juridiques de Droege.

La source a indiqué qu'en qualité de membre de la direction, elle était habituellement dispensée de verser des cotisations et de payer les frais d'abonnement au magazine. Les contributions consistaient souvent à acquitter des factures pour les repas, le transport ou l'hébergement du groupe. La source a

---

2 Il est arrivé à quelques reprises que la source ne présente aucune demande de remboursement pendant le mois.

3 État de compte de la source, avril 1989.

signalé qu'elle avait fait une contribution initiale de 70 à 100 $ au Heritage Front. Elle a dû fournir à une occasion plusieurs centaines de dollars pour la location d'une salle, somme qui lui a été presque entièrement remboursée, à part 50 $. La source a également mentionné qu'elle s'était engagée à verser de 75 à 100 $ pour couvrir une partie du coût du voyage de Metzger, montant qui a peut-être servi à offrir un dîner aux avocats de Droege. Elle a aussi payé 25 % (probablement entre 200 et 300 $) des frais de publication du premier numéro du magazine du Heritage Front, *Up Front*, et elle a versé 90 ou 100 $ pour la ligne de propagande du Heritage Front, somme que Droege lui a remboursée. À une occasion spéciale, elle a fourni de l'argent parce que Droege voulait que la ligne de propagande continue de fonctionner. Dans l'ensemble, la source estime qu'elle n'a versé aucune contribution directe, même si elle achetait de temps en temps des articles comme des T-shirts[4].

La source a indiqué qu'elle a toujours demandé le remboursement de ses dépenses et qu'elle ne croit pas que le SCRS a versé, par d'autres moyens, des fonds en vue de la création du Heritage Front ou de la poursuite des activités de ce mouvement[5]. Se qualifiant de pingre, la source a ajouté que les membres du Front savaient qu'elle ne débourserait pas un sou[6].

La source a mentionné qu'elle a parfois payé le dîner pendant des audiences du tribunal. Droege lui demandait alors de régler l'addition et la remboursait par la suite. En 1993, il y a eu cinq ou six factures de 50 $ pour des sandwiches. La source a ajouté que Droege la remboursait intégralement dans environ la moitié des cas.

Le contrôleur a fait savoir que Droege et le Heritage Front recueillaient de l'argent sans trop de planification. Il croit que les cotisations se chiffraient entre 25 et 50 $. La source, comme d'autres dirigeants, s'arrangeait souvent pour ne pas les payer. Selon le contrôleur, en cinq ans, la source n'a pas versé plus de 1 000 $ en vue d'activités du Heritage Front, notamment pour les frais postaux, le papier à en-tête, les

---

4 Entrevue du CSARS avec la source.

5 Entrevue du CSARS avec la source.

6 Entrevue du CSARS avec la source.

fournitures de bureau et les dons au fonds de défense légale du mouvement, et donnait 25 $ çà et là. La source a signalé qu'elle avait peut-être aussi fourni 25 $ afin de défrayer les coûts de fonctionnement de la ligne de propagande de Ken Barker[7].

Mentionnant que les cotisations et les contributions étaient considérées comme des dépenses, le contrôleur a signalé qu'il n'était pas tenu de spécifier et de justifier toutes les dépenses, mais qu'il les examinait minutieusement de temps en temps

Il a ajouté que la source devait l'informer de toutes les contributions versées au Heritage Front et que toute somme importante devait d'abord être approuvée par l'Administration centrale[8].

En examinant les dossiers sur les dépenses, nous n'avons remarqué aucune allusion à des contributions ou à des dons. De plus, nous n'avons trouvé aucune demande à l'Administration centrale concernant des dons ou des contributions dans les dossiers administratifs portant sur la source.

6.3 Indemnité pour perte d'emploi

Les agents du SCRS ont souligné à la source que les paiements étaient versés temporairement et l'ont fortement incitée à se chercher du travail. À un moment donné, on a demandé à la source de produire un rapport mensuel détaillé des efforts faits pour se trouver un emploi.

6.4 Situation financière de la source

Selon diverses sources, la source n'était pas du genre à dépenser sans compter.

Un examen des reçus de repas présentés par la source en 1989 et 1990 révèle qu'elle payait très rarement des repas à qui que ce soit, peut-être quatre ou cinq fois par année. Beaucoup de ces reçus comportent une note selon laquelle la source a payé ou s'est fait rembourser seulement le quart ou le tiers du montant.

---

9 Entrevue du CSARS avec la source.

10 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

La plupart des additions s'élevaient à 50 $ tout au plus. Le Service n'a pas conservé de reçus détaillés après 1990.

La source ne s'est pas non plus montrée généreuse avec l'argent du SCRS. Elle n'aurait donné que quelques cadeaux pour lesquels le Service a été facturé. Les dépenses diverses se chiffrent à moins de 260 $ pour la période de sept ans.

Selon le contrôleur, la source n'avait pas beaucoup d'argent à dépenser. Elle gagnait entre 35 000 $ et 40 000 $ par année au travail, y compris l'allocation de voiture et les avantages sociaux. Elle arrondissait ses revenus en faisant des enquêtes à l'occasion. Compte tenu du temps passé à son travail et à ses activités pour le compte du SCRS, il ne lui restait guère de temps, selon son le contrôleur, pour faire autre chose. La source a fait un peu de dépistage pendant une courte période et n'a pas gagné plus de 5 000 $[12].

Le contrôleur a signalé que la source, tout comme d'autres membres du Heritage Front, était économe. Elle éprouvait également certains problèmes financiers. Elle était toujours endettée parce qu'elle se servait de sa carte de crédit, et ses soldes débiteurs étaient élevés. De plus, sa voiture (une Ford 1987 ou un modèle plus ancien) tombait toujours en panne. Elle avait aussi des dettes à la suite de la faillite d'une entreprise. Sa conjointe de fait ne travaillait pas à l'époque, et la source devait subvenir aux besoins de la famille. Selon le contrôleur, la source dépensait pour subvenir à ses propres besoins et non pour le mouvement[13].

La source a affirmé avoir très peu d'argent. Au Heritage Front, elle était considérée comme une personne qui ne voulait pas débourser un sou, et elle n'avait certainement pas suffisamment d'argent pour financer ou appuyer les activités du Heritage Front[14].

Nous n'avons trouvé dans les dossiers relatifs aux sources humaines du SCRS aucune mention de prodigalité de la part de la source. Naturellement, le Service ne savait pas exactement comment la source dépensait ses revenus.

---

12 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

13 Entrevue du CSARS avec l'enquêteur.

14 Entrevue du CSARS avec la source.

6.5 Aide apportée au Heritage Front par le SCRS

Nous avons examiné les dossiers financiers et les dossiers administratifs relatifs à la source, et rien ne nous porte à croire que le Service ait eu l'intention d'appuyer financièrement la création ou l'expansion du Heritage Front ou de tout autre groupe, ou encore d'aider de telles organisations à poursuivre leurs activités. Aucun des dossiers antérieurs au mois d'août 1994 ne mentionne le fait que des fonds versés par le SCRS puissent servir à appuyer le Heritage Front. À notre connaissance, cette question n'a jamais fait l'objet de discussions au Service.

Selon les dossiers financiers, la source a notamment payé la location de voitures et l'hébergement, puis partageait ces frais avec d'autres membres du Heritage Front. Dans le cas des repas, la source réglait rarement l'addition[18]. Selon les reçus, elle payait le plus souvent une partie de l'addition, et le Service ne lui remboursait que ce montant. D'après les dossiers du SCRS, les frais étaient souvent partagés, c'est-à-dire qu'une personne payait une fois et une autre la fois suivante.

---

18 Nous avons obtenu des relevés détaillés des dépenses et des reçus pour 1989 et 1990.

Le SCRS a signalé que la majorité des frais de transport et de repas ont été remboursés à la source en guise de frais professionnels engagés pour le compte du Service et n'ont aucunement servi à appuyer financièrement le Heritage Front[24].

Lorsque nous avons demandé à Al Overfield et à Wolfgang Droege si quelqu'un avait versé d'importantes contributions directes au mouvement, ils nous ont répondu que tout le monde participait aux dépenses et devait donc parfois verser une somme pouvant s'élever jusqu'à quelques centaines de dollars. Mais, selon Wolfgang Droege, il n'y avait *«aucun paiement forfaitaire important»*. Al Overfield a affirmé que le Heritage Front était toujours fauché.

6.5.1 Autres fonds versés au Heritage Front par le SCRS

Aucune autre indication ne nous porte à croire que des fonds ont été versés au Heritage Front par le SCRS.

[24] Correspondance du SCRS, 18 novembre 1994.

6.5.2 Fonds versés à des Américains tenants de la suprématie blanche

Au moment de leur expulsion, les Metzger n'ont pas pu prendre leur vol à Toronto et ont dû obtenir d'autres billets, ce qui a entraîné des dépenses supplémentaires. La source a payé sa part et le contrôleur ignore si Droege l'a effectivement remboursée[25]. Nous n'avons trouvé aucun autre indice laissant supposer que des fonds ont été versés à des tenants de la suprématie blanche.

Selon les dossiers consultés, Sean Maguire, un Américain qui prône la suprématie blanche, avait 25 000 $ en sa possession à son arrivée au Canada et devait déposer cet argent dans des banques. Il a déposé la majeure partie de cette somme dans différentes banques et a laissé le reste chez Grant Bristow. La source nous a dit que Bristow avait par la suite rendu une certaine somme à Maguire[26].

Lorsque nous avons interrogé Wolfgang Droege au sujet des fonds ayant pu être versés, il nous a répondu qu'il n'était pas directement au courant. Il a mentionné que Maguire lui avait téléphoné pour se plaindre du fait que Bristow ne lui avait pas remis les 40 000 $ qu'il lui avait laissés à titre d'investissement. Droege a indiqué que Bristow avait ultérieurement rendu l'argent.

Lorsque nous avons interrogé des agents du service de police de la Communauté urbaine de Toronto au sujet de fonds versés à des étrangers qui prônent la suprématie blanche, ils ont indiqué qu'à leur connaissance, il n'y avait eu aucun échange d'argent ou d'information à la frontière, dans un sens ou dans l'autre, et que les membres du mouvement subvenaient à leurs besoins grâce à l'assurance-chômage, à l'aide sociale, à des dons, à des frais d'abonnement et à des boulots mineurs[27].

6.6 Valeur de l'information et de l'aide

La source a reçu moins de 80 000 $ pour l'aide qu'elle a apportée au Service sur une période de sept ans.

---

25 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

26 Entrevue du CSARS avec la source.

27 Entrevue du CSARS avec le service de police de la communauté urbaine de Toronto.

L'évaluation d'une source est toujours subjective, mais celle-ci a fourni énormément d'informations.

Selon une évaluation du SCRS :

«Entre 1989 et 1994, l'exploitation de cette source humaine a permis au Service d'obtenir beaucoup d'informations de qualité sur les activités des tenants de la suprématie blanche au Canada, aux États-Unis et, dans une certaine mesure, en Europe. Le SCRS a également pu suivre les nouvelles tendances au sein de ce mouvement raciste qui prône la violence ainsi que prévenir les autorités concernées des risques d'affrontements violents en public...

Des informations principalement fournies par [cette source] au SCRS ont entraîné l'arrestation et l'expulsion de plusieurs tenants de la suprématie blanche qui jouent un rôle prépondérant sur la scène internationale, à savoir :

Steve HAMMOND (janvier 1991)
Sean MAGUIRE (septembre 1991)
Tom METZGER (juin 1992)
John METZGER (juin 1992)
David IRVING (novembre 1992)
Dennis MAHON (janvier 1993)

Le SCRS a également fourni à la police des informations ayant mené à l'arrestation de Ken Barker, membre du Heritage Front, qui a ensuite été accusé de vol à main armée.

Depuis 1989, le SCRS a produit plus de 80 évaluations de la menace sur les activités des tenants de la suprématie blanche[28]*. Le Service a prévenu les autorités policières et gouvernementales des risques de violence lors de manifestations et d'autres activités.*

De plus, le SCRS a publié ***10*** *rapports détaillés sur la situation des tenants de la suprématie blanche et le mouvement raciste organisé au Canada.»*[29]

La source a également fourni des informations qui, une fois communiquées à la police, ont peut-être permis d'éviter que des personnes soient blessées. Ainsi, le contrôleur a informé les services policiers que des Skinheads avaient l'intention de perturber une manifestation antiraciste en lançant des bouteilles et des pierres du toit de certains immeubles au centre-ville de Toronto. La police a alors posté des agents sur les toits. De plus, la source a souvent fait rapport sur des activités comportant l'utilisation de fusils et d'autres armes, informations qui ont ensuite été communiquées au service de police de la Communauté urbaine de Toronto.

Lorsque le contrôleur a été interrogé sur l'importance de l'opération, il a répondu que celle-ci avait, selon lui, profondément nui à la droite au Canada et aux États-Unis et *«qu'ils le savent»*. Il a ajouté que l'organisation se replie sur elle-même et que si un mouvement comme The Order aux États-Unis avait vu le jour au Canada, le SCRS aurait été bien placé pour l'apprendre.[30]

Nous ne savons pas réellement si la source a joué un rôle déclencheur dans l'arrestation de membres du Heritage Front. Un représentant du service de police de la Communauté urbaine de Toronto a toutefois indiqué qu'en 1993, les services de police

---

28 Selon le Service, *«bien qu'il ne soit pas possible d'attribuer rapidement le contenu de certaines évaluations à [la source], les renseignements fournis par elle sont considérés comme importants»*. Le personnel du Service estime qu'environ la moitié des évaluations sont basées ou pourraient être basées sur des informations fournies par cette source.

29 «Valeur ajoutée», sans date.

30 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

d'Ottawa et de Toronto avaient arrêté une quinzaine de membres du Heritage Front et du mouvement Church of the Creator (COTC) pour diverses infractions.[31]

6.7 Conclusions

Rien ne laisse supposer que le SCRS a sciemment versé des fonds en vue de la création, de l'expansion ou du soutien du Heritage Front. En effet, les dossiers relatifs aux sources humaines du SCRS laissent supposer que les agents du Service n'ont jamais discuté des répercussions que pourraient avoir les fonds versés sur l'expansion de ce mouvement.

Il est impossible de déterminer en toute objectivité si la source a été surpayée. Soulignons toutefois que seulement 79 000 $ environ ont été versés pour des informations et que le reste des fonds a servi à couvrir les dépenses et à indemniser la source pour la perte de son emploi.

La source a reçu une rémunération annuelle de 30 000 $ pendant quinze mois en guise d'indemnisation pour perte d'emploi. Cette somme a été établie en fonction de revenus d'emploi évalués à 41 000 $.

Selon les états de compte du Service, les fonds versés n'ont, généralement parlant, pas été dépensés pour d'autres membres du Heritage Front, bien que certaines sommes aient fort probablement été consacrées à des dépenses communes, notamment pour le transport. D'après les dossiers financiers du Service, le SCRS n'a jamais payé de billet d'avion pour d'autres membres du Heritage Front.

Nous ne savons pas avec certitude comment la source a décidé de dépenser les fonds qu'elle a obtenus du SCRS. Son le contrôleur et elle ont mentionné qu'elle était grippe-sous et qu'elle avait des factures considérables à régler.

La source a indiqué qu'elle avait versé des petites sommes en guise de don et de contribution au Heritage Front. Cependant, les dossiers financiers du Service ne contiennent aucune inscription sur cette catégorie de dépenses.

---

31 Entrevue du CSARS avec le service de police de la communauté urbaine de Toronto.

VII. PARTI RÉFORMISTE

Ce chapitre examine les diverses allégations selon lesquelles un informateur du SCRS aurait pris des mesures visant à discréditer le Parti réformiste du Canada. Le Parti réformiste nous a demandé de mener une enquête au sujet de ces allégations et de répondre à un grand nombre de questions connexes. Pour répondre adéquatement à la demande du Parti réformiste, nous avons eu à mener une enquête exceptionnellement vaste et avons donné suite à tous les indices qui ont été portés à notre attention. Nous avons tenté de fournir un compte rendu aussi exhaustif et précis que possible des événements, d'après les renseignements obtenus.

Le 6 avril 1991, lors de son quatrième congrès annuel tenu à Saskatoon, le Parti réformiste du Canada a pris la décision d'étendre ses activités en Ontario et dans les Maritimes. La décision a été ratifiée le mois suivant dans le cadre d'un référendum tenu auprès des membres. Les représentants du Parti réformiste (PR) avaient déjà commencé à susciter l'intérêt du public ontarien et à créer des associations de circonscription provisoires dans la province[1].

Clifford Fryers, président et directeur général du Parti réformiste du Canada, a expliqué que, lorsque le Parti a commencé à s'intaller en Ontario, une association de circonscription ne comptant que quarante membres pouvait être créée dans cette province[2]. Le Parti craignait au début des tentatives de prise de contrôle, selon Fryers, et les activités d'«îlots» d'extrémistes dans l'Ouest, tels que Terry Long à Caroline (Alberta), avaient été une source de préoccupation[3].

Dans son entrevue avec le Comité de surveillance, Fryers a insisté sur le fait que le Parti réformiste avait pour principe que tous les humains sont égaux et jugeait inacceptables les valeurs des tenants de la suprématie blanche[4].

---

1 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint, ancien coordonnateur régional de l'Ontario pour le Parti réformiste.

2 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers, président et directeur général du Parti réformiste du Canada.

3 Entrevue du CSARS de Clifford Fryers.

4 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers.

7.1 <u>Première rencontre</u>

Les craintes d'infiltration qu'entretenait le comité exécutif du Parti réformiste se sont concrétisées en Ontario en 1991. L'une des associations de circonscription dans la région de Toronto, Beaches-Woodbine, est devenue le foyer des activités du Heritage Front. Hugh Pendergast était président de l'association et est, par la suite, devenu candidat dans cette circonscription. Pendergast a tout d'abord mis sur pied l'association et fut ensuite aidé de plusieurs personnes associées avec l'extrême droite[5], les plus éminents étant les suivants : Alan Overfield[6], qui était propriétaire d'une société d'huissiers, Mme Nicola Polinuk, la conjointe de fait de Don Andrews, et James Dawson, un membre du Heritage Front.

Pendergast dirait plus tard au Comité spécial du Parti réformiste qui a enquêté sur la tentative d'infiltration que, au départ, il n'avait rien vu d'anormal dans le comportement de quelques nouveaux membres de l'association de circonscription. Toutefois, il a affirmé par la suite que certaines de ces personnes avaient commencé à adopter une attitude *arriviste* et avaient tenté de prendre le contrôle de l'association[7].

Après le congrès d'avril à Saskatoon, le Parti réformiste a prévu de faire faire à M. Preston Manning une tournée en Ontario en juin 1991. Reg Gosse, président de l'organisme chargé de l'expansion en Ontario (Ontario Expansion), a demandé à Andrew Flint d'organiser les grandes rencontres du Parti réformiste en Ontario (aux fins de l'organisation, la province a été divisée en quatre secteurs)[8]. Flint a été appelé à organiser d'importants rassemblements dans la région de Toronto et, pour la tenue du premier, il a choisi le International Centre à

---

5 Hugh Pendergast a affirmé qu'il n'était pas un raciste et il rejette toute association avec des idéologues racistes.

6 Al Overfield a été décrit comme étant un ancien membre du groupe extrémiste, The Western Guard, et a par la suite été associé à la section de l'Ontario du Parti Crédit social, que le chef national, M. Ernest Manning, a refusé de reconnaître. Murray Dobbin, *Preston Manning and the Reform Party*, 1992.

7 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan. Il a plus tard affirmé qu'il ne croyait pas qu'Overfield tentait de prendre le contrôle de l'association de comté.

8 Entrevue du CSARS avec de Reginald Gosse, ancien président de l'organisme chargé de l'expansion en Ontario du Parti réformiste.

Mississauga, situé près de l'aéroport international Pearson de Toronto[9].

En 1991, M. Preston Manning ne jouissait d'aucune protection de la GRC et n'avait aucun garde du corps personnel pour l'accompagner. Le chef du Parti réformiste comptait sur les organisateurs locaux pour les dispositions de sécurité lorsque l'intérêt pour le Parti a soudainement explosé dans la région de Toronto et que des milliers de personnes ont commencé à assister aux rencontres. Les décisions en matière de sécurité étaient donc prises sur place, et personne au bureau du comité exécutif national ne suivait cet aspect des activités en Ontario[10].

Au début de 1991, le Parti réformiste en Ontario s'inquiétait des activités de groupes qui pourraient perturber leurs nouvelles associations de circonscription ou même tenter d'en prendre contrôle ou, du moins, les discréditer. Un groupe de coordination, la Coalition Against the Reform Party (CARP), avait déjà tenté de le faire. Selon divers comptes rendus des médias, la coalition était formée de membres hétérogènes provenant d'organismes d'extrême gauche et de groupes à revendications particulières[11]. La CARP avait perturbé une rencontre à la circonscription de Trinity-Spadina.

Le 27 mai 1991, Andrew Flint se trouvait à une séance d'information pour le Parti réformiste organisée par Beaches-Woodbine dans une église située avenue Woodbine. C'est là qu'il a rencontré Al Overfield. Selon la source, pour mettre en relief le bien qu'il pouvait faire pour le Parti réformiste, Alan Overfiled avait pensé qu'il conviendrait de montrer son personnel de sécurité. Il a demandé à ses employés d'assister à la petite rencontre de l'association de circonscription Beaches-Woodbine et a également enjoint Wolfgang Walter Droege à faire en sorte que plusieurs membres du Heritage Front y participent[12]. Overfield était à l'intérieur du local réservé pour la séance d'information, où il a rencontré Flint, tandis que son équipe, formée de Droege, Mitrevski, Bristow et Dawson et quelques autres, attendait dehors, assurant apparemment la sécurité pour la rencontre. Parmi les

---

9 Entrevue du CSARS avec de Andrew Flint.

10 Entrevue du CSARS avec de Thomas Flanagan.

11 Globe & Mail, 14 juin 1991; Globe & Mail, 13 juin 1991.

12 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

membres du Heritage Front qui étaient dehors, au moins un ne savait absolument pas pourquoi ils étaient là[13].

Hugh Pendergast a fait remarquer à Andrew Flint qu'il était quelque peu intimidé par la taille de l'équipe de sécurité de Overfield qui se tenait à l'extérieur[14].

Selon le SCRS, Alan Overfield s'est qualifié d'ancien sympathisant du Parti nationaliste du Canada (PNC). C'est par l'intermédiaire de Don Andrews et du PNC que Overfield en est venu à connaître, puis à embaucher Wolfgang Droege à titre de huissier à temps partiel. Par suite de cette relation et de sa situation au sein du Parti réformiste, Overfield a obtenu l'aide de Droege et, par l'entremise de ce dernier, des membres du Heritage Front, pour les fonctions de sécurité du Parti réformiste.

Flint organisait des rencontres dans la région de Toronto, et Overfield a offert de s'occuper, sans frais, de la sécurité pour le Parti réformiste[15]. Overfield dirait plus tard au Comité que l'idée de créer un groupe de sécurité avait été celle du comité exécutif du Parti réformiste[16]. Flint avait confiance en la société de Overfield puisque, à titre d'huissiers, ils devaient détenir une licence délivrée par le gouvernement. Reg Gosse, président de l'organisme chargé de l'expansion en Ontario du Parti réformiste à l'époque, a déclaré qu'il avait demandé à Overfield si tous les membres de son équipe de sécurité étaient des huissiers. Selon Gosse, Overfield aurait répondu par l'affirmative[17]. En outre, Overfield était un des directeurs de l'association de la circonscription Beaches-Woodbine, et Flint et Gosse ont tous deux déclaré qu'ils n'avaient aucune raison de douter de lui.

L'organisation ontarienne du Parti réformiste a été décrite comme étant sans argent à cet époque, et toute offre de services gratuits de la part de petites entreprises était bien accueillie. Lorsque Flint a indiqué que des huissiers pourraient assurer la sécurité, Ron Wood, le secrétaire de presse de M. Manning, a déclaré que c'était parfait pourvu que cela ne coûte

---

13 Entrevue du CSARS avec Bristow.

14 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

15 Entrevue du CSARS avec de Andrew Flint.

16 Audience du CSARS, Alan Overfield.

17 Entrevue du CSARS avec de Reg Gosse. Les membres du Heritage Front n'étaient pas des huissiers titulaires d'une licence.

rien[18]. Andrew Flint a accepté l'offre de Overfield d'assurer la sécurité aux prochaines rencontres[19].

John Thompson, membre et conseiller du Parti réformiste, a déclaré que le Parti devait s'attendre à ce qu'un nombre important, peut-être même des centaines de membres de la CARP assistent au grand rassemblement prévu à Mississauga[20]. Les organisateurs voulaient donc que des mécanismes adéquats de maîtrise des foules soient en place; le chef du Parti réformiste, M. Preston Manning, devait également être protégé.

Wolfgang Droege a déclaré que Al Overfield l'avait mis au courant de la création du groupe de sécurité. Il a indiqué que c'était Overfield qui avait laissé entendre que le groupe pourrait influer sur le Parti réformiste. Overfield déclarerait plus tard que l'idée avait été celle de Grant Bristow (les complots sont examinés à la section 7.3 du présent chapitre). Droege croit que c'est lui qui a sollicité la participation de Grant Bristow. Toutefois, selon lui, il est possible que ce soit Overfield qui a approché Bristow[21].

Le 10 juin 1991, le bureau de Toronto a informé l'AC du SCRS que *les services* de Droege, Bristow, Lincoln et Dawson avaient été retenus à titre d'agents de sécurité lors d'une réunion de circonscription du Parti réformiste tenue à Toronto. Le rapport indiquait que les services de ces agents avaient été retenus par Al Overfield, membre du Parti réformiste et organisateur local. La source du SCRS a appris que les services des mêmes individus ont encore une fois été retenus par Overfield pour assurer la sécurité du chef du Parti réformiste, M. Preston Manning, lors d'un grand rassemblement devant avoir lieu à Toronto, le 12 juin 1991.

Al Overfield a déclaré que son groupe s'était acquitté de fonctions de sécurité à deux reprises dans une école secondaire située à Scarborough, après la rencontre à l'église de l'avenue Woodbine. Droege était présent, mais Bristow n'y était pas[22]. Overfield a plus tard déclaré que Bristow s'était occupé de la

---

18 Entrevue du CSARS avec Ron Wood, secrétaire de presse de M. Preston Manning.

19 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

20 Au moins cinquante personnes se sont rendues au rassemblement pour manifester.

21 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

22 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

sécurité pour deux ou trois ou quelques associations de circonscription à une école de Don Mills et au Scarborough Collegiate Institute en avril 1991[23].

Grant Bristow n'était présent qu'à une rencontre du Parti réformiste avant le grand rassemblement tenu à Mississauga[24]. Overfield a prétendu que Bristow avait assisté aux rencontres à Scarborough au moins deux fois et à une rencontre tenue à Markham (mai 1991), et ce, probablement en compagnie de Peter Mitrevski et Wolfgang Droege[25].

D'après l'information que nous avons recueillie, nous croyons que Grant Bristow a assisté à une seule réunion avant le 12 juin 1991, soit à la séance d'information organisée par Beaches-Woodbine.

7.2 Rassemblement au International Centre

Lorsque le Parti réformiste a décidé d'organiser un important rassemblement au International Centre à Mississauga, Andrew Flint a demandé à Al Overfield d'assurer la sécurité et, comme il a été mentionné précédemment, le coordonnateur de l'expansion en Ontario, Reg Gosse, a approuvé cette mesure[26].

7.2.1 La rencontre de planification

Overfield et Flint ont convenu de se rencontrer au cours de la première semaine de juin 1991 afin de passer en revue les dispositions de sécurité prévues pour le rassemblement au International Centre. Flint a rencontré Overfield et Bristow et le chef de la sécurité du International Centre pour prendre les dispositions nécessaires en prévision du rassemblement. C'était la première fois que Flint rencontrait Grant Bristow; Overfield avait mentionné que Bristow serait présent à la réunion[27].

Selon la source, quelques jours avant le rassemblement à Mississauga, Droege a dit à Grant Bristow qu'il avait besoin de son aide pour veiller à la sécurité du Parti réformiste. La source a

---

[23] Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

[24] Entrevue due CSARS avec Grant Bristow.

[25] Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

[26] Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

[27] Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

déclaré qu'elle a informé son officier traitant que Overfield et Bristow seraient présents à la réunion[28].

En entrant au International Centre, Bristow a rencontré un ancien employeur qui est Juif et qui l'a présenté à la personne qui l'accompagnait en disant que c'était grâce à lui que Bristow était ce qu'il était aujourd'hui[29].

Selon Flint, Bristow s'est vraiment fait remarquer lors de la rencontre de planification. Il était très bien vêtu, ses souliers brillaient, il portait une barbe bien taillée et, dans l'ensemble, il paraissait bien. Bristow lui a fait l'impression d'être une personne éloquente et intelligente. Flint et le chef de la sécurité du International Centre ont jugé que sa connaissance des questions relatives à la sécurité était excellente. Dans le cas de Flint, le rassemblement de Mississauga devait être le premier grand événement qu'il organisait, et il s'agissait pour lui d'une expérience d'apprentissage. Flint a déclaré que c'est surtout Bristow qui a parlé pendant la rencontre et que celui-ci a, de façon générale, fait les frais de la conversation[30].

Au cours de cette rencontre, Bristow a décrit son rôle à titre de personne responsable de filer M. Preston Manning à compter du moment de son arrivée au rassemblement jusqu'au moment de son départ. C'est Bristow qui ferait dévier toute attaque d'un agresseur. Pour ce faire, il faudrait qu'il suive M. Manning pendant tout le temps où celui-ce serait dans la salle[31]. Overfield a nié la tenue de cette rencontre[32].

La source a signalé que Overfield avait décidé de poster des personnes à différents endroits du International Centre. Bristow a proposé que les personnes susceptibles d'être dangereuses, comme les Skinheads, soient postées le plus loin possible de M. Manning[33]. Wolfgang Droege dirait plus tard au SCRS, c'est-à-dire, en 1994 que Bristow voulait être le garde du

---

28 Entrevue du CSARS avec la source.

29 Entrevue du CSARS avec Bristow.

30 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

31 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

32 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

33 Entrevue du CSARS avec Bristow.

corps personnel de M. Manning et qu'il s'était attribué le rôle de responsable de la sécurité[34].

Grant Bristow allait également jouer le rôle d'agent de liaison avec le service de police régional de Peel, qui avait installé un centre de contrôle dans le Centre. Selon Overfield, il se trouve que Bristow connaissait l'inspecteur à la division locale.

7.2.2 Le rassemblement à Mississauga

Al Overfield a déclaré que c'était lui qui attribuait les rôles aux membres de l'équipe de sécurité à toutes les rencontres du Parti réformiste[35]. Overfield a déclaré qu'il décidait à l'avance qui serait nécessaire. Le soir du rassemblement à Mississauga, soit le 12 juin 1991, environ douze agents de sécurité de l'équipe de Overfield étaient présents. Puis, Overfield, Bristow ainsi que Whit Gibson et Jerry Young se sont rencontrés à la cafétéria afin d'assigner à chacun leur poste[36].

Les principales tâches de l'équipe de sécurité était de tenir les représentants de la CARP à l'écart et de protéger M. Preston Manning. L'équipe de sécurité était divisée en deux : une partie était postée à l'extérieur pour surveiller la CARP et l'autre se trouvait à l'intérieur pour maîtriser la foule et protéger M. Manning[37]. À l'intérieur du International Centre, environ 6 000 personnes s'étaient rassemblées pour entendre le discours de M. Preston Manning.

Overfield était censé protéger M. Preston Manning, mais il avait trop de choses à faire et avait délégué ce rôle à Bristow. Il a passé la majeure partie de son temps à désamorcer les conflits éventuels et a admis qu'il ne s'était pas vraiment trouvé près de Bristow et Manning très souvent[38]. Overfield a déclaré que, bien que les Skinheads n'aient pas été invités au rassemblement, il se peut que d'anciens membres de ce groupe se soient trouvés dans la

---

34 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

35 Entrevues du CSARS avec Alan Overfield.

36 Entrevues du CSARS avec Alan Overfield.

37 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

38 Entrevues du CSARS avec Alan Overfield.

foule, mais ils étaient vêtus convenablement et s'étaient amendés[39].

Bristow était censé fournir le matériel de sécurité pour l'équipe de sécurité, mais selon Overfield, il n'a apporté que des «walkies-talkies», qui se sont avérés pratiquement inutiles[40].

M. Manning a été accueilli à l'aéroport et conduit jusqu'à l'entrée de service du Centre, où Bristow et Peter Mitrevski l'attendaient. Il se peut que Steve Erickson ait également apporté son concours. Le groupe a emprunté les corridors de service pour se rendre à la «salle verte» où Mme Deborah Grey, Gordon Shaw, Reg Gosse et Andrew Flint et l'équipe de sécurité ont accueilli M. Manning[41].

Selon Andrew Flint, il doute fort que des échanges sérieux aient eu lieu à cet endroit, compte tenu du grand nombre de personnes présentes[42]. Reg Gosse a dit de même[43]. Ron Wood, le secrétaire de presse de M. Preston Manning, est demeuré près de ce dernier tout au long du rassemblement et a déclaré catégoriquement qu'aucun sujet délicat touchant le Parti n'avait été discuté[44].

Le Comité de surveillance a appris que Droege aurait déclaré à un journaliste que Bristow avait filé M. Manning. Le journaliste a demandé si Bristow avait pris des notes. Droege a répondu qu'il ne le savait pas, mais que Bristow aurait bien pu le faire parce qu'il était au courant des conversations privées de M. Manning.

Alan Overfield a déclaré que Bristow avait eu une conversation assez longue avec Manning. Overfield nous a également dit qu'il s'était présenté à M. Manning et avait eu un court entretien avec celui-ci au sujet de ses propres antécédents politiques[45]. M. Manning a nié qu'une telle conversation ait eu lieu.

---

39 Entrevues du CSARS avec Alan Overfield.

40 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

41 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

42 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

43 Entrevue du CSARS avec Reginald Gosse.

44 Entrevue du CSARS avec Ron Wood.

45 Audience du CSARS, Alan Overfield.

Tel qu'il avait été convenu lors de la rencontre de planification, Bristow a suivi M. Manning d'assez près dans ses déplacements. Bristow est demeuré au bas de l'estrade pendant que M. Manning s'y trouvait. Lorsque M. Manning a quitté l'estrade, Bristow l'a suivi jusqu'à la «salle verte», où M. Manning a remercié les cinq ou six agents de sécurité de leur excellent travail[46]. M. Manning a déclaré depuis qu'il ne se souvient pas de Bristow lors de ce rassemblement. Bristow a affirmé n'avoir entendu aucune conversation entre M. Preston Manning et ses employés.

En se fondant sur l'information qui lui a été communiquée, le Comité de surveillance est d'avis que Grant Bristow n'a pas entendu de conversations délicates.

Une fois le rassemblement terminé, l'équipe de sécurité à raccompagné M. Manning à l'entrée de service, où Bristow et trois autres personnes sont montés dans le véhicule d'escorte qui devait suivre la voiture de M. Manning jusqu'à l'aéroport. Bristow et les autres sont revenus au Centre 10 ou 15 minutes plus tard pour aider à la collecte des seaux d'argent devant être remis aux organisateurs. Une fois la soirée terminée, l'équipe de sécurité de Overfield a quitté les lieux[47].

7.2.3 CARP - Été

Après le grand rassemblement à Mississauga en juin 1991, le nombre de membres du Parti réformiste a monté en flèche en Ontario, et bon nombre de bureaux de circonscription ont organisé des assemblées publiques. Plus de personnes appartenant à la CARP que de membres du Parti réformiste se sont présentés à la rencontre de Trinity Spadina, et la coalition a saisi le microphone et a tenté de prendre le contrôle de la réunion. Celle-ci a été annulée -- d'autres circonscriptions dans la région de Toronto craignaient que la même chose se produise[48].

À cause du rendement efficace de l'équipe de sécurité de Overfield au rassemblement de Mississauga, plusieurs bureaux de circonscription ont communiqué avec Al Overfield directement ou par l'entremise de l'association Beaches-Woodbine, afin de lui demander d'assister à leurs rencontres et d'assurer la surveillance[49].

---

46 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

47 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

48 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

49 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

L'équipe de sécurité était présente à la rencontre dans la circonscription de Broadview Greenwood, par exemple, laquelle a eu lieu juste après le grand rassemblement[50]. Selon Overfield, lors de ces rencontres, l'équipe de sécurité tentait de passer inaperçue et d'escorter les agitateurs en douceur vers la sortie[51].

Le 19 juin 1991, un article portant sur Wolfgang Droege et ses convictions racistes a paru dans le *Toronto Star* :

> *«Mais Droege trouve une consolation dans le climat politique au pays, en particulier dans la réaction positive du public face au Parti réformiste. M. Preston Manning frémirait sans doute à l'idée de savoir qu'il jouit de l'approbation du Heritage Front, mais le fait demeure que le groupe lui donne son appui et affirme que le Parti lui a redonné de l'espoir.»*[52]

7.2.4 Le Legion Hall

Le 9 juillet 1991, le groupe chargé de la sécurité se trouvait au Legion Hall, sur le chemin Dawes, à l'occasion de la fondation de l'association de comté de Beaches-Woodbine. Le mandat du conseil par intérim se terminait à cette date et l'élection de l'exécutif devait avoir lieu avant le 30 juillet. Grant Bristow, habillé d'un jean et d'une chemise bleu pâle, était à l'extérieur de la salle avec Wolfgang Droege afin d'assurer la sécurité périmétrique à la limite de la propriété du Legion Hall et la rue. Selon Al Overfield, dix personnes du CARP se sont présentées pour manifester[53]. Les manifestants faisaient les cents pas dans la rue pendant que Bristow et Droege faisaient la même chose. Al Overfield fut un des 12 membres de l'exécutif à avoir été élu.[54]

Le service d'ordre d'Overfield a assuré la sécurité plusieurs fois au cours de l'été 1991 (de trois à cinq fois, selon

---

50 Entrevue du CSARS avec Hugh Pendergast.

51 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

52 Rosie DiManno, «*Ex-mercenary aims for country 'uniquely' white*», Toronto Star, le 19 juin 1991.

53 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

54 Entrevue du CSARS avec Hugh Pendergast.

Flint, mais il ne sait pas si Bristow y était).[55] Overfield a plus tard affirmé que Bristow était présent à deux réunions : l'une dans une école de Scarborough et l'autre au Legion Hall dont il est question plus loin.[56]

Les gens ont une piètre mémoire des réunions auxquelles Grant Bristow a assisté au cours de l'été et de l'automne 1991. Al Overfield pense que Bristow peut avoir été présent deux ou trois fois (il croit que Bristow peut avoir été sur place à Scarborough. mais à l'extérieur, dans sa voiture).[57] Wolfgang Droege, quant à lui, pense que Bristow peut avoir assisté à cinq réunions du Reform en tout.[58]

Al Overfield voulait que Bristow aille aussi à d'autres réunions et activités de financement que celles dont il est question ici, mais Bristow a déclaré qu'il ne l'a jamais fait. Overfield affirme que Bristow s'y rendait habituellement lorsqu'une personnalité importante du Reform était présente.

La source a déclaré que Bristow n'a été présent qu'au Legion Hall du chemin Dawes.[59] À l'automne 1991, le CARP était démantelé et ne représentait plus d'intérêt.

7.3 Le complot contre le Reform Party

Au cours de l'enquête menée par le Comité de surveillance, nous avons appris l'existence de plusieurs projets que certains membres de l'extrême droite et des personnes alliées à des groupes racistes entretenaient dans le but de discréditer le Reform Party. Deux de ces projets sont exposés ci-dessous et un troisième est décrit plus loin dans le rapport.

Overfield a fait la connaissance de Don Andrews en 1967 et est devenu membre actif de l'organisation qu'Andrews et Paul Fromm avaient fondée, l'Edmund Burke Society.[60]

---

55. Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

56. Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

57. Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

58. Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

59. Entrevue du CSARS avec la source.

60. Audience du CSARS, Alan Overfield.

Le 23 février 1972, l'organisation devenait la Western Guard, prenant fait et cause pour la suprématie de la race blanche. L'ancien chef de l'Edmund Burke Society et membre de la Western Guard, Paul Fromm, a réussi à prendre la tête de l'aile ontarienne du Parti Crédit social du Canada.[61] Le président national du Parti a alors pris en tutelle toute l'aile ontarienne afin de contrer les activités de Fromm. D'après un auteur, parmi les quatres membres de la Western Guard qui ont tenté de se faire élire se trouvait un certain Alan Overfield.[62] Il s'est présenté dans le comté de Beaches-Woodbine et a par la suite été expulsé du Parti national, mais pas de la branche provinciale.[63] À cette époque, le chef du Parti était Ernest Manning, mais les membres de l'aile ontarienne ont plutôt fait porter le blâme de cette tutelle sur son fils, Preston Manning. Fromm a d'ailleurs déclaré au CSARS qu'il ne faisait pas confiance à Preston Manning.[64]

Un an après sa formation, la Western Guard est devenue la Western Guard Party. Son chef était Don Andrews, qui a mis sur pied une équipe spéciale chargée de distribuer des tracts, de peindre des messages racistes et de harceler les juifs et les noirs.[65] L'organisation comptait Wolfgang Droege parmi ses membres, et l'un des *«soldats»* de son groupe paramilitaire était Alan Overfield.[66] En 1973, Overfield a, selon ses propres déclarations, fondé la Canadian Liberty League *«en tant que solution de rechange à la Western Guard»* [Trad.].[67]

Andrews a par la suite créé le Nationalist Party of Canada (NPC), dont Al Overfield est devenu membre. Ce dernier a déclaré qu'il est possible qu'il ait été membre du NPC, mais il dit

---

61 Stanley R. Barrett, *"Is God a Racist?"*, Toronto, University of Toronto Press, 1989.

62 Murray Dobbin, *"Preston Manning and the Reform Party"*, Halifax, Formac Publishing, 1992, p. 277 et 278.

63 Audience du CSARS, Alan Overfield.

64 Audience du CSARS, Paul Fromm.

65 Stanley R. Barrett, *"Is God a Racist?"*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, p. 79.

66 Audience du CSARS, Alan Overfield. Overfield rejette avoir été un "soldat" du *Western Guard Party* et qu'il n'accepte pas le harcèlement des Juifs et des personnes de race noire.

67 Audience du CSARS, Alan Overfield.

ne pas s'en souvenir.[68] Il a produit une liste des armes nécessaires au coup d'état raté contre la Dominique qui a valu une peine de trois ans de prison à Droege.[69]

Bristow a été informé qu'Overfield et Fromm avaient l'impression que Preston Manning aurait pu les protéger, eux et certains autres de l'extrême droite, à l'époque du Parti Crédit social, mais qu'il ne l'a pas fait.[70]

Au cours de son association avec Andrews et le NPC, Overfield a davantage fait connaissance avec Wolfgang Droege et l'a même embauché comme régisseur à temps partiel. Overfield se considérait lui-même comme un ami de Wolfgang Droege et affirmait qu'il ne lui ferait jamais faux bond. Droege faisait confiance à Overfield.[71] C'est ainsi qu'en raison de cette relation et de sa position au sein du Reform Party, Overfield a obtenu l'aide de Droege pour le service d'ordre du Reform party.

Overfield a déclaré au Comité de surveillance qu'il avait abandonné la politique pendant quinze ans, mais qu'il avait cela dans le sang et que, à l'arrivée du Reform Party, il a jugé que ce dernier défendait des valeurs proches des siennes, et il a été parmi les premiers à s'y joindre en Ontario.[72] Il a déclaré qu'avant de se joindre au parti, il a fait connaître son passé politique à la direction du Reform Party et que cette dernière n'y a vue aucune difficulté. Il a de plus déclaré qu'il l'avait informée avoir été membre de l'Edmund Burke Society. Il semble ne pas avoir fait mention de sa longue association avec le Nationalist Party of Canada.

Al Overfield a aussi déclaré que c'est Harry Robertson qui l'a inscrit au Reform Party.[73] Robertson dit ne pas s'en souvenir.[74] Overfield a aussi ajouté que Stephen Harper, un

---

68 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

69 Audience du CSARS, Alan Overfield.

70 Entrevue du SCRS avec Bristow.

71 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

72 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

73 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

74 Entrevue du CSARS avec Harry Robertson.

député, était au courant de son passé.[75] Harper ne se souvient pas d'avoir rencontré Overfield, ni même de lui avoir parlé. Il a expliqué que, en 1989-1990, il était occupé à donner une orientation stratégique au programme électoral du Reform Party et qu'il travaillait alors au bureau de la députée Deborah Grey. Il élaborait dans le programme électoral des points destinés à décourager activement la présence des extrémistes et des «*hurluberlus*».[76]

Tous les dossiers de Harper pour cette période ont été transmis à Reg Gosse. Après la parution de l'article de Dunphy à la fin de février 1992, Harper a demandé les documents à Gosse, qui a répondu qu'il ne parvenait pas à les retrouver.[77]

Overfield se décrit comme un militant qui s'était chargé de combler un vide au sein du Reform :il organisait, recrutait et fournissait du personnel. Il a déclaré que, ce faisant, il s'approchait de l'exécutif tout en aidant Hugh Pendergast. Mais, selon Overfield, il protégeait Pendergast des attaques venant tant de l'intérieur que de l'extérieur. Il a également déclaré que Pendergast a fini par apprendre à reconnaître lui-même ces attaques.[78] Overfield a par contre déclaré plus tard que Pendergast n'était pas faible mais qu'il manquait d'entregent.[79]

Overfield affirme qu'il s'est joint au Reform Party en janvier ou en février 1991.[80]

7.3.1 Plan d'Overfield

Le 5 juillet 1991, le bureau de Toronto a fait parvenir à l'Administration centrale du SCRS une lettre qui avait été envoyée à toutes les circonscriptions du Parti réformiste. Cette lettre se lisait comme suit :

---

75 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

76 Entrevue du CSARS avec Stephen Harper.

77 Entrevue du CSARS avec Stephen Harper.

78 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

79 Audience du CSARS, Alan Overfield.

80 Audience du CSARS, Alan Overfield.

À QUI DE DROIT;

Je confirme par la présente que Alan J. Overfield et Grant Bristow ont la responsabilité d'assurer la sécurité de tous les événements présents et futurs du Parti réformiste prévus pour cette région. Ils ont toute notre coopération et sont autorisés à veiller à la sécurité de nos invités et de nos membres.

Si vous désirez avoir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec moi et je me ferai un plaisir de vous expliquer plus en détail en quoi consistent leurs responsabilités.

Veuillez agréer l'expression de nos meilleures salutations.

Andrew A. Flint
Coordonnateur régional

Grant Bristow a déclaré que Overfield a demandé la lettre afin de faire reconnaître sa fonction et de se légitimer. Quant à la mention de son nom dans la lettre Grant Bristow a dit : *À moins d'avoir une lettre d'entente, il pourrait y avoir des responsabilités légales en cas de confrontation avec des protestataires dans un événement du Parti réformiste*[81].

Le SCRS n'a reçu aucun rapport de quelque sorte que ce soit sur des activités ou des événements du Parti réformiste. La présence de Grant Bristow a été expliquée par le besoin d'assurer la sécurité à l'occasion des événements organisés par le Parti. La source devait être en mesure de surveiller l'infiltration par le mouvement pour la suprématie blanche. L'Administration centrale du SCRS a été priée de formuler des commentaires sur la question, ce qu'elle fit en août 1991 (voir la section 7.4 Instructions et discussions - Administration centrale).

Juste avant la tenue du rassemblement de Mississauga le 10 juin 1991, on avait appris que Overfield était un des directeurs de l'association de comté réformiste de Beaches-Woodbine. Overfield avait dit qu'il disposait d'un groupe d'hommes qui allaient s'occuper de Manning (c.-à-d. le protéger) vu que la police refusait de prêter toute forme d'assistance. Il a informé un collègue que la coalition CARP avait annoncé qu'elle allait envoyer huit autobus pour protester contre l'apparition de Preston Manning au rassemblement se tenant aux environs de Toronto.

---

81 Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

Son plan, selon ce qu'Overfield a confié à Paul Fromm, un collègue membre de l'extrême droite, consistait à unifier toute l'extrême droite dans une organisation cohésive. Il aspirait à infiltrer, littéralement à *prendre le contrôle de dix ou douze associations de comté dans la région métropolitaine de Toronto. Même si on n'investissait pas les associations de comté dans une élection, on y aurait au moins le contrôle*. Overfield a dit que l'attrait du Parti réformiste pour lui et pour les personnes partageant les mêmes valeurs que lui résidait dans le fait qu'il s'agissait là d'une mouvance d'extraction strictement blanche, de Canadiens blancs à cent pour cent et professant des vues qui s'opposent franchement à l'immigration; qu'il n'y avait vraiment aucune différence entre ces gens et eux-mêmes (le groupe d'Overfield).

Wolfgang Droege a dit que l'idée selon laquelle le Heritage Front pourrait contrôler certaines circonscriptions venait de Grant Bristow[82]. Il a plus tard rapporté au Comité de surveillance les paroles d'Overfield, qui aurait dit qu'*il pourrait nous arranger une équipe chargée de sécurité et qu'en assumant la responsabilité de la sécurité nous pourrions alors également exercer de l'influence au sein du Parti*[83].

Nous avons appris que Overfield aurait dit qu'il avait plongé dedans (dans le Parti réformiste) il y a quelques mois et qu'il avait jusque là travaillé au sein du Parti comme l'aurait fait n'importe quel militant, et ce principalement parce qu'il ne voulait pas se laisser avoir par la carte du crédit social, ce qui l'aurait mis hors la loi séance tenante et il ne voulait pas qu'on se tire dans les pieds alors même que le pouvoir était à la portée de leur main.

Overfield a dit avoir envoyé un message à Don Andrews, son rival, dans lequel il lui signifiait que s'il tentait d'adhérer au Parti réformiste, il le combattrait sans merci. Il pensait qu'Andrews cheminerait plutôt au sein de ce stupide Parti nationaliste du Canada. Il se serait opposé à ce qu'Andrews adhère au Parti réformiste même si ce dernier était disposé à accueillir quiconque était sur la même longueur d'ondes que lui.

Droege a, lui aussi, déclaré au Comité de surveillance que le Parti réformiste ne mettait toutefois pas en question leur engagement (soit celui des membres du Heritage Front); le Heritage

---

82 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

83 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

Front n'était pas un problème, même si nous avons été l'un des principaux organisateurs[84].

Par la source, le SCRS a corroboré l'existence du plan d'Overfield visant à faire passer au moins douze associations de comté locales sous le contrôle des partisans de la suprématie de la race blanche. L'objet de cette initiative avait été de former un bloc d'*agents d'influence* au sein de l'appareil politique du Parti réformiste. Une fois bien en selle, le bloc devait exercer des pressions sur les dirigeants du Parti afin qu'ils adoptent des politiques favorables au mouvement pour la suprématie de la race blanche. De telles politiques préconiseraient, par exemple, des réductions du nombre des immigrants de race non blanche admis au Canada et des restrictions quant aux réfugiés.

En octobre 1991, Overfield était à la recherche de plusieurs personnes pour représenter le Parti réformiste en raison de remous dans le secteur Markham/Victoria Park et Elington/Elsemere et parce qu'il y avait de bonnes chances que cette association de comté tombe dans les mains de ses partisans.

7.3.2 <u>Plan de Droege</u>

Al Overfield n'était pas le seul à poursuivre des desseins clandestins. Le Service a appris d'une source que cela était vrai aussi pour Droege. Pour ce dernier, le Parti réformiste menaçait l'essor du mouvement pour la suprématie de la race blanche, si bien qu'il fallait le miner afin que le mouvement puisse réaliser son propre programme politique.

Au diapason des opinions d'extrême droite, Droege était d'avis que la même situation s'était produite au Royaume-Uni lorsque le Parti conservateur a sapé le Parti national-socialiste consacrant en fin de compte l'effondrement de cette organisation néo-nazie. Il voulait empêcher que la même chose n'arrive au Canada.

Selon la source, Droege aurait dit que le mouvement pour la suprématie de la race blanche cherchait à discréditer Preston Manning et le Parti réformiste avant la tenue des élections fédérales de 1993. Le mouvement y serait parvenu en s'identifiant publiquement et en révélant les relations ayant trait à la sécurité qu'il entretenait avec de hauts responsables du Parti réformiste. Ceux que l'on dit avoir connu le plan de Droege comprennent, entre autres, Gerry Lincoln, James Dawson, Ernst Zundel, Terry Long, Jurgen Neumann, Peter Mitrevski et Grant Bristow.

---

84 Entrevue du SCRS avec Wolfgang Droege.

Ainsi que l'a signalé la source, Droege pensait que s'il s'engageait aux côtés des réformistes, les médias finiraient par en prendre note, et espérait qu'ils attendraient la tenue des élections de 1993 pour enterrer le Parti réformiste[85].

La source a soumis en date du 31 juillet 1991 que la conversation avec Droege pouvait parfois s'échauffer, comme ce fut le cas lorsqu'elle avait tenté de lui souligner les aspects négatifs pour le mouvement, y compris l'*intérêt possible du gouvernement fédéral quant à la sécurité*, de son engagement au sein du Parti réformiste. Ce à quoi Droege a répondu qu'il ne voulait pas penser à la rétribution. Il a ajouté n'en parlez pas à Overfield car Preston n'est pas né hier[86].

La source a informé son contrôleurs des programmes clandestins d'Overfield et de Droege et a reçu cette instruction : *Fais ce qu'il t'a dit de faire et je vais recevoir une directive là-dessus*[87].

Enfin, Droege a déclaré que lui et d'autres membres du Heritage Front continueraient de remplir des fonctions de sécurité avec ou sans l'aide de la source. La Région de Toronto croyait comprendre que Droege et ses associés ne recevaient pas de compensation pour l'exercice des fonctions de sécurité et qu'ils avaient entrepris cette activité pour faire une faveur à Overfield.

La Région a tenu à souligner qu'il n'y avait pas eu d'enquête sur les activités du Parti réformiste, mais que c'étaient plutôt les activités de Wolfgang Droege qui éveillaient l'intérêt du SCRS. Elle pensait que les activités de Droege au sein du Parti réformiste se poursuivraient. À cause de cela, la source devrait continuer à collaborer aux fonctions de sécurité afin de permettre au SCRS de suivre l'infiltration des partisans de la suprématie de la race blanche au sein du Parti réformiste. Comme les opérations de la source posaient une question politique délicate, l'enquêteur de la région et son chef avaient demandé à l'Administration centrale de leur faire part de leurs commentaires à cet égard et d'approuver leur action.

Le 1[er] août 1991, le directeur général de la Région de Toronto a discuté de la question avec le directeur adjoint des Exigences à l'Administration centrale. Le directeur général adjoint

---

85 Entrevue du CSARS avec la source.

86 Entrevue du CSARS avec la source.

87 Entrevue du CSARS avec la source.

des Opérations de la Région de Toronto a demandé que cette question soit portée à l'attention du directeur adjoint des Exigences.

7.3.3 Avertissements

Un employé du SCRS travaillait bénévolement comme directeur du service de recrutement des membres d'une association de comté du Parti réformiste dans la région de Toronto. Lorsqu'il était retourné des vacances le 16 juillet 1991, un collègue de travail lui a dit que Droege avait été vu à la télévision dans une réunion du Parti réformiste. Deux jours après, soit le 18 juillet, l'employé du Service a rencontré Paul Kelly, président de l'association du comté de Scarborough Ouest, et les deux hommes ont visionné une vidéo de l'événement. L'employé du Service a demandé à Kelly s'il savait qui était Droege. Kelly a répondu qu'il croyait que Droege était un membre du service de sécurité. L'employé du Service a dit que cet individu n'était pas bon pour ce Parti. Quand Kelly lui a demandé pourquoi, il a répondu *: Écoutez, je sais, moi.*

Le membre du Service a dit qu'il ne divulguait pas des informations classifiées car Droege avait été identifié comme un partisan de la suprématie de la race blanche dans un article paru dans le Toronto Star du 19 juin.[88] Il a conseillé à Paul Kelly d'informer de tout cela Andrew Flint et a demandé de ne pas être mêlé à l'histoire. Flint a, semble-t-il, répondu à Kelly qu'il n'allait pas congédier Droege pour aussi peu qu'un oui-dire, sans connaître d'autres détails.

Le 30 juillet 1991, l'employé du SCRS est allé chercher des cartes de membre à la maison de Kelly. Il a prétendu que Flint s'y trouvait lui aussi et lui aurait demandé ce qu'il pensait de l'article. Flint aurait apparemment répondu qu'il ne l'utiliserait plus sciemment pour assumer une fonction au sein du Parti. Droege a plus tard appris qu'un agent du SCRS avait signalé au Parti réformiste qu'il était membre du mouvement pour la suprématie blanche.

Paul Kelly a déclaré au Comité de surveillance qu'il était au courant du fait que certaines personnes du Parti étaient aussi membres du Heritage Front; cela pouvait inclure Overfield. Kelly était incertain quant à la date à laquelle ont été faits ces commentaires. Il a dit qu'il en aurait parlé à Andrew Flint[89].

---

88 Rosie DiManno, "Ex-Mercenary aims for country uniquely white", Toronto Star, 19 juin 1991.

89 Entrevue du CSARS avec Paul Kelly, ancien président de l'association réformiste du comté de Scarborough-Ouest.

L'évaluation faite par le Service des conséquences possibles découlant des actions de ses employés a été à ce moment que :

> *la réaction du Parti réformiste était difficile à prévoir. On allait peut-être tenter d'insinuer que le Service enquêtait sur le Parti, mais cela était improbable parce que le Parti ne voudrait pas que son association avec Droege soit rendue publique.*

La Section de la sécurité interne de la Région de Toronto s'était chargée de l'examen de l'incident.

Le 4 août 1991, on a appris qu'Al Overfield était en fait celui qui avait indiqué aux membres du Parti réformiste que Droege était un raciste. Selon un rapport,

> *Flint s'était fait dire par Paul Kelly que Droege représentait un grave problème. Kelly n'aurait pas voulu expliquer quelle était la nature de ce problème, ce qui aurait peut-être incité Flint à interroger Overfield..*

Andrew Flint a déclaré ne pas se rappeler d'avoir été informé en 1991 que Droege représentait un grave problème ni d'avoir porté l'incident décrit ci-dessus aux responsables du Parti réformiste. Il a dit que Paul Kelly lui avait récemment parlé de cet incident, mais qu'il ne s'en rappelait toujours pas[90]. Lors d'une entrevue du SCARS avec l'employé du SCRS en 1994, ce dernier a indiqué que les événements décrits ci-dessus étaient possibles, mais que lui non plus ne se rappelait pas avoir rencontré Flint[91].

Overfield a déclaré au Comité de surveillance qu'un membre du SCRS l'avait approché au sujet de l'équipe chargée de la sécurité et qu'il l'avait menacé de le dénoncer. Il a poursuivi en affirmant que le Parti réformiste lui avait recommandé *de se débarrasser de M. [ ]*, et que ce dernier avait démissionné à sa demande. Il a dit également que John Thompson, un militant du Parti réformiste, prétendait être membre du SCRS[92]. John Thompson a catégoriquement nié l'affirmation d'Overfield. Le Comité de surveillance croit M. Thompson sur cette question.

---

90 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

91 Entrevue du CSARS avec un employé du SCRS.

92 Audience du CSARS, Alan Overfield.

Le 22 juillet 1991, Al Muxworthy de l'association Don-Valley-North a appelé Bernie Farber, directeur des relations communautaires du Congrès juif canadien. Farber lui a alors fait part de ses inquiétudes devant l'appui que donnait Droege au Parti réformiste dans le Toronto Star du 19 juin 1991. L'article ne mentionne pas que Droege était membre du parti.[93]

Deux jours plus tard, Muxworthy fit part par écrit à son tour de ses inquiétudes; il joignit l'article. Cette lettre n'a jamais été retrouvée.[94]

7.3.4 Recrutement de membres du Parti réformiste

Avant la tenue du rassemblement de Mississauga, on a appris que Overfield avait fait affaire avec Andrew Flint qui était l'organisateur de Toronto Est et membre du personnel de direction pour l'Ontario. Overfield a affirmé qu'il avait été nommé non officiellement à un des postes de direction pour le secteur de Beaches-Woodbine et qu'il inscrivait quiconque se présentait au Parti réformiste. Le Parti, soutint-il, accepterait tout le monde, on savait dans le Parti qui ils (Overfield et autres) étaient et on disait non officiellement de n'en parler à personne.

Overfield a déclaré au Comité de surveillance que l'adhésion au Heritage Front ne constituait pas un obstacle à cette époque. Il pensait que le Parti réformiste faisait semblant d'ignorer ce genre de connexions mais connaissait bien les antécédents de beaucoup de ses nouveaux membres. Il a dit que le Parti réformiste comptait des membres du Klan dans l'Ouest : les racistes, le Parti réformiste ne les cache pas[95]. Le président du Parti a catégoriquement nié cette affirmation[96].

Overfield a affirmé qu'il avait vu Grant Bristow payer pour toutes les adhésions des membres du Heritage Front. Il a dit aussi que Bristow faisait sans cesse du recrutement pour le Parti réformiste parmi les jeunes camarades (skinheads), ce qui amenait ce dernier à se disputer avec lui après les réunions. Selon Overfield, Bristow lui aurait dit plus tard que nous pouvons prendre le contrôle de ce Parti, ce à quoi il avait répliqué qu'il

---

93 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

94 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

95 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

96 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers.

ne voulait pas que l'autre fasse du recrutement[97]. Nous avons appris qu'Overfield a reconnu qu'il avait personnellement admis les skinheads. Nous n'avons relevé aucune preuve fiable que Bristow était engagé dans cette activité.

Overfield a déclaré ignorer qui était membre du Heritage Front lorsqu'il inscrivait de nouvelles recrues. On ne lui aurait jamais demandé ou donné des informations quant à l'appartenance au Heritage Front des membres du personnel de sécurité[98]. Une autre fois, il a dit au Comité de surveillance qu'il avait admis entre dix et douze membres du Heritage Front et que Bristow encourageait cinq autres membres à se joindre au Parti[99]. Enfin, il a déclaré sous serment qu'il avait recruté 22 membres pour le Parti réformiste, dont cinq étaient engagés dans le Heritage Front, à savoir Peter Mitrevski, Nicola Polinuk, Droege, Zvominir Lelas et Tony Cinncinato. Il a dit ignorer à ce moment que les deux derniers étaient associés avec le Heritage Front[100].

La source a déclaré que Grant Bristow était dans les parages quand Overfield prenait l'inscription de membres dans sa maison au sous-sol ou dans la cour. Overfield tentait de persuader Droege de s'inscrire au Parti réformiste, mais celui-ci refusait de payer les frais d'admission de 10 $ parce qu'il ne tenait pas Preston Manning en grande estime. Overfield a avancé l'argent pour l'adhésion de Droege et a menacé de récupérer la somme sur les chèques que Droege touchait de sa société d'huissiers[101]. Droege a affirmé au Comité de surveillance qu'il avait lui-même payé sa carte de membre.

Droege a dit qu'il n'était pas sur les lieux à ce moment-là, et qu'il ne s'intéressait pas au Parti réformiste mais au Heritage Front, tout en pensant toutefois qu'il serait peut-être possible d'exercer une influence sur le premier[102]. Une autre fois, Droege a affirmé au Comité qu'il avait effectivement incité des personnes à s'inscrire, mais qu'Al Overfield cherchait

---

97 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

98 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

99 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

100 Audience du CSARS, Alan Overfield.

101 Entrevue du CSARS avec la source.

102 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

activement à inscrire des membres[103]. Droege a soutenu qu'il n'a jamais vu Grant Bristow s'efforcer de recruter des membres pour le Parti réformiste, mais qu'il en avait entendu parler.

Droege a déclaré que Bristow et lui-même ont parlé de faire entrer des gens au Parti réformiste, d'essayer de les nicher au sein d'associations de comté, question d'avoir voie au chapitre et, peut-être, d'influer sur les politiques en cours de route[104].

Overfield avait demandé à la source de joindre le Parti réformiste, ce à quoi elle avait répondu qu'il s'y prenait trop tard, faisant semblant que cela était déjà chose faite. Le contrôleur l'a chargée de ne pas donner suite à cette invitation. La source ne pouvait pas se rappeler si elle a pris la parole pour préconiser l'adhésion au Parti réformiste, mais peut bien l'avoir fait après que Droege le lui avait demandé[105].

Lorsque la liste des membres a été diffusée à l'occasion de différentes réunions, la source affirme qu'elle s'est faite *petite*. Quant à la question de savoir qui a payé les frais d'adhésion des membres du Heritage Front au Parti réformiste, la source n'a fait observer que les frais d'adhésion de Droege ont été payés par Overfield. La source dit ne pas avoir versé d'argent à d'autres personnes, mais elle estime qu'elle peut avoir aidé Overfield à inscrire des renseignements sur les formules d'inscription; cela aurait été fait à la demande de Droege ou d'Overfield, étant bien entendu qu'il n'était aucunement en pouvoir de la source d'inscrire qui que ce soit[106]. Paul Fromm, un collègue de Droege, a dit au CSARS au sujet de ce dernier : *Je l'ai certainement entendu dire à l'époque que les gens devaient adhérer au Parti réformiste*[107].

La source a indiqué qu'elle peut avoir été en cause à l'occasion de l'adhésion d'une personne -- un enseignant du niveau collégial n'ayant aucun lien avec l'extrême droite[108].

---

[103] Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

[104] Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

[105] Entrevue du CSARS avec la source.

[106] Entrevue du CSARS avec la source.

[107] Audience du CSARS, Paul Fromm.

[108] Un instructeur au Humber College.

Wolfgang Droege a dit qu'il n'a pas participé à la réunion TFAC de juin 1991[109]. Bristow a indiqué qu'elle n'était présente qu'aux réunions du Parti réformiste et réunions TFAC auxquelles Droege participait[110].

Selon le témoignage de Paul Fromm entendu devant le Comité de surveillance, Overfield a établi un comptoir à l'occasion de la réunion TFAC pour l'inscription de membres au Parti réformiste alors que Grant Bristow s'affairait, comment dire, à diriger les gens vers la table et à les persuader de s'inscrire. Fromm a expliqué que la raison pour laquelle il avait autorisé Overfield à établir un comptoir était la suivante : Voici comment nous voyons en général les choses : Si vous avez de l'information que vous voulez transmettre, nous, on est un forum dont vous pouvez vous servir pour la transmettre. Aussi avons-nous dit : C'est d'accord, installez votre table[111].

Overfield a affirmé n'avoir participé qu'à une réunion TFAC. Avant la tenue de cette réunion, a-t-il déclaré, Hugh Pendergast a trouvé que cela serait une bonne idée que d'y installer un comptoir. Overfield a dit que lorsque Pendergast s'est pointé avec la table, Tony Cincinnato[112] et Fromm se sont disputés parce que ce dernier n'avait pas été consulté au préalable. Selon Overfield, Fromm semble ne pas vouer de l'amour pour le Parti réformiste, et il avait connu un revers aux mains de Preston Manning.[113]

Hugh Pendergast a déclaré au Comité qu'il avait "entendu dire" que Bristow encourageait activement les gens à signer des cartes d'adhésion au Parti réformiste à la réunion de 1991 de C-FAR. Il a déclaré que Bristow allait d'un endroit à l'autre pendant la réunion, alors que Overfield était calmement assis à la table des adhésions, dans la fond de la salle. Les personnes présentes

---

109 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

110 Entrevue du CSARS avec Bristow.

111 Audience du CSARS, Paul Fromm.

112 Partisant déclaré du mouvement aryen, Tony Cincinnato était actif dans le milieu des adhérents de la suprématie de la race blanche à Toronto au début des années 90. En novembre 1990, il a établi une cellule du Ku Klux Klan à Toronto (qui est maintenant désamorcée). Il est associé de Wolfgang Droege.

113 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

étaient invitées à verser 10 $ pour adhérer au Parti réformiste en plus de faire un don de 10 $.[114]

Overfield a déclaré que lui-même, Tony Cinncinato et Hugh Pendergast encourageaient les gens a adhérer au Parti.[115] Overfield a également déclaré que Bristow avait fait adhérer des membres du Front Héritage en se servant du livre d'Overfield.[116] Interrogé à savoir pourquoi il n'avait pas fait part de cette activité au Parti réformiste, il a répondu qu'il avait gardé le silence et n'en avait informé que quelques personnes. A la question de savoir qui il avait mis au courant, il a répondu *Andrew Flint*. Interrogé à nouveau à savoir pourquoi il avait agi comme co-signataire pour les nouveaux membres du Front Héritage, il a répondu que ce n'était pas à lui de dire aux gens qu'ils ne pouvaient adhérer au Parti.[117]

Au mois de mars 1993, on a appris qu'Al Overfield avait promis à Droege qu'il allait trouver une carte d'adhésion au Parti réformiste, de façon à pouvoir en faire une copie. Droege a déclaré qu'il songeait à délivrer des cartes d'adhésion à des membres du Front Héritage.

En ce qui concerne la réunion du mois de juin du C-FAR, groupe dirigé par Paul Fromm, la source a déclaré ne pas savoir si Overfield y avait vendu des cartes du Parti réformiste. La source a déclaré que si adhésion il y avait eu, elles étaient le résultat d'un désir de vengeance, Fromm, Andrews et Overfield étant tous membres de l'ancien Parti du crédit social de l'Ontario. Ils croyaient que Preston Manning aurait pu bloquer leur expulsion. A peu près à cette époque, Fromm était impliqué dans le Parti Confederation of Regions et, d'après la source, il ne pouvait s'agir d'une faveur au Parti réformiste.[118]

On a appris qu'au mois de novembre 1991, Overfield et Peter Mitrevski devaient assurer la sécurité angle Broadview et Greenwood pour une réunion d'une association de circonscription. Overfield aurait déclaré que tous les jeunes skinheads qu'il avait fait signer s'y rendraient.

---

114 Entrevue du CSARS avec Hugh Pendergast.

115 Pendergast rejette totalement l'affirmation qu'il ait encouragé quelqu'un à devenir membre du parti lors de l'assemblée du TFAC.

116 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

117 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

118 Entrevue du CSARS avec la source.

Comme on l'a vu plus haut, Al Overfield n'a fait adhérer que vingt-deux personnes pendant toute la période où il a été membre du Parti réformiste. Il a déclaré au Comité de surveillance que, sur ces vingt-deux personnes, *seulement cinq étaient membres du Front Héritage; les seize autres n'étaient pas du tout associées au groupe extrémiste*.

À l'automne 1991, James Dawson et Nicola Polinuk ont été décrit comme directeurs de district pour la circonscription de Beaches-Woodbine. Hugh Pendergast nota qu'en fait ils cherchaient à se faire élire sur l'exécutif.[119]

7.4 Instructions de l'administration centrale et débats

7.4.1 Instructions de l'administration centrale du SCRS

Au mois d'août 1992, la Direction des sources humaines de l'administration centrale du SCRS a répondu à une suggestion du bureau régional de Toronto (30 juillet 1991) voulant que la source continue à faire partie du groupe de la sécurité pour les réunions du Parti réformiste. La réponse, fournie par le chef de Bureau à la Direction de l'antiterrorisme, portait sur deux questions.

La première question était la suivante :

- Dans quelle mesure est-ce que les activités de Droege concernant le Parti réformiste se rapportaient à l'enquête du SCRS sur la direction politique de l'extrême-droite ?

Le chef en était venu à la conclusion que l'implication de Droege dans le Parti réformiste ne constituait pas un élément central de l'enquête du SCRS, qui visait à déterminer la capacité de Droege et des autres membres de la direction politique de l'extrême-droite de planifier, de diriger et de mener des actes de violence afin de promouvoir leurs objectifs racistes. Par conséquent, l'implication dans le Parti réformiste, ne constituait pas une source de préoccupation en soi.

La seconde question était la suivante :

- Est-ce que la réaction de la source aux plans de Droege allait affecter sa crédibilité et son accessibilité ?

---

119 Entrevue du CSARS avec Hugh Pendergast.

Étant donné que la source semblait être un confident de Droege, le chef a pensé que leur relation pouvait supporter une divergence d'opinions. Par conséquent, *je suis plus enclin à donner instruction à la source de se dégager de toute activité par laquelle elle pourrait être associée au Parti réformiste.*

Le 8 août 1991, la Direction des sources humaines de l'administration centrale du SCRS a donné l'instruction suivante au bureau régional : *Veuillez donner instruction à la source d'éviter de participer aux activités du Parti réformiste.*

Le lendemain (9 août 1991), le sous-directeur, Exigences, à l'administration centrale du SCRS, intervenait dans le dossier. Disant accepter la réponse donnée par l'administration centrale du SCRS, il voulait que l'instruction soit donnée avec une plus grande fermeté :

> *Comme il n'y a aucune raison apparente de participer aux activités du Parti réformiste, la source doit donc s'en abstenir. Si le bureau de Toronto a des arguments contraires à formuler, nous les écouterons, mais entre temps, il ne doit y avoir aucune activité à l'intérieur du Parti ou liée au Parti. Veuillez vous assurer que la source ne participe à aucune activité du Parti réformiste, sous quelque forme que ce soit.*

Le 23 août 1991, le contrôleur a fait savoir à l'administration centrale du SCRS que la source avait reçu instruction de s'abstenir dorénavant de participer aux activités du Parti réformiste et avait acquiescé à cette instruction. Dans le même message, le bureau régional de Toronto exprimait son inquiétude face à la possibilité que :

> *Wolfgang Droege et ses collègues du NPC qui participent indirectement aux activités du Parti réformiste laissent entendre que le SCRS enquête sur le Parti réformiste, même si ce n'est pas le cas.*
>
> *Il y aurait peut-être lieu que l'administration centrale examine la possibilité d'informer le chef du Parti réformiste de l'intérêt que le SCRS porte à certains partisans du mouvement de la suprématie blanche qui peuvent avoir des liens avec le Parti réformiste, tout en donnant l'assurance au chef que nous n'enquêtons pas sur le Parti réformiste.*

Le 28 août 1991, trois cadres de la Direction des sources humaines et de la Direction de l'antiterrorisme à l'administration centrale ont exprimé l'avis que :

> *Il faudrait qu'un certain seuil de danger soit franchi avant qu'il soit possible d'envisager d'informer le chef du Parti réformiste au sujet de la présence de certaines personnes ayant des liens avec les tenants de la suprématie blanche à l'intérieur du Parti. La situation actuelle ne semble pas justifier cette mesure.*

De l'avis du Service, la décision de ne pas informer le Parti réformiste ne violait pas le mandat du SCRS, alors que le contraire aurait pu être considéré comme une violation du mandat et aurait également compromis la sécurité de la source.

7.4.2 Fallait-il informer le Parti réformiste ?

Les entrevues que les cadres de l'administration centrale et du bureau régional de Toronto du SCRS ainsi que le sous-directeur des opérations et de l'analyse ont accordées au CSARS révèlent que, dans l'esprit de tous, la source avait bel et bien reçu instruction de quitter le groupe de la sécurité. L'instruction donnée à la source par l'administration centrale du SCRS de s'abstenir de participer aux activités du Parti réformiste semblait claire et, alors que cela aurait dû clore le dossier, il n'en a peut-être pas été ainsi. L'instruction ne précisait pas que la source devait quitter le groupe de la sécurité. La source a assisté à l'assemblée de Pickering.

Afin de situer les choses dans leur contexte, soulignons que les activités du groupe de sécurité d'Overfield se sont déroulées pendant que la direction du SCRS se trouvait dans une période de transition. C'est le sous-directeur, Opérations et analyse qui a agi comme directeur intérimaire pour la majorité du temps à l'été et à l'automne de 1991.

Le sous-directeur, Opérations et analyse, a fait savoir au Comité de surveillance que le sous-directeur, Exigences, et lui avaient pris la décision de ne pas informer le Parti réformiste, parce que la situation ne justifiait pas une telle mesure.[120]

Le sous-directeur, Opérations, a déclaré que le Service n'avait aucun mandat, aucun pouvoir légal, en fait, pour dire quoi que ce soit à M. Manning. Il a ajouté qu'il aurait pu demander au

---

120 Audience du CSARS, sous-directeur, Opérations, SCRS.

Ministre ou au Bureau du Conseil privé de parler à M. Manning. Le sous-directeur, Opérations, a en outre déclaré que si l'enquête avait correspondu au mandat du SCRS, elle aurait pu, dans le pire des cas, être perçue comme une tentative de subversion à l'endroit d'une institution démocratique. Une telle enquête aurait été conduite sous le paragraphe 2(d) de la *Loi sur le SCRS* et il aurait fallu qu'elle soit approuvée par le Ministre.

Le sous-directeur, Opérations, a déclaré que le sous-directeur, Exigences, et lui avaient jugé que le Parti réformiste était parfaitement capable d'assurer sa sécurité, de faire le ménage dans ses rangs et de s'occuper de ses affaires et que nous n'avions pas à maintenir les indésirables hors du Parti.[121] Il croit *avoir probablement informé le directeur* des tentatives et ajoute que les organismes gouvernementaux en ont été informées par l'intermédiaire des rapports du SCRS.[122]

Nous n'avons vu aucun document attestant du fait que la question avait été portée à l'attention du directeur à l'été ou à l'automne de 1991.

7.4.3 Note d'information à l'intention du directeur

Le nouveau directeur, Raymond Protti, est entré en fonction le 1er octobre 1991 et c'est alors que les séances d'information sur les principaux dossiers et les principales opérations du Service ont commencé.

Le 9 janvier 1992, une note d'information a été envoyée au directeur, qui avait demandé des précisions sur les cibles ou les sources du Service qui avaient pu être impliquées dans le Parti réformiste. La demande avait été formulée au cours d'une séance d'information de nature générale sur les sources humaines.

Le directeur fut alors informé que :

Le Service n'avait jamais enquêté sur le Parti réformiste.

La note précisait toutefois qu'il était arrivé à quelques reprises que des enquêtes menées par le Service sur des cibles visées par le mandat aient fait ressortir certaines informations concernant le Parti réformiste.

---

121 Audience du CSARS, sous-directeur, Opérations, SCRS.

122 Audience du CSARS, sous-directeur, Opérations, SCRS.

Voici quelques-uns des dossiers qui étaient décrits dans la note d'information :

- En 1989, le Service s'était fait dire qu'une personne non identifiée avait versé une contribution importante à la campagne de Preston Manning en 1988 au nom d'un gouvernement étranger. L'enquête, qui avait duré trois mois, n'avait pas permis de prouver cette allégation. (Nous traitons de cette enquête au chapitre 8.)

- Une proposition visant à mener une enquête sur la présence soupçonnée de personnes agissant pour le compte d'un service de renseignement étranger au sein du Parti réformiste en se dotant d'un informateur au sein du Parti ne fut pas approuvée.

- Par l'intermédiaire de son employeur, Wolfgang Droege a assuré la sécurité lors d'assemblées du Parti réformiste tenues à Toronto. La source a reçu instruction de ne rendre compte que des renseignements se rapportant au mandat du SCRS.

La Direction de l'antiterrorisme a souligné que trois autres associés de Droege assuraient également la sécurité, mais le SCRS ne s'intéressait à eux qu'en raison de leurs activités en tant que tenants de la suprématie blanche.

En guise de conclusion, la note d'information réaffirmait que le SCRS était sensible aux enquêtes qui touchent indirectement au Parti et qu'il avait donné des instructions visant à avoir l'assurance que seules les activités des cibles se rapportant à notre mandat feraient l'objet de comptes rendus.

7.4.4 Rapports du SCRS sur les tentatives d'infiltration

Le SCRS a rendu compte de l'infiltration du Parti réformiste par le Front Héritage dans deux de ses rapports et dans une évaluation des menaces. Ces rapports ont fait l'objet d'une grande diffusion dans les milieux chargés du renseignement au sein du gouvernement fédéral.

Dans le rapport du 23 août 1991 intitulé : L'extrême-droite et les skinheads racistes, le SCRS affirmait que Droege encourageait les membres du Front Héritage à s'impliquer dans le Parti réformiste, qui semble être perçu comme un puissant rival par l'extrême-droite. Droege espérait discréditer le Parti réformiste, ce dont, croyait-il, l'extrême-droite finirait par profiter. Le Service estimait que Preston Manning n'était pas au courant du rôle

joué par Droege au sein du groupe chargé d'assurer la protection du chef du Parti réformiste.

Même si ce rapport avait été routinement acheminé au ministère du Solliciteur général, nous n'avons aucune preuve qu'il a été porté à l'attention du ministre.[123] Nous avons aussi remarqué que la question n'a pas été soulevée dans les autres documents envoyés ou vus au bureau du ministre.

Le 26 mai 1992, la Direction de l'antiterrorisme produisait une évaluation des menaces au sujet de Preston Manning. Cette évaluation faisait allusion aux comptes rendus de presse concernant l'infiltration du Parti réformiste, mais concluait que le Service n'est pas au courant d'actions planifiées par le Heritage Front d'utiliser de violence contre M. Manning ou de perturber/attaquer des assemblées du Parti réformiste afin de venger les expulsions du début d'année.

Dans les notes en fin de texte d'un rapport du SCRS daté de juillet 1992, le Service affirmait que les militants du Front Héritage avaient adhéré au Parti réformiste en 1991, afin de se servir de ce dernier pour obtenir une plus grande visibilité.

7.4.5 Les rapports se poursuivent

Le 8 janvier 1992, le sous-directeur, Exigences, faisait savoir aux responsables du bureau régional qu'il voulait que ces derniers :

> *examinent les instructions données à la source et au contrôleur concernant la façon de rendre compte des activités des cibles . Si je me souviens bien, ces instructions étaient très explicites; toutefois le fait de les énoncer de nouveau ici semble être source de confusion. (allusion à une note d'information) Ainsi, je ne vois pas comment nous pourrions éviter de rendre compte des activités de Droege au sein du Parti réformiste, comme le laisse supposer la note d'information.*
>
> *En fait, nous devrions déjà en avoir rendu compte; il assure la sécurité. Puisqu'il semble avoir l'intention de miner ou de discréditer une institution politique*

---

123 L'ancien Solliciteur général ne se rappelle pas du rapport. Entrevue du CSARS avec M. Doug Lewis.

légitime, il nous faut évaluer ce qu'il fait pour parvenir à cet objectif.

Ce que nous devons nous abstenir de faire - ce qui, à mon avis semble être la directive - c'est faire rapport sur le Parti réformiste, ses membres, ses activités, etc. Il nous faut surveiller étroitement les activités de la source, afin de nous assurer que nous nous en tenons à notre mandat.

Un message adressé le 9 janvier 1992 au directeur général adjoint, Opérations, à la Direction générale de l'antiterrorisme, laisse voir un début de frustration en ce qui concerne l'enquête menée au sujet de Droege : *Je me demande si nous ne sommes pas en train de faire deux choses en même temps. Droege est une cible de l'antiterrorisme en vertu du paragraphe 2(c). Or le fait de miner un parti politique, si tel est bien le cas, relève du paragraphe 2(d) et la production de rapports allant au-delà du niveau 1 nécessite l'approbation du ministre. J'estime que nous devrions prendre le temps de discuter de la question, de façon que le plan d'action soit clair pour tout le monde.*

Le 15 janvier 1992, une note circulant parmi le personnel de la Direction des sources humaines à l'administration centrale du SRCS renferme le passage suivant : *Je ne crois pas que nous ayons à donner d'autres instructions au bureau régional de Toronto. Si la Direction générale de l'antiterrorisme souhaite modifier les instructions données au bureau régional de Toronto, elle peut en discuter avec la Direction des sources humaines et le sous-directeur, Exigences.* Il allait approfondir la question avec la Direction de l'antiterrorisme, afin de donner une réponse concertée au sous-directeur, Exigences.

Le 27 janvier 1992, la Direction générale de l'antiterrorisme exposait sa position à l'égard des activités de la source :

Les observations formulées par Droege sont probablement bien connues des membres du Parti réformiste, notamment les modérés, qui sont conscients de la présence possible d'une faction d'extrême-droite, et du tort qu'elle risque de causer à l'image du Parti.

Notre centre d'intérêt n'est pas le Parti et j'estime qu'il est trop tôt, à défaut de renseignements probants supplémentaires, pour examiner davantage les aspects relevant du

paragraphe 2(d). Vous avez raison, toutefois, d'éveiller notre attention.

7.4.6 Instructions données par le contrôleur à la source

Le Comité de surveillance a demandé à la source quelles instructions il avait reçu du contrôleur durant la période où il avait été associé au groupe Overfield qui assurait la sécurité pour le Parti réformiste. Selon la source, le contrôleur lui avait dit que les règles étaient les suivantes :

- Il ne devait pas adhérer au Parti réformiste.
- Il ne devait prendre part à aucune manifestation pouvant perturber les activités du Parti; si quelque chose se produisait, il devait faire intervenir la police.
- Il devait recueillir de l'information sur les activités du Front Héritage à l'égard du Parti réformiste.
- Il ne devait pas faire rapport sur le Parti réformiste comme tel.[124]

La source devait communiquer tout ce qu'il recueillait au contrôleur, qui devait décider ce qu'il convenait de conserver ou de ne pas utiliser. Ainsi, lorsque Overfield planifiait une activité quelconque avec Andrew Flint, la source devait en rendre compte, mais il ne prenait pas de notes sur le programme du Parti ou d'autres renseignements s'y rapportant.[125]

La source a déclaré que lorsqu'on lui demandait d'éviter les activités du Parti réformiste, il obéissait à la demande.

7.5 Le dernier acte

7.5.1 L'assemblée de Pickering

Au mois de novembre 1991, Flint s'est entretenu de nouveau avec Overfield, auquel il a demandé d'assurer la sécurité

---

124 Entrevue du CSARS avec la source.

125 Entrevue du CSARS avec la source.

à la prochaine grande assemblée, qui devait avoir lieu à Pickering. Overfield a répondu qu'il n'y verrait aucun inconvénient.[126]

En ce qui concerne les activités du groupe de sécurité d'Overfield à l'assemblée tenue à Pickering, le 22 janvier 1992, les récits ne concordent pas. Selon Andrew Flint, qui a organisé l'assemblée, les responsables du Metro East Trade Centre disposaient eux-mêmes de personnel pour assurer la sécurité de Preston Manning. Le groupe d'Overfield ne devait que recueillir les billets à l'entrée et assurer le contrôle de la foule.[127]

Al Overfield, par contre, a déclaré que le samedi avant l'assemblée, Grant Bristow et lui avaient visité les lieux et discuté de diverses questions de sécurité. Overfield a déclaré qu'il était en charge de la sécurité, qu'il avait désigné Bristow comme son adjoint et lui avait confié le mandat d'assurer la protection de Preston Manning. Overfield a ajouté que Bristow voulait assurer cette fonction, il semblait avoir une bonne formation, il était dynamique et aimait demeurer à l'avant-plan. Bristow était s'affairait autour de Manning, tandis qu'Overfield courait en tout sens, occupé qu'il était à éteindre des feux.[128] Bristow ne se rappelle pas qu'il y ait eu visite des lieux avant l'assemblée.[129] Overfield a peut-être confondu les deux grandes assemblées.

Flint ne se souvient pas que Bristow ait été à l'assemblée et il ne l'aurait pas reconnu si, par exemple, il s'était rasé la barbe.[130] Le personnel de la sécurité était présent lorsque Manning a fait son entrée dans l'immeuble et le groupe de sécurité était peut-être à l'arrière de la salle afin d'empêcher le public de pénétrer dans les zones d'accès interdit. Manning est arrivé peu avant que l'assemblée ne débute et il a attendu de 19 h à 19 h 15 environ. Le groupe de la sécurité était probablement sur place à ce moment-là.[131] Encore une fois, Ron Wood, secrétaire de presse de Preston Manning, a déclaré qu'aucune conversation de nature le moindrement délicate n'avait eu lieu.

---

126 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

127 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

128 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

129 Entrevue du CSARS avec Bristow.

130 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

131 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

Ron Wood a affirmé que, selon lui, une seule personne ressortait vraiment du groupe de sécurité, un type qui portait un long paletot noir en cuir ou en polyester et qui *ressemblait à un nazi*.[132]

Lors de l'assemblée de Pickering, a déclaré Andrew Flint, un homme a repéré Peter Mitrevski parmi les personnes chargées de la sécurité, ce qui a été signalé au Conseil national et au Congrès juif du Canada.[133]

Après l'assemblée, il y a eu ruée des médias, après quoi Flint s'est retrouvé au volant d'une voiture dans laquelle Preston Manning donnait une entrevue au Wall Street Journal.[134] L'équipe d'Overfield a escorté Manning à sa sortie de l'immeuble et a suivi la voiture de Flint dans des voitures banalisées jusqu'à l'autoroute 401.[135]

Droege a dit à un collègue qu'il n'avait pu parler à Preston Manning, parce que l'un des organisateurs pour l'Ontario ne voulait pas qu'il s'approche trop des caméras. Il a ajouté que le SCRS les (c'est-à-dire le Parti réformiste) avait déjà appelés pour leur demander de s'efforcer de le (c'est-à-dire Droege) faire expulser.

Au SCRS, une entrevue à caractère administratif a eu lieu au début de 1992 et les agents chargés des sources humaines s'étaient apparemment assurés que la source comprenait les instructions qui lui avaient été données. L'interviewer de la Direction des sources humaines a discuté avec la source du message produit par l'administration centrale au mois d'août 1991, selon lequel la source devait renoncer à cette responsabilité à l'égard de la sécurité et ne pas s'impliquer dans le Parti réformiste.

Le gestionnaire à la Direction des sources humaines a réaffirmé que la source n'était pas membre du Parti réformiste et n'avait participé à aucune des activités de ce parti en 1991. La source a déclaré que cette renonciation aux responsabilités

---

132 Entrevue du CSARS avec Ron Wood.

133 Peter Mitrevski, tenant de la suprématie blanche, est un ancien membre du Parti nationaliste du Canada. Associé de confiance de Wolfgang Droege au sein du Front Héritage, il a été décrit comme l'une des rares personnes qui étaient au courant du plan de Droege visant à discréditer Preston Manning.

134 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

135 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

relatives à la sécurité a causé certaines frictions avec Droege et une perte de crédibilité. Il a toutefois réussi à survivre grâce à divers alibis et à divers prétextes et tout va bien maintenant.

La source continuait de trouver son travail rempli de défis et passionnant, mais parfois, il devenait difficile de fonctionner dans ce milieu, lorsqu'on lui demandait, par exemple, de ne plus participer aux opérations de sécurité pour le Parti réformiste, mais il arrive à survivre. L'agent de la Direction des sources humaines a précisé les raisons qui avaient motivé ces instructions. Le SCRS avait donné des instructions à la source concernant sa participation à des activités criminelles et lui avait demandé s'il avait participé à de telles activités, ce à quoi il a répondu qu'il n'avait pas pris part à des activités criminelles.

7.5.2 L'histoire éclate au grand jour

Le Parti réformiste n'a plus fait appel au groupe de sécurité après l'assemblée de Pickering. Le 28 février 1992, le Toronto Sun annonçait que le Front Héritage avait infiltré le Parti réformiste.

Selon Flint, le Front Héritage a fait un travail *impeccable* au Parti réformiste. Contrairement aux autres groupes qui avaient tiré profit de ce parti naissant en Ontario, le Front Héritage n'avait fait aucune déclaration à la presse et n'avait pas profité des occasions qui se présentaient pour diffuser sa documentation. Flint a déclaré qu'il n'avait rien laissé voir de ses pensées racistes.[136]

Une fois que l'histoire eut éclaté au grand jour, en février 1992, le Front a cependant repris le temps perdu. Les révélations jetaient une ombre sur l'assemblée de Pickering, la troisième en importance dans l'histoire du Parti réformiste. Droege passait à la télévision tous les jours. Par la suite, chaque fois que Preston Manning effectuait une visite à Toronto, Droege s'efforçait de se trouver à l'extérieur de la salle de réunion.

Ainsi, à l'inauguration du bureau d'Oshawa, à l'automne de 1992, à laquelle Manning assistait, Droege était sur place. Le Front Héritage se faisait également un point d'honneur d'être présent lors des assemblées de désignation de candidats, notamment celle tenue dans la circonscription de Don Valley West, où John

[136] Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

Gamble figurait parmi les candidats. Ils semblaient omniprésents.[137]

Lorsque l'infiltration du Parti réformiste fut rendue publique, à la fin de février 1992, Droege déclara qu'il y avait des centaines de membres du Front Héritage au sein du Parti. La source a affirmé que les déclarations de cette nature étaient courantes dans le cas de Droege. D'après la source, seuls Overfield, Dawson, Nicola (Polinuk) Andrews et peut-être aussi Max French, étaient membres du Parti réformiste.[138] Droege a déclaré au Comité de surveillance qu'il ne croyait pas avoir dit des centaines, que c'était l'époque, c'est-à-dire au mois de février 1992, où le Front Héritage avait réellement commencé à prendre de l'expansion. Il a estimé par la suite que peut-être 150 à 200 membres auraient pu être aussi membres du Parti réformiste.[139] Il n'a donné aucune preuve à l'appui de ce chiffre.

Paul Fromm, adjoint de Droege, a déclaré que le chiffre de plusieurs centaines avancé par ce dernier était un *petit mensonge*.[140] Selon Al Overfield, cette estimation était *très plausible*, car, d'après lui, les deux groupes étaient devenus très entremêlés.[141]

Droege a affirmé au Comité qu'au mois de février 1992, de 40 à 50 membres du Front Héritage étaient également membres du Parti réformiste, et qu'ils étaient répartis dans un certain nombre de circonscriptions, principalement dans la partie est de la région de Toronto. Certains membres faisaient partie de l'exécutif d'associations de circonscription du Parti réformiste. Selon lui, au bout du compte, quelque 150 à 200 membres du Front Héritage avaient peut-être aussi adhéré au Parti réformiste.[142]

La source a déclaré que c'est après l'assemblée de Pickering qu'il a eu son dernier contact avec une personne associée

---

137 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

138 Entrevue du CSARS avec la source.

139 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

140 Audience du CSARS, Paul Fromm.

141 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

142 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

au Parti réformiste. Il a rencontré Hugh Pendergast par hasard, chez Overfield.[143]

7.5.3 Le Parti réformiste est mis au courant

Thomas Flanagan, qui occupait le poste de chef de la stratégie au Parti réformiste, en 1992, a pris connaissance du problème d'infiltration lorsque Bill Dunphy, du Toronto Sun, l'a appelé, le 27 février 1992. Dunphy voulait obtenir un commentaire dans le cadre de l'article qu'il allait publier le lendemain au sujet de l'infiltration du Parti réformiste par le Front Héritage.[144] Le président du parti qualifia cette histoire d'*incroyable*.[145]

Une fois mis au courant, le Parti réformiste entreprit une enquête. Il forma un Comité spécial du Conseil exécutif, qui reçut pour mandat d'examiner les allégations.[146] Le Comité était présidé par Myles Novak, qui était président du Reform Fund of Canada et qui faisait également partie du Comité de planification de la gestion. Le secrétaire du Comité spécial était Thomas Flanagan, professeur à l'université de Calgary.

Le Comité avait le pouvoir de formuler des recommandations et d'expulser des membres.[147] Le Parti réformiste avait délibérément prévu une disposition incisive en sens à l'alinéa 2(d)(iii) de ses statuts, parce que, comme Ernest Manning avait l'habitude de le dire, *une lumière brillante attire un grand nombre d'insectes*. Lorsqu'un membre est expulsé, de souligner le président, il peut soumettre son cas à l'arbitrage, en vertu d'une clause des statuts.[148]

Flanagan apprit par la suite que quelqu'un au sein du Parti avait eu vent d'événements semblables et qu'une enquête était déjà en cours.[149]

---

143 Entrevue du CSARS avec la source.

144 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

145 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers.

146 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers.

147 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers.

148 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers.

149 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

Michael Lublin, membre du Parti réformiste, avait porté à l'attention de Dick Harris, membre du Conseil exécutif du Parti, un article qui soulevait la question des racistes au sein du Parti réformiste.[150] Lublin et Harris eurent une rencontre avec Bernie Farber du Congrès juif du Canada. Ce dernier exprima son inquiétude à l'égard de la présence possible d'autres racistes au sein du Parti, et non pas uniquement le Front Héritage, et il remit à Harris une liste de neuf noms à vérifier par rapport aux listes d'adhérents du Parti réformiste.[151] Selon Lublin, ces événements se sont déroulés en 1991 alors que des membres du parti soutiennent qu'ils ont eu lieu en janvier et février 1992.

Au terme de ses déplacements, Harris affirmer être rentrer à Calgary et demanda au président des adhésions de vérifier les neuf noms. Or, un seul figurait sur la liste des membres du Parti, en l'occurrence Wolfgang Droege.[152] Harris demanda alors que l'on vérifie les noms par rapport à Info Globe. C'est alors que le journaliste Bill Dunphy appela Flanagan au sujet de l'article qui fut publié le 28 février 1992.

7.5.4 Constatations du Parti réformiste

L'enquête menée par le Parti réformiste révéla qu'Al Overfield était un huissier qui comptait notamment Droege et certaines autres personnes à son service. Le Comité spécial apprit qu'Overfield avait vendu ou parrainé 22 adhésions (à 10 $ chacune) et qu'il avait apposé sa signature sur les documents après avoir distribué les formulaires. On estimait qu'Al Overfield ne faisait pas partie du Front Héritage, mais qu'il avait frayé avec ce groupe pendant qu'il était membre du Parti réformiste.[153]

Le Comité spécial en vint à la conclusion que sur les 22 noms, quatre étaient ceux de membres du Front Héritage, soit Wolfgang Droege, Jim Dawson, Nicola Polinuk et Peter Mitrevski. Ils furent expulsés du Parti. D'autres membres du Front Héritage ont peut-être adhéré au Parti réformiste, mais le Comité spécial a eu du mal à établir avec certitude que ces personnes appartenaient bien au Front Héritage. Flanagan a demandé à ses collaborateurs de Toronto d'appeler chacune des personnes en cause afin de savoir si

---

150 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

151 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

152 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

153 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

elles étaient associées au Front Héritage, ce que la plupart ont nié.[154]

Andrew Flint se rappelait le libellé de la lettre d'expulsion adressée à Overfield. Elle précisait qu'il avait manqué de jugement, en recrutant des personnes connues comme étant des néo-nazis.[155]

Lorsque Droege reçut sa lettre d'expulsion du Parti réformiste, au mois de mars 1992 :

> *Je me suis alors dit : s'ils veulent jouer ce genre de jeu, très bien. Nous allons donc appuyer ouvertement le Parti réformiste.*[156]

Malgré son expulsion par la direction du Parti réformiste, Droege a déclaré avoir le sentiment qu'une grande partie des membres du Parti avaient des opinions très proches des siennes sur la plupart des dossiers.[157]

Deux ou trois autres membres furent expulsés du Parti, dont Anne Hartmann, de la Northern Foundation. Flanagan avait eu des soupçons à son endroit après avoir appris qu'un de ses enfants avait rédigé un article raciste. Hartmann s'étant montrée évasive face à Flanagan, un avertissement écrit fut envoyé aux membres du Parti. Elle fut expulsée au mois de septembre 1992, après qu'elle se fut attaquée publiquement au Parti.[158]

Ni Tom Flanagan ni les autres membres du Conseil exécutif national auxquels nous avons parlé n'avaient entendu parlé de Grant Bristow avant ou après l'enquête menée par le Parti réformiste. Ce n'est qu'au mois d'août 1994 qu'ils apprirent son existence.

Selon Al Overfield, il n'y avait aucune conspiration et ils ne résistèrent pas à leur expulsion. Il déclara que tout fut mis en oeuvre afin d'éviter tout embarras. Il ajouta que l'histoire de la conspiration émanait d'un article du Toronto Sun et de Tom Flanagan.

---

154 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

155 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

156 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

157 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

158 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

7.6 Conspirations et complots

Le président a déclaré n'avoir jamais cru ou pensé que le problème de l'infiltration pouvait atteindre aussi des échelons supérieurs, c'est-à-dire que les ordres pouvaient venir de tierces parties.[159] Toutefois, un grande partie des membres et des dirigeants du Parti réformiste auxquels nous avons parlé étaient absolument convaincus que l'infiltration avait été provoquée par des personnes associées au Parti progressiste-conservateur, dans le but de discréditer le Parti réformiste.

Pour certains responsables du Parti réformiste, l'affaire du Front Héritage constitue une première en ce sens que pour une fois, ils pensent avoir peut-être des preuves d'une telle conspiration.

7.6.1 L'énigme

Le 12 juin 1992, Michael Lublin, membre de la communauté juive de Kitchener-Waterloo et, selon ses propres dires, personnalité juive la plus haut placée au sein du Parti réformiste, déclara, dans une émission de télévision diffusée à la grandeur du pays, que le Parti était intolérant au plan racial et antisémite, et qu'un gouvernement formé par le Parti réformiste constituerait une catastrophe pour le Canada.[160]

Ainsi s'ouvrait un autre chapitre dans la série d'événements complexes qui allaient conduire aux élections fédérales de 1993.

Michael Lublin déclara au Comité de surveillance que s'il avait adhéré au Parti réformiste, au mois d'avril 1991, c'est que les politiques économiques du Parti lui plaisaient.[161] Lublin fit savoir à John Toogood, son ami à l'époque, qu'il s'intéressait au Parti réformiste parce qu'il défendait les libertés civiles et qu'il estimait que le Parti était mal compris.[162]

Au mois de juin 1992, Lublin eut maille à partir avec le Parti réformiste. Il se mit en colère, dit-il, après que des racistes à col blanc au sein de l'association de circonscription de

---

159 Entrevue du CSARS avec Clifford Fryers.

160 Murray Dobin, Preston Manning and the Reform Party, Halifax: Formac Publishing Company, 1992, p. 271.

161 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

162 Entrevue du CSARS avec John Toogood.

Waterloo se mirent à lui rendre les choses difficiles. Il déclara avoir quitté le Parti après qu'on l'eut empêché d'assister à une réunion.[163] Paul Kelly déclara que Michael Lublin avait posé sa candidature au poste de coordonnateur régional pour le sud-ouest de l'Ontario. C'est Reg Gosse qui obtint ce poste.[164] Lublin déclara par la suite que les divergences d'opinion avec Reg Gosse avaient un caractère racial.[165] Gosse rejeta totalement cette allégation, disant regretter que Lublin ait formulé de tel propos, étant donné les longues heures qu'il avait passé à écouter les doléances de Lublin.

Lublin s'était vu refuser le poste le 9 juin 1992 et trois jours plus tard, soit le 12 juin 1992, il s'en prenait publiquement au Parti.

7.6.2 Les Conservateurs

Lublin a déclaré que son ami John Toogood, étudiant d'université, agissait comme son conseiller politique et que lui, Lublin, l'avait conduit à des réunions du Parti.[166] Toogood a admis qu'ils avaient assisté à certaines réunions ensemble, mais il a nié avoir agi comme *conseiller*, ajoutant n'avoir jamais caché ses liens avec le Parti conservateur.

Toogood a affirmé que Lublin l'avait appelé pour l'informer qu'il allait y avoir d'autres réunions du Parti réformiste et qu'ils sont allés à deux ou trois de ces réunions ensemble. Il a dit s'être rendu à ces réunions afin de comprendre l'attrait que le Parti suscitait, ajoutant n'avoir jamais pris part à de petites assemblées de circonscription. Les seules assemblées auxquelles il a dit avoir pris part étaient de grandes assemblées annoncées publiquement, où la presse était présente.[167] Toogood a affirmé qu'il n'avait jamais fait de doute que Gosse et Lublin

---

163 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

164 Entrevue du CSARS avec Paul Kelly.

165 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters, ancien membre de l'équipe responsable de la campagne de John Gamble.

166 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

167 Entrevue du CSARS avec John Toogood.

savaient qu'il était membre du Parti progressiste-conservateur.[168] Reg Gosse a confirmé les propos de Toogood.[169]

Toogood a déclaré au CSARS avoir travaillé au cabinet du Solliciteur général Doug Lewis au cours de l'été 1992 et être entré en contact très rarement, voire jamais, avec Lublin à cette époque. En tant qu'étudiant embauché pour l'été, il répondait au téléphone et assurait la liaison avec le ministère de la Justice sur la question du contrôle des armes à feu. Les seules fois où il communiquait avec le SCRS, c'était pour fixer des rendez-vous. Pour ce qui est du Parti réformiste, Toogood dit avoir rédigé des résumés sur sa politique en matière de justice qui étaient tous fondés sur des articles de journaux et des documents du Parti. Pendant toute la période où il a travaillé au cabinet de Doug Lewis ou d'une quelconque façon, il n'a jamais eu recours aux services de groupes ou d'organismes de l'extérieur.[170]

Lublin a déclaré que Joe Lafleur, un représentant du Parti conservateur, a tenté de le recruter. Lafleur a dit au CSARS qu'il n'avait pas essayé de se mêler aux activités du Parti réformiste. Lublin, qui se cherchait du travail, a remis à Lafleur une liste des contributions à la campagne; Lafleur prétend ne l'avoir jamais utilisée : il l'a tout simplement mise dans un classeur et n'y a pas retouché.[171] Selon Lublin, la liste était un document public contenant les contributions des compagnies privées.[172] Lafleur a dit qu'il était content d'apprendre les plaintes de Lublin sur ce qui se passait au Parti réformiste, un adversaire politique, mais qu'aucun coup bas n'avait été échangé.

7.6.3 Les complots

Lublin nous a tout d'abord affirmé que John Toogood et Bernie Farber étaient de mèche pour discréditer le Parti réformiste.[173] Plus tard, il a dit qu'ils n'avaient pas cet

168 Entrevue du CSARS avec John Toogood.

169 Entrevue du CSARS avec Reg Gosse.

170 Entrevue du CSARS avec John Toogood.

171 Entrevue du CSARS avec Joe Lafleur, ancien président, Parti progressiste-conservateur, Kitchener-Waterloo.

172 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

173 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

objectif.[174] Lublin a aussi ajouté qu'il a eu une conversation avec Hugh Segal, conseiller du premier ministre Brian Mulroney.[175]

Toogood et Farber ont affirmé qu'ils ne se sont jamais rencontrés ni parlé, et qu'ils ont encore moins comploté ensemble.[176] Les deux ont catégoriquement nié avoir tenté de discréditer le Parti réformiste. Hugh Segal a reçu un message de Lublin, mais ne croit pas lui avoir déjà parlé. Sur ses gardes en raison des commentaires négatifs formulés par Lublin au sujet de ses anciens patrons au Parti réformiste, Segal dit qu'il a demandé à sa secrétaire de donner à Lublin le nom d'un représentant du Parti avec lequel il pourrait communiquer.[177]

7.6.4 **L'argent versé à Droege**

Lublin décrit Droege comme étant un personnage complexe et intéressant, malgré le fait que les amis serbes de Lublin ont combattu les partisans de Droege dans la région de Kitchener-Waterloo.[178]

Nous avons appris qu'en novembre 1992, Lublin a appelé Droege pour obtenir de l'information au sujet d'une allocution devant être prononcée par David Irving, écrivain britannique et sympathisant du mouvement nazi. Droege précise qu'il s'agissait d'une réunion privée, mais a tout de même autorisé Lublin à informer les médias. Lublin a insisté pour que leur association reste secrète, et Droege a accepté.[179]

Au printemps 1993, Preston Manning s'est rendu à Oshawa. Lublin dit que l'avocat Louis Allore l'a appelé en Floride pour l'informer de son intention de discréditer Manning. Il était prêt à verser 500 $ à Droege pour que le Heritage Front *s'acharne contre Manning* en mai ou en juin 1993. Allore a dit à Lublin que Droege n'allait pas être payé tant que les journaux ne feraient pas état du coup monté.[180]

---

174 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

175 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

176 Entrevues du CSARS avec John Toogood et Bernie Farber.

177 Entrevue du CSARS avec Hugh Segal.

178 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

179 Lublin nie que la conversation a eu lieu.

180 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

7.6.5 Un point de vue de l'extérieur

Bristow savait que Michael Lublin était anti-raciste et qu'il souhaitait devenir un porte-parole de la communauté juive. Au sein du Heritage Front, on disait que Lublin espérait obtenir le poste de directeur des relations communautaires au Congrès juif canadien.[181] Bristow a surpris certaines conversations entre Wolfgang Droege et Michael Lublin : Lublin n'aimait pas le Parti réformiste et souhaitait être perçu comme un pacificateur entre les Nazis et les Juifs. Comme négociateur, il pouvait se faire une réputation.[182] Bristow a pris une photographie de Lublin et de Droege bras dessus bras dessous.

D'après Alan Overfield, Michael Lublin avait été rendu *amer* par toute la situation. Malgré ses accusations de racisme à l'endroit du Parti réformiste, Lublin continuait d'assister à ses réunions. Lublin appelait Droege par son prénom et participait à de nombreuses activités de manipulation dans la communauté juive.[183]

Bristow croit que Wolfgang Droege a reçu de l'argent d'un individu de Bay Street pour assister aux réunions du Parti réformiste pour l'embarrasser et le discréditer. Bristow est d'avis que Lublin a coordonné les contacts, mais que l'argent a été versé par l'autre personne.[184]

Nous avons reçu des rapports selon lesquels un individu a appelé à la station CITY-TV à Toronto pour dire que Droege allait assister à des réunions du Parti réformiste. Nos interlocuteurs à CITY-TV nient avoir été informés à l'avance des activités du Heritage Front.[185] Toutefois, selon la source, la méthode courante voulait que quelqu'un appelle un employé de CITY-TV à Toronto pour l'informer que Droege allait assister à des réunions du Parti réformiste. Un membre et conseiller du Parti réformiste a indiqué

---

181 Entrevue du CSARS avec Bristow. Lublin rejette que c'était là son objectif et a affirmé qu'il n'était pas qualifié pour le poste.

182 Entrevue du CSARS avec Bristow.

183 Entrevue du CSARS avec Alan Overfield.

184 Entrevue du CSARS avec Bristow.

185 Entrevues du CSARS avec : Colin Vaughn, reporter, Ben Chin, reporter, John Thornton, agent principal des affectations.

que le reporter Colin Vaughn était présent à certaines manifestations organisées par le Parti réformiste.[186] Droege a déclaré ne rien savoir de cette histoire.[187]

Droege a déclaré à Bristow que, selon Lublin, c'était une bonne idée que Droege assiste aux réunions du Parti réformiste : Lublin communiquerait avec la presse pour s'assurer que le Parti réformiste soit discrédité. Le CSARS confirme que Michael Lublin a effectué au moins quelques-uns de ces appels.[188]

On a appris qu'en avril 1993, Lublin dit à Droege qu'il s'était mis en rapport avec les médias pour leur dire que les membres du Heritage Front avaient voté à l'assemblée de mise en candidature de John Gamble. Par la suite, il dit avoir confié au reporter Colin Vaughn que cela l'avait rendu aussi craintif qu'un Juif. Il a suggéré que deux représentants bien connus du Parti réformiste soient choisis comme boucs émissaires; Droege a accepté.

En avril 1993, Droege a déclaré à Bristow que le Heritage Front pourrait embaucher Michael Lublin pour des fins publicitaires et que les deux groupes pourraient travailler ensemble pour discréditer Preston Manning et le Parti réformiste. La source a appris par la suite que Lublin nourrissait de la rancune contre le Parti réformiste et cherchait à former une alliance clandestine avec le Heritage Front.

Lublin aurait dit à Droege que le Heritage Front devrait annoncer publiquement que Lublin était son principal adversaire. Lublin profiterait de cette notoriété pour s'ériger en protecteur de la communauté juive et pour affaiblir des groupes comme le Congrès juif canadien et B'nai Brith. Lublin a même suggéré que le Heritage Front fasse exploser sa voiture, ce qui lui permettrait de démontrer au public qu'il était un ennemi important des Néo-Nazis.

Lublin aurait dit à Droege que les deux hommes pourraient se servir l'un de l'autre pour obtenir la plus grande exposition possible aux médias. Droege a confié à la source qu'il serait disposé à participer à une campagne mutuelle de publicité et de controverse avec Lublin.

---

186 Entrevue du CSARS avec John Thompson.

187 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

188 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

7.6.6 L'avocat de Whitby

L'avocat Louis S. Allore siégeait au conseil d'administration de l'association de l'Ontario (Pickering, Ajax, Whitby) du Parti réformiste. À l'automne 1991 ou au printemps 1992, des conflits graves ont éclaté dans la circonscription électorale.[189]

Le président de la circonscription, David Barber, a tenu une réunion secrète avec certains membres du conseil d'administration pour tenter d'expulser Allore. Lorsque les autres membres ont été mis au courant de l'affaire, ils ont réagi et évincé Barber de la présidence. Jack Hurst et Reg Gosse sont intervenus comme médiateurs; plus tard, Allore s'est mis en brouille avec eux. Allore s'est aussi plaint lorsque le Parti a expulsé John Gamble et David Andrus.[190]

Selon David Andrus, Allore a mené une campagne vigoureuse en faveur du candidat désigné dans sa circonscription et lui a consacré beaucoup de temps. Il a été expulsé du Parti en raison de son appui à Gamble (voir 7.6.8). Une fois exclu, il a mené seul une campagne dans les médias pour dire aux journalistes ce qu'il pensait du Parti réformiste et de Preston Manning.[191] Il a intenté deux actions en justice contre Manning et, selon Andrus, des progrès avaient été réalisés sur ce plan lorsqu'il est décédé en août 1994. Andrus croit qu'il s'agit d'une mort suspecte et dit d'Allore que c'était un homme intègre.[192]

Selon Richard Van Seters, directeur de la campagne de John Gamble, Allore était amer à cause de son expulsion et poussait les choses à l'extrême pour créer de l'embarras. Van Seters affirme que Allore a parlé aux membres du Heritage Front et *qu'ils avaient été chargés de perturber* l'assemblée de Gamble.[193] Van Seters déclare qu'après son exclusion du Parti, Allore a correspondu avec

---

189 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

190 Entrevue du CSARS avec Andrew Flint.

191 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

192 Entrevue du CSARS avec David Andrus, ancien président de l'association de la circonscription de Don Valley-ouest, Parti réformiste.

193 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters.

Jean Charest et Mike Harris du Parti conservateur.[194] Toutefois, John Gamble ne croit pas que Allore ait eu quelque lien que ce soit avec le Heritage Front.[195]

Le CSARS a été informé que les deux lettres envoyées par Allore à Harris avaient été la seule forme de contact entre les deux hommes. Ils ne se sont jamais rencontrés.[196] Jean Charest affirme également n'avoir jamais rencontré Louis Allore. Les cinq lettres envoyées par Allore à Charest sont demeurées sans réponse.[197]

Dans un article paru le 29 avril 1993 dans un magazine satirique, Droege décrit tranquillement comment il exerce sa vengeance tout en ayant quelqu'un d'autre payer pour lui... le mystérieux trésorier est un président de campagne du Parti conservateur de la région de Toronto.[198] Certains représentants, anciens et actuels, du Parti réformiste croient que l'article contient un fond de vérité.[199]

John Thompson[200], membre du Parti réformiste, est la source d'information. Il dit qu'un été, il a fait infiltrer une source au sein du Heritage Front.[201]

Nous avons appris que, le 21 août 1994, Droege a mentionné à Gerry Lincoln avoir déjà rencontré l'avocat Louis Allore et que celui-ci tentait de s'infiltrer dans le Parti réformiste. Droege a confié à Lincoln que Allore lui avait remis de l'argent *à titre* personnel. Cela était probablement relié au «complot d'Oshawa» (voir 7.6.7).

Sous serment, Wolfgang Droege a déclaré au CSARS qu'il avait reçu un montant de 500 $ de l'avocat Louis Allore pour manifester publiquement son appui au Parti réformiste. On lui avait

---

194 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters.

195 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

196 Entrevue du CSARS avec Bill King, adjoint de Mike Harris.

197 Entrevue du CSARS avec Eric Wildhaber, adjoint à Jean Charest.

198 Frank Magazine, «*A Wolf in Tory Togs*», 29 avril 1993.

199 Entrevues du CSARS avec Ron Wood et Richard Van Seters.

200 Entrevue du CSARS avec John Thompson.

201 Entrevue du CSARS avec John Thompson.

donné l'argent pour qu'il assiste à une réunion où il pourrait embarrasser Preston Manning. Droege a déclaré qu'il ignorait si d'autres personnes avaient eu un rôle à jouer, malgré le fait que Allore était en contact avec d'autres dissidents du Parti réformiste comme John Gamble et David Andrus. De dire Droege : *Ce qu'on cherchait surtout à faire, Louis Allore et moi, c'était de discréditer Preston Manning.*[202]

7.6.7 Le complot d'Oshawa

Le 27 mai 1993, Wolfgang Droege a quitté son domicile et est passé prendre Tracy Jones, Peter Mitrevski et Drew Maynard dans le secteur de Hillington/Danforth; il a ensuite pris la direction de Whitby (Ontario) juste avant midi. Il est allé chercher une enveloppe à la Division de la Cour de l'Ontario (chemin Rossland est), puis s'est rendu à Oshawa où il a tenté d'assister à une assemblée du Parti réformiste tenue au 50, rue Bond.

Wolfgang Droege et Peter Mitrevski se sont présentés au lieu de l'assemblée du Parti réformiste, à Oshawa, où Preston Manning devait prendre la parole devant le syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile. Les deux racistes avaient reçu des billets de 10 $ pour assister à la réunion; toutefois, les représentants du Parti réformiste leur ont refusé l'accès à la salle et leur ont remboursé le prix des billets.[203] Des agents de police ont raccompagné les deux hommes jusqu'à la sortie.

Nous avons appris que, le lendemain, Droege a dit à Marque Poole Jewer que l'incident survenu à Oshawa avait donné de très bons résultats, étant donné la publicité qui avait entouré son expulsion des lieux par la police. Droege a révélé que certains dissidents du Parti réformiste avaient l'intention de fonder un nouveau parti tout de suite après l'élection et qu'il s'attendait à obtenir certaines faveurs en échange de celles qu'il avait déjà accordées (voir section 7.6.13 ci-dessous). Le chef du Heritage Front a également déclaré qu'il allait rencontrer un avocat (probablement Louis S. Allore) la semaine suivante pour recevoir ses instructions.

Plusieurs jours après l'incident, Droege a indiqué à la source que Michael Lublin lui avait remis 500 $ et deux billets pour l'activité. Droege était accompagné de Peter Mitrevski, à qui il devait remettre 100 $ pour sa participation. Drew Maynard et Tracy Jones étaient sur les lieux pour distribuer des prospectus. Droege a trouvé amusantes les allégations du Parti réformiste selon

---

202 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

203 Bill Dunphy, *«Manning hounded by racist»*, Toronto Sun, 28 mai 1994.

lesquelles le Parti conservateur aurait recours à ses services pour discréditer Preston Manning. Un an et demi plus tard, le jour même où l'avocat est mort dans un accident d'automobile, Droege a répété que Allore lui avait remis de l'argent «à titre personnel». Un enquêteur du SCRS a affirmé qu'à son avis, le marché avait été conclu par Michael Lublin.

Bien que les preuves soient circonstantielles, il semble que Droege soit passé prendre une enveloppe contenant 500 $ et deux billets préparée à son intention par Louis Allore puis, pour embarrasser le Parti réformiste, qu'il se soit rendu à l'assemblée où Preston Manning devait prendre la parole.

Droege a d'abord déclaré au CSARS qu'il n'avait pas reçu d'argent pour assister aux réunions du Parti réformiste : toutefois, après les réunions, ils sortaient prendre quelques bières. Aucune somme d'argent n'était échangée. Il a nié avoir reçu de l'argent de Michael Lublin qui, affirme-t-il, était *un adversaire* et, à cause de lui, Droege *s'est fait mettre à la porte du Parti réformiste*.[204] Lors d'une audience ultérieure, Droege a déclaré sous serment que Louis Allore l'avait payé pour assister à l'assemblée du Parti réformiste.[205]

7.6.8 L'affaire John Gamble

L'affaire John Gamble est l'un des éléments principaux qui soutiennent les théories de complot. Gamble, un ancien député fédéral du Parti progressiste-conservateur et candidat à la course à la direction de ce parti au début des années 80, a reçu, lors d'une assemblée tenue le 31 mars 1993, l'investiture du Parti réformiste pour la circonscription de Don Valley-Ouest.

Avant l'assemblée d'investiture. Six jours avant l'assemblée, le secrétaire du parti, Mike Friese, a écrit au président de l'association de la circonscription, David Andrus, pour lui dire que l'investiture de Gamble serait mauvaise pour le Parti en raison de son association avec Paul Fromm et Ron Gostick qui étaient perçu comme ayant des opinions extrémistes. Apparemment, une autre lettre du parti affirmait que Fromm avait travaillé avec Gamble au sein de la Ligue mondiale anti-communiste au milieu des années 80.[206]

---

204 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

205 Audience du CSARS, Wolfgang Droege.

206 Entrevue du CSARS avec Troy Tait, coordonateur de politiques, Parti réformiste.

Gamble a été le président, pour l'Amérique du Nord, de la Ligue mondiale anti-communiste et a fait l'objet d'un article dans le magazine *This*. Selon lui, Don Blenkarn d'autres personnes du Parti conservateur étaient eux aussi perçus comme des sympathisants de la Ligue.[207] Parmi les accusations portées contre la Ligue, on disait qu'elle était antisémite. Toutefois, selon Gamble, tout cela n'était que de l'histoire ancienne, et les personnes intéressées n'étaient plus associées avec cette organisation; Gamble ne les a jamais connues.

L'assemblée d'investiture. Lors de l'assemblée d'investiture de Gamble tenue le 31 mars 1993, Wolfgang Droege (expulsé du Parti réformiste l'année précédente), Peter Mitrevski et quelques autres se sont présentés à l'extérieur de la salle pour manifester publiquement leur appui à Gamble. Quant à lui, le candidat a déclaré qu'il ne refuserait aucune aide de ce genre.

Nous avons appris que, le 31 mars, Michael Lublin avait laissé un message à Droege disant qu'ils devraient se réunir pour organiser une activité en vue de l'assemblée d'investiture prévue le soir même dans la circonscription de Don Valley. Lublin a ajouté que tous les médias seraient présents et que l'événement pourrait être important.[208]

La source se souvient que Droege et Peter Mitrevski ont appuyé la candidature de John Gamble. Droege a confié à la source que Gamble est un brave type et qu'il le tenait en haute estime. Droege a également déclaré à la source que c'est un partisan de Gamble qui l'a incité, par des moyens financiers, à mettre le Parti réformiste dans l'embarras. La source ignore qui est ce partisan.[209]

John Gamble nous a déclaré n'avoir rencontré Droege qu'une seule fois, soit lors de l'assemblée de mise en candidature. C'est un membre d'une équipe de télévision qui a signalé sa présence à Gamble. Le reporter a demandé à Gamble s'il souhaitait obtenir l'appui des personnes rassemblées à l'extérieur de la salle. Gamble a déclaré qu'il accepterait l'aide de quiconque ici si je peux l'obtenir. Le candidat a dit avoir appris qui était Droege seulement après avoir fait son commentaire. Gamble a souligné n'avoir jamais eu d'autre contact avec le Heritage Front à tout autre moment : Droege n'était pas membre de l'association de la circonscription de Gamble. Gamble n'a pas reconnu Droege, ni les

---

207 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

208 Lublin rejette qu'il ait été impliqué dans cette réunion.

209 Entrevue du CSARS avec la source.

personnes qui se trouvaient avec lui. Il serait incapable de reconnaître aujourd'hui les six ou sept autres membres du Heritage Front qui étaient présents lors de l'assemblée. Gamble n'avait jamais entendu parler de Bristow avant de lire des articles à son sujet dans la presse.[210]

Droege a confirmé que Grant Bristow n'avait pas assisté à l'assemblée de mise en candidature. Droege et les autres étaient présents pour manifester leur appui à Gamble et pour inciter ardemment leurs connaissances à travailler pour lui. Selon Droege, n'ont été abordées que les personnes qui, à sa connaissance, pouvaient voter.[211]

L'appel. Lors d'une réunion tenue le 2 avril 1993, le conseil exécutif du Parti réformiste a annulé l'investiture de Gamble. Le 8 mai 1993, l'appel interjeté par Gamble a été entendu lors d'une audience à Calgary.

Ron Wood a déclaré au CSARS qu'il n'avait jamais existé de preuves à l'appui de la théorie d'un complot. Toutefois, Gamble, en tant qu'ancien Conservateur, suscitait des questions au sein du Parti réformiste : on se demandait ce qui se passait et si l'objet de sa candidature n'était pas de mettre le Parti dans l'embarras.[212]

Gamble et des membres supérieurs de l'association de comté se sont rendus à Calgary pour faire entendre leur appel. Ils ont affirmé avoir apporté avec eux les bulletins de vote que les membres avaient été appelés à remplir. À Calgary, on a très peu fait de cas des bulletins de vote, et Gamble s'est dit convaincu que la décision du conseil exécutif avait déjà été prise avant son arrivée.[213]

Gamble avait également apporté une lettre de Paul Fromm. Lorsqu'il était député du Parti conservateur, John Gamble a rencontré Paul Fromm. Ayant reçu de la documentation sur l'organisme «Citizens for Foreign Aid Reform» et s'inquiétant de la destination des taxes et des sommes versées au titre de l'aide

---

210 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

211 Entrevue du CSARS avec Wolfgang Droege.

212 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

213 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

extérieure, Gamble a organisé une rencontre entre plusieurs députés et Paul Fromm. Gamble et Fromm se sont ensuite rencontrés à plusieurs reprises.[214]

Fromm a assisté à une conférence de la Ligue mondiale anti-communiste à San Diego, à laquelle Gamble n'était pas présent. Gamble dit ne pas y avoir envoyé Fromm.[215] Lors de l'affaire de l'investiture en mars 1993, après avoir entendu dire que Fromm était le secrétaire de la Ligue mondiale anti-communiste, un membre du personnel de Gamble a demandé à Fromm d'écrire une lettre. Dans cette lettre datée du 6 mai 1993, Fromm déclare qu'il n'a jamais occupé le poste de deuxième dirigeant, après l'ancien député John Gamble, de la division canadienne de la Ligue mondiale anti-communiste. Gamble dit qu'il n'a pas parlé à Fromm depuis neuf ou dix ans.

À l'heure du lunch, Gamble a convoqué une conférence de presse pour annoncer ce qui s'était produit. Il a indiqué que les membres du conseil exécutif n'avaient pas apprécié le geste.[216] Une dizaine de jours plus tard, on a révoqué les cartes de membre de tous ceux qui étaient à l'origine de l'appel.[217]

Kim Campbell. L'une des déclarations faites à l'appui de la théorie d'un complot ourdi par le Parti conservateur est celle qui veut que Gamble, un ancien Conservateur, ait rencontré Kim Campbell, alors candidate à la direction du Parti conservateur, et la députée Bobbi Sparrow à Calgary le jour même où il a comparu à l'audition de son appel devant le Parti réformiste.[218] Les membres du Parti réformiste ont trouvé étrange que la candidate à la direction du Parti conservateur prenne le temps, malgré un horaire chargé, de rencontrer un ancien Conservateur.[219]

---

214 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

215 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

216 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

217 Entrevue du CSARS avec David Andrus, ancien président de l'association de la circonscription de Don Valley-Ouest, Parti réformiste.

218 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

219 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

Le soir de l'audition de l'appel à Calgary, les quatre membres de l'association réformiste de comté ont dîné au Calgary Inn. Après le repas, il n'y avait aucune activité spéciale de prévue. Campbell et Bobbi Sparrow ont organisé une réunion à l'hôtel pour encourager d'autres personnes à se rendre à Ottawa afin d'appuyer Campbell. Gamble et Andrus ont rencontré beaucoup de connaissances en déambulant dans les corridors et ont décidé d'aller faire un tour dans la salle de réception.

Là, Gamble et Andrus ont causé avec Sparrow et Kim Campbell. Selon eux, il ne s'agissait toutefois que d'une rencontre mondaine et il n'a été nullement question du Parti réformiste. Par la suite, Andrus et Gamble sont allés dans une autre salle de réception et ont assisté au spectacle de Carol Channing déjà en cours au moment de leur arrivée.[220]

Après l'expulsion de Gamble, Van Seters dit avoir reçu un appel du directeur de la campagne de Bobbie Sparrow. Celui-ci tentait d'obtenir de plus amples renseignements sur l'affaire Gamble.[221]

7.6.9 Complots et partis

En avril ou en mai 1993, Allore, Gamble, David Andrus et Lublin se sont réunis pour discuter de la possibilité de fonder un nouveau parti politique et d'établir une constitution.[222] Ils ont conclu que cela nécessiterait trop de travail et que la date de l'élection était trop proche. Andrus ne se sentait pas bien et ne pouvait consacrer toute l'énergie nécessaire pour faire le travail convenablement. Ils ont tenu deux ou trois réunions pour discuter du concept, sans toutefois de résultats concrets.[223]

Richard Van Seters, un partisan de Gamble, a déclaré que Lublin était bien disposé envers la cause de John Gamble et que la controverse avait donné à Lublin l'occasion d'obtenir un peu plus d'attention.[224]

---

220 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

221 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters.

222 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

223 Entrevue du CSARS avec David Andrus.

224 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters.

Les Conservateurs et Lublin. Gamble déclare qu'il a fait la lutte aux Conservateurs en 1988 à titre de candidat indépendant et qu'il n'était absolument pas au courant de quelque complot que ce soit ourdi par le Parti conservateur contre le Parti réformiste, ayant quitté les rangs des Conservateurs en 1985. Plus tôt cette année (1994), il s'est joint au Parti progressiste-conservateur de l'Ontario.

Gamble croit avoir rencontré Michael Lublin avant l'assemblée de mise en candidature. Lublin s'était rendu chez lui pour lui parler de son expérience au sein de l'association du Parti réformiste de Kitchener-Waterloo.[225] Lorsque Gamble a fait l'objet d'accusations, Lublin a déclaré que Gamble n'était pas antisémite.[226]

Michael Lublin a indiqué au CSARS qu'il avait suggéré à Droege d'assister à la réunion du Parti réformiste pour discréditer ce dernier.[227] Il a plus tard nié être impliqué dans cette affaire.[228]

Autres théories. Richard Van Seters, ancien président du comité des mises en candidature de Don Valley-Ouest, a dit qu'il n'était pas certain si le Heritage Front avait été envoyé par le Parti réformiste pour discréditer John Gamble et faire en sorte qu'il soit exclu du Parti. D'après Van Seters, parmi les raisons possibles, on craignait peut-être que Gamble soit une menace, c'est-à-dire qu'il pourrait avoir l'oeil sur la direction du Parti réformiste, comme cela avait été le cas au Parti conservateur.[229] Toujours d'après Van Seters, les commentaires formulés par Ron Wood, secrétaire de presse de Preston Manning, après l'audience du Parti réformiste à Calgary, étaient conformes à cette théorie. Van Seters souligne que Joe Clark entretenait des relations d'affaires avec le président du Parti réformiste, Clifford Fryers.[230]

Van Seters déclare qu'au cours de la campagne électorale fédérale de 1993, Dorothy Dobbie, ancienne ministre du Parti conservateur, a assisté, à titre d'observatrice, à une assemblée du

---

225 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

226 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

227 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

228 Entrevue du CSARS avec Michael Lublin.

229 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters.

230 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters.

Parti réformiste à Winnipeg et qu'elle a essayé activement d'entrer en contact avec des dissidents du Parti. D'après Van Seters, elle a communiqué notamment avec Louis Allore et Michael Lublin.[231] Lublin a confirmé le contact. Dobbie a dit au CSARS qu'elle avait bel et bien communiqué avec Allore et Lublin en septembre et octobre 1993. Elle a ajouté ne les avoir jamais incités à discréditer le Parti réformiste et n'avoir jamais communiqué avec le Heritage Front ni Grant Bristow.[232]

David Andrus propose une autre théorie : en raison de la présence du Heritage Front, on avait l'impression que Gamble était associé à ce groupe et *il convient de se demander si le palier supérieur du Parti réformiste n'avait pas recours au Heritage Front. Ils (les membres du groupe Overfield) étaient utilisés comme gardes du corps et on incitait tout le monde à avoir recours à leurs services; il devait y avoir anguille sous roche.*[233]

On a appris, au début du mois d'avril 1993, que Michael Lublin avait dit à Droege qu'il avait informé les médias qu'un membre supérieur du Parti réformiste avait demandé au Heritage Front de se manifester et d'établir un lien entre John Gamble et le Heritage Front en vue de discréditer Gamble.

7.6.10 David Andrus

David Andrus était l'ancien président de l'association réformiste de la circonscription de Don-Valley-West. Selon les responsables du Parti, Andrus est l'une des personnes qui auraient pu être impliquées dans une campagne destinée à discréditer le Parti réformiste, peut-être par l'intermédiaire du Front Héritage.

Andrus fut, à une certaine époque, l'associé de Michael Wilson, qui fut ministre des Finances dans le gouvernement conservateur. Andrus avait d'ailleurs été l'un des responsables de la campagne électorale de Michael Wilson.[234] Il avait déjà aussi recueilli des fonds pour le Parti libéral. Andrus avait adhéré au Parti réformiste après s'être entretenu avec Preston Manning et avoir assisté à l'assemblée de Saskatoon.[235]

---

231 Entrevue du CSARS avec Richard Van Seters.

232 Entrevue du CSARS avec Dorothy Dobbie.

233 Entrevue du CSARS avec David Andrus.

234 Entrevue du CSARS avec David Andrus.

235 Entrevue du CSARS avec David Andrus.

Circonscription de Don-Valley-West. Andrus habitait la circonscription de Don Valley West et, comme il avait déjà dirigé des campagnes politiques, ce fait lui valut d'accéder à la présidence de l'association de circonscription du Parti réformiste, probablement au mois de mars 1992. Andrus a déclaré que l'exécutif de cette association se composait de personnes chevronnées, contrairement à beaucoup d'autres associations du Parti réformiste à l'époque.[236]

Andrus a affirmé avoir mis sur pied un comité de mise en candidature chargé de désigner un candidat, comité auquel il ne siégeait pas étant donné qu'il jugeait la chose non indiquée. Le comité de mise en candidature a choisi trois candidats, dont John Gamble, le seul à avoir une expérience politique.[237]

Tous les candidats devaient prendre la parole devant les membres en général à une réunion tenue le 27 mai 1993. Quelques jours auparavant, Andrus a reçu un appel téléphonique lui demandant de dire que Gamble ne devrait pas être en nomination.[238]

À l'assemblée de mise en candidature, Droege et son groupe étaient présents en masse; plusieurs autres présidents d'associations de comté assistaient à la réunion et ont demandé à Andrus s'il savait que Droege y était.

Andrus a affirmé avoir dit à Droege :"*Je ne sais pas ce qui vous amène ici, mais je voudrais que vous sachiez qu'il s'agit d'une assemblée privée*"[trad.]. Andrus a déclaré qu'il les aurait fait mettre dehors par la police s'ils avaient parlé fort. Droege et son groupe se sont tenus à l'arrière de l'auditorium et ont applaudi chaudement Gamble, se faisant très remarquer.[239]

À l'issue de l'assemblée, Gamble, Droege et Andrus ont donné des interviews aux médias. Droege a déclaré être là pour s'assurer que le candidat choisi soit le bon. Andrus a dit que, avec le recul, il aurait dû les faire jeter dehors.[240]

---

[236] Entrevue du CSARS avec David Andrus.

[237] Entrevue du CSARS avec David Andrus.

[238] Entrevue du CSARS avec David Andrus.

[239] Entrevue du CSARS avec David Andrus.

[240] Entrevue du CSARS avec David Andrus.

Andrus a affirmé qu'il ne savait rien du Heritage Front, et dit n'avoir jamais été en relations avec celui-ci. Il a déclaré que l'*"étiquette"* de raciste, qu'on lui a collée, était un sale coup et que, à la vérité, elle n'avait pas sa raison d'être. Il a affirmé avoir agi en qualité de cadre dirigeant de World Vision au Canada de dix à onze ans et avoir été trésorier international de l'organisme d'aide, rôles qui sont incompatibles avec le fait d'être raciste.[241]

7.6.11 L'affaire John Beck

L'une des suppositions à propos de l'existence d'un complot progressiste-conservateur au sein du Parti réformiste concerne John Beck. Il a été chassé comme candidat de la circonscription de York-Centre en octobre 1993 et la supposition est qu'il était de mèche avec Grant Bristow, et peut-être aussi avec le Heritage Front pour embarrasser le Parti réformiste.[242] Hugh Pendergast, de l'association de la circonscription de Beaches Woodbine, a affirmé que John Beck a tenté d'acheter la sélection dans la circonscription de Pendergast et ce dernier a vu ceci comme un élément du plan conservateur.[243] Selon un appel reçu d'un inconnu au bureau du député Deborah Gray, John Beck était un piège : il était financé par les conservateurs, tout en étant en relations avec le Heritage Front.[244]

John Beck a répondu à l'annonce qu'on avait fait paraître dans les journaux pour trouver quelqu'un pour représenter le Parti réformiste dans la circonscription de York-Centre. Il a déclaré avoir eu une entrevue avec John Lawrence, directeur de l'association. Beck a assisté aux assemblées, étudié la plate-forme du parti et décroché l'investiture en mai. Il a affirmé avoir tout fait *"selon Hoyle"* pour obtenir l'investiture[245].

Dans un interview donné en octobre 1993, soit avant les élections, Beck aurait dit, selon le journal étudiant de l'université York, *Excalibur*, que certains immigrants ont "apporté mort et destruction aux gens". Il a aussi fait des remarques peu flatteuses à l'endroit des autochtones du Canada.

---

241 Entrevue du CSARS avec David Andrus.

242 Entrevue du CSARS avec Thomas Flanagan.

243 Entrevue du CSARS avec Hugh Pendergast.

244 Entrevue du CSARS avec Betty MacDonald.

245 Entrevue du CSARS avec John Beck.

Dans le sillage des déclarations, le Parti réformiste l'a forcé à abandonner sa campagne et l'a chassé de ses rangs. Ron Wood, secrétaire de presse de Preston Manning aurait, selon *Varsity*, journal étudiant de l'Université de Toronto, dit que, à cause de Beck, le parti avait perdu jusqu'à quatre sièges fédéraux en Ontario, et prétendu qu'il faisait partie de la campagne de sales tours des progressistes-conservateurs.[246]

Nous avons examiné les allégation selon lesquelles Beck était mêlé à l'affaire du Heritage Front. Beck a nié connaître Wolfgang Droege, Grant Bristow ou quelqu'un d'autre au Heritage Front, ou avoir été en relation avec eux. Il aussi déclaré qu'il n'a jamais été en relation avec Paul Fromm, Don Andrews or quelqu'un d'autre au Parti progressiste-conservateur.[247]

L'ancien rédacteur d'articles spéciaux d'*Excalibur*, journal étudiant qui avait rendu publics les commentaires de Beck à l'origine de son expulsion du Parti réformiste aurait dit :

> *"elle ne croit pas que Beck soit un coup monté. Elle a déclaré que si Beck avait vraiment eu l'intention de saboter sa propre campagne, il aurait pu se servir d'un véhicule autrement plus influent qu'Excalibur (le journal étudiant). "Franchement, je pense que ce fut un coup de chance extraordinaire", a-t-elle déclaré. "Il a simplement dit tout haut ce qu'il pensait".* [248]

Le Comité de surveillance n'a reçu absolument aucun renseignement corroborant l'allégation selon laquelle John Beck était en relation avec Grant Bristow, le SCRS ou le Heritage Front.

7.7 <u>Questions diverses</u>

Au cours de l'enquête du Comité de surveillance sur l'affaire du Heritage Front, un nombre élevé d'allégations et de déclarations ont été faites par les tenants de la suprématie blanche ou à propos de ces derniers et de leurs activités,

---

246 Bruce Rolston, *"Reform blames Tories for racist candidate."* Varsity, 4 octobre 1994. Nous n'avons pu obtenir les commentaires de Ron Wood à ce propos lorsque nous avons tenté de lui parler en novembre 1994.

247 Entrevue du CSARS avec John Beck.

248 Bruce Rolston, *"Reform blames Tories for racist candidate."* Varsity, 4 octobre 1994.

relativement au Parti réformiste. Cette partie porte sur plusieurs de ces allégations et les réponses que le Comité a obtenues en menant son enquête.

7.7.1 Max French et *"les traîtres à la race"*

Le Parti réformiste a soulevé le point à savoir pourquoi, lorsque David Maxwell French a été identifié comme étant membre du Heritage Front, il aurait dit du Parti réformiste qu'il était une bande de *"traîtres à la race"*.[249] La question se pose aussi à savoir qui a incité French à demeurer au sein du parti.

Selon la Source, French exprimait une opinion très répandue au sein de l'extrême-droite, à savoir que, au Royaume-Uni, le Parti conservateur sous la houlette de l'ancienne Première ministre Margaret Thatcher avait remporté les élections en empruntant la plate-forme du Parti du front national raciste. En ce faisant, elle avait "fait taire les masses".[250]

Preston Manning passait aux yeux des tenants de la suprématie blanche pour un agent sioniste - un dompteur de masses à la Margaret Thatcher. Son succès au Canada plairait à ceux qui sont pris pour cible par l'extrême-droite et permettrait aux gens dans le pays de laisser libre cours à leur mécontentement. Il faudrait, pensait-on, un autre 15 à 20 ans à l'extrême-droite pour s'organiser et récolter un vaste appui, surtout suite à l'expulsion des membres du Heritage Front des rangs du Parti réformiste.[251]

Selon la source, Max French a laissé le Parti nationaliste du Canada pour Droege et le Heritage Front après s'être brouillé avec Don Andrews.[252]

Rien n'indique que David Maxwell French ait été poussé par quiconque à demeurer au sein du Parti réformiste.[253] Son nom avait été cité et sa photo avait paru dans un article publié par Bill Dunphy dans le Toronto Sun en février 1992. C'était une

---

249 French rejette avec véhémence avoir déja fait de telles déclarations.

250 Entrevue du CSARS avec la source.

251 Entrevue du CSARS avec la source.

252 SIRC Interview of Don Andrews.

253 Toutefois, Droege a incité French à ne pas cacher son statut de membre aux élection municipales de 1994 pour obtenir plus de publicité.

simple question de temps avant que quelqu'un au Parti réformiste s'aperçoive qu'il n'avait pas été expulsé en même temps que tous les autres racistes connus. Un comploteur intelligent ne se serait pas servi d'un raciste aussi connu pour noyauter le Parti réformiste.

7.7.2 Grant Bristow et les progressistes-conservateurs

Le Comité de surveillance a demandé à Bristow s'il avait eu des rapports, quels qu'ils soient, avec des membres ou représentants du Parti progressiste-conservateur.

Bristow a eu une double attache avec les progressistes-conservateurs. Aux élections fédérales de 1984, il a travaillé à la campagne de David Crombie. Bristow estimait que Crombie avait un très bon maire de Toronto et voulait donc l'aider dans sa campagne.[254]

Dans le second cas, Grant Bristow a travaillé à la campagne d'Otto Jelinek de 1988, uniquement à la demande de Bob Tye. Tye était le supérieur de Bristow chez Kuehne & Nagel, et siégeait au conseil de direction de la campagne d'Otto Jelinek en qualité d'agent de financement. Au cours de la campagne électorale de 1998, Tye et Bristow se sont liés d'amitié.[255]

Bristow et Jelinek se sont rencontrés deux ou trois fois au domicile de ce dernier. Bristow a participé à deux activités électorales : il a fait du porte-à-porte le dimanche précédant l'élection, parlant avec les gens et remettant des dépliants. Le jour des élections, il est allé assister au dépouillement des votes au bureau de scrutin; il n'aurait pu prendre part autrement, a-t-il dit, à la fête qui devait suivre l'annonce de la victoire.[256]

Des allégations ont fait surface à propos de John Tory, personnalité en vue du Parti conservateur, et de ses relations avec Grant Bristow. Overfield a juré sous serment au Comité de surveillance que Wolfgang Droege "touchait des fonds par l'entremise de Grant Bristow, directement de John Tory; de même que d'Otto Jelinek et de John Gamble".[257] Al Overfield n'a avancé aucun fait supportant cette allégation.

---

[254] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[255] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[256] Entrevue du CSARS avec Grant Bristow.

[257] Audience du CSARS, Alan Overfield.

Le cabinet d'avocats de John Tory avait été choisi par l'ancien gouvernement pour poursuivre Droege pour la ligne haineuse du Heritage Front. On a appris que, d'après ce que Droege a dit à un journaliste, il n'était pas vrai qu'il était payé par John Tory. Mais plus tard, Overfield a dit à Droege qu'ils pourraient bien rendre un service à John (Tory), et Overfield et Droege ont ri tous les deux. Droege estimait que lâcher le nom de John Tory lui donnerait [le Parti réformiste] un vrai coup de pouce! Overfield et Droege ont convenu que c'était là la façon de s'y prendre.[258]

Le Comité de surveillance a appris qu'Overfield a déclaré qu'il avait rendu un service à Jack Hurst, celui par qui Overfield s'est fait avoir avec le Parti réformiste. En 1992, le Comité spécial du Parti réformiste avait remis à Hurst le nom de dix personnes dont il devait vérifier les attaches avec le Heritage Front.

Le Comité de surveillance a obtenu la confirmation que les conversations visées plus haut ont bel et bien eu lieu.

Tory a nié complètement connaître Bristow dont il n'a entendu parler que dernièrement, à plus forte raison l'avoir rencontré. Il n'est intervenu dans aucune des procédures intentées devant le Tribunal des droits de la personne/Commission canadienne des droits de l'homme, quoique quelqu'un d'autre de son cabinet l'a peut-être été, a-t-il déclaré.[259]

Overfield a ensuite dit au Comité de surveillance qu'il avait fini par conclure que le journaliste Bill Dunphy, du Toronto Sun, avait payé Bristow pour noyauter et créer le Heritage Front.[260] Le Comité de surveillance n'a pas contacté Bill Dunphy au sujet de cette allégation.

Le Comité a demandé à l'ancien solliciteur général Doug Lewis s'il avait ou non donné, de vive voix ou par écrit, instruction au directeur du SCRS ou à son personnel de faire enquête sur le Reform Party. Doug Lewis a répondu *«Absolument pas!»* À la question de savoir si quelqu'un de son personnel avait donné des instructions du genre, il a répondu *«On ne peut jamais être certain, mais je serais étonné que des instructions du genre aient été données. Blair Dickerson s'occupait de ces choses, nous n'en n'avons jamais discuté et elle n'aurait pas fait cela. Je*

---

258 Droege ne se rappelle pas d'une telle conversation. Overfield a quant à lui affirmé qu'il avait peut-être dit cela.

259 Entrevue du CSARS avec John Tory.

260 Audience du CSARS, Alan Overfield.

suis aussi sûr d'elle que de n'importe qui d'autre.» Il a également déclaré «*Je suis certain de n'avoir jamais donné, directement ou indirectement, d'instructions du genre et je serais étonné que mon personnel l'ait fait. Je serais plus qu'étonné si (mon) personnel avait fait quelque chose du genre.*»[261] Le Comité s'est également entretenu avec Blair Dickerson, qui a nié avoir donné au SCRS quelque instruction que ce soit concernant le Reform Party.[262]

Le Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité n'a relevé aucune preuve fondant l'allégation que Grant Bristow aurait cherché à discréditer ou à infiltrer le Parti réformiste au nom de Doug Lewis ou du Parti Progressiste-Conservateur du Canada.

7.7.3 Paul Fromm et le Parti réformiste

Le Comité a examiné les liens entre Paul Fromm, le Heritage Front et le Parti réformiste. D'après la documentation que nous avons examinée, Fromm aurait tenté, en 1987 et en 1988, de s'allier au Parti réformiste et de l'utiliser pour ses fins politiques. Ayant échoué, Fromm s'est tenu, durant les années subséquentes, en relations avec ceux des membres du Heritage Front qui essayaient de discréditer le Parti réformiste.

Assemblée de 1987 dans l'Ouest. En 1987, Paul Fromm a invité l'auteur Peter Brimelow à prendre la parole à l'Assemblée dans l'Ouest que la Reform Association tenait à Vancouver à la fin du mois de mai. En récompense, l'Association a donné à Fromm le statut d'observateur. Les décisions prises lors de cette Assemblée dans l'Ouest ont abouti à la création du Parti réformiste.

En 1994, Fromm a déclaré au Comité de surveillance qu'il avait participé à l'Assemblée comme bon nombre de nos abonnés de la C.-B. et de l'Alberta. Il a dit aussi être à la recherche de gens désireux de s'abonner à ses publications.[263]

Nous avons appris que quand Fromm s'était rendu compte que le Western Canada Concept de Doug Christie ne recevrait jamais l'appui nécessaire pour être élu, il s'est alors intéressé à l'Assemblée de l'Ouest de la Reform Association. Fromm a dit

---

[261] Entrevue du CSARS avec l'ancien solliciteur général Doug Lewis.

[262] Entrevue du CSARS avec Blair Dickerson.

[263] Audience du CSARS, Paul Fromm.

s'être rendu à l'Assemblée parce que cela lui donnait l'occasion de dresser une table pour vendre ses livres, activité qui s'avéra passablement lucrative.[264]

Robert Jarvis, un associé de Fromm, réussit à se faire bien voir des gens de l'association de comté du Reform dans Fraser-Valley-est et à avoir ainsi le statut de délégué pour se rendre à l'Assemblée. Jarvis était affilié à un groupe extrémiste de suprémacistes blancs, Aryan Nations.

Nous avons appris que si Citizens for Foreign Aid Reform (C-FAR), l'organisation de Fromm, réussissait à recruter suffisamment de membres dans une circonscription, Fromm pourrait s'en servir pour influencer le nouveau parti qui était alors mis sur pied par la Reform Association. Nous avons été informés que l'enthousiasme qu'éprouvait Fromm pour le Parti réformiste s'était quelque peu éteint lorsqu'il en était lui-même venu à la conclusion que le Parti était essentiellement dirigé par des *«conservateurs rouges»*.

Activités de 1988. Fromm se remit à appuyer le Parti réformiste en 1988 quand il assista à sa conférence d'orientation à Calgary. Il a déclaré avoir pressé le Parti de s'étendre vers l'est. Fromm considérait comme une priorité d'assurer sa liaison avec le Parti réformiste et proposa à Preston Manning de constituer une aile du Parti en Ontario. Un collègue a révélé que le plan de Fromm était de prendre en douce le contrôle du leadership du Parti réformiste et de se servir du Parti comme véhicule légitime pour diffuser sa vision de ce que le Canada devrait être.

Comme Droege devait le dire plus tard au sujet de ses propres opinions, Fromm pensait que les membres du Parti en général étaient plus à droite que la direction du Parti.

Avec l'aide d'un collègue associé aux Nations aryennes, Fromm se mit en contact avec des membres d'une association de comté du Parti réformiste dans Fraser Valley-est. En février 1988, Fromm était en contact avec le candidat et un des dirigeants du Parti réformiste dans cette circonscription pour l'élection fédérale de 1988.

Le numéro du printemps 1988 du *Canadian Population & Immigration Quarterly Report*, publié par le C-FAR de Fromm, renfermait un dépliant sur l'immigration publié par le Parti réformiste. La publication du C-FAR disait n'encourager aucun

---

[264] Audience du CSARS, Paul Fromm.

parti politique, mais invitait les personnes intéressées à écrire directement à l'adresse indiquée par le Parti réformiste dans son dépliant.

Le 12 août 1988, Paul Fromm a assisté à un congrès d'orientation du Parti réformiste à Calgary, qui a duré trois jours.

***«Dissocié»* du Parti réformiste.** En août 1988, Paul Fromm a pris la parole lors d'une rencontre sur l'île de Vancouver à laquelle assistaient de nombreux membres du Parti réformiste. Certaines de ces personnes n'ont pas aimé le ton raciste du discours de Fromm et se sont plaints à Preston Manning des liens que Fromm avait le Parti.

En octobre 1988, Preston Manning a envoyé à Fromm une lettre lui demandant de se *«dissocier»* du Parti réformiste. Cette lettre peut avoir amené Fromm à penser que le RPC n'était pas le véhicule souhaité pour atteindre ses objectifs politiques. Fromm se présenta alors comme candidat du Confederation of Regions (COR) Party dans la circonscription de Mississauga-est.

Fromm a dit au Comité de surveillance que lorsqu'il s'est rendu compte que le Parti réformiste n'allait pas venir en Ontario, *«j'ai cherché ailleurs.»*[265]

Liens subséquents avec le Parti réformiste. En février 1989, pendant qu'il était à Vancouver, Fromm a demandé à un membre du Parti d'organiser une fête pour commémorer le centième anniversaire de naissance d'Adolf Hitler. Le membre avait l'intention d'inviter tous les Skinheads locaux qui voudraient venir, mais changea d'idée après avoir appris que presque tous les Skinheads de Vancouver devaient se rendre au camp des Aryan Nations à Hayden Lake, en Idaho, pour l'occasion.

Le 11 novembre 1989, durant une rencontre arrangée par Fromm, Bristow et Droege ont parlé pour la première fois à Fromm du Heritage Front, et tant Fromm que (Doug) Christie ont manifesté un intérêt certain pour le Heritage Front (HF), Fromm étant particulièrement désireux de rencontrer Droege dans un avenir rapproché afin d'en obtenir des détails.

Le 5 décembre 1990, Fromm déclara qu'on lui avait demandé de prendre la parole lors du rallye de la fête des martyrs où, a-t-il dit, il a parlé de ceux qui, au Canada, avaient *«souffert»*

---

[265] Audience du CSARS, Paul Fromm.

pour la cause de la liberté de parole. Il déclara que, parmi ceux qui avaient pris la parole, il y en avait qui, «*je le reconnais, étaient passablement radicaux, passablement dingues.*»[266]

Le 13 juin 1991, Overfield dressa une table à une rencontre du C-FAR afin de recruter des membres pour le Parti réformiste. On trouvera à la section 7.3.5 notre analyse de l'événement. Fromm comptait parmi les conférenciers à une rencontre du Heritage Front tenue le 5 septembre 1991.

Pour ce qui est de «*l'affaire John Gamble*» dont nous avons parlé plus haut, c'est au début des années 1980 que Paul Fromm et John Gamble ont eu des contacts directs. Il a été dit au Comité de surveillance que, lorsque l'allégation au sujet de Fromm a été faite durant l'affaire de la candidature de 1993, une personne qui travaillait à la campagne de Gamble avait communiqué avec Fromm et avait obtenu de lui une lettre dans laquelle il réfutait cette accusation.[267]

Rien dans ce que nous avons pu examiner ne prouve que Fromm a activement appuyé la candidature de John Gamble pour le Parti réformiste, dans la circonscription de Don Valley-ouest, pour l'élection fédérale de 1993.

Survol. L'enquête du CSARS a révélé que plusieurs personnes de l'entourage de Paul Fromm avaient eu des liens avec le Parti réformiste de 1987 à 1991. Il s'agissait, outre Fromm, de Peter Lindquist, Al Overfield, Raymond Renwick et Robert Jarvis. Les rapports que nous avons vus ne s'attardaient pas sur les activités du Parti réformiste.

---

266 Audience du CSARS, Paul Fromm.

267 Entrevue du CSARS avec John Gamble.

VIII. LE PARTI RÉFORMISTE ET UN PAYS ÉTRANGER

Pendant notre examen du dossier, nous avons appris que le SCRS avait fait enquête en 1989-1990 sur des *«Donateur(s) inconnu(s) à la campagne électorale de Preston Manning»*.

8.1 La puce à l'oreille

Le 2 novembre 1988, un individu a donné à un enquêteur du SCRS des renseignements sur ses relations avec une mission étrangère au Canada.

Il a rapporté une conversation qu'il avait eue avec un membre du conseil d'administration d'une association qui cherchait à promouvoir des liens entre le gouvernement étranger et le Canada. Il avait indiqué à ce membre qu'il était préoccupé par ce qu'il considérait être une critique injuste, par le gouvernement étranger, de la politique du Canada envers le pays étranger.

D'après l'individu, le membre du conseil d'administration aurait répondu à cette déclaration en lui disant qu'on s'était occupé de tout, car on appuyait Manning et son groupe et on leur donnait de l'argent pour la prochaine élection fédérale. L'individu a informé le SCRS qu'il pensait que l'allusion du membre du conseil à l'appui et à l'argent donnés à Manning et à son groupe signifiait que le gouvernement étranger versait de l'argent et apportait son appui à Preston Manning, chef du Parti réformiste, qui se présentait contre Joe Clark dans la circonscription albertaine de Yellowhead.

Dans son rapport à l'Administration centrale du SCRS, l'enquêteur du bureau régional a remarqué que, si tel était vraiment le cas (c'est-à-dire si le gouvernement étranger appuyait Preston Manning et le Parti réformiste et leur donnait de l'argent), il s'agirait, semble-t-il, d'une opération classique d'ingérence étrangère.

L'enquêteur a cependant mis l'AC du SCRS en garde contre la source et la véracité de l'information.

L'individu était imprévisible; il était intéressé et très opportuniste, en particulier s'il pouvait retirer des avantages personnels. Cependant, l'information qui précède était communiquée à titre indicatif, malgré sa fiabilité incertaine, car elle aurait pu avoir une certaine validité, qui n'a pas encore été confirmée.

Quelques jours plus tard, le 21 novembre 1988, le bureau du SCRS à Regina a été informé d'une autre conversation que l'individu avait eue avec un proche collaborateur du membre du conseil, qu'il n'a pas identifié. L'individu a appris que le

gouvernement étranger avait peut-être versé jusqu'à 45 000 $ à Preston Manning et au Parti réformiste pour essayer de battre Joe Clark dans sa circonscription de Yellowhead.

L'enquêteur a immédiatement transmis cette information à l'AC du SCRS.

L'Administration centrale du SCRS a analysé l'information communiquée par son bureau plus tard, en décembre. En janvier 1989, le Module de l'AC du SCRS a envoyé cette analyse au bureau régional :

- compte tenu de la position ferme du Canada sur cette question internationale, il était toujours possible qu'un pays étranger aurait eu beaucoup à gagner en appuyant Preston Manning et le Parti réformiste et en leur donnant de l'argent pour qu'ils battent le ministre des Affaires extérieures, Joe Clark;

- des recherches ont permis d'établir que le financement d'un candidat par l'étranger n'était pas illégal en soi;

- s'il était prouvé que le gouvernement étranger avait versé jusqu'à 45 000 $ au fonds électoral de Manning, le SCRS pourrait essayer avec le temps de soutenir que le gouvernement étranger exerçait une influence indue sur la politique canadienne;

- l'individu avait dit croire que le gouvernement étranger appuyait Preston Manning et lui donnait de l'argent, mais le contact avait en fait utilisé le pronom «on» qui, de l'avis de l'AC, aurait très probablement pu désigner un groupe de gens d'affaires canadiens appartenant à l'association.

L'Administration centrale du SCRS a également demandé au bureau régional de lui communiquer toute nouvelle information qu'il aurait pu obtenir au sujet de cette affaire.

8.2 Le contexte international

En 1988, le Canada était un des principaux avocats d'une importante question internationale. Particulièrement indigné par la position du Canada, le gouvernement étranger s'engagea dans des opérations secrètes dans notre pays et fournit des fonds pour les soutenir.

8.3 La décision de faire enquête

Le 17 octobre 1989, le Service a décidé de faire enquête officiellement sur la présumée contribution de 45 000 $. Le SCRS a indiqué qu'il ne pouvait plus s'adresser à l'informateur, car tous ses contacts avec lui avaient pris fin le 31 décembre 1988.

Le Service a autorisé la tenue d'une enquête de niveau 1[1] d'une durée de trois mois, intitulée : ***«NFI[2] PI[3] (Donateur(s) inconnu(s) - Campagne électorale de Preston Manning)»***, citant le paragraphe 12 et l'alinéa 2b) de la *Loi sur le SCRS* comme fondement juridique[4].

Pour justifier l'enquête, le sous-chef du Module a avancé les faits suivants :

- Selon un contact de fiabilité incertaine, le gouvernement étranger a peut-être versé une contribution de 45 000 $ à Preston Manning et au Parti réformiste;
- Le gouvernement étranger aurait eu beaucoup à gagner de sa contribution à la défaite électorale du ministre canadien des Affaires extérieures;
- L'ambassadeur du pays étranger devait rencontrer Preston Manning, mais la rencontre a été annulée à la dernière minute par l'ambassade;

---

1 Les enquêtes de niveau 1 sont celles qui comportent le moins d'intrusion. Elles se limitent à l'utilisation d'informations publiques et à l'accès aux fichiers du gouvernement et de la police.

2 Abréviation de «nom de famille inconnu».

3 Abréviation de «prénom inconnu».

4 L'alinéa 2b) de la *Loi sur le SCRS* définit les activités d'ingérence étrangère.

«Menaces envers la sécurité du Canada :

b) les activités influencées par l'étranger qui touchent le Canada ou s'y déroulent et sont préjudiciables à ses intérêts, et qui sont d'une nature clandestine ou trompeuse ou comportent des menaces envers quiconque;»

- Une cible du SCRS s'est également intéressée au Parti réformiste avant l'élection et lui a fait des offres.

Le sous-chef du Module a noté qu'une autorisation d'enquête de niveau 1 était nécessaire pour procéder à une vérification des documents publics dans la région. Il voulait déterminer si Preston Manning avait reçu une contribution financière assez importante de groupes ou de citoyens favorables à la cause, ou du gouvernement étranger. Pour paraphraser, il a écrit :

> *«Nous ne soupçonnons pas actuellement M. Manning de complicité avec le gouvernement étranger concerné ou avec leurs partisans. À cause de la façon dont la politique du SCRS sur le ciblage est rédigée, nous ne pouvons effectuer les recherches nécessaires dans les documents publics contenant les états financiers électoraux des candidats à l'élection sans une autorisation appropriée du CARC.»*

En vertu de sa politique d'alors sur le ciblage, le Service ne pouvait pas examiner les documents publics contenant les états financiers électoraux des candidats à l'élection sans une autorisation du CARC. Le sous-chef du Module avait le pouvoir d'autoriser l'enquête de niveau 1 nécessaire sans autre consultation. Cependant, en raison du caractère délicat de l'affaire, il en a discuté au préalable avec le directeur général du Contre-espionnage et avec l'avocat général du SCRS ainsi qu'avec le chef du Module général et le coordonnateur du CARC au Contre-espionnage. Le directeur général du Contre-espionnage a précisé, dans une note écrite, que l'enquête ne devait pas *«être plus qu'une recherche dans les documents publics ou un examen de ceux-ci sans [qu'il soit] consulté de nouveau»*.

8.4 L'enquête

Le Service n'a pas utilisé dans le cadre de cette enquête de techniques par intrusion, par exemple les pouvoirs prévus dans les mandats de la Cour fédérale, les opérations de filature, les informateurs, etc. Il s'est borné à rassembler des documents publics d'Élections Canada pour y vérifier si une contribution assez importante avait été vraiment faite à la campagne électorale de Preston Manning, puis il a vérifié dans ses fichiers s'il avait des informations sur les donateurs dont il avait relevé les noms. Il n'a pas versé les noms de ces donateurs dans ses fichiers.

8.4.1 Accès aux documents publics d'Élections Canada

Le 17 octobre 1989, l'Administration centrale du SCRS a chargé le bureau régional d'Ottawa de se procurer une copie du rapport de vérification de Preston Manning «... *contenant les états détaillés de toutes les dépenses d'élection, etc., et des sommes d'argent ou des services mis à la disposition du candidat par des personnes, des gouvernements, des entreprises, etc.*».

Le 26 octobre 1989, un enquêteur a rencontré un conseiller juridique à Élections Canada, qui lui a remis les documents suivants :

DOCUMENTS OBTENUS PAR LE SCRS AUPRÈS D'ÉLECTIONS CANADA

1. **RAPPORT DU CANDIDAT CONCERNANT LES DÉPENSES D'ÉLECTION (Partie 1);** Circonscription de Yellowhead, candidat Manning, formule signée le 20 mars 1989.
2. **SOMMAIRE DES REVENUS (Partie 2);** (aucune liste de noms).
3. **LISTE DES DONATEURS DE MARCHANDISES, SERVICES ET ESCOMPTE (Partie 3);** (aucune liste de noms).
4. **LISTE DES DONATEURS DE PLUS DE $100 (Partie 4);** (liste de nombreux noms; voir l'annexe B).
5. **SOMMAIRE DES DÉPENSES D'ÉLECTION (Partie 5);** (aucune liste de noms)
6. **DÉTAILS DES DÉPENSES (Partie 6);** (liste de nombreux noms).
7. **DÉTAILS DES MONTANTS NON INCLUS DANS LES DÉPENSES D'ÉLECTION (Partie 7);** (liste de nombreux noms).
8. **RELEVÉ DES DÉPENSES PERSONNELLES DU CANDIDAT (Partie 8);** (aucune liste de noms).
9. **RAPPORT DU VÉRIFICATEUR SELON LOI ÉLECTORALE DU CANADA.**
10. **RAPPORT D'UN PARTI ENREGISTRÉ RELATIF AUX DÉPENSES D'ÉLECTION,** y compris :
    - Partie 1(a) - Limitation des dépenses d'élection
    - Partie 1(b) - Sommaire des dépenses d'élection
    - Partie 1(c) - Coût du Bureau national
    - Partie 2 - Remboursement
11. **COMMUNIQUÉ DE PRESSE D'ÉLECTIONS CANADA (25 mai 1989)** «Les partis fédéraux remettent leurs rapports de dépenses d'élection» qui indiquent entre autres, pour tous les partis politiques fédéraux enregistrés,
    - le nombre des candidats,
    - le nombre des électeurs,
    - les limites de base des dépenses d'élection,
    - les limites indexées des dépenses d'élection,
    - les dépenses d'élection déclarées et
    - le montant du remboursement.

Le grand public a accès à ces documents.

Le rapport de l'enquêteur du bureau régional d'Ottawa se lisait ensuite comme suit :

> *«Les documents sur le rapport du Parti réformiste ne seront pas disponibles avant juillet 1990 [...]. Selon le Rapport du candidat, Manning a dépensé en 1988 un montant total de 112 366,41 $, dont la plus grande partie a été consacrée à la "publicité". Les dons de personnes qu'il a reçus s'élèvent en tout à 23 390,15 $ et les dons d'entreprises, à 25 975 $. Sept personnes lui ont donné chacune 1 000 $ et une autre, 1 500 $. Trois entreprises lui ont versé chacune 1 000 $, deux 2 000 $ et une 5 000 $. Les autres dons étaient des montants moins élevés.»*

Pour paraphraser, l'enquêteur a conclu que, jusqu'à ce qu'ils puissent obtenir les rapports du Parti réformiste en juillet 1990, ils ne pourront pas établir si Manning ou le Parti réformiste ont peut-être reçu, directement ou indirectement, une contribution financière du gouvernement étranger. Il semblait, d'après ces rapports, qu'une contribution de cette importance aurait été une addition considérable à la campagne de Manning.

Comme Manning se présentait dans la circonscription de Yellowhead que détenait Joe Clark, il aurait été certainement profitable pour le gouvernement étranger d'appuyer tout candidat susceptible d'évincer Clark.

Le sous-chef du Module général du Contre-espionnage au bureau régional d'Ottawa a ajouté que, d'après les preuves disponibles, il était évident que M. Manning n'avait pas reçu du gouvernement étranger, pour sa campagne électorale, des sommes d'argent importantes qui lui auraient été versées par des intermédiaires de ce gouvernement.»

8.4.2 Vérifications des noms des donateurs par le SCRS

L'enquêteur du bureau régional d'Ottawa du SCRS a vérifié dans les fichiers du SCRS si ceux-ci contenaient des informations sur les donateurs, personnes ou entreprises, dont les noms avaient été relevés, mais il n'a rien trouvé. L'AC du SCRS a envoyé des copies sur papier du rapport de Preston Manning à trois de ses bureaux; toutes les réponses ont été négatives.

8.4.3 Entrevues avec des sources occasionnelles et des contacts dans la communauté

En septembre 1990, un bureau de district du SCRS a interrogé une personne sur les rapports du gouvernement étranger avec l'association et sur les liens des missions du gouvernement étranger avec le Parti réformiste. La personne interrogée a répondu *«ne pas être au courant de quelque lien ou contact que ce soit entre l'ambassade du pays étranger et des représentants du Parti réformiste du Canada»*.

8.5 Conclusions

8.5.1 La décision de faire enquête

Nous avons d'abord examiné si le financement et l'appui d'un parti politique par un gouvernement étranger constituaient une menace pour la sécurité du Canada. À notre avis, les informations initiales et les plans du gouvernement étranger semblaient présenter tous les éléments d'une opération d'ingérence étrangère.

Nous n'avons vu aucune directive politique liée à cette enquête. Il n'y a dans le dossier aucun document indiquant que le bureau du Solliciteur général était au courant de l'enquête ou avait donné des instructions au SCRS.

8.5.2 L'enquête

Nous avons examiné si le SCRS a pris les mesures appropriées pour minimiser les répercussions que cette enquête pourrait avoir sur le Parti réformiste.

Le SCRS n'a enquêté ni sur le Parti réformiste ni sur ses membres. En 1988 et en 1989, il a mené une enquête de niveau 3 sur les activités du service de renseignement du gouvernement étranger et sur ses agents au Canada. Dans le cadre de cette enquête, il a recueilli des informations sur les contacts du Parti réformiste avec l'ambassade du pays étranger. Les informations recueillies sur les contacts du Parti avec l'ambassade étaient très limitées.

Dans l'ensemble, nous croyons que le SCRS avait des motifs raisonnables de soupçonner que le service de renseignement du gouvernement étranger représentait une menace pour la sécurité nationale, telle que la définit l'alinéa 2b) de la *Loi sur le SCRS*.

IX. LES INCIDENTS METZGER ET MAGUIRE

Dans cette section, nous examinons deux événements précis qui ont donné lieu à de nombreuses spéculations dans les médias, soit l'arrestation de Sean Maguire et la visite au Canada de Tom Metzger et de son fils John. Nous abordons en outre diverses autres questions ayant trait aux rapports existant entre Bristow et des tenants étrangers de la suprématie blanche.

9.1 L'arrestation de Sean Maguire

Sean Maguire est un dirigeant américain du mouvement de la suprématie blanche qui est entré au Canada en 1991 et qui, durant une brève visite, a demeuré chez Grant Bristow. Il a été arrêté sur la foi d'informations fournies par une source du SCRS et a par la suite été expulsé.

Un enquêteur du bureau de Toronto a déclaré qu'il avait transmis les informations relatives aux allées et venues de Sean Maguire à la police de la Communauté urbaine de Toronto, qui est ensuite passée aux actes. L'enquêteur a précisé qu'avant l'arrestation, il avait informé la police de la présence d'armes dans le coffre de la voiture de Bristow, désigné comme étant un membre du Heritage Front. L'enquêteur du SCRS était présent lorsque la police a tenu une réunion de planification stratégique avant l'arrestation.

Les agents de police savaient, grâce à une source, que Bristow avait des armes dans sa voiture. Nous avons appris que Peter Mitrevski était un peu étonné d'apprendre que Bristow transportait des armes dans son auto. Droege a déclaré que cela n'avait rien d'illégal, car il avait une autorisation d'acquisition d'armes à feu (AAAF) et que les armes n'étaient pas chargées.

Le 20 septembre 1991, Sean Maguire et Grant Bristow voyageaient dans la voiture de ce dernier lorsqu'ils ont été arrêtés par des membres du Groupe d'intervention tactique de la communauté urbaine de Toronto, armés jusqu'aux dents. Sean Maguire a été arrêté en vertu d'un mandat de l'Immigration, en présence d'agents de la GRC et de l'Immigration et d'un enquêteur du bureau de Toronto du SCRS. Au moment de son arrestation, Grant Bristow avait des armes dans la malle de sa voiture. Les deux hommes ont été emmenés au poste de police 41.

L'opération était le fruit de la coopération du SCRS, de l'Immigration, de la police de la Communauté urbaine de Toronto et de la GRC.

Dans le coffre de la voiture de Bristow, la police a trouvé deux armes dans leur étui : un fusil de chasse de calibre 12 et un fusil semi-automatique non utilisable. Sur les lieux de l'arrestation, l'enquêteur du SCRS était habillé en civil et il était clairement en retrait par rapport à l'endroit même de l'arrestation. Bristow a été emmené au poste 41 et, à peu près au moment où Wolfgang Droege est venu le chercher, il se faisait sermonner par un agent de police parce qu'il avait des armes dans son auto.

Lorsque les agents de police ont découvert les armes dans le coffre de la voiture, ils ont emmené Bristow au poste en attendant qu'on décide si des accusations allaient être portées contre lui. Ils en sont arrivés à la conclusion qu'il n'avait commis aucun acte criminel ou illégal, car :

* les armes n'étaient pas transportées de façon dangereuse (puisqu'elles étaient dans leur étui dans un coffre de voiture verrouillé);

* elles n'avaient pas été modifiées (sciées);

* il n'y avait pas de munitions;

* Bristow avait des autorisations d'acquisition d'armes à feu valides.

Les policiers ont également trouvé un gyrophare rouge (ce qui n'est pas illégal, sauf s'il clignote), une lampe de poche, des talkies-walkies et une paire de menottes. Bristow a déclaré qu'il était enquêteur en prévention de sinistres et que ces articles constituaient son équipement.[1]

Droege est venu chercher Bristow alors qu'un détective s'occupait encore de Maguire.[2] Un agent de police a sérieusement mis en garde Bristow parce qu'il avait des armes en sa possession et qu'il était un tenant de la suprématie blanche, pendant que la police de la Communauté urbaine de Toronto fouillait sa voiture au cas où d'autres armes ou des articles de contrebande y seraient cachés.[3]

---

1 Entrevue du CSARS avec la Police de la communauté urbaine de Toronto.

2 Entrevue du CSARS avec un enquêteur du bureau de Toronto.

3 Entrevue du CSARS avec un enquêteur du bureau de Toronto.

La police de la Communauté urbaine de Toronto a souligné que l'Immigration lui avait fourni un mandat pour l'arrestation de Maguire et qu'il s'agissait là du seul motif de son arrestation. Autrement dit, celle-ci n'était pas le fruit d'une enquête de la police et, à part les armes trouvées dans l'auto de Bristow, il n'y avait aucun motif pour justifier sa détention.

Le rapport d'incident est mince, étant donné que le service de police n'est intervenu qu'en raison de l'existence d'un mandat de l'Immigration. Le nom de Bristow n'y est pas mentionné parce qu'il n'était pas visé par le mandat et n'avait commis aucun acte illégal.

Selon Bristow, il était propriétaire de deux armes à feu, soit un fusil de chasse en bon état et un fusil semi-automatique non utilisable. Il les avait obtenues auprès de Glengarry Transport après une enquête et avait obtenu les autorisations d'acquisition d'armes à feu nécessaires. Il a rangé les armes dans le coffre de sa voiture parce qu'il ne voulait pas qu'elles soient chez lui pendant que Maguire s'y trouvait. Le SCRS était au courant que Bristow détenait ces armes et il savait également comment il se les était procurées.[4]

Un ancien agent de l'Immigration qui se trouvait sur les lieux, Harold Musetescu, a dit au CSARS qu'il y avait eu une «vive discussion» au poste 41 sur la question de savoir s'il fallait inculper Grant Bristow pour possession d'«armes dangereuses» et pour «négligence dans l'entreposage d'armes à feu». Musetescu a déclaré que les policiers étaient sûrs d'avoir «fait d'une pierre deux coups» et tenaient à porter des accusations. Musetescu prétend que Bristow n'a pas été inculpé à cause de l'intervention du SCRS.[5]

Le Comité de surveillance n'a trouvé aucun élément pour corroborer les allégations de l'ancien agent de l'Immigration. Selon la Police de la communauté urbaine de Toronto, personne (et cela comprend la police) n'a contesté la décision de laisser partir Bristow. S'il y avait eu délit criminel, la police aurait inculpé Bristow mais, comme nous l'avons mentionné précédemment, elle n'a rien trouvé d'illégal.

L'ancien agent de l'Immigration a prétendu que l'enquêteur du bureau de Toronto portait un blouson de policier au moment de l'arrestation. L'enquêteur a déclaré qu'il n'en avait porté un qu'une seule fois, au moment d'une arrestation ultérieure

---

[4] Entrevue du CSARS avec Bristow.

[5] Entrevue du CSARS avec Harold Musetescu.

de Tom Metzger. À cette occasion, il n'a porté ce blouson que pendant cinq minutes, à la demande de la police, pour éviter d'être accidentellement pris pour cible si une fusillade éclatait.

L'enquêteur du bureau de Toronto a ajouté qu'il pensait que la possession d'armes et l'arrestation avaient été signalées dans un rapport administratif. Effectivement, il est brièvement question de l'incident dans un rapport mais, à notre connaissance, on n'y fait pas état de la présence d'armes.

Reportages des médias D'après un reportage de la presse, Sean Maguire a été arrêté sous la menace d'un revolver le 20 septembre 1991. Les agents ont alors trouvé dans la voiture un fusil de chasse de calibre 12 et un fusil d'assaut FN semi-automatique.[6] Le propriétaire et conducteur de la voiture, non signalé, était Grant Bristow.

Selon une émission du réseau anglais de Radio-Canada, «*la police avait vraiment hâte de porter des accusations contre Grant pour des motifs liés aux armes à feu. Mais Al Treddenick passait son temps à dire "voyons donc, c'est un de nos amis", ce qui voulait dire à toutes fins utiles que c'était notre source.*»[7] Le député fédéral Tom Wappel a présenté la chose plus succinctement devant le Comité :

> «*J'aimerais savoir si le SCRS a une source [qui] ...a commis, à la connaissance du Service, des actes qui contreviennent au Code criminel, et si le Service a empêché que la source fasse l'objet de poursuites?*»[8]

Le Comité de surveillance n'a trouvé aucune preuve que Grant Bristow ou une source du Service ait commis des actes criminels ou illégaux dans le contexte de l'arrestation de Sean Maguire; c'est donc dire que les rapports de presse sont erronés.

9.2 La visite des Metzger

En juin 1992, Tom Metzger, fondateur du mouvement *White Aryan Resistance* (WAR), et son fils John, qui comptent parmi les plus violents tenants de la suprématie blanche aux États-Unis, sont

---

6 Saturday Sun, 21 septembre 1991.

7 The Fifth Estate, 4 octobre 1994.

8 Sous-comité de la sécurité nationale, 13 septembre 1994.

venus au Canada à l'instigation de Wolfgang Droege.[9] Leur arrivée, leur arrestation et leur départ ont donné lieu à de nouvelles allégations à la suite de l'article paru le 14 août 1994 dans le *Toronto Sun* concernant une source présumée du SCRS.

9.2.1 **Arrivée et expulsion**

Immigration Canada avait lancé une alerte générale en vue d'intercepter les Metzger à la frontière. Le SCRS savait qu'ils devaient venir, mais ne possédait pas de détails concernant leurs déplacements. Nous avons appris que, trois jours avant l'arrivée des Metzger, le SCRS a tenté d'en savoir plus long sur les dispositions de voyage des invités de Droege, les Metzger. Cependant, Droege était avare de détails à ce sujet. Le SCRS était au courant de discussions concernant l'arrivée des Metzger, mais n'était pas certain de l'endroit. Droege a dévoilé que quelqu'un serait là (pour leur faire franchir la frontière), sans préciser l'endroit. D'après le SCRS, c'est peut-être Drew Maynard qui a rencontré les Metzger pour leur faire franchir la frontière canado-américaine. Nous ne connaissons toujours pas l'heure et le lieu de la rencontre.

Selon des renseignements détenus par le SCRS, la source n'a absolument rien eu à voir avec la visite des Metzger au Canada en juin 1992. Drew Maynard les aurait peut-être reconduit près de la frontière. La source savait qu'ils venaient, mais n'avait aucune idée de la façon dont ils s'y prendraient et elle s'est tenue loin du projet de crainte de se faire arrêter.[10]

Au cours d'une séance de compte rendu avec le contrôleur, la source s'est fait dire de ne pas s'en faire avec ça et de ne pas poser de questions.[11] Le contrôleur croyait que la source aurait fourni des détails au sujet de l'arrivée des Metzger si elle en avait eus et a déclaré qu'il aurait été négligent s'il ne lui avait pas demandé ces informations. Cependant, il a ajouté qu'il ne

---

[9] Les Metzger ont fait l'objet d'une poursuite, qui a porté fruit, de 13 millions $US pour avoir été les instigateurs d'une attaque contre un étudiant éthiopien, battu à mort.

[10] Lincoln a déclaré que Drew Maynard avait conduit les Metzger au Canada.

[11] Entrevue du CSARS avec la source.

voulait pas que la source se mette à poser des questions à tort et à travers, ce qui aurait nui à sa crédibilité. Il a ensuite appris que les Metzger s'étaient faufilés à Fort Erie, mais il n'a jamais su qui les avait conduits à cette occasion.[12]

Le SCRS n'a pas réussi à découvrir les plans de voyage précis des Metzger. Le contrôleur n'a eu aucun détail concernant la façon dont les Metzger sont entrés au Canada. Le rôle de la source s'est limité à avertir son contrôleur que les Metzger étaient arrivés au Canada. Les agents de l'Immigration savaient que les Metzger s'en venaient et ils voulaient savoir où et quand ils arriveraient et comment ils seraient habillés à leur arrivée.[13]

Nous avons demandé au contrôleur si la source avait incité les Metzger à venir au Canada. Il a déclaré qu'elle n'avait pas poussé Droege à inviter des personnalités du mouvement pour la suprématie blanche, mais qu'elle ne l'en aurait pas dissuadé non plus.

D'après une émission de télévision, les Metzger et des membres du Heritage Front auraient comploté afin de prendre d'assaut l'assemblée législative de l'Ontario. Selon la source, il y a eu certaines discussions au sein du Front au sujet d'une *«prise d'assaut»* et concernant aussi la possibilité que les Metzger présentent une pétition. Elle a toutefois précisé qu'il y avait eu très peu de plans à cette fin, voire aucun.[14] D'après ce que nous avons appris, Droege a dit qu'ils n'avaient bien sûr aucune intention de prendre d'assaut l'assemblée législative de l'Ontario. Le but de l'opération était de provoquer un affrontement et non pas de commettre un acte illégal.

Le 26 juin 1992, Tom et John Metzger se sont rendus à Toronto afin de prendre la parole à une réunion du Heritage Front prévue pour le 27 juin. Le 28 juin, aux petites heures du matin, une opération mixte de la police et de l'Immigration a mené à l'arrestation des Metzger sous des chefs d'accusation liés à la Loi sur l'immigration. Le 2 juillet 1992, un arbitre de l'Immigration a décrété que les Metzger étaient coupables d'être entrés au Canada avec l'intention de violer les lois canadiennes en matière de propagande haineuse. Une heure et demie après que cette décision eut été rendue, les Metzger étaient escortés hors du pays.

---

[12] Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

[13] Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

[14] Entrevue du CSARS avec la source.

Après leur expulsion, Bristow a rapporté aux Metzger leurs bagages, à Buffalo (New York), à 23 h 30. Selon la source, Bristow est resté avec eux une quinzaine de minutes au bar, puis environ quinze autres minutes à leur chambre. Il est ensuite retourné à Toronto en voiture parce qu'il travaillait le lendemain matin.[15]

Wolfgang Droege était avec les Metzger lorsqu'ils ont été arrêtés en vertu du mandat de l'Immigration. Tout comme Bristow lors de l'arrestation de Maguire, Droege n'a pas été détenu par la police.

Lorsqu'on lui a demandé si Bristow avait fourni de l'argent, la source a dit que celui-ci n'avait pas donné d'argent aux Metzger mais qu'il avait contribué avec les autres à assumer le montant supplémentaire que les Metzger devaient payer pour changer leurs billets d'avion afin de retourner en Californie, après avoir été expulsés à Buffalo. Les Metzger n'ont pas reçu d'argent comptant.[16] Dans les dossiers du SCRS, on signale que les billets ont été payés au moyen de la carte de crédit de Droege.

9.2.2 Information sur des groupes juifs

La source a catégoriquement affirmé que Bristow n'avait transmis ni argent ni information concernant des membres de la communauté juive à des tenants de la suprématie blanche aux États-Unis. Bristow n'a pas non plus fourni d'information à Tom Metzger au sujet de personnes ou de groupes pris pour cibles par le Heritage Front. De toute façon, Tom Metzger détenait plus de renseignements sur les groupes juifs américains que le Heritage Front.[17]

Selon des allégations diffusées par les médias, Bristow aurait rendu visite aux Metzger en Californie. Il nous a affirmé qu'il n'était jamais allé en Californie mais que son portefeuille, qui avait été perdu ou volé, s'y était retrouvé dans les années 70; Bristow a appris ce fait lorsqu'il a été détenu à Chicago alors qu'il revenait de Libye par avion en 1989. Bristow a déclaré que Tom Metzger ne lui avait pas demandé une liste des entreprises

---

15 Entrevue du CSARS avec la source.

16 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

17 Entrevue du CSARS avec la source.

canadiennes en Californie, mais que Gerald Lincoln en avait envoyé une, qui provenait vraisemblablement de Tony McAleer, raciste de la Colombie-Britannique.[18] Lincoln a dit n'avoir jamais donné d'informations aux Metzgers.

Les informations que les Metzger ont fournies aux médias ont été fabriquées de toutes pièces.

Nous avons appris que, le 17 août 1994, Tom Metzger a suggéré à Droege que, dans la foulée de l'article de Bill Dunphy paru trois jours auparavant, ce serait le moment idéal pour laisser entendre que ce traître était un bailleur de fonds qui finançait des actions d'éclat aux États-Unis. Pour faire parler de l'affaire sur la scène américaine, Droege pourrait prétendre que le gars transportait de l'argent de part et d'autre de la frontière. Droege a ensuite dit à Metzger que la meilleure façon de procéder consisterait à envoyer les médias à Metzger et à dire que Bristow se précipitait aux États-Unis et se servait du nom de Droege pour établir des contacts.

Nous avons appris que, le 24 août 1994, Wolfgang Droege a informé Tom Metzger qu'il recevrait un appel du réseau anglais de Radio-Canada (CBC). Droege a dit à Metzger de leur dire (aux représentants de la CBC) que Bristow avait également donné à Metzger des documents sur des groupes juifs au Canada et sur des juifs et d'autres organisations de gauche et leurs membres.

Metzger a déclaré qu'il savait que l'affaire prendrait de l'ampleur.

Droege a dit qu'au Canada, il y avait le Congrès juif canadien (CJC), le B'nai Brith et le Centre Simon Wiesenthal et que Metzger pourrait dire que Bristow lui avait fourni de l'information sur ces groupes et sur certains de leurs membres.

Droege a suggéré à Metzger de dire qu'il avait reçu tellement d'informations sur divers militants de gauche qu'il ne pouvait toutes les énumérer, et que cela les rendrait fous. Metzger était d'accord.

Metzger pourrait lui donner (au journaliste de la CBC) une bonne histoire dans ce sens-là, ou encore élaborer sur le fait que Bristow donnait de l'argent à Metzger ou qu'il lui transmettait des dossiers sur certaines personnes.

---

[18] Entrevue du CSARS avec Bristow. Le contrôleur a indiqué que le compte rendu ayant trait à la demande d'information touchant des entreprises canadiennes avait été confirmé.

Droege a conclu en disant que Bristow avait fourni à quelqu'un de l'information sur les juifs. Cela fait référence à Ernst Zundel; l'activité pertinente est décrite au chapitre VII.

Plus tard, Tom Metzger a dit à Droege qu'ils (les représentants de la CBC) venaient juste de le contacter et qu'il leur avait monté tout un bateau. Droege a conseillé à Metzger de regarder les nouvelles de la CBC ce soir-là et il lui a demandé s'ils avaient vraiment cru son histoire. Metzger a dit qu'il en avait l'impression, mais qu'il n'avait pas poussé très loin l'affaire de l'argent.

Le Comité de surveillance a pu confirmer que les échanges susmentionnés se sont bel et bien déroulés ainsi.

9.2.3 Publicité pour les racistes

À l'émission de télévision *The Fifth Estate*, de la CBC, l'annonceur a affirmé ce qui suit :

> *Metzger avait poussé ses partisans à commettre certains des pires actes de violence néo-nazie aux États-Unis. Il venait de passer six mois en prison juste avant le voyage qu'il projetait de faire à Toronto. Son casier judiciaire et ses opinions néo-nazies suffiraient pour empêcher son admission au Canada. Metzger avait l'intention de se rendre de la Californie à Buffalo en avion, puis d'essayer d'entrer au Canada en voiture le vendredi 26 juin.*[19]

Au cours de l'émission, Tom Metzger a déclaré que Droege et Bristow l'avaient invité au Canada et que Bristow connaissait les détails du voyage et qu'il avait même payé la moitié du prix des billets d'avion. D'après *The Fifth Estate*, les gens du SCRS voulaient se servir de l'arrestation éventuelle «*pour se faire passer pour des héros aux yeux de tout le monde*», alors «*que c'étaient eux qui avaient manigancé toute l'affaire*». Selon Tom Metzger, Bristow était un agent du SCRS dans ce projet.

Tom Metzger a fait d'autres commentaires. Il a prétendu que Bristow lui avait ensuite rendu visite en Californie, soit en décembre 1992, et lui avait apporté les noms et les adresses, et parfois les numéros de téléphone, de gens que *nous considérons comme des personnalités sionistes*, des gens qu'il faut prendre

---

[19] The Fifth Estate, télévision de la CBC, 4 octobre 1994.

comme *cibles*. Bristow leur avait également donné de l'argent, «*Croyez-moi, cela représente assez d'argent pour scandaliser le contribuable canadien moyen*».[20]

Comme nous l'avons déjà souligné dans la présente section, nous n'avons trouvé aucune preuve confirmant les allégations de Metzger. Par contre, nous avons découvert que Droege et Metzger se sont concertés sur ce qu'il fallait dire à l'émission de la CBC, vraisemblablement en vue de discréditer Bristow et le SCRS et, à tout le moins, de semer la peur dans la communauté juive au Canada.

Nous avons appris que le but de Droege était d'entretenir la flamme et de mettre les gens au courant de la présence de son groupe. Droege a affirmé que c'était pour ça qu'il recherchait toujours l'attention des médias et qu'il veillait à ce qu'il y ait constamment des nouvelles à diffuser. Il a fait remarquer que, de toute évidence, la première chose à faire, c'était de miner le système et qu'une bonne façon de commencer était de s'en prendre au SCRS.

9.2.4 Vandalisme contre des synagogues

Par sa ligne de propagande, le Heritage Front a menacé de se venger de l'expulsion des Metzger et, le lundi suivant, trois synagogues de la région de Toronto ont été la cible de vandales. Le 26 juin 1992, le SCRS a diffusé une évaluation de la menace générale qui précisait que des protestations et des manifestations d'appui à Metzger étaient à prévoir à la suite de son arrestation. Des actes de violence sporadiques et spontanés étaient possibles. On s'attendait également à ce que l'arrestation et l'expulsion fassent l'objet de beaucoup de publicité dans les médias de Toronto. La police de la Communauté urbaine de Toronto, la PPO et la GRC ont été informées et ont collaboré avec le ministère de l'Immigration dans le cadre de cette opération.

Selon l'enquêteur du SCRS, il n'a reçu aucun avertissement préalable précis concernant le vandalisme. Il a toutefois ajouté que chaque fois qu'il y a une intervention du gouvernement contre l'extrême droite, on diffuse une évaluation de la menace afin d'avertir les instances concernées de la possibilité que des actes isolés de vandalisme soient commis.[21] Les services policiers régionaux savent qu'après des rassemblements de tenants de la suprématie blanche, il y a souvent du vandalisme contre des synagogues ou des cimetières juifs.

---

20 The Fifth Estate, télévision de la CBC, 4 octobre 1994.

21 Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

La source a affirmé qu'elle n'avait aucun détail au sujet des responsables. Elle a ajouté qu'elle avait peut-être signalé que des problèmes se préparaient et que les gens étaient mécontents, mais elle ne détenait aucune information sur le fait que des actes de vandalisme allaient être commis.[22]

Nous n'avons trouvé aucune indication permettant de croire que le SCRS avait été averti des attaques contre des synagogues.

9.2.5 L'ancien agent de l'Immigration

Un ancien agent de l'Immigration, Harold Musetescu, a prétendu que le SCRS manipulait l'entrée au Canada de personnalités du mouvement international de la suprématie blanche. Cette idée a aussi été véhiculée par l'émission *The Fifth Estate* :

> *«Quelques jours plus tard, les Metzger étaient expulsés. Toute l'opération a eu l'air d'une réussite éclatante pour le SCRS.»*

Harold Musetescu a indiqué que, en ce qui a trait aux tenants de la suprématie blanche, le SCRS avait l'habitude de permettre à ces individus d'entrer au pays, puis de les faire arrêter et expulser afin de se donner plus d'importance. Musetescu a laissé entendre que cela était le plan prévu dans le cas de Dennis Mahon mais, qu'il avait été déjoué par l'Immigration et que cela décrivait aussi la situation pour le premier voyage de Maguire au Canada : *«Le SCRS s'organisait pour ne dévoiler à l'Immigration des informations à leur sujet qu'après leur arrivée.»*[23]

À la lumière de notre étude des dossiers du SCRS et de nos discussions avec les principaux intéressés, y compris des agents supérieurs de l'Immigration, nous n'avons trouvé aucune preuve que le SCRS ait volontairement caché à l'Immigration des renseignements au sujet de l'arrivée au pays de tenants étrangers de la suprématie blanche.

En fait, dans l'affaire Metzger, l'Immigration avait mis en alerte ses agents à l'échelle du pays. Cette mesure avait précisément été prise à la suite des informations fournies par le SCRS.

---

[22] Entrevue du CSARS avec la source.

[23] Entrevue du CSARS avec Harold Musetescu.

X. LA SOURCE, BRISTOW ET LES POURSUITES JUDICIAIRES

Dans le présent chapitre, nous examinons les allégations relatives au rôle de la source et de Bristow dans diverses poursuites judiciaires. Nous étudierons en particulier l'information fournie par une source ou obtenue autrement par le SCRS, qui pourrait être considérée comme des communications privilégiées entre client et avocat.

10.1 Poursuites envisagées par Zundel

Au début de février 1992, la source a parlé à un enquêteur de Toronto à propos d'un entretien avec Zundel concernant un article du *Toronto Star* au sujet de «l'*anniversaire de la conférence de Wannsee*», qui a eu lieu en janvier 1942 et au cours de laquelle les Allemands ont approuvé la «*solution finale*». Selon la source Zundel voulait que Droege intente une poursuite privée contre le quotidien et le journaliste pour avoir rapporté de fausses nouvelles. Zundel en avait déjà discuté avec Doug Christie afin de connaître les conséquences d'une telle poursuite. Il craiganait que, s'il l'intentait, il contreviendrait à l'ordre qui lui avait été imposé de ne pas faire de déclaration publique.

Cette information n'a été communiquée à personne à l'extérieur du SCRS.

10.2 Au sujet de David Irving

David Irving est un écrivain britannique qui nie que l'holocauste ait jamais eu lieu et qui a séjourné et donné un certain nombre de conférences au Canada. Lors de son séjour de novembre 1992, le gouvernement a entrepris des procédures d'expulsion contre lui. Selon une évaluation effectuée par le SCRS, Doug Christie a fait savoir qu'en dépit du fait que Zundel était retourné à Toronto afin d'aider Irving, celui-ci lui a demandé de ne pas donner l'impression d'avoir des liens directs avec lui. Il semble que Zundel ait accepté parce que Doug Christie lui a dit que la découverte de ces liens n'aiderait pas Irving à contester la décision de l'Immigration canadienne. De plus, la source a appris que Christie a demandé à Irving d'organiser une conférence de presse afin de dire aux gens qu'il avait quitté Vancouver pour Seattle après avoir reçu l'avis d'interdiction de séjour. En fait, il avait contrevenu à l'avis d'interdiction de séjour et mettait le gouvernement canadien au défi d'agir. Christie nie catégoriquement avoir donné un tel conseil à son client.

Le SCRS a obtenu l'information avant l'audience d'expulsion. Doug Christie était l'avocat d'Irving et celui-ci a effectivement invoqué pour sa défense le fait qu'il avait quitté le

Canada puis était revenu. Cependant, il ne semble pas que le SCRS ait transmis cette information à quiconque. Rien n'indique qu'elle ait été communiquée à qui que ce soit à l'extérieur du Service.[1]

10.3 Doan discute de stratégie de défense

Le 24 juin 1993, la source a appris que Droege avait discuté avec son avocat, Harry Doan, de la façon de contourner les interdictions assorties à sa libération sous cautionnement, qui l'empêchaient d'avoir des contacts avec les membres du Heritage Front. Le Comité a appris que l'avocat Harry Doan a proposé que tous les membres du HF démissionnent. Ainsi, Droege pourrait communiquer avec ses collaborateurs sans contrevenir aux conditions de sa libération sous cautionnement.

Doan nie catégoriquement avoir formulé une telle suggestion. Il a ajouté qu'il n'avait jamais donné de conseil à ses clients sur la façon de désobéir à une ordonnance d'un tribunal. Il a dit que sa participation au sein du groupe n'avait consisté qu'à faire du travail de nature juridique.

Devant le CSARS, Wolfgang Droege a déclaré : « Voyez-vous, à l'heure actuelle, pour contourner les conditions assorties à ma libération sous cautionnement, en fait il n'y a pas de membres (sic). Vous voyez, il n'y a pas de membres à l'heure actuelle; nous ne faisons que diriger un groupe de partisans ».[2]

Rien n'indique que le SCRS ait communiqué cette information à qui que ce soit.

10.4 Défense originale

Le Comité de surveillance a appris que l'avocat de Fischer, Harry Doan, appuiera sa défense sur ... [la violation possible du privilège des communications entre client et avocat]».[3] Nous avons également appris que cette information n'a été communiquée à personne, à l'exception du Comité de surveillance.

---

1 Le champ « Enregistrement/Repérage » est demeuré en blanc. Lorsque les messages sont transmis à des ministères, à des organismes ou à des corps policiers, ce champ est rempli.

2 Pp. 119 et 120, témoignage devant le Comité, 16 novembre 1994.

3 (Texte supprimé par le CSARS).

10.5 Communications entre client et avocat

Nous avons discuté avec le contrôleur de la possibilité de porter atteinte au privilège des communications entre client et avocat. La source considérait que certaines informations ne constituaient pas des communications entre client et avocat et les a transmises au contrôleur. Celui-ci devait décider si l'information avait trait à des menaces et si, de ce fait, elle devait être communiquée. Il a ajouté qu'aucune communication entre client et avocat n'a jamais été divulguée à quiconque, ni à la police, ni à la poursuite. En effet, le contrôleur filtrait l'information comme le fait le SCRS lors des interceptions autorisées par la cour.[4]

Nous n'avons vu aucune autre mention de conversations visées par le privilège des communications entre client et avocat.

---

[4] Entrevue du CSARS avec le contrôleur.

XI. BRISTOW ET LES ALLÉGATIONS D'ESPIONNAGE EXERCÉ PAR LE SCRS CONTRE LES POSTIERS

11.1 Introduction

Le 7 septembre 1994, l'annonce ci-après a été faite à l'émission de télévision *Prime Time News* du réseau anglais de Radio-Canada (CBC) :

> *« Quelques-uns des secrets les mieux gardés du service d'espionnage canadien, le SCRS, ont été dévoilés aux Nouvelles de la CBC. Ils sont contenus dans des documents que la GRC a obtenus la semaine dernière [...]. Il y est question des opérations qui pourraient compromettre sérieusement la réputation du service.*
>
> *Les Nouvelles de la CBC ont appris que quelques documents comportent en fait des informations très délicates.*
>
> *Dans l'un d'eux, il est mentionné que le SCRS craint que les gens ne découvrent que le service de sécurité a espionné les postiers et transmis l'information obtenue aux patrons de la Société canadienne des postes - tout cela pendant un conflit de travail. »*[1]

La CBC a dit que ces documents comptent parmi ceux que Brian McInnis, l'attaché de presse de l'ancien Solliciteur général Doug Lewis, avait en sa possession et que la GRC a saisis. Ils se trouvaient dans les diverses boîtes de documents contenant des informations très secrètes sur des opérations du SCRS.

L'émission a tout de suite fait réagir le SCRS, le gouvernement et le Syndicat des postiers du Canada.

Le directeur du SCRS a déclaré catégoriquement que *« le SCRS n'a pas enquêté et n'enquête pas sur le Syndicat des postiers du Canada »*[2].

---

1 CBC Prime Time News, transcription, "*Information leak on CSIS*", 7 septembre 1994.

2 Rosemary Speirs et Derek Ferguson, "*CSIS denies snooping on postal workers*", Toronto Star, 10 septembre 1994.

Darryl Tingley, le président du Syndicat des postiers du Canada, a demandé qu'une enquête judiciaire soit menée sur ces allégations du reportage télévisé.[3]

Le 8 septembre 1994, le SCRS a nié publiquement les allégations. Selon lui, la CBC a fondé son reportage sur une note d'information en date de novembre 1992 adressée à Doug Lewis, alors Solliciteur général, dans laquelle on l'avisait que les Archives nationales s'apprêtaient à rendre publics des documents de l'ancien Service de sécurité de la GRC.

Le réalisateur-coordonnateur de la CBC, Tony Burman, a admis que le réseau avait « *préparé le reportage à la hâte mercredi soir en s'appuyant sur des documents, sans communiquer avec le SCRS* »[4].

Le chef du Bureau d'Ottawa des Nouvelles de la CBC, a dit « *que le SCRS a tort de supposer que le reportage de la CBC de mercredi soir était fondé sur la note de 1992 adressée à Lewis* ». Il a précisé que le reportage de la CBC « *était basé sur un ensemble de documents* »[5]. Selon le *Toronto Sun*, un porte-parole a dit que la CBC :

> « *s'en tiendra à son histoire mais ne montrera pas le document qu'elle aurait utilisé pour faire les allégations, qui, selon le SCRS, 'sont sans fondement'. Le chef des Nouvelles de la télévision anglaise a invité 'le SCRS à rendre la note publique'* »[6].

11.2 <u>La note d'information</u>

Le 9 septembre 1994, le SCRS a répondu à l'invitation de la CBC et rendu publique la note d'information, datée du 11 décembre 1992, où il est question de « *l'enquête menée par le Service de sécurité sur le Syndicat des postiers du Canada* ».

---

3 Jeff Sallot, "*CBC accused of making mistake in saying agency spied on CUPW*", Globe & Mail, 10 septembre 1994.

4 Jeff Sallot, "*CBC accused of making mistake in saying agency spied on CUPW*", Globe & Mail, 10 septembre 1994.

5 Rosemary Speirs et Derek Ferguson, "*CSIS denies snooping on postal workers*", Toronto Star, 10 septembre 1994.

6 Robert Fife, "*CSIS denies charge*", *Toronto Sun*, 9 septembre 1994.

Il est indiqué dans la note qu'à la suite d'une demande présentée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information,

> *« les Archives nationales ont communiqué un certain nombre de documents concernant l'enquête menée par le Service de sécurité de la GRC dans les années 70 à propos de certaines 'activités subversives' au sein du Syndicat des postiers du Canada ».*

On décrit dans la note le contenu des documents du Service de sécurité de la GRC :

> *« Les documents communiqués proviennent des dossiers dont le SCRS 'a hérité' du Service de sécurité de la GRC en 1984.*
>
> *Le SCRS a créé une section chargée d'examiner les dossiers et de détruire les informations qui ne sont pas visées par les articles 2 et 12 de la Loi sur le SCRS. L'examen de ces dossiers a pris fin en 1991; la majorité d'entre eux ont été détruits, tandis que les autres ont été confiés aux Archives nationales du Canada à des fins historiques. »*

L'auteur a apporté la précision suivante :

> *« À noter aussi que l'un des documents révèle que le Service de sécurité donnait à la direction du Bureau de poste des informations sur les activités de certains membres du Syndicat des postiers du Canada pendant les négociations de conventions collectives. »*

Il ressort donc clairement de la note que les activités en question ont eu lieu dans les années soixante-dix et ont été menées par l'ancien Service de sécurité de la GRC. Le SCRS a remplacé le Service de sécurité de la GRC en 1984.

11.3 Le deuxième reportage de la CBC

Le 3 octobre 1994, la CBC a ajouté de nouvelles informations :

> *« De nouvelles preuves indiquent maintenant que Bristow était à l'intérieur de la Société canadienne des postes pendant qu'il était à la solde du SCRS.*

Les Nouvelles de la CBC ont maintenant appris qu'il y a cinq ans, le centre (centre de tri Gateway) était aussi une cible de Grant Bristow. Des sources disent que Bristow a passé environ trois semaines en 1989 à l'intérieur de cet établissement et dans les environs, se trouvant autour des postiers, presque tous les jours pendant au moins six heures. Bristow était alors un agent de sécurité pour une compagnie d'expédition de Toronto qui cherchait des paquets manquants. À cette époque, il était aussi un informateur rémunéré du SCRS [...] des sources disent que Bristow marchait le long de la chaîne de tri du courrier, pesait des paquets, surveillait les travailleurs qui les manipulaient.* »
* (C'est nous qui soulignons.)

Dans les actualités télévisées, on a rapporté que Darryl Tingely, le président du Syndicat des postiers du Canada, avait dit que beaucoup d'informations auraient été utiles à la Société canadienne des postes, car le Syndicat en absorbait un autre à ce moment-là et une « *pénible réorganisation était en cours* ». Le président du Syndicat a ajouté que selon le reportage de la CBC, la présence de Bristow à l'intérieur du centre de tri a été notée à peu près au même moment où les postiers se préparaient à la grève et à une fusion avec un autre syndicat. Il a accusé Bristow d'espionner les postiers pour le gouvernement conservateur.[7]

Le 2 décembre 1994, voici ce qui a été déclaré à l'émission *Prime Time News* de la CBC :

« Depuis que l'histoire a été racontée pour la première fois, la CBC a également mené sa propre enquête sur un lien possible entre le SCRS et le bureau de poste; cette enquête n'a révélé aucune preuve pouvant corroborer l'hypothèse d'espionnage. »

11.4 L'enquête du CSARS

Le CSARS a enquêté sur les allégations selon lesquelles le SCRS aurait espionné les postiers et le Syndicat des postiers du Canada.

---

[7] David Pugliese, *«Postal spy worked for shipping firm, not CSIS»*, Ottawa Citizen, 4 novembre 1994.

11.4.1 Activités d'espionnage contre le Syndicat des postiers du Canada

Nous examinons en détail toutes les activités du SCRS et toutes ses cibles depuis dix ans. Nous savions donc que ce ne pouvait être vrai que le SCRS espionne, ou a espionné, les postiers comme le rapportait la CBC. Nous avons néanmoins essayé de savoir comment la CBC avait pu être amenée à faire de telles allégations.

Le reportage de septembre de la CBC reprenait presque mot-à-mot la note d'information destinée au Ministre concernant des faits qui datent de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix.

Notre seule conclusion est qu'il est plus que probable que le reportage original était fondé entièrement sur une mauvaise interprétation de la note d'information destinée à l'ancien Solliciteur général.

11.4.2 Grant Bristow et le Bureau de poste

Grant Bristow a été envoyé à un centre de tri de la Société canadienne des postes par la compagnie d'expédition pour laquelle il travaillait, *Kuehne and Nagel*. Il était un enquêteur du *Loss Prevention Department* (département de la prévention des pertes d'articles). Cette section s'occupait des vols, des demandes d'indemnisation pour accident du travail, des inspections d'édifices et des déversements accidentels de pétrole dans la région de Brampton.[8]

Bristow est entré en scène lorsqu'un magasin à rayons a pris une participation dans le marché du catalogue spécialisé; il s'agit dans ce cas-ci d'un catalogue de haute couture, « *La Redoute* ». La firme a négocié une entente avec la compagnie *Kuehne and Nagel*, selon laquelle cette dernière devait fournir des installations pour une opération de télémarketing. La firme a reçu les commandes, et *Kuehne and Nagel* s'est chargé des envois. Elle a décidé d'utiliser le Bureau de poste au lieu d'un service de messagerie pour les livraisons à domicile, parce que ce moyen était plus économique et nécessitait moins de paperasserie.[9]

La responsable des achats par catalogue a reçu des plaintes de clients qui ne recevaient pas les articles commandés et les a transmises à *Kuehne and Nagel*. Sans lettre de transport (il

---

8 Entrevue du CSARS avec Don Wallace, vice-président, Kuehne and Nagel.

9 Entrevue du CSARS avec Don Wallace.

n'y en a pas lorsque les articles sont envoyés par le Bureau de poste), il n'était pas possible de retrouver chacun des paquets, bien que les registres de la compagnie indiquaient que les articles avaient été envoyés.[10]

À la fin du printemps de 1990, la direction de *Kuehne and Nagel* a demandé au *Loss Prevention Department* de s'assurer que les articles étaient envoyés correctement au Bureau de poste. Le responsable de la sécurité de la Société canadienne des postes a été contacté, et des arrangements ont été pris pour que le personnel de *Kuehne and Nagel* chargé de la sécurité au centre de tri Gateway vérifie les paquets à mesure qu'ils arriveraient de l'entrepôt de la compagnie. Sans en informer ses propres employés responsables des expéditions, la compagnie a envoyé le chef du *Loss Prevention Department*, Bob Tye, et son subalterne, Grant Bristow, au Bureau de poste pour qu'ils vérifient si les articles commandés étaient bel et bien expédiés.[11]

La tâche des deux hommes consistait à s'assurer que les paquets ne disparaissaient pas à la fin du processus dont *Kuehne and Nagel* était responsable.[12]

Bristow est allé au centre Gateway tous les jours pendant deux semaines, en compagnie de Tye ou d'autres employés. Lorsque *Kuehne and Nagel* envoyait un monoteneur d'un millier de paquets, Tye et Bristow se rendaient au centre avant qu'il n'arrive. Ils vérifiaient alors si le contenu de tous les paquets livrés au Bureau de poste concordait avec leur inventaire. Ils ont passé trois ou quatre heures par jour à faire ce travail. Leur enquête a permis de déceler une erreur informatique.[13]

La façon de procéder de Tye et Bristow a été expliquée par l'ancien responsable de la sécurité du centre Gateway de la Société canadienne des postes. Il a dit qu'il faisait signer le registre aux employés de *Kuehne and Nagel* à leur arrivée en début de journée, puis il les accompagnait jusqu'à une salle fermée à clé de l'installation de traitement en vrac, une salle qui fait partie du Bureau de poste proprement dit et dont l'accès est interdit.[14]

---

[10] Entrevue du CSARS avec Don Wallace.

[11] Entrevue du CSARS avec Don Wallace.

[12] Entrevue du CSARS avec Don Wallace.

[13] Entrevue du CSARS avec Don Wallace.

[14] Entrevue du CSARS avec l'ancien gestionnaire de la sécurité, Société canadienne des postes.

Ils vérifiaient ensuite les paquets qui arrivaient en se reportant à l'inventaire.

L'ancien responsable de la sécurité du centre de tri a dit qu'il n'a jamais vu Bristow seul à cet endroit; il était toujours avec quelqu'un. Il a précisé que si Bristow était arrivé seul, il aurait été obligé de l'aider *« parce qu'il y avait trop de paquets à vérifier pour qu'une seule personne puisse suffire à la tâche »*[15].

L'ancien superviseur de Bristow au *Loss Prevention Department* de *Kuehne and Nagel*, Bob Tye, a décrit ce qui se passait au centre de tri. Tye vérifiait souvent les paquets avec Bristow. Il a indiqué qu'ils devaient rester au même endroit et qu'ils ne pouvaient *« se promener »* que pour entrer au centre et en sortir en passant par une certaine aile, accompagnés d'un agent de sécurité de la Société canadienne des postes. Il a bien dit qu'ils n'avaient accès à aucun autre endroit, sauf une salle de toilettes.[16]

L'ancien responsable de la sécurité a précisé que *« les employés syndiqués ici (établissement de traitement du courrier) sont, parmi tous les postiers, les plus prudents et les plus sensibilisés aux questions de sécurité »*. Si Bristow avait essayé d'obtenir des informations d'eux, ils n'auraient jamais répondu à ses questions. S'ils avaient vu un étranger dans le centre de tri, ils auraient appelé le Syndicat immédiatement. De toute manière, ils ne savaient rien qui aurait pu servir à la direction, et Bristow aurait été obligé de se rendre à un local syndical pour obtenir toute information utile.[17]

11.5 Résumé

Le Comité de surveillance n'a absolument rien constaté qui prouve que Bristow a enquêté sur le Syndicat des postiers du Canada. Nous n'avons aucune preuve non plus qui nous permette de croire que le SCRS a enquêté sur ce syndicat.

---

15 Entrevue du CSARS avec l'ancien administrateur des services de sécurité, Société canadienne des postes.

16 Entrevue du CSARS avec Bob Tye, ancien superviseur au Loss Prevention Department de *Kuehne and Nagel*.

17 Entrevue du CSARS avec l'ancien responsable de la sécurité, Société canadienne des postes.

Lors des autres enquêtes que nous avons menées sur le SCRS au cours des dix dernières années, qui nous ont obligés à parcourir des centaines de milliers de pages, à tenir d'innombrables entrevues et à consulter sans cesse les documents du Service, nous n'avons rien vu qui montre que le SCRS a enquêté sur le Syndicat des postiers du Canada. Si une personne travaillant au Bureau de poste avait été liée de quelque façon à une enquête du SCRS, le fait que cet employé ait été un postier ne serait pas entré en ligne de compte. En d'autres termes, une telle enquête aurait eu lieu légalement pour faire la lumière sur des activités terroristes ou d'espionnage, sans aucun égard au travail de l'employé.

À la suite de sa propre enquête, la CBC conclut qu'il n'existe aucune preuve pouvant corroborer les allégations selon lesquelles le SCRS, ou Grant Bristow, aurait espionné le Syndicat des postiers du Canada.[18]

---

18 Prime Time News, 2 décembre 1994.

XII. <u>ESPIONNAGE DE LA CBC</u>

Nous avons examiné l'allégation selon laquelle le SCRS a espionné la Société Radio-Canada (CBC). Le *Toronto Star* avait publié un article où l'on pouvait lire :

> *Selon un document hautement classifié obtenu par <u>The Star</u>, le Service canadien du renseignement de sécurité a espionné la CBC*[1].

Le Comité de surveillance a obtenu copie du document divulgué au journal. Il s'agit d'une fiche parlementaire cotée « *Secret* » que le SCRS a préparée pour le Solliciteur général. Les fiches parlementaires, d'usage très répandu, servent à aider les ministres à répondre aux questions au Parlement.

Dans la fiche, le SCRS disait avoir appris d'une source fiable que la CBC allait diffuser, dans le cadre de l'émission "The Fifth Estate", un reportage sur le racisme dans l'armée canadienne. La fiche se lit ainsi :

> *Le Service a aussi appris d'une source fiable que Howard Goldenthal, recherchiste pour The Fifth Estate, avait communiqué récemment avec Wolfgang Droege, responsable du Heritage Front, pour essayer de savoir si les soldats canadiens impliqués dans la mort récente de Somaliens étaient liés à un groupe raciste quelconque au Canada. Droege a déclaré qu'aucun des militaires qu'il connaissait ne se trouvait en Somalie.*
>
> *Goldenthal a relancé plusieurs fois Droege pour avoir les noms des individus mêlés au mouvement de défense de la suprématie des Blancs et pour établir s'il y avait une cellule du Ku Klux Klan (KKK) dans la région de Petawawa. Notre source a dit que Droege avait, à contre-coeur, désigné [un individu] comme le chef d'une petite cellule du KKK près de Petawawa et ajouté que cet individu avait des attaches avec un groupe du Québec lié aux Chevaliers de l'invisible empire du KKK, organisation de Caroline du Nord dirigé par James Farrands.*
>
> *La source a aussi indiqué que Droege avait accepté d'être interviewé par Goldenthal pour la télévision de la CBC, mais qu'il avait précisé à la source*

---

1 *Toronto Star*, 19 août 1994.

> *qu'il resterait vague en ce qui concernait l'appartenance de militaires au Heritage Front, parce qu'il pouvait nuire à des carrières en dénonçant des personnes à la télévision. Droege a déclaré en privé à des collègues qu'il y avait des militaires au sein du Heritage Front, mais le SCRS ne dispose d'aucune information confirmant cette affirmation. Le Service ne sait à quelle date l'entrevue sera diffusée.*

Le Comité de surveillance a soigneusement examiné les allégations du *Toronto Star*. Il a cherché à répondre aux questions suivantes :

- Le SCRS a-t-il espionné la CBC?
- Comment le SCRS a-t-il eu connaissance du reportage du "Fifth Estate"?
- Le SCRS peut-il recueillir ce type d'informations et les communiquer au Ministre?

12.1 <u>Le SCRS a-t-il espionné la CBC?</u>

Nous avons examiné les documents du SCRS et trouvé que le Service n'avait pas enquêté sur la CBC, l'émission "Fifth Estate", les journalistes ou autres employés de la CBC. Le SCRS a entendu parler du reportage dans le cadre de l'enquête licite qu'il menait sur une cible tenante de la suprématie de la race blanche.

12.2 <u>Le SCRS a-t-il obtenu par des moyens licites l'information sur l'éventuel reportage de la CBC?</u>

Le Service a eu connaissance de l'émission de la CBC de façon fortuite, dans le cadre d'une enquête licite, dûment autorisée, sur les tenants de la suprématie de la race blanche. L'information n'a pas été obtenue d'une source humaine. Nous avons conclu que l'information avait été obtenue conformément à la loi.

12.3 <u>Que savait le SCRS avant de communiquer l'information?</u>

Le SCRS a dressé la chronologie des événements de 1989 à 1993. Celle-ci montre que le SCRS savait, dès juillet 1989, qu'il y avait probablement des tenants de la suprématie blanche dans les Forces armées canadiennes. Le Service est entré en rapport un certain nombre de fois avec le ministère de la Défense nationale à propos d'informations que tous deux avaient recueillies à ce sujet. Il y a eu des discussions en Alberta en mars 1992 et à la base des Forces canadiennes de Downsview en juin 1992, pendant lesquelles il a été question d'un soldat qui avait été envoyé en Somalie. Celui-

ci n'a pas été inculpé relativement à la mort d'un adolescent somalien. Aucun des soldats inculpés ou reconnus coupables dans cette affaire n'était lié au Heritage Front.

Le Comité a appris que, à peu près en septembre 1992, Eric Fischer, membre à la fois du Heritage Front et de la Church of the Creator (COTC), recrutait activement dans l'armée pour cette dernière organisation.

Les investigations menées par le Service sur les dirigeants du mouvement de la suprématie blanche au Canada ont révélé que *les racistes en vue croient que l'armée offre un terrain propice au recrutement.* Elles ont aussi mis au jour *des informations générales se rapportant à des racistes dans l'armée. La plupart de ces informations ont trait à des individus en rapport avec des cibles du SCRS qui prétendent appartenir ou avoir appartenu à l'armée.*

12.4 <u>Le SCRS peut-il recueillir ce type d'informations?</u>

L'article 12 de la *Loi sur le SCRS* définit le mandat premier du Service, à savoir recueillir et conserver des informations et des renseignements de sécurité et en faire rapport :

> Art. 12 « *Le Service recueille, au moyen d'enquêtes ou autrement,* ***<u>dans la mesure strictement nécessaire</u>****, et analyse et conserve les informations et renseignements sur les activités dont il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'elles constituent des menaces envers la sécurité du Canada; il en fait rapport au gouvernement du Canada et le conseille à cet égard.* »

La question qui se pose ici est la suivante : Le Service peut-il recueillir et conserver ce type d'informations? Autrement dit, les informations étaient-elles «*strictement nécessaires*» pour mener à bien l'enquête sur une cible autorisée? Dans l'affirmative, il était de toute évidence légal de communiquer ces informations au Ministre.

> Art. 12 « ... *il en fait rapport au gouvernement du Canada et le conseille à cet égard.* »

Le Comité de surveillance ne croit pas que le SCRS devrait pouvoir recueillir et conserver des informations tout à fait légalement puis décider que des informations pertinentes doivent demeurer inconnues du gouvernement. Cette façon d'agir

pourrait déboucher sur la négation de l'obligation de rendre compte et irait à l'encontre de l'idée maîtresse de la commission McDonald : exercice d'un contrôle politique et obligation de rendre compte.

Par ailleurs, s'il n'était pas « *strictement nécessaire* » de recueillir les informations, elles auraient dû être détruites; elles n'auraient pu alors être transmises au Ministre.

De toute évidence, une grande quantité d'informations est recueillie quand des sources techniques et humaines sont dirigées contre une cible autorisée. Bon nombre de ces informations ne respecteraient pas normalement le principe selon lequel elles doivent être « *strictement nécessaires* », mais le Comité de surveillance ne croit pas qu'il soit utile de voir à ce que chaque information respecte ce principe. Par contre, quand les informations obtenues se rapportent à des « *institutions névralgiques* » (avocat/client, universités, partis politiques ou médias par exemple), elles doivent respecter le principe en question.

12.5 Le SCRS et le Ministre

Le Service a dit que l'ancien Solliciteur général avait

> *énoncé une préférence, à savoir que, lorsque le SCRS était en possession de données ayant trait à son mandat qui touchaient à des sujets d'actualité, il désirait être informé de ces données au moyen de fiches parlementaires.*

Le Service a fait valoir qu'en sa qualité de ministre le Solliciteur général *avait adopté le système décrit précédemment. Le Service veillait cependant à limiter ses exposés de situation aux activités dûment visées par son mandat.*

D'après le SCRS, la fiche parlementaire *devait servir à informer le Ministre de toute relation pouvant exister entre des membres du Heritage Front et les Forces armées canadiennes.*

Le SCRS a fait remarquer que la deuxième page de la note d'information traitait *presque exclusivement des informations qu'il possédait au sujet du racisme et des relations que les membres du Heritage Front entretenaient avec les Forces armées canadiennes.*

12.6 Informations « strictement nécessaires »

Dans le dossier qui nous occupe, les seuls « *renseignements de sécurité* » issus des rencontres entre la CBC et Wolfgang Droege concernaient la présence de tenants de la suprématie de la race blanche dans l'armée. À ce moment-là, le

gouvernement et le SCRS étaient déjà au courant du problème, de sorte que l'information n'était pas nouvelle. Le Service est d'avis qu'il lui appartenait de l'information replacer dans son contexte.

Le Comité de surveillance croit que les informations qui concernaient directement l'éventuelle émission de télévision ne respectaient pas le principe exigeant qu'elles soient « *strictement nécessaires* » et qu'elles n'auraient donc pas dû être conservées.

En conséquence, le Comité pense que le SCRS n'aurait pas dû être en position de faire rapport au Ministre de cet aspect des informations qu'il avait recueillies.

12.7 <u>Conclusion</u>

Le SCRS n'a pas espionné la CBC, ni les journalistes ou quelqu'autre des employés de cette société. Les informations visées dans la fiche parlementaire avaient été obtenues dans le cadre d'une enquête licite menée par le SCRS.

Le Comité de surveillance estime toutefois que le SCRS n'aurait pas dû conserver les informations concernant l'éventuelle émission de télévision, parce qu'il n'était pas « *strictement nécessaire* » qu'il le fasse. Si ces informations avaient été détruites, elles n'auraient pu être communiquées au Ministre.

XIII. CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

Nous avons étudié et discuté les renseignements se dégageant des entrevues et audiences que nous avons tenues et de la masse des documents écrits, des bandes magnétoscopiques et des bandes sonores que nous avons rassemblées lors de notre enquête sur « l'affaire du Heritage Front ». Le présent chapitre expose nos conclusions.

13.1 Source au sein du Heritage Front

Nous avons constaté que le SCRS avait placé une source humaine au sein du Heritage Front et de ses organisations affiliées. Nous avons par ailleurs conclu que le Service avait eu raison de faire enquête sur la direction de l'extrême-droite et nous avons été satisfaits du niveau de l'enquête qu'il avait approuvée.

Nous croyons que le SCRS a pris la bonne décision lorsqu'il a déplacé sa source de l'enquête sur les tentatives faites par un gouvernement étranger pour influencer les activités intérieures du Canada et l'a réaffectée à l'enquête sur l'extrême-droite. À notre avis, le Service a utilisé la technique d'enquête la plus rentable lorsqu'il a ordonné à la source de faire rapport sur les cibles du mouvement pour la suprématie de la race blanche. Par conséquent, nous sommes d'accord avec la décision de placer une source humaine au sein du mouvement pour la suprématie de la race blanche pour faire enquête sur ce qui, avons-nous conclu, constituait et constitue encore une menace à la sécurité du Canada.

Nous avons en outre conclu que les données recueillies montrent que Wolfgang Walter Droege avait fondé le Heritage Front. Nous ne doutons pas qu'indépendamment de la présence de ses acolytes, soit Gerald Lincoln, James Scott Dawson et Grant Bristow, c'est Droege qui avait conçu le plan, et qu'il aurait agi pour former la nouvelle organisation. Il nous a dit qu'il l'aurait fait avec ou sans leur appui.

Le dossier révèle qu'avant, pendant et après le voyage en Lybie, Droege voulait établir un nouveau groupe qui serait davantage public et attirerait plus d'adeptes que les précédents. Comme tous les autres groupes du mouvement pour la suprématie de la race blanche, celui-ci ferait appel aux sentiments les plus méchants et les plus bas des Canadiens.

Le Heritage Front, nous l'avons fait remarquer, n'était pas la première organisation gérée avec succès par Droege. Son groupe du Ku Klux Klan était florissant il y a quatorze ans, avant que ses aventures de conspiration, de drogues et de trafic d'armes ne lui vaillent d'être emprisonné aux États-Unis (voir chapitre I).

13.2 La direction du Heritage Front

Même s'il semblait agir d'une manière plus consensuelle, ou au moins plus stable, que Don Andrews et le Parti nationaliste du Canada, Droege dirigeait néanmoins une organisation autoritaire où les ordres venaient d'en haut.

Nous avons remarqué que Grant Bristow, Gerald Lincoln et James Dawson appuyaient activement les initiatives de Droege. En sa qualité de confident de Droege, Grant Bristow faisait partie de la direction interne du Heritage Front.

Nous avons conclu que Bristow avait enseigné les méthodes de sécurité et de contre-ingérence aux membres du Heritage Front. Cette formation était donnée sur l'ordre de Droege et consistait en techniques qui, dans l'ensemble, faisaient appel au bon sens ou étaient inefficaces.

Dans l'ensemble, nous croyons que la source affectée par le SCRS pour s'infiltrer dans les rangs du Heritage Front ne concevait pas de programmes, mais qu'elle proposait à l'occasion des solutions de rechange ou des améliorations. Dans les premières années, cette personne avait pris part à des activités de contre-ingérence et s'était souvent vu confier d'autres tâches par Droege. Eric Fischer, ancien membre du Régiment aéroporté des Forces armées canadiennes, assumait la responsabilité de la sécurité matérielle.

Nous avons appris que la source donnait souvent des renseignements trompeurs à ses collègues du Heritage Front au sujet de sa façon de harceler des adversaires, ou lorsque Droege lui ordonnait de communiquer de l'information concernant ces « ennemis » du Heritage Front.

Nous avons constaté que, même si la source avait essayé au début d'éviter de participer à des réunions publiques à titre d'orateur ou de maître de cérémonie, elle avait été obligée de le faire pour entretenir sa crédibilité au sein du mouvement. Ses discours consistaient toutefois à donner de l'information plutôt qu'à inciter son auditoire à la violence. Elle n'a fait aucune déclaration raciste lors des réunions dont nous sommes au courant. Nous reconnaissons qu'elle a tenu des propos grossiers, caustiques et probablement racistes en présence de ses collègues racistes afin d'entretenir sa situation au sein du groupe.

13.3 Recrutement et financement

Nous avons conclu que les déclarations selon lesquelles Bristow était un excellent recruteur et solliciteur de fonds pour le Heritage Front sont exagérées ou, lorsqu'affirmées par des extrémistes, trompeuses.

Bristow avait une attitude manifestement arrogante et déplaisante envers la plupart de ses collègues extrémistes, en particulier les plus jeunes. On nous a dit que cela était conforme à sa personnalité, mais aussi délibérément affecté pour décourager les racistes plus jeunes de rester dans le groupe. Nous n'avons découvert aucune preuve indiquant que Bristow aurait recruté qui que ce soit dans les rangs du Heritage Front.

Les médias ont beaucoup insisté sur les fonds fournis par Grant Bristow au Heritage Front et aux partisans de la suprématie de la race blanche aux États-Unis. Nous avons montré au chapitre VIII que les allégations selon lesquelles Bristow aurait procuré des fonds à deux partisans américains de la suprématie de la race blanche, soit Tom et John Metzger, sont fausses et constituent une tentative réussie pour tromper les médias.

Les fonds versés par Bristow au Heritage Front étaient peu importants et représentaient sa part des dépenses engagées, qui étaient réparties entre tous les membres de l'exécutif de ce groupe. Nous avons en outre constaté qu'entre 1989 et la fin de 1992, Bristow retirait de son emploi à plein temps un modeste salaire, qu'augmentait la rémunération des petits travaux qu'il effectuait pour Droege et d'autres personnes, mais qui ne lui permettait pas de faire des dépenses très considérables.

Nous avons conclu que Grant Bristow avait contribué de façon directe et indirecte au mouvement au cours d'une période de sept ans. Mais nous nous sommes également assurés que sa contribution n'avait eu aucun effet important sur la viabilité du Heritage Front, qui n'avait ni bureau, ni personnel, ni dépenses d'équipement.

D'autre part, la source du SCRS a reçu peu d'argent pendant la majeure partie de sa carrière à ce titre, et le Service lui a fourni un financement majeur pendant une année seulement. Dans ce cas également, le coût de la vie à Toronto et les charges de famille de la source tournent en dérision les allégations selon lesquelles le SCRS aurait apporté un soutien important au groupe extrémiste. La majorité des fonds de celui-ci, nous a-t-on dit, provenait des cotisations des membres et des souscriptions à sa revue. À l'apogée du Heritage Front, Droege touchait un revenu important de son travail d'huissier, et Gerald Lincoln était, à ce qu'on disait, le principal bailleur de fonds de la revue.

13.4 La campagne de harcèlement

La source du SCRS a pris une part importante à la campagne de harcèlement du Heritage Front. Celle-ci a débuté lorsque les racistes et les antiracistes ont accédé aux messages enregistrés sur leurs répondeurs respectifs.

Nous acceptons la prémisse selon laquelle les activités de la source dans ce domaine ont commencé sur les instructions de Wolfgang Droege. Comme mentionné au chapitre V, à un moment donné au début de 1993, la campagne de harcèlement contre les antiracistes en particulier s'intensifiait rapidement et risquait de tourner à la violence physique entre les deux groupes. Avec la permission de son contrôleur, la source a alors réorganisé les menaces auparavant non coordonnées des membres du Heritage Front en un programme de rassemblement de renseignements.

Cette démarche eut plusieurs résultats. La source devint le dépositaire des renseignements recueillis par le Heritage Front. Après avoir appris la façon de faire de Droege, elle montrait aux membres du groupe comment recueillir l'information des répondeurs et leur disait ensuite comment traiter avec les cibles afin de rassembler des renseignements au sujet d'autres antiracistes. La source disait aux autres qu'elle avait harcelé des adversaires alors qu'il n'en était rien. Les menaces adressées à un directeur d'école en fournissent un exemple. La source modifiait aussi certains des renseignements concernant les adversaires du Heritage Front lorsque Droege lui demandait de les partager avec d'autres personnes ou d'autres groupes.

Nous avons exposé au chapitre V la façon dont nous comprenons le fonctionnement du processus. Les renseignements que nous avons reçus indiquent que les décisions relatives à la campagne « *IT* » étaient prises par le contrôleur et la source. Si le programme s'était limité à du harcèlement mineur, nous ne le remettrions pas en question. Mais nous estimons que la campagne a nui sensiblement aux personnes contre lesquelles elle était dirigée.

Les conflits entre les racistes et les antiracistes dans les rues de Toronto étaient notoires. Les médias ont accordé énormément d'attention à ces événements, et la haute direction du SCRS aurait dû être assez vigilante pour demander ce qui se passait en coulisse; on l'aurait alors mise au courant du programme de harcèlement. Nous n'avons relevé aucune preuve indiquant que tel ait été le cas.

Nous sommes conscients du harcèlement réciproque entre racistes et antiracistes qui a caractérisé cette période. Néanmoins, la source a participé à une campagne qui frisait les limites de ce que, à notre avis, la société canadienne considère comme un comportement acceptable et approprié de la part d'une personne qui agit pour le compte du gouvernement. Ainsi, nous avons conclu que le harcèlement ininterrompu de personnes, dont au moins une était une femme, approchait les limites d'un comportement approprié. De même, nous croyons que le fait d'appeler un employeur pour discréditer un employé, le harcèlement de cibles avec menaces

et les autres actes que nous avons décrits au chapitre V exigeaient que les décisions soient prises au SCRS à un niveau plus élevé qu'elles ne l'ont manifestement été dans ce cas. La haute direction du SCRS aurait dû prendre l'initiative à cet égard, il est vrai, mais il aurait été utile que le Bureau régional de Toronto fasse parvenir à Ottawa un exposé plus complet sur la complexité de la situation.

Nous n'imputons pas la responsabilité de l'omission à la source. Celle-ci a fait de son mieux dans les circonstances pour rattraper une situation qui risquait manifestement de tourner à la confrontation violente en la transformant en un programme moins vicieux. Si la direction du SCRS avait envisagé les meilleures options possibles, il y aurait peut-être eu moins de harcèlement et d'intimidation. À notre avis, la haute direction n'a s'est pas occupée d'assez près de ce qui était manifestement une situation très difficile.

À tout événement, la haute direction du SCRS, à l'administration centrale d'Ottawa, savait apparemment peu ou point de choses au sujet du programme de harcèlement exécuté à la fin de 1992 et au début de 1993.

Les organisations et particuliers juifs ont connu beaucoup moins de harcèlement que les militants antiracistes. Lorsqu'on lui a demandé de recueillir et de fournir des renseignements sur les dirigeants et groupes juifs, la source a tiré l'information de documents publics, comme les annuaires téléphoniques. Lorsqu'il lui a été demandé de fournir des renseignements sur la résidence de cibles ou d'autres informations personnelles, elle a ou bien usé de faux-fuyants ou encore puisé à des sources ouvertes.

Lorsque la source avait accès à des renseignements sur la communauté juive fournis au Heritage Front par d'autres partisans de la suprématie de la race blanche, elle les communiquait au SCRS. Si c'était nécessaire, on alertait les services de police. Nous sommes convaincus que, si la source l'avait voulu, elle aurait pu recueillir des renseignements personnels au sujet de dirigeants juifs. Mais elle ne le voulait pas et, autant que nous sachions, elle ne l'a pas fait.

La source a commis des actes individuels d'intimidation ou de harcèlement, comme nous en avons fait état au chapitre V. Ils ont suscité de l'inquiétude ou de la crainte chez les personnes visées par les attaques verbales. La source a déclaré que ces actes étaient nécessaires, à l'époque, pour appuyer le rôle qu'elle jouait auprès des racistes. Lorsque le contrôleur a été mis au courant des incidents, il a ordonné à la source de s'arrêter, ce qu'elle a fait.

Nous avons conclu que la source n'aurait pas dû intimider des membres de la communauté juive. Nous sommes par ailleurs d'avis qu'en communiquant au SCRS des renseignements qui, dans plusieurs cas, ont ensuite été transmis aux autorités de police, elle a pu prévenir des actes de violence physique.

Dans l'ensemble, notre analyse du « bilan » nous porte à conclure que les efforts déployés par la source ont finalement eu pour effet de mieux protéger la communauté juive contre les racistes.

Nous sommes en outre d'avis que l'école de formation en sécurité, mise sur pied par Bristow, n'était pas fréquentée par des racistes ni dirigée contre la communauté juive.

13.5 Infiltration du Parti réformiste

Nous n'avons pas effectué d'enquête fouillée sur des personnes non liées au SCRS, ni à Bristow, ni au Heritage Front, mais nous avons suivi toutes les pistes que nous avons découvertes au sujet de l'infiltration du Parti réformiste.

Nous avons conclu que le SCRS n'avait pas espionné le Parti réformiste. Nous n'avons par ailleurs trouvé aucune preuve indiquant que le gouvernement progressiste-conservateur aurait ordonné au SCRS de faire enquête sur ce parti.

Une question a été celle de savoir si Grant Bristow avait fait adhérer des membres du Heritage Front et d'autres indésirables au Parti réformiste. Les personnes étroitement associées avec la droite ou l'extrême-droite ont déclaré que Bristow avait activement encouragé les membres du Heritage Front à se joindre au Parti réformiste. Des renseignements privés échangés par Droege et des collègues en qui il avait toute confiance révèlent clairement qu'Overfield et lui voulaient que leurs confrères adhèrent au Parti réformiste dans le but (pour Overfield) d'encourager l'adoption des politiques du mouvement pour la suprématie de la race blanche et (pour Droege) de discréditer efficacement cette formation politique.

Les déclarations faites par Droege et ses collègues aux médias et au Comité de surveillance, selon lesquelles Grant Bristow aurait fait adhérer des gens au Parti réformiste, soit à la réunion du groupe C-FAR de Paul Fromm ou ailleurs, sont contredites par les renseignements fiables que nous avons obtenus.

Pour ce qui est des liens entre Grant Bristow et le Parti conservateur, il a travaillé pour David Crombie au milieu des années 80. Pour rendre service à son surveillant, Bristow a collaboré pendant plusieurs heures à la campagne électorale d'Otto

Jelinek en 1988. Ses activités pour le compte de Jelinek ont alors été au mieux secondaires, d'après le directeur de campagne de ce dernier.

C'est Alan Overfield qui a conçu et exécuté le plan de mettre sur pied une équipe de sécurité pour offrir une protection lors des grands rassemblements du Parti réformiste et des petites réunions d'associations de circonscription en Ontario. Il cherchait ainsi à accroître son influence au sein du Parti réformiste pour assurer l'exécution d'un programme raciste. Il se proposait de maîtriser, si possible, quelque douze associations de circonscription afin de convaincre le parti d'appliquer les politiques du mouvement pour la suprématie de la race blanche. Overfield fut élu au bureau de l'association de circonscription de Beaches-Woodbine. Sciemment ou non, le président de cette association permit à Overfield d'exercer sur lui une influence considérable, à tel point que d'autres membres ou sympathisants du Heritage Front furent aussi admis au bureau de l'association de circonscription.

Overfield est mêlé aux activités des groupes racistes depuis les années 70, et lui-même et certains de ses collègues étaient résolus à ne pas répéter les erreurs qui avaient précédemment entraîné leur expulsion du Crédit Social national d'Ernest Manning.

Overfield fit appel à son ami et employé de longue date, Wolfgang Droege, pour recruter le personnel de l'équipe de sécurité. La source était au nombre des membres clés du Heritage Front dont Droege sollicita le concours. Mais elle ne contribua pas à la formation de l'équipe; au contraire, nous avons vu des preuves révélant qu'elle s'était opposée à la participation de membres du Heritage Front à cette activité. La source a affirmé avoir assisté à quatre réunions ou rassemblements du Parti réformiste en tout.

Le Bureau régional de Toronto a été informé par la source que Bristow avait été intégré à l'équipe de sécurité après la première réunion de l'association de circonscription de Beaches-Woodbine, au début de juin 1991. Lors du grand rassemblement tenu à Mississauga, Grant Bristow assurait la protection de Preston Manning, mais il n'était pas dans le secret des discussions délicates du parti. Le secrétaire de presse de M. Manning et d'autres personnes ont catégoriquement confirmé ce fait. M. Manning lui-même ne se rappelle pas avoir rencontré Bristow.

Notre examen de la documentation gardée par le SCRS et nos entrevues avec des employés nous ont permis d'établir hors de tout doute raisonnable que la source du Service n'a fait rapport d'aucune des activités du Parti réformiste. Il n'existait absolument aucune preuve plausible révélant que le SCRS obéissait

à des instructions politiques lorsque sa source a rendu compte des activités de l'équipe de sécurité d'Overfield. Ce qui ne veut pas dire que d'autres personnes ne tramaient pas de complots à visées politiques.

Nous avons conclu que Wolfgang Droege avait un plan qui différait de celui d'Al Overfield. Droege considérait le Parti réformiste comme un concurrent, et ses actes et déclarations, dès la création de l'équipe de sécurité, visèrent à le discréditer avant les élections fédérales de 1993.

Ce fut seulement au début d'août 1991 que l'administration centrale du Service ordonna au Bureau régional de Toronto de rompre tous les liens de sa source avec le Parti réformiste. À notre avis, ce décalage de deux mois a été trop long. Nous pensons qu'on aurait dû ordonner à la source de cesser toutes ces activités pendant le même mois au cours duquel elles sont venues à la connaissance de l'administration centrale.

Comme on vient de le dire, il a été ordonné à la source de cesser ses activités auprès du Parti réformiste au début d'août. Elle a néanmoins participé avec l'équipe d'Overfield au rassemblement de janvier 1992, à Pickering. Or, la source et le contrôleur ont tous deux déclaré avec conviction que les activités en question avaient cessé dès réception de l'instruction dans ce sens.

Nous avons conclu que l'instruction donnée par l'administration centrale en août n'était pas suffisamment précise. Le message répétait qu'aucun rapport ne devait être fait au sujet du Parti réformiste, mais ne disait pas expressément que la source devait se retirer de l'équipe de sécurité. Les gestionnaires de l'administration centrale du SCRS et de la région de Toronto ont tous compris que la communication du mois d'août signifiait que les activités de la source au sein de l'équipe de sécurité devaient cesser, mais celle-ci a interprété ses instructions différemment, et nous pouvons voir pourquoi.

Nous avons examiné les raisons pour lesquelles le SCRS n'avait pas informé le Ministre de l'infiltration du Parti réformiste par des membres du Heritage Front. Nous avons tenu compte du fait que la décision avait été prise au cours d'une période de transition au niveau de la haute direction du Service, et que le sous-directeur des opérations avait rempli les fonctions de directeur par intérim pendant la majeure partie de l'été et de l'automne de 1991.

Le directeur qui assurait alors l'intérim a cru qu'il n'y avait pas de menace manifeste à la sécurité du Canada. Cependant, à notre avis, la décision était d'importance capitale et aurait dû

être prise par le directeur lui-même, et non pas par son suppléant. Nous ne sommes pas prêts à déterminer après coup quelle aurait dû être la décision du directeur; il aurait fort bien pu arriver à la même conclusion que son sous-directeur - Opérations et Analyse.

En tout état de cause, le Solliciteur général de l'époque n'a pas été informé de la question de l'infiltration.

Notre enquête a révélé qu'au cours de l'été de 1991, une personne connue de certains responsables du Parti réformiste à titre d'employée du SCRS avait soulevé des doutes au sujet de la participation de Wolfgang Droege à l'équipe de sécurité d'Overfield. L'information selon laquelle Droege était un tenant de la suprématie de la race blanche a été portée à l'attention d'au moins deux responsables ontariens du Parti réformiste. De plus, Wolfgang Droege a été qualifié de partisan du Parti réformiste dans le *Toronto Star* du 19 juin 1991. Mis en présence de cette information, Overfield avait apparemment confirmé les liens de Droege avec le mouvement pour la suprématie de la race blanche. Nous croyons qu'il est probable que les responsables ontariens du Parti réformiste n'aient pas communiqué le renseignement à son conseil national. Au début de 1992, des membres du Parti ont commencé à enquêter l'infiltration des racistes mais un comité d'enquête n'a pas vu le jour avant que les médias exposent l'histoire, en février 1992.
À notre connaissance, le parti n'a donné aucune autre suite à ce renseignement jusqu'à ce que la question soit mise au jour par les médias, en février 1992.

Nous avons étudié au cours de notre examen les nombreuses questions posées par les activités du Heritage Front relativement au Parti réformiste. Nous avons appris que Louis Allore, avocat et ancien membre de ce parti, avait versé 500 $ à Droege pour qu'il essaie de se faire admettre à une réunion à laquelle Preston Manning participait à Oshawa, dans le but d'embarrasser ce dernier. Un ancien membre du parti réformiste, Michael Lublin, avait probablement servi d'intermédiaire dans cette affaire.

Nous croyons que Michael Lublin avait suggéré à Droege d'assister à l'assemblée de mise en candidature de John Gamble à titre de député du Parti réformiste, dans la circonscription de Don Valley-Ouest, pour lui manifester son appui. Ce geste devait de nouveau contribuer à discréditer le Parti réformiste. Lublin nous a informés qu'il avait averti les médias préalablement à l'événement.

Nous croyons que Lublin et Droege ont communiqué à un certain nombre de reprises afin d'accroître leur crédibilité dans leurs collectivités respectives.

Nous concluons que les responsables du Parti conservateur s'intéressaient certainement à ce que faisait le Parti réformiste, et qu'un certain nombre de dissidents réformistes avaient auparavant eu des liens avec les Conservateurs. Nous n'avons toutefois relevé aucune preuve de conspiration par le Parti conservateur, avec ou sans la participation du SCRS, pour discréditer le Parti réformiste en se servant du Heritage Front. Nous n'avons par ailleurs décelé aucune preuve indiquant que le Parti réformiste se serait servi du Heritage Front pour discréditer les dissidents réformistes qui avaient auparavant eu des liens avec le Parti conservateur.

13.6 Le Parti réformiste et un gouvernement étranger

Au cours de notre examen des actes du SCRS relativement au Parti réformiste, nous avons appris que le Service avait effectué une enquête entre octobre 1989 et janvier 1990. Voir à ce sujet le chapitre VII.

Nous avons conclu que le Service avait l'obligation de chercher à savoir si le gouvernement du pays étranger en cause essayait d'influencer les résultats d'élections tenues au Canada.

13.7 Maguire et Metzger

À la suite des allégations d'août 1994 selon lesquelles le SCRS avait un informateur dans les rangs du Heritage Front, les médias accordèrent énormément d'attention à la présumée ingérence du Service dans les arrestations par la police de Sean Maguire et de Tom et John Metzger, trois Américains reconnus comme des tenants de la suprématie de la race blanche.

Dans le cas de l'arrestation de Sean Maguire, nous avons conclu que le SCRS n'était pas intervenu pour protéger Grant Bristow. Une source du SCRS avait informé le Service que Maguire était dans la voiture de Bristow et qu'il y avait des armes dans le coffre de l'auto. Lorsque les policiers ont arrêté Maguire, ils ont découvert les armes et détenu Bristow. Il a par la suite été relâché lorsque la police a conclu qu'il n'avait pas contrevenu à la loi.

Après nous être entretenus avec les services de police concernés, nous sommes convaincus que, si la possession d'armes à feu par Bristow s'était révélée illégale, il aurait été arrêté et inculpé. Les armes à feu convenablement entreposées dans sa voiture ne donnaient matière à aucune contravention. Le dossier de l'incident conservé par la police de Toronto est mince, car Maguire a été arrêté en vertu d'un mandat d'Immigration Canada qui n'entraînait pas d'enquête de la part des services de police locaux.

Nous avons conclu que les médias avaient eu tort d'affirmer que le SCRS s'était ingéré dans l'arrestation. Nous avons par ailleurs noté que Maguire avait été arrêté sur la foi de renseignements fournis par le SCRS.

Le cas de l'arrestation de John et Tom Metzger est plus complexe. Ni le SCRS ni la source ne possédaient de renseignements concernant leur entrée illégale au Canada. Lorsque le Service apprit qu'ils étaient arrivés, il en informa la police, et ils furent arrêtés par une équipe tactique mixte des services de police et de l'Immigration après une réunion du Heritage Front. Comme lors de l'arrestation de Maguire, les personnes qui avaient pris place avec eux dans la voiture, dont, notamment, Wolfgang Droege, furent relâchées.

Les Metzger avaient fait l'objet d'une alerte du ministère de l'Immigration avant leur arrivée, nais ils s'étaient faufilés à la frontière, en provenance des États-Unis. Après leur arrestation, ils comparurent devant un arbitre et furent déportés 90 minutes plus tard. La source a informé le SCRS que Bristow leur avait apporté leurs bagages à Buffalo (New York) avant leur départ pour la Californie. Elle a par ailleurs déclaré que Bristow, qui devait travailler le lendemain, avait passé environ 30 minutes avec eux.

Par suite de l'énorme intérêt suscité par le reportage paru dans le *Toronto Sun* du 14 août 1994, Tom Metzger fut interviewé dans le cadre de l'émission de télévision *« The Fifth Estate »*. Il déclara que Grant Bristow s'était rendu en Californie pour lui donner de l'argent et lui communiquer les noms de gauchistes et de dirigeants juifs. L'émission fournit une tribune non critique à Metzger et à d'autres tenants de la suprématie de la race blanche pour parler à loisir de leurs activités et pour effrayer sérieusement la communauté juive du Canada.

Nous avons appris que Droege et Tom Metzger avaient eu des entretiens avant les interviews avec les reporters de la CBC. Nous avons conclu que, par suite des instructions de Droege, Tom Metzger avait menti en affirmant avoir reçu de Grant Bristow de l'argent et des renseignements sur les groupes juifs. L'émission diffusa des renseignements non corroborés obtenus de sources notoirement violentes et douteuses. Les déclarations de Metzger avaient été préparées en consultation avec son collègue néo-nazi au Canada, Droege, et visaient à accroître le climat de peur chez la communauté juive du Canada; elles eurent précisément cet effet.

En dépit des affirmations contraires, le Service n'avait pas été prévenu du fait que des synagogues de la région de Toronto allaient être dégradées après l'arrestation des Metzger. Comme nous le mentionnons au chapitre IV, le SCRS a publié une évaluation de

menace contenant un avertissement de vandalisme, mais cela est pratique courante après que l'extrême-droite subit une défaite, et les services de police sont bien conscients du risque auquel sont alors exposées les institutions juives et autres.

Nous croyons en outre que la plupart des autres commentaires diffusés au cours de l'émission de la CBC provenaient d'un ancien agent d'immigration; celui-ci fournit des renseignements confus qui furent finalement trompeurs. Cela eut pour effet de discréditer le SCRS, le gouvernement du Canada et les divers services de police et autres organismes qui combattent les groupes racistes au Canada. En conséquence, l'émission de télévision fournit aux racistes violents des États-Unis comme du Canada une occasion sans précédent de se faire voir comme des témoins dignes de foi, honnêtes et véridiques.[1]

13.8 Espionnage de la CBC

Nous avons conclu que les renseignements recueillis par le Service concernant la CBC avaient été obtenus lors d'une enquête légale. Chose plus importante encore, le SCRS n'a pas espionné la CBC, ni ses journalistes, ni aucun autre membre de son personnel. Les renseignements communiqués au Solliciteur général n'avaient pas été obtenus par la source.

Compte tenu de toutes les circonstances atténuantes relatives aux besoins d'information du Ministre et de la nature des renseignements recueillis, nous sommes d'avis qu'une partie de l'information recueillie et transmise n'était pas *« strictement nécessaire »*. Si le Service voulait fournir au Ministre des renseignements à jour sur la menace à la sécurité nationale présentée par les tenants de la suprématie de la race blanche au sein des Forces armées canadiennes, il aurait pu le faire sans parler d'une émission de la CBC.

13.9 Espionnage du Syndicat des postiers

Nous avons passé en revue les reportages selon lesquels le SCRS aurait espionné des employés des postes ou le Syndicat des postiers du Canada, qui ont été diffusés sur le réseau anglais de la Société Radio-Canada en septembre et en octobre 1994. Nous avons conclu que les allégations contenues dans ces reportages étaient dénuées de tout fondement.

---

[1] Un des producteurs du *Fifth Estate* a dit: "l'insinuation que nous avons accepté leurs déclarations (les tenants de la suprématie blanche) est fausse - nous avons fait tout ce qui était humainement possible... mais nous ne voulons pas faire d'autres commentaires sur quoi que ce soit qui pourrait affecter le teneur du rapport."

Nous croyons qu'un ou plusieurs journalistes de la CBC ont mal interprété une fiche pour l'aide-mémoire parlementaire du Ministre qui avait fait l'objet d'une fuite.

À la suite de sa propre enquête, la Société Radio-Canada a effectivement retiré ses allégations selon lesquelles le SCRS aurait espionné le Syndicat des postiers.

13.10 <u>Les médias et l'affaire du Heritage Front</u>

Nous n'avons pu manquer de remarquer l'énorme intérêt suscité dans les médias par les allégations selon lesquelles un informateur du SCRS avait infiltré le Heritage Front. Nous avons pris toutes ces allégations au sérieux, car telle est notre responsabilité envers la population du Canada.

Dans plusieurs cas où nous avons demandé à la presse écrite et à la presse électronique de rectifier des erreurs qu'elles avaient commises, nous avons été heureux de les trouver réceptives à nos requêtes.

Dans certains cas, les médias ont publié des reportages sur « l'affaire du Heritage Front » dans lesquels ils se sont efforcés de situer les questions dans leur contexte et ont manifestement cherché à corroborer leurs sources d'information. Nous reconnaissons les obstacles considérables inhérents à tout reportage intéressant la communauté du renseignement. À notre avis, néanmoins, la plupart des journalistes ont agi de façon responsable dans la réalisation de leurs reportages, malgré les inconvénients présentés par le secret entourant cette affaire.

Cela dit, nous nous estimons obligés de souligner qu'une émission de la série « *The Fifth Estate* » consacrée à l'affaire du Heritage Front ne présentait pas un tableau équilibré de la situation.

Cette émission de « *The Fifth Estate* » a présenté les témoignages de racistes violents sans qu'on puisse y déceler le moindre effort sérieux pour corroborer leurs déclarations.

13.11 <u>Directives ministérielles - Le SCRS et la politique relative aux sources</u>

Toutes les activités des sources humaines sont régies par les limites de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* et par les instructions données par le Solliciteur général en vertu du paragraphe 6(2) de cette loi. Elles sont également régies par les directives internes du SCRS figurant dans le <u>Manuel des opérations du SCRS</u>. Dans leurs directives aux sources, les

agents du SCRS doivent s'en tenir aux limites fixées par les articles 2 et 12 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*.

En vertu de cette loi, le Ministre peut donner des instructions par écrit au Service. Le 30 octobre 1989, le Solliciteur général de l'époque a donné des lignes directrices complètes à l'usage des sources humaines. Dans son instruction, le Ministre signale qu'*« il incombe au SCRS de faire tout ce qui est raisonnable pour s'assurer que ses sources confidentielles agissent dans les limites de la loi, et que leur conduite ne jette pas le discrédit sur le gouvernement ni sur le Service. »*

Le ministre mentionnait en outre que les sources confidentielles devaient être averties de ne pas s'engager dans des activités illégales pour accomplir leur travail pour le compte du Service, de ne pas agir comme « agents provocateurs », et de ne pas inciter ni encourager, de quelque façon que ce soit, d'autres personnes à avoir des activités illégales.

À notre avis, toutefois, le niveau des directives fournies aux agents du SCRS est nettement insuffisant.

Nous croyons qu'il y aurait lieu de réexaminer les directives et les politiques en la matière. En effet, elles devraient à tout le moins répondre pleinement aux besoins du personnel du SCRS en lui fournissant des réponses bien pesées à diverses questions importantes, comme :

- quel genre de rôle actif est acceptable de la part d'une source au sein d'une organisation ciblée par le SCRS?

- convient-il qu'une source soit un dirigeant ou un chef au sein d'une organisation ou d'un mouvement?

- les sources devraient-elles participer à des contre-mesures qui contribueraient à détruire les groupes ou mouvements terroristes, plutôt qu'à les faire durer?

- est-il plus profitable de conserver une source que de prendre des mesures (ce concert avec les forces de police, p. ex.) pour détruire le groupe?

Nous reconnaissons que les réponses à ces questions ne sont pas simples. Comme nous l'avons mentionné dans notre rapport, les membres des groupes racistes, par exemple, passent d'une

organisation à l'autre pour une variété de raisons, et les groupes se forment et se reforment sous différents noms. Le membre du Heritage Front d'aujourd'hui sera demain un adhérent du Parti nationaliste ou un disciple d'Ernst Zundel ou, ce qui est plus probable compte tenu des causes récentes entendues par les tribunaux en Amérique du Nord, un raciste agressif prétendant n'appartenir à aucun groupe particulier pour éviter d'être poursuivi.

Si le SCRS affectait seulement des sources « *passives* » auprès des groupes de racistes de la droite, l'information mise à la disposition de la communauté du renseignement et des services de police serait, au mieux, considérablement moins utile et, au pis, totalement inutile. La plupart des bonnes sources sont actives. Ainsi, les renseignements fournis par la présente source ont contribué à l'élaboration de quatre-vingts évaluations de la menace en l'espace de cinq ans, à la rédaction de centaines de rapports, à la déportation de pas moins de cinq tenants étrangers de la suprématie de la race blanche, et à l'affaiblissement de certains efforts racistes dirigés contre des groupes juifs, des antiracistes et des minorités.

Nous constatons par ailleurs, en réponse à la question de savoir s'il faut entraver l'action des groupes extrémistes ou les éliminer, que la commission d'enquête de 1981 dirigée par le juge D.C. McDonald n'avait pas une haute opinion des pratiques du Service de sécurité de la GRC[2].

La Commission faisait allusion expressément à des actes directs d'employés de l'ancien Service de sécurité, mais nous ne sommes pas enclins à appuyer ces mêmes actes de la part d'une source du SCRS. Nous sommes en outre conscients du fait qu'en détruisant un groupe au lieu de le surveiller, on risque d'en voir naître un autre pire par la suite.

Notre enquête sur l'affaire du Heritage Front nous a permis de constater que trop peu d'orientations étaient fournies aux intéressés. Ainsi, nous n'avons relevé aucune directive claire au sujet des faits entourant la campagne de harcèlement; personne n'avait de vue d'ensemble de ce qui se passait.

À notre avis, le Service devrait dresser régulièrement le « *bilan* » des avantages du travail d'une source donnée. Autrement dit, la direction et le personnel qui traitent avec une source de

---

[2] Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada (commission McDonald), Deuxième rapport -- volume 1, *La liberté et la sécurité devant la loi*, août 1981, page 280.

haut niveau devraient prendre régulièrement du recul face aux activités courantes pour évaluer l'opération dans son ensemble. Cela se fait, jusqu'à un certain point, dans le processus de renouvellement des autorisations de ciblage. En l'occurrence, toutefois, une activité importante de la source, la campagne « *IT* », n'a pas été soumise à la haute direction qui n'a donc pu en discuter; cela constitue, à notre avis, une omission sérieuse.

Nous en concluons que les instructions actuelles du Solliciteur général et du Directeur devraient être étoffées et améliorées de manière à permettre de résoudre les problèmes que nous avons exposés.

La meilleure façon d'éviter les critiques, nous le savons, consiste à ne rien faire. Nous ne préconisons donc pas de règles détaillées qui limiteraient excessivement le SCRS dans l'exercice de sa responsabilité de protéger le public et l'État canadiens. Nous recommandons plutôt l'élaboration de lignes directrices ministérielles obligeant la direction du SCRS à peser soigneusement, à intervalles réguliers, les avantages et les risques inhérents à chaque opération faisant appel à une source humaine, en tenant compte comme il se doit des circonstances particulières à chaque cas.

Nous sommes d'avis que les actes des sources ne devraient pas jeter le discrédit sur le Service, ni sur le gouvernement, ni sur notre société. Cela dit, nous comprenons que, dans l'ensemble, les cibles du SCRS ou des services de police n'ont généralement pas le plus haut degré de sens moral que l'on trouve dans notre société. Le fait d'employer une source, quelle qu'elle soit, parmi des trafiquants de drogue ou des terroristes devient une situation de gestion de risque exigeant que l'on en pèse les avantages en matière de collecte de renseignements en regard du risque de divulgation et des éventuelles activités inopportunes de la source.

13.12 Vue d'ensemble

Le présent rapport renferme des critiques directes et indirectes au sujet de certains éléments de l'affaire du Heritage Front, mais un aspect de l'opération mérite des louanges. Il s'agit du travail accompli par la source en étroite collaboration avec l'enquêteur de Toronto qui était son point de contact avec le SCRS.

Le concours de sources est important, et parfois vital, pour le bien-être de la société canadienne. Dans cette affaire, tant la source que ses contrôleurs se sont acquittés de leurs tâches de façon compétente et responsable, nous en avons la conviction.

Pendant toute cette période, les deux hommes étaient convaincus de faire oeuvre utile pour aider à protéger la société canadienne d'un cancer qui la rongeait de l'intérieur. Ils méritent nos remerciements.

Nous tenons enfin à exprimer notre conviction inébranlable que le gouvernement du Canada devrait continuer d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour s'assurer d'être toujours au courant de ce qui se passe au sein des groupes racistes et néo-nazis d'extrême-droite. Les Canadiens ne devraient jamais commettre de nouveau l'erreur de sous-estimer le tort que peuvent faire les organisations animées par la haine.

ANNEXE A

MODE DE FONCTIONNEMENT DU PROCESSUS DE CIBLAGE

Le SCRS a pour rôle de fournir au gouvernement du Canada de l'information sur les menaces qui pèsent sur la sécurité du Canada. Son mandat est énoncé dans les articles 2 et 12 de la *Loi sur le SCRS*, cette dernière disposition précisant que le Service *« recueille, au moyen d'enquêtes ou autrement, dans la mesure strictement nécessaire, et analyse et conserve les informations et renseignements sur les activités dont il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'elles constituent des menaces envers la sécurité du Canada »*.

La responsabilité du Service de faire *« rapport au gouvernement du Canada et [de] le conseille[r] à cet égard »* est décrite à l'article 12 de la *Loi*.

À l'article 2 de la *Loi* est énoncé ce qui constitue une menace envers la sécurité du Canada, soit a) l'espionnage, b) les activités influencées par l'étranger, c) celles qui favorisent le terrorisme et d) les activités visant à saper ou à renverser le régime de gouvernement constitutionnellement établi au Canada.

En adoptant la *Loi sur le SCRS*, le Parlement a reconnu que, pour être en mesure de recueillir l'information sur les menaces touchant la sécurité du Canada, le SCRS devait être investi de pouvoirs d'enquête. Pour contrebalancer ces pouvoirs, il les a circonscrits de la manière suivante :

* il doit exister *« des motifs raisonnables de soupçonner »* qu'une activité constitue une menace envers la sécurité du Canada,

* l'un des critères qui président à la collecte de l'information est que celle-ci ne doit être recueillie que *« dans la mesure strictement nécessaire »*, et

* les menaces à la sécurité du Canada n'englobent pas *« les activités licites de défense d'une cause, de protestation ou de manifestation d'un désaccord »*, à moins que ces dernières n'aient un lien avec celles qui sont mentionnées à l'article 2 de la *Loi*.

Ces pouvoirs ont aussi été circonscrits au moyen de lignes directrices formulées dans des directives ministérielles qui sont reprises dans la politique du SCRS sur le ciblage. Ainsi, le Service doit, en particulier, mener ses activités d'enquête et formuler ses politiques opérationnelles de manière à respecter les cinq principes fondamentaux suivants :

* Les enquêtes doivent être conformes à la loi.

* Les techniques d'enquête utilisées doivent être *proportionnelles* à la gravité et à l'imminence de la menace.

* La nécessité d'employer diverses méthodes d'enquête doit être pesée en fonction du tort que cela pourrait causer à l'égard des libertés civiles et des institutions névralgiques de la société.

* Plus une méthode d'enquête est intrusive, plus l'autorisation d'y recourir doit venir de haut.

* Sauf dans les cas d'urgence, les techniques qui comportent le moins d'intrusion sont utilisées avant celles qui en comportent plus.

Le SCRS a élaboré une politique de ciblage qui vise à appliquer la *Loi* et les directives ministérielles, et à assurer la cohérence des enquêtes et l'exercice d'un contrôle sur celles-ci. Cette politique constitue le chapitre I.3 du Manuel des opérations du SCRS.

La politique sur le ciblage comprend un processus d'approbation qui concerne le recours à des méthodes d'enquête comportant divers niveaux d'intrusion. Il existe trois niveaux fondamentaux d'enquête :

Niveau 1

Une enquête de niveau 1 peut être approuvée par un gestionnaire du SCRS pour une période de 90 jours. Ce niveau suppose le recours aux méthodes comportant le moins d'intrusion, par exemple, les sources ouvertes d'information,

les dossiers de la police et du gouvernement et les demandes aux services de renseignement alliés.

Niveau 2

Une enquête de niveau 2 peut être approuvée par des gestionnaires supérieurs pour une période totale de 12 mois. Elle englobe toutes les méthodes autorisées pour le niveau 1, de même que l'obtention de relevés d'appels interurbains, la mise à contribution de sources humaines déjà en place, la réalisation d'entrevues avec le sujet de l'enquête et le recours à la filature pour l'identifier.

Niveau 3

Une enquête de niveau 3 est approuvée par le Comité d'approbation et de révision des cibles (CARC) et vise les méthodes comportant le plus d'intrusion. Outre le recours à toutes les méthodes d'enquête prévues pour les niveaux 1 et 2, elle permet de recruter et d'utiliser pleinement des sources humaines, de recourir sans restriction à la filature, et de présenter des demandes de mandat à la Cour fédérale.

La préparation des demandes de mandat présentées à la Cour fédérale se fait suivant les nouvelles procédures que le juge Addy a recommandées à la suite de l'examen du processus relatif aux mandats.

Le CARC a pour président le directeur du Service et pour membres le sous-solliciteur général adjoint, l'avocat principal et des gestionnaires supérieurs. Il autorise par écrit la tenue d'enquêtes de niveau 1, 2 ou 3 pour une période pouvant aller jusqu'à 24 mois.

CLÉ DES SIGLES

AC	administration centrale
AIM	*American Indian Movement*
ARA	*Anti-Racist Action*
AT	antiterrorisme
BBS	babillard électronique
CARC	Comité d'approbation et de révision des cibles
CARP	*Coalition Against the Reform Party*
CEIC	Emploi et immigration Canada
CIPC	Centre d'information de la police canadienne
CJC	Congrès juif canadien
CNA	Congrès national african
COR	*Confederation of Regions*
COTC	*Church of the Creator*
CSARS	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
FBI	*Federal Bureau of Investigations*
FNU	first name unknown (prénom inconnu)
HF	*Heritage Front*
GRC	Gendarmerie royale du Canada
JSN	*Jewish Students' Network*
KKK	Ku Klux Klan
LAM	Ligue anticommunisme mondiale
LDJ	Ligue de défense juive
LNU	last name unknown (nom inconnu)
MAÉ	ministère des affaires étrangères
OHIP	Régime d'assurance-santé de l'Ontario

MO	Manuel des opérations
OPP	police provinciale de l'Ontario
OLP	Organisation de libération de la Palestine
PC	Parti progressiste-conservateur
PNC	Parti nationaliste du Canada
PR	Parti réformiste
RPC	Régime de pension du Canada
SCRS	Service canadien du renseignement de sécurité
SCP	Syndicat canadien des postiers
SDE	Sous-directeur, exigences
SH	sources humaines
SPCUT	service de police de la Communauté urbaine de Toronto
SPWR	*Society for the Preservation of the White Race*
WHF	*White Heritage Foundation*
ZOG	*Zionist Occupation Government*